

UNIVERSITÉ DE CAEN

FACULTÉ DE DROIT

DE LA PROPRIÉTÉ

Et de l'usage des lettres missives

THÈSE POUR LE DOCTORAT

SOUTENUE PUBLIQUEMENT

DANS LA GRANDE SALLE DE LA FACULTÉ DE DROIT

Le vendredi 28 janvier 1898, à 3 heures 1/2 du soir

PAR

Auguste POUTAS-LARUE

Avocat à Valognes.

CAEN

IMPRIMERIE CHARLES VALIN

7 ET 9, RUE AU CANU

1898



Digitized by the Internet Archive
in 2026

UNIVERSITÉ DE CAEN

FACULTÉ DE DROIT

DE LA PROPRIÉTÉ

Et de l'usage des lettres missives

THÈSE POUR LE DOCTORAT

SOUTENUE PUBLIQUEMENT

DANS LA GRANDE SALLE DE LA FACULTÉ DE DROIT

Le vendredi 28 janvier 1898, à 3 heures 1/2 du soir

PAR

Auguste POUTAS-LARUE

Avocat à Valognes.



CAEN

IMPRIMERIE CHARLES VALIN

7 ET 9, RUE AU CANU

1898

FACULTÉ DE DROIT DE CAEN

Année scolaire 1897-1898

DOYEN :

M. Edmond VILLEY (✱, I. ✱), correspondant de l'Institut, membre du Conseil supérieur de l'Instruction publique.

PROFESSEURS :

MM. TOUTAIN (✱, I. ✱), professeur de *Droit administratif*.

DANJON (I. ✱), professeur de *Droit commercial* et de *Droit maritime*.

Edmond VILLEY (✱, I. ✱), professeur d'*Économie politique*.

LAISNÉ DES HAYES (☉, A. ✱), professeur de *Droit romain*, chargé d'un cours de *Code civil*.

GUILLOUARD (✱, I. ✱, C. ✱), professeur de *Code civil*.

LEBRET (I. ✱), professeur de *Code civil* (élu député du Calvados).

CABOUAT (I. ✱), professeur de *Droit international public* et *privé*, et de *Législation industrielle*.

GAUCKLER (I. ✱), professeur de *Droit romain*, chargé du cours d'*Histoire du Droit public français* (DOCTORAT).

MARIE (I. ✱), assesseur du doyen, professeur de *Droit criminel*, et chargé du cours d'*Histoire du Droit français* (DOCTORAT).

MM. Ambroise COLIN (I. ☉), professeur de *Code civil*,
et chargé du cours d'*Éléments du Droit constitutionnel*.

BIVILLE (A. ☉), professeur de *Procédure civile*, et
chargé du cours d'*Histoire générale du Droit français* (LICENCE).

AGRÉGÉS :

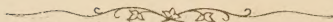
MM. DEBRAY, chargé d'un cours de *Droit romain* et du
cours de Pandectes.

René WORMS (A. ☉), chargé du cours d'*Histoire
des Doctrines économiques*.

LE FUR, chargé des cours de *Législation financière*
et de *Droit constitutionnel comparé*.

SECRÉTAIRE :

M. GILLET (I. ☉), secrétaire du Conseil de l'Université
de Caen.



A LA MÉMOIRE DE MON FRÈRE,

A MON PÈRE, A MA MÈRE,

A MA FAMILLE,

A MES AMIS.

JURY D'EXAMEN

MM. J. MARIE, *professeur*, PRÉSIDENT DE LA THÈSE.

LAISNÉ DES HAYES, *professeur*.

DEBRAY, *agrégé*.

BIBLIOGRAPHIE



- AUBRY ET RAU. *Droit civil français*. (4^e édition, t. VIII, par. 760 *ter*, p. 289.)
- BAUDOUIN (M. l'Avocat général). — Discours de rentrée à la Cour de Lyon. (1883, 2 novembre.)
- BELLOC *Les postes françaises*, (Firmin-Didot, éditeur, 1886.)
- BOUCHEZ Rapport à la conférence des avocats à la Cour d'appel de Paris. — *Revue pratique de droit français*. T. XV, 1884 p. 327 et suiv.)
- Bulletin des arrêts de la Cour de cassation (partie criminelle).
- DU CAMP (Maxime). L'administration des postes. (*Revue des Deux-Mondes*, janvier 1867, p. 167 et suiv.)
- DE CORMENIN. De la publication des lettres confidentielles. (*Revue critique de législation et de jurisprudence*, t. I, 1851, p. 104 et suiv.)
- DALLOZ Répertoire alphabétique de législation, de doctrine et de jurisprudence, v^o Lettre missive et Postes.—Jurisprudence générale.
- DEFFIS Annales de la propriété industrielle, artistique et littéraire. (1870, t. XVI, p. 97 et suiv.)

- DELALANDE Étude sur la propriété littéraire et artistique. (*Revue pratique du droit français*, t. XLVI, 1879, p. 200 et suiv.)
- FAUSTIN HÉLIE. . . . *Traité de l'instruction criminelle. — Pratique criminelle des cours et tribunaux*
- FRAULT. *Manuel postal théorique et pratique.* (Paris, édité par l'auteur, 1890.)
- HANSSENS. *Du secret des lettres.* (Bruxelles, Bruylant, éditeur, 1890.)
- HEPP. *De la correspondance privée, postale ou télégraphique, dans ses rapports avec le droit civil et le droit commercial.* (1864).
- LABBÉ Note au Sirey périodique sous l'arrêt de Cassation du 9 février 1881. (S. 81, 1, 193.)
- LAMARTINE (Œuvres de). Édition Firmin-Didot, 1849.
- LEGRIS *Du secret des lettres missives.* (2^e édition, Chevalier-Maresq et C^{ie}, éditeurs.)
- MERLIN. Répertoire de jurisprudence, v^o Lettre missive.
- PATAILLE Annales de la propriété industrielle, artistique et littéraire. — Lettres missives, propriété, droit de publication, droits d'auteur.
- POUILLET *Traité théorique et pratique de la propriété littéraire et artistique.* (Chapitre X, p. 315 et suiv.)
- RENOUARD. *Traité des droits d'auteur.* (T. II, n^o 54, p. 114, et n^o 169, p. 294.)
- ROUSSEAU. *Traité théorique et pratique de la correspondance par lettres missives et télégrammes.* (Paris, 2^e édition, A. Maresq aîné, éditeur, 1877.)
- SIREY. Recueil général des lois et arrêts.

- STOFFEL *Des lettres missives en droit français.*
(Thèse pour le doctorat.)
- TISSIER *La propriété et l'inviolabilité du secret des*
lettres missives en droit français. (Paris,
Chevalier-Maresq, éditeur, 1883.)
- VANIER Des lettres missives. (*Revue pratique de*
droit français, T. XXI, 1866, p. 80 et suiv.)
- VOILIAUME *Du respect dû à la correspondance.* (Thèse
pour le doctorat.)
- WORMS *Etude sur la propriété littéraire.* (T. II, p. 53
et suiv.)
-

DE LA PROPRIÉTÉ

Et de l'usage des lettres missives

INTRODUCTION

« Tout est dit, et l'on vient trop tard depuis plus de sept mille ans qu'il y a des hommes et qui pensent, » a dit La Bruyère dans ses Caractères ¹.

Cette idée peut être vraie, quoique ce soit encore bien discutable, pour les œuvres de l'esprit ; mais certainement, elle ne peut s'appliquer à la science du droit. Tous les jours, on trouve dans la législation des lacunes regrettables ; on voit des difficultés surgir qui obligent le magistrat, forcé de se prononcer, à devenir pour un instant législateur.

C'est ainsi que sur le sujet que nous nous proposons d'étudier, la propriété et l'usage des lettres missives, la loi est absolument muette, ce qui est

1. Chapitre 1^{er}.

fâcheux, car la question est grave au point de vue des conséquences pratiques.

Le législateur de 1804 aurait toutefois une excuse à donner à ceux qui lui reprocheraient trop amèrement son silence sur ce point. C'est qu'alors la correspondance n'était guère en honneur ; elle était rare, et l'arrivée d'une lettre était un événement dans une famille. L'industrie et le commerce français n'avaient pu se mettre encore en communication avec l'univers entier ; les chemins de fer, le télégraphe, étaient à peu près inconnus ; l'instruction elle-même était bien négligée, et bien peu de personnes auraient été capables d'écrire une lettre quelconque.

Mais, à mesure que l'écriture s'est développée, à mesure que le commerce et l'industrie ont pris une extension de plus en plus grande, que les relations de nation à nation se sont accrues, les lettres missives sont devenues de plus en plus nombreuses ; la correspondance a pris une importance de plus en plus réelle, et des difficultés multiples et variées, que ne pouvaient prévoir nos législateurs de 1804, se sont élevées, et se sont fréquemment posées devant les tribunaux, qui ont eu à résoudre des questions parfois bien délicates.

A défaut de textes, pour donner la solution la plus équitable, il convient d'étudier les règles qu'ont pu tracer les anciens jurisconsultes et principalement les jurisconsultes romains ; car, celui qui connaît les mœurs et les institutions du peuple romain ne

peut méconnaître l'importance du rôle qu'a dû jouer à Rome la correspondance.

Grâce, en effet, à cette auxiliaire indispensable aux relations commerciales ¹, on contractait avec les absents, on fixait les termes des conventions, on portait au loin le consentement des parties, duquel résultait le lien juridique de l'obligation.

On objectera peut-être que les *nuncii*, à Rome, remplaçaient les lettres, et que l'on était obligé de recourir à un exprès, puisqu'il n'y avait pas de service spécial pour l'envoi de la correspondance. Dans ces conditions, les réflexions que vous venez de faire, dira-t-on, et qui sont vraies incontestablement pour notre époque, n'ont plus grande valeur lorsqu'elles s'appliquent au peuple romain.

Il est facile de répondre que, si, pour chaque affaire, on avait été obligé de recourir à un *nuncius*, le commerce avec le dehors aurait été impossible. Qu'on suppose un commerçant de Rome entré en relations d'affaires avec un de ses confrères d'Athènes ², de la Cilicie ³ ou de la Grande-Bretagne : ⁴ aurait-il pu, sans les lettres missives, conclure de nombreuses

1. PLINE, *Hist. nat.*, iv, n° 6.

2. Pour aller de Rome à Athènes, il fallait 46 jours. CICÉRON, *Ep. fam.* xvi, 21 (Collection Nisard): *quum vehementer tabellarios expectarem quotidie, aliquando venerunt post diem xi. et vi, quam a vobis discesserant.*

3. Pour aller en Cilicie, même temps CICÉRON, *ad. Att.*, v, 9.

4. L. Pour aller de Rome en Grande-Bretagne, il fallait 35 jours. CICÉRON, *ad Quint.* iii, 1 : *Ex Britannia Cesar ad me kal. sept. dedit litteras, quas ego accepi iv kal. octobr.*

affaires ? Ne lui aurait-il pas fallu entretenir une armée de *nuncii* ?

Pour envoyer la correspondance, il n'y avait pas, il est vrai, de service spécial ; mais, pour la faire parvenir à destination, on la confiait aux amis qui se dirigeaient vers l'endroit où habitait le destinataire ¹, aux voyageurs ², aux tabellaires des gouverneurs ³, ou à ceux des fermiers publics ⁴ : on profitait, dit Cicéron ⁵, de toutes les occasions qui se présentaient.

Du reste, à un autre point de vue, la correspondance à Rome était nécessaire. La vie du Romain se passait au forum : les affaires de l'État étaient les siennes propres ; c'est au forum qu'il apprenait les nouvelles de la ville, celles de l'extérieur ; c'est là qu'il discutait, blâmant ou approuvant ce qui avait été fait.

Lorsqu'il s'absentait de Rome, pouvait-il, qu'il fût parti en province, ou qu'il se livrât en été aux travaux agricoles, oublier ce qui était sa passion : pouvait-il vivre sans nouvelles des affaires de l'État ?

1. CICÉRON, *ad Quint.*, III, 8 : *Superiori epistolæ quod responderam nihil est : quæ plena stomachi et querelarum est ; quo in genere alteram quoque te scribis pridie Labieno dedisse, qui adhuc non venerat.*

2. *Id.*, *ad Quint.*, III, 4.

3. *Id.*, *fam.*, III, 3 : *XI Kalendas Junias Brundisium quum venissem, Q. Fabius, legatus tuus, mihi præsto fuit, eaque me ex tuis mandatis monuit.*

4. *Id.*, *ad Att.*, V, 15 et 16 : *Tu autem sæpe dare tabellariis publicanorum poteris per magistros scripturæ et portus nostrarum diocesium.*

5. *Id.*, *ad Att.*, VII, 9.

Aussi, voit-on, même après Jules César, qui avait fondé une sorte de journal, *Acta Diurna*, des personnes demander à des amis sûrs ce qui se passe, ce qui se fait ¹. Cicéron, gouverneur de province, réclamait ce service de ses amis ², et Pline nous apprend que cet usage existait encore sous Trajan ³.

Ces lettres étaient recopiées par le destinataire, qui les transmettait à ses amis de la région, puis on les réunissait en recueil, qu'on livrait à la publicité. C'est en puisant à cette source qu'on a pu de nos jours faire écrire avec une vraisemblance indéniable un Romain du siècle d'Auguste ⁴.

La correspondance à Rome a donc joué un grand rôle, et des difficultés multiples ont dû s'élever à ce sujet : de nombreux textes en font foi.

En droit romain, la propriété de la lettre appartenait au destinataire, à qui l'auteur transmettait tous ses droits. C'est là un principe admis par tous les jurisconsultes romains ⁵, mais qui soulevait des difficultés diverses dans son application. Les voyages étaient longs alors, et bien des jours s'écoulaient parfois entre l'envoi de la lettre et son arrivée à destination. Qui, pendant ce temps, avait le droit de propriété ? Labéon et Ulpien prévoient trois hypothèses.

1. CICÉRON, *Fam.*, VI, 18.

2. *Fam.*, VII, 32, — XV, 20.

3. Lettre 15, IX.

4. DEZOBRES, *Rome au siècle d'Auguste*.

5. L. 63. Pr. D. 41, 1, — L. 47, 17, D. 47, 2.

L'expéditeur avait-il la lettre en sa possession ? Évidemment, il avait sur elle tous les droits ; il pouvait la vendre, la garder ou la détruire ; il avait l'action de vol contre celui qui l'avait soustraite.

Il n'y avait d'exception à la règle suivant laquelle l'auteur d'une lettre en gardait la propriété tant qu'il conservait cette lettre, que dans le cas où elle était écrite sur du papyrus ou une *tabula* appartenant à un tiers : c'était ce tiers qui en était propriétaire : « Si Titius, lit-on dans les Institutes, a écrit des vers, une histoire ou un discours sur tes chartes ou membranes, elles appartiendront, non pas à Titius, mais bien à toi ¹. » Les Romains n'avaient pas compris qu'entre les signes matériels de la pensée et la pensée elle-même, c'était celle-ci qui devait l'emporter et faire attribuer la propriété à l'auteur.

Toutefois, ils étaient revenus de leur erreur pour le cas où un peintre avait fait un tableau sur la *tabula* d'un tiers. « La peinture devait alors l'emporter sur la *tabula*, car il serait ridicule de préférer la *tabula* à la peinture d'un *Apeles* ou d'un *Parrhasius* ². »

Sauf cette exception, l'auteur de la lettre en restait propriétaire, tant qu'il l'avait en sa possession.

Envisageant une seconde hypothèse, Labéon dit : « Si je vous ai écrit une lettre, elle ne vous appartiendra que lorsque vous l'aurez reçue ³. » Et

1. Inst. II, 4, 33.

2. Ins. II, 4, 34.

3. L. 63, Pr. D. 41, 4.

cette solution est confirmée par Cicéron, qui nous apprend qu'on faisait parfois rentrer le courrier à qui on avait remis la lettre, pour reprendre celle-ci ou en changer le contenu ¹.

Enfin, Paul, Labéon et Ulpien avaient prévu la troisième hypothèse, celle où le destinataire est en possession de la lettre. Il en était propriétaire, et il pouvait user de tous les droits possibles. Toutefois, il convient de remarquer que le principe de l'inviolabilité du secret des lettres était inconnu à Rome : Cicéron s'en plaint souvent ². D'autre part, la propriété littéraire, telle que nous l'entendons, n'existait pas chez les Romains : c'est admis aujourd'hui par tout le monde, sauf par M. Nodier ³. Si les lettres étaient publiées, le produit de la publication appartenait, suivant les règles du droit commun, au possesseur du manuscrit.

Si nous examinons le cas où la lettre était aux mains d'un héritier, on devait décider sans doute, en vertu des principes généraux, qu'il avait tous les droits du destinataire, son auteur ; mais ce n'est là qu'une présomption, car le Digeste ne prévoit pas cette hypothèse, qui cependant a dû se présenter bien des fois en pratique.

En ce qui concerne les tiers possesseurs de lettres, ils pouvaient user des mêmes droits que le destina-

1. *Ad. Att.* VIII, 5.

2. 2^{me} Philippique. — *Ad. Att.* VII, 9.

3. *Quest. de litt. légale*, 2^{me} édit., page 224.

taire. Toutefois, d'après Ulpien, ils ne pouvaient s'en servir en justice, en faire usage contre l'auteur ¹. Au reste, ils pouvaient, comme le destinataire, les publier, les divulguer ou en faire tout autre usage qu'ils désiraient.

Si le juge peut encore trouver quelques éclaircissements sur la propriété des lettres missives dans le droit romain, il n'en trouvera guère dans notre ancien droit ; car on ne s'y est occupé des lettres que pour défendre ou permettre la violation du secret qu'elles contiennent. Tandis que Louis XI exigeait que les courriers affirmassent « que les lettres dont ils étaient porteurs avaient été vues et ne contenaient rien de préjudiciable au roi, » d'autres ordonnances de nos rois, de Louis XVI notamment, ordonnaient de respecter le secret des lettres. Mais tout le monde sait que, la plupart du temps, ces ordonnances n'étaient pas respectées par ceux-mêmes qui les prenaient, et qu'il faut arriver jusqu'à l'assemblée constituante pour que l'inviolabilité du secret des lettres soit vraiment respectée.

Quoi qu'il en soit, on chercherait vainement dans notre droit une solution aux diverses questions qui se posent relativement à la propriété d'une lettre missive.

Mais que faut-il entendre exactement par lettre missive ?

1. L. 52, P., D., 2, 11.

Bartole ¹, sur la loi I, liv. 39, t. V, dans son commentaire du Digeste, a merveilleusement tracé en peu de mots les caractères essentiels de la lettre missive, telle que nous l'entendons : « *Epistola absenti idem est quod sermo præsentibus, et qui mittit alteri litteras intelligitur præsens præsenti loqui.* » La lettre missive est pour les absents ce que le langage est pour les personnes présentes ; de même, en effet, que la conversation permet à deux personnes en présence d'échanger leurs impressions, de traiter d'affaires les intéressant, de même la lettre missive permet à deux personnes éloignées l'une de l'autre de s'entretenir, de converser, de se confier leurs pensées, de s'obliger. C'est une conversation à distance, c'est une communication d'absent à absent ; en un mot, la lettre missive, c'est un écrit traitant d'affaires particulières, que l'on adresse à une certaine personne, et qu'on lui fait remettre par un particulier ou par le service public des postes.

Si cette définition peut s'appliquer aux télégrammes proprement dits, qui mettent, eux aussi, en relations des personnes éloignées, il y a néanmoins entre les lettres missives et les télégrammes des différences notables.

D'abord, en général, la lettre est écrite tout entière de la main même de l'expéditeur, ou au moins

1. L. 32. Pr. D. 2. 14.

elle est signée par lui, de telle façon qu'aucun doute n'est possible sur la provenance de cette lettre, lors du moins que l'on connaît l'écriture de la personne qui envoie. Le télégramme, au contraire, n'émane pas aussi directement de l'expéditeur ; il est, en effet, écrit par la main d'un employé de l'administration des postes et télégraphes, qui ne fait que reproduire les signes transmis par l'appareil télégraphique. Dans les bureaux d'une certaine importance, les anciens appareils ont été remplacés par de nouveaux plus perfectionnés qui impriment eux-mêmes, en caractères romains, les mots que contient le télégramme. Dans ces conditions, il est évident que le destinataire de ce télégramme ne pourra être certain que la pensée de son correspondant ait été fidèlement traduite ; de même encore, il ne pourra vérifier l'exactitude de la signature de celui qui envoie. La jurisprudence lui refuse même le droit de forcer l'administration à lui montrer l'original, et lui enlève ainsi la possibilité d'une vérification ¹.

Notons, à ce propos, qu'aux termes de l'article 6 de la loi du 29 novembre 1850, « l'État n'est soumis à aucune responsabilité à raison du service de la correspondance privée par la voie télégraphique ». La seule réparation que puisse obtenir l'expéditeur est le remboursement du prix de sa dépêche, quand celle-ci a été remise tardivement au destina-

¹ Pau, 2 janvier 1838 (D. P. 89, 2, 131).

taire, ou quand l'autorité administrative en a interdit la remise, ou enfin, quand le texte de la dépêche a été dénaturé par des fautes qui la rendent impropre à remplir l'objet pour lequel elle a été expédiée ¹.

L'altération d'une dépêche télégraphique peut évidemment empêcher la formation d'un contrat. Ainsi, je vous télégraphie de m'envoyer 100 quintaux de blé ; la dépêche est infidèlement transcrite, et vous m'envoyez 100 quintaux de sel : le contrat n'est pas formé. C'est là une conséquence de l'altération du télégramme, dont les effets retomberont sur les parties, en général sur l'expéditeur de la dépêche.

Cette conséquence n'est pas à redouter avec les lettres missives, qui parviennent directement au destinataire, sans avoir besoin d'être recopiées par un employé de l'administration.

En outre, les lettres sont plus complètes que les télégrammes, et, par suite, elles sont plus claires ; car par un motif d'économie, on réduit toujours au plus petit nombre de mots le texte d'une dépêche. La pensée de l'expéditeur, en admettant même que le télégramme ait été fidèlement transcrit, sera bien plus nettement expliquée, développée dans la lettre.

Le seul avantage de la correspondance télégraphique sur la correspondance postale consiste dans la rapidité des communications ; et c'est à cet avantage que le service télégraphique doit d'avoir

1. Art. 25 du décret du 17 juin 1832.

pris, depuis un quart de siècle surtout, une extension aussi grande, malgré les inconvénients résultant de ce mode de communications, qui ne présente aucune garantie d'exactitude. Quoi qu'il en soit, de ces différences entre les deux genres de correspondance découlent des conséquences de natures diverses, notamment en ce qui concerne la preuve.

Sans entrer dans le détail, disons que le télégramme dont l'authenticité n'est pas attaquée jouit juridiquement de la même valeur que la lettre missive. Le télégraphe n'est, comme la poste, qu'un mode de transmission des correspondances ; et, si on ne discute pas l'authenticité ou la fidélité de transcription de la dépêche, celle-ci peut servir, tout comme la correspondance postale, de preuves en justice, pour établir, par exemple, qu'une obligation existe réellement.

La Cour d'Alger ¹ a décidé en ce sens qu'un mandat pouvait être donné par télégramme : le mot *lettre* qu'emploie l'article 1985 du Code civil s'applique en effet à tout écrit, quel qu'il soit.

Dans ces conditions, ce que nous dirons des lettres missives sera le plus souvent applicable aux télégrammes.

Quant à la correspondance téléphonique, elle permet, elle aussi, de s'adresser des communications à distance : elle prend en cette fin de siècle une

1. Alger, 7 avril 1884 (D. P. 1885, 2, 189).

importance de plus en plus grande, et le jour n'est peut être pas loin où elle détrônera le service du télégraphe. Cependant, nous ne nous en occuperons pas, car c'est une correspondance purement orale, et complètement différente, par conséquent, de la correspondance par lettre ou télégramme, caractérisée par l'emploi de l'écriture. Dans la correspondance par téléphone, il ne reste rien, la communication terminée ; dans la correspondance postale ou télégraphique il reste un écrit, et c'est de cet écrit que nous aurons à nous occuper pour en établir la propriété et l'usage.

Les lettres missives, telles que nous les avons définies, peuvent et doivent se ranger en diverses catégories bien distinctes, qu'il n'est pas inutile d'établir ; car, ainsi que nous le verrons dans la suite, les conséquences du droit de propriété varieront suivant que les lettres rentreront dans telle ou telle classe.

Dans une première catégorie, il convient de placer les lettres qu'on peut appeler lettres de politesse, et qu'on échange entre personnes de connaissance à l'occasion de tel événement ou de tel anniversaire. Dans cette classe, on peut ranger les lettres de faire part, qu'on a l'habitude d'envoyer pour annoncer une naissance, un mariage, une mort, et les lettres qui méritent plus spécialement ce nom, dans lesquelles deux amis échangent leurs impressions, se donnent de leurs nouvelles, ou s'annoncent

l'un à l'autre des faits pouvant les intéresser tout particulièrement. Les littérateurs et les historiens ont grand intérêt à conserver de telles lettres ; car ils y puisent parfois des renseignements d'une importance indéniable : ces lettres leur font voir le sujet dont ils s'occupent sous un jour souvent nouveau, et on comprend la valeur que peuvent avoir pour eux la possession, la propriété de tels écrits. Pour ne citer qu'un exemple, n'est-ce pas dans la correspondance nouvellement éditée de Georges Sand et d'Alfred de Musset qu'on a trouvé récemment le caractère vrai des relations ayant existé entre l'auteur de la *Petite Fadette* et celui de *Rolla* ?

Dans une seconde classe, il faut ranger les lettres formant titre, qui contiennent la preuve d'une obligation ; il est, en effet, admis unanimement que les contrats peuvent se former par correspondance. La loi exige, entre autres conditions, pour la validité du contrat, le consentement de la partie qui s'oblige. (Art. 1108 C. civ.) Or, elle n'a imposé de formes spéciales au consentement que pour la donation, la constitution d'hypothèque et le contrat de mariage. Pour tous autres contrats, il peut se manifester d'une façon quelconque, par paroles ou par écrits. On comprend dès lors combien sont fréquentes les formations de contrats par lettres missives. Il est facile de voir quel intérêt présente la question de propriété d'une lettre de ce genre, et pourquoi il est intéressant de rechercher à qui on la doit attribuer.

Dans une troisième catégorie rentrent les lettres commerciales, c'est-à-dire celles écrites par un commerçant à l'occasion de son commerce. Elles se rapprochent des précédentes en ce que, comme elles, elles contiennent souvent la preuve d'un contrat formé entre les correspondants ; mais elles s'en distinguent en ceci qu'elles sont soumises à des formalités spéciales, et que les règles ordinaires du droit commun ne leur sont pas applicables.

Enfin, il y a des lettres qui sont confidentielles, c'est-à-dire écrites pour le destinataire seul. A quoi reconnaît-on le caractère confidentiel ? C'est ce que nous verrons plus tard. Notons simplement ici qu'il convenait d'indiquer cette catégorie de lettres, parce que les règles de la propriété subiront, en ce qui les concerne, de graves restrictions que nous aurons à établir.

La loi, nous l'avons vu, ne s'occupe nulle part des lettres missives ; aussi, de graves questions sont-elles nées à leur sujet dans toutes les branches du droit. Pour nous, limitant notre sujet au droit de propriété et à l'exercice normal de ce droit, nous examinerons, *dans une première partie*, le droit de propriété en lui-même, dans sa nature, et nous étudierons son fondement rationnel et juridique. Nous verrons alors à qui nous devons accorder ce droit de propriété ainsi défini, quelles conséquences il entraîne pour celui que nous en aurons reconnu le bénéficiaire. Nous étudierons, à ce propos, les graves

restrictions tenant à des causes multiples, nature des lettres, qualité des parties, etc., qui ont dû être apportées à l'exercice du droit de propriété, tel que nous l'aurons étudié.

Dans une *seconde partie*, nous aurons à rechercher quelles preuves peuvent résulter des lettres missives, et quelles sont les conditions de leur production en justice.

Enfin, dans une *troisième partie*, nous examinerons quels droits on doit accorder aux créanciers et aux héritiers du propriétaire de la lettre.

Pour mener à bien la tâche, ainsi limitée, que nous avons entreprise, nous devons attacher aux décisions de la jurisprudence une réelle importance ; les cours et les tribunaux, avec bien des variations, ont dû, en effet, suppléer à l'absence de la loi.



PREMIÈRE PARTIE

De la propriété des lettres missives

CHAPITRE I. — *A qui appartient le droit de propriété.*
— *A partir de quel moment ?*

— II. — *Nature du droit de propriété. — Son
fondement juridique. — Ses con-
séquences.*

— III. — *Des restrictions apportées à l'exercice
du droit de propriété du destina-
taire.*

Toute lettre missive, de quelque nature qu'elle soit, peut se décomposer en deux éléments bien distincts.

Il y a d'abord le manuscrit, la feuille de papier, considérée comme chose matérielle ; on peut le désigner, comme les Latins, sous le nom d'*instrumentum* ; c'est sur cette feuille que sont gravés les caractères de l'alphabet, qui, réunis de façon à former des mots, traduisent la pensée de l'écrivain par des signes sensibles, destinés à la faire comprendre et permettant de la conserver.

A côté du manuscrit, il y a les pensées qu'il contient, œuvre du cerveau de l'expéditeur qui les a traduites par les signes que nous appelons des lettres alphabétiques, et qui sont une chose immatérielle.

Qu'on envisage l'un ou l'autre de ces éléments de la lettre missive, on est tout de suite convaincu que tous les deux peuvent faire l'objet d'un droit de propriété.

Le manuscrit, en effet, est une chose matérielle : c'est un corps certain et déterminé qui, logiquement, doit appartenir à quelqu'un. La pensée est

le fruit du cerveau de celui qui a écrit la lettre ; elle n'appartient qu'à lui, qui pourra en faire l'usage qu'il voudra : il la publiera, par exemple, s'il le juge utile, sans qu'il ait rien à redouter de personne.

Aussi pouvons-nous dire avec la Cour de cassation que « la lettre missive, même lorsqu'elle ne renferme aucune valeur incluse, est un écrit qui peut, comme tous les autres objets mobiliers, être l'objet d'un droit de propriété auquel la loi doit accorder sa protection¹. »

Mais à qui doit-on reconnaître ce droit de propriété ? C'est la première question que nous aurons à examiner.

Bien entendu, il ne s'agit ici que de la lettre missive arrivée à sa destination, ou tout au moins de la lettre qui n'est plus en la possession de celui qui l'a écrite. Car, tant qu'il l'a entre les mains, il en est le maître absolu, sans conteste, et il a sur elle les droits les plus étendus de la propriété, telle que l'entend l'article 544 du Code civil. Il peut notamment la garder, l'envoyer ou la détruire.

Mais la lettre mise à la poste ou envoyée par tout autre moyen à celui à qui elle est destinée, à qui appartient-elle ? Reste-t-elle la propriété de celui qui l'a envoyée ? Devient-elle la propriété du destinataire ?

Cette question résolue, nous aurons à dire à partir de quel moment ce droit de propriété appartient à

1. L. 52. Pr. D. 2. 14.

celui que nous en aurons reconnu le bénéficiaire ; puis, dans un second chapitre, nous étudierons la nature du droit de propriété en lui-même, et nous indiquerons quelles conséquences il engendre.

Dans un troisième chapitre, qui clôturera cette première partie, nous verrons que de nombreuses restrictions de diverses natures ont été apportées à l'exercice du droit de propriété ainsi établi, soit pour des raisons d'utilité générale, soit pour d'autres d'utilité particulière.

CHAPITRE I^{er}

A QUI DOIT-ON RECONNAITRE LE DROIT DE PROPRIÉTÉ D'UNE LETTRE MISSIVE ? A PARTIR DE QUEL MOMENT ?

La lettre missive est, ainsi que nous l'avons établi, une chose susceptible de propriété ; mais à qui doit-on reconnaître ce droit de propriété ? A celui qui envoie la lettre ou à celui qui la reçoit ?

Question importante, non pas seulement au point de vue théorique, mais encore au point de vue pratique ; car, suivant qu'on répondra dans un sens ou dans l'autre, les conséquences différeront, notamment ce qui concerne les droits de publication ou de production en justice des lettres missives. Du reste, la lettre missive a le plus souvent une valeur intrinsèque : elle contient, en effet, soit des témoignages d'affection, soit des renseignements, soit des documents scientifiques ou littéraires, soit la preuve d'une obligation ; et, à tous ces titres, on comprend qu'on ait le plus grand intérêt à en revendiquer la propriété. A un autre point de vue, la lettre missive peut avoir un grand prix comme autographe : celui qui l'a écrite peut être un homme célèbre, en bien ou en mal, et alors son écriture aura, pour les amateurs

d'autographes, si nombreux de nos jours, une grande valeur. Qui donc pourra revendiquer la propriété de cette lettre ?

A cette question qui paraît si simple, les auteurs et les arrêts font les réponses les plus variées et les plus contradictoires. Quatre systèmes ont été soutenus, et les partisans de chacun de ces systèmes ont pu invoquer des décisions judiciaires, plus ou moins nombreuses, dans le sens de la théorie qu'ils défendaient.

Un premier système soutient que la propriété d'une lettre missive appartient à l'auteur de cette lettre. N'est-ce pas lui, dit-on, qui l'a créée ; les pensées, les mots qu'elle contient ne sont-ils pas sortis de son cerveau ? Et n'est-ce point là le meilleur titre pour pouvoir en réclamer la propriété ? Du reste, personne ne s'y trompe, l'expéditeur dit « ma lettre », tandis que le destinataire, en parlant de ce même écrit, dit « votre lettre ».

En faveur de ce système, on invoque un arrêt de la Cour d'appel de Limoges du 17 juin 1824 ¹, qui décide « qu'une lettre est la propriété de celui qui l'écrit, et n'est qu'un dépôt entre les mains de celui qui la reçoit ».

On ajoute que, lors de l'examen d'un projet de loi sur la propriété littéraire, en 1826, des hommes éminents, tels que Royer-Collard et Portalis, ont

2. DEVILLENEUVE et CARRÉ, Collection nouvelle, VII, 2, 383.

énergiquement soutenu cette idée que l'auteur d'une lettre en était seul propriétaire. Mais il ressort de la lecture des procès-verbaux de la commission chargée de l'examen du projet de loi auquel nous faisons allusion, que les membres de cette commission, composée de MM. Lally-Tollendal, Royer-Collard, de Vatimesnil et Portalis, ne se sont pas occupés de la lettre missive considérée comme objet matériel, mais qu'ils ont simplement recherché à qui appartenait la propriété littéraire d'un écrit, qui pouvait en faire la publication. Du reste, voici, cités textuellement, les passages de la commission de 1826, relatifs à la propriété des lettres missives.

« M. de Lally pense qu'une lettre n'est donnée que pour être lue et non publiée. — M. Royer-Collard pense que le principe qui tendrait à faire considérer comme propriétaire d'une lettre celui qui l'aurait reçue, serait contraire à ceux que l'assemblée a précédemment adoptés. Il a été reconnu, en effet, que celui qui avait pensé avait seul le droit à la publication de sa pensée ; à l'auteur seul appartient donc de manifester sa volonté sur la publication. Qu'on pense par lettre ou autrement, le droit de publication subsiste toujours en faveur de celui qui a eu la pensée. Il n'est pas vrai de dire que la suscription d'une lettre constitue une transmission de pensée : l'intention de l'auteur relativement à la publication n'est pas implicitement exprimée par cet acte. Quant à lui, l'honorable membre ne consentirait pas à ce

que qui que ce fût imprimât une de ses lettres sans sa permission. Les pensées transmises confidentiellement ne sont pas toujours suffisamment élaborées par la réflexion, et telles que l'auteur consent toujours à les voir publier.— M. de Vatimesnil pense qu'il est impossible de considérer l'envoi d'une lettre comme une transmission de propriété pure et simple, absolue, indéfinie ; c'est, au contraire, une transmission restreinte et conditionnelle. Celui qui a reçu une lettre a dû garder les pensées qu'elle contenait pour lui seul ; ces pensées ont dû rester dans le sein de l'amitié. Quant à la publication ultérieure de la pensée, si l'intention de l'auteur n'a pas été exprimée à cet égard, on doit rester dans le droit commun de la propriété littéraire.— Enfin, M. Portalis va jusqu'à penser que, relativement aux lettres, aucun droit de propriété ne peut être réservé à qui que ce soit sur leur publication ultérieure, et que cette défense doit être faite en vue de la tranquillité publique. ».

N'est-il pas évident qu'en parlant ainsi, les membres de la commission dont nous venons de citer les procès-verbaux, n'ont envisagé que la propriété littéraire qui seule faisait l'objet de leurs travaux ? Au surplus, comment pourrait-on comprendre qu'on pût, d'une façon générale et absolue, soutenir que l'auteur d'une lettre en reste propriétaire ?

Il y a toute une catégorie de lettres, celles relatives à des affaires commerciales, pour laquelle aucun doute n'est possible : les articles 8 et 105 du

Code de commerce en accordent la propriété au destinataire, et cette solution doit être étendue à toutes les autres lettres, sauf certaines exceptions que nous aurons à étudier.

Qui pourrait empêcher le destinataire de produire les lettres non confidentielles qu'il a reçues, devant les tribunaux, pour attaquer ou se défendre ? de les communiquer à qui il voudra ? Que si l'auteur objecte qu'elles lui appartiennent parce qu'il les a créées, le destinataire lui répondra victorieusement : soit, vous les avez créées ; mais, une fois créées, elles sont devenues transmissibles, et vous me les avez transmises. Quant aux arrêts que les partisans de cette théorie invoquent à l'appui de leur thèse, qu'il nous suffise de dire qu'ils sont tous relatifs au cas de lettres confidentielles, sur lequel nous aurons à revenir dans la suite, et qui nécessite une distinction que nous établirons le moment venu.

Une seconde théorie, soutenue par Dalloz ¹, distingue entre les lettres confidentielles et celles qui ne le sont pas. Cette théorie décide qu'une lettre missive appartient à celui à qui elle est adressée, dès l'instant où celui qui l'a écrite s'en est dessaisi, mais que ce principe cesse d'être applicable lorsque la lettre présente un caractère confidentiel : propriété de celui qui l'écrit, elle n'est, dans ce cas, qu'un dépôt entre les mains de celui qui la reçoit. Cette opinion qui a

1. DALLOZ, *Répertoire*, v^o *Lettre missive*, n^{os} 7 et 8.

été empruntée à l'arrêt de la Cour de Limoges, du 17 juin 1824, dont nous avons déjà parlé, a été adoptée depuis par la Cour de Rouen, dans un arrêt du 29 mars 1889 ¹.

Cette théorie repose sur la confusion que l'on fait entre la propriété matérielle de l'écrit et la propriété littéraire, autant que sur la confusion de deux idées qu'il importe de distinguer : la propriété des lettres missives, et l'inviolabilité du secret des lettres. « Certes, c'est le cas de le dire, à l'encontre de la vieille maxime, que celui qui donne retient, lisons-nous dans le discours de rentrée à la Cour de Lyon, prononcé par M. l'avocat général Baudouin, le 2 novembre 1883. Ah ! sans doute, le confident n'est pas sans droit sur la lettre qu'il reçoit, non seulement il a le droit de la posséder, de la conserver ; il la détruit même, s'il lui convient. Mais ce droit de disposition de l'objet matériel ne s'étend pas sur son contenu, sur l'élément personnel, sur cet élément secret, qui, par sa nature, se révolte contre la divulgation qui le trahirait » Cela ne prouve nullement que celui qui reçoit une lettre confidentielle n'en soit point propriétaire. Il y a dans cette théorie, que soutiennent MM. Dalloz et Baudouin, une confusion certaine : le destinataire ne peut pas publier la lettre confidentielle, c'est exact ; mais ce n'est nullement parce qu'il n'a pas sur cette lettre le

2. La Loi du 2 octobre 1889.

droit de propriété ; c'est parce que, quoiqu'il en soit propriétaire, il est tenu de garder sur ce qu'elle contient, et à cause même de son caractère confidentiel, le secret le plus absolu : n'est-ce point en effet à cette condition même, tacitement formulée, que l'auteur de la lettre l'a adressée au destinataire ? De plus, n'y a-t-il pas une contradiction évidente à relever dans la théorie que nous combattons, lorsqu'elle dit que le destinataire a le droit de disposer de la lettre qu'il a reçue, et qu'elle conclut que ce destinataire n'est pas propriétaire, mais qu'il n'est qu'un dépositaire ?

D'autres auteurs, tels que M. Hepp ¹, établissent une différence entre les lettres ordinaires, les lettres d'affaires et les lettres qui présentent un caractère scientifique ou littéraire. Tandis que les premières deviennent la propriété du destinataire, les secondes ne cessent point d'appartenir à leur auteur. M. Baudouin est, avec M. Hepp, le principal partisan de cette opinion : « Une telle correspondance, dit-il, en parlant des lettres ayant un caractère scientifique, n'entre pas d'elle-même dans le domaine du destinataire. C'est l'auteur qui, par la création de la valeur même, a droit sur elle ; la connaissance qu'il transmet de son invention, la communication qu'il fait de son œuvre, n'est pas, sans sa volonté particulière, l'alié-

¹. HEPP, n° 92, *De la correspondance privée, postale et télégraphique*.

nation de son droit ; le destinataire ne reçoit qu'un dépôt. »

Nous retrouvons ici la confusion que nous avons déjà signalée entre la propriété matérielle de l'écrit et la propriété littéraire. En ce qui concerne la propriété des pensées exprimées dans la lettre missive, l'argumentation de M. Baudouin est absolument exacte ; mais il en est autrement en ce qui touche la propriété matérielle de la lettre. Il y a dépôt quant aux pensées que transmet l'auteur de l'écrit au destinataire, mais non quant au manuscrit lui-même. Le destinataire qui l'a reçu peut, en effet, sans qu'il ait rien à redouter de la part de l'auteur, brûler ce manuscrit ou au contraire le conserver : jamais celui qui le lui a adressé ne pourra le lui réclamer, lui en demander même une copie ; et, si le destinataire vient à perdre, par suite de vol ou autrement, la lettre qu'il a reçue, ce sera lui et lui seul qui pourra agir en justice pour la réclamer. Et cela seul suffit pour réfuter les deux théories que nous venons d'exposer ; le dépositaire, en effet, est toujours tenu à restitution ; ici, la restitution n'est pas possible, à moins qu'il ne consente de son plein gré à la faire. La conclusion qui s'impose, c'est que jamais, en aucun cas, la lettre missive, qu'elle soit ou non confidentielle, qu'elle ait ou n'ait pas une valeur scientifique, littéraire, etc., n'appartient en pleine propriété à celui qui en est l'auteur ; c'est que jamais celui qui la reçoit n'est qu'un simple dépositaire.

Partant de ce principe que nous venons d'établir, une autre théorie, qui a pour principal soutien M. de Cormenin, prétend que les lettres confidentielles appartiennent en copropriété à l'expéditeur et au destinataire. C'est à la suite de la célèbre affaire des lettres de Benjamin Constant à Madame Récamier que M. de Cormenin, dans un article paru dans la *Revue critique* de 1851, a traité la question de propriété des lettres confidentielles. La Cour d'appel de Paris venait de juger que la personne qui reçoit des lettres confidentielles n'en est pas propriétaire d'une manière tellement absolue, qu'elle soit maîtresse de les publier sans l'assentiment de celui qui les a écrites ou de ses représentants. Voici du reste les motifs de l'arrêt auquel nous faisons allusion, motifs qu'il convient de citer, car c'est en s'appuyant sur eux que M. de Cormenin défend son opinion : « Il est impossible, dit-il, de défendre les principes de la morale avec plus de logique, de force et de vérité. »

« Considérant, dit la Cour de Paris, qu'une lettre confidentielle n'est pas une propriété pure et simple dans les mains de celui à qui elle a été écrite ; que le secret qu'elle renferme est un dépôt dont ce dernier ne peut disposer seul ; qu'en livrant sa pensée à un tiers dans une correspondance, une personne peut mettre pour condition à cet acte de confiance qu'il restera renfermé dans le domaine de l'intimité ; que cette condition a tous les caractères d'un pacte véritable ; qu'elle est virtuellement renfermée dans toute

lettre missive d'une nature confidentielle; que, si, contre le vœu de cette convention tacite, le secret d'une lettre était divulgué, ce serait non seulement manquer aux engagements naturels de ce genre de rapports, mais porter l'inquiétude dans le commerce privé et briser un des liens de la société des hommes ;

« Considérant que ces principes ne reçoivent pas d'exception, alors même que l'auteur d'une correspondance confidentielle aurait rempli un rôle public ; que, quelque étendus que soient les droits de l'histoire sur les personnages qui relèvent d'elle, ils doivent s'arrêter devant le sanctuaire du for intérieur ; qu'il peut y avoir, dans la vie privée des hommes publics, des sentiments, des affections, des épanchements, que le respect de soi-même et des autres leur fait ensevelir dans le mystère ; que l'intérêt des familles a le droit de veiller sur ce domaine inaccessible, et de le défendre contre les empiétements d'une indiscrete publicité. » Cet important arrêt, rendu le 10 décembre 1850, sous la présidence de M. le premier président Troplong, donne bien tous les arguments sur lesquels est basée la théorie soutenue par M. de Cormenin, et d'après laquelle « toute lettre confidentielle, d'où qu'elle vienne, d'un homme public ou d'un simple particulier, est la propriété commune de celui qui l'envoie et de celui qui la reçoit ». Cet avis a, du reste, été partagé par la Cour de Besançon dans son arrêt du 30 décembre 1862 ¹, par la Cour de Nancy dans son

1. D. P., 63, 2, 63.

arrêt du 11 mars 1869¹, par le tribunal de Saint-Mihiel dans un jugement du 29 juin 1887², par le tribunal de Nice dans un jugement du 25 juin 1889³, et enfin, plus récemment, par le tribunal de commerce de Nantes, le 7 décembre 1895⁴.

Il y a dans cette opinion une erreur qui suffit pour la faire repousser. Ainsi que le dit fort justement M. Tissier⁵ : « C'est le droit conservé par l'auteur d'empêcher la divulgation du secret contenu dans la lettre que l'on veut considérer comme un droit de copropriété, alors qu'il n'est qu'une des conditions de la transmission de propriété qu'il a consentie au donataire. »

Pour nous, nous nous rangeons au système qui semble avoir le plus de partisans, et qui consiste à dire qu'une lettre missive appartient toujours en propriété au destinataire.

C'est ce que décidait déjà la loi romaine, et ce qu'admettaient sans discussion les jurisconsultes romains : « *Si epistolam tibi misero*, dit la loi 64 : de *acquirendo rerum dominio* au Digeste, *non erit ea tua, antequam tibi reddita fuerit*. Paulus : *imo contra*⁶ : *nam si miseris ad me tabellarium tuum, et ego rescribendi causa litteras tibi misero : simul atque tabellario*

1. D. P., 69, 2, 223.

2. *Revue du divorce*, 1887, p. 272.

3. *Gaz. des Tribunaux* du 21 juillet 89.

4. *Recueil de Nantes*, 93, 1, 363.

5. Page 32.

6. En réalité, il n'y a pas contradiction, voir p. 60.

tuo tradidero, tuæ fient... veluti si petieris a me, uti te alicui commendarem, et eas commendatitias tibi misero litteras ». Et Ulpien, s'exprimant dans le même sens, dit : « *Querendum est cujus sit epistola, utrum ejus qui misit, an ejus ad quem missa est ? Et si quidem dedi servo ejus, statim ipsi quesita est cui misi*¹ ».

Cette théorie a passé dans notre jurisprudence, qui, sans être encore bien nettement établie, s'est, à maintes reprises, prononcée dans ce sens. C'est ainsi qu'un arrêt de la Cour de cassation du 12 juin 1823² décide « qu'une lettre est la propriété de celui à qui elle a été adressée ; que, s'il en est dessaisi malgré lui, il y a violation de cette propriété. »

Un autre arrêt de la Cour d'Amiens du 21 février 1839, rapporté dans Dalloz³, décide de même que, « dès qu'une lettre a été remise à la personne à qui elle a été adressée, elle cesse d'être la propriété de celui qui l'a écrite. » C'est par application du même principe que la Cour de Limoges⁴ a jugé qu'un client ne pouvait réclamer la correspondance par lui adressée à son avoué à l'occasion d'un procès, parce qu'elle était devenue la propriété de l'avoué destinataire. Enfin, le 6 juillet 1880, la Cour de Toulouse a adopté, dans un arrêt fort bien motivé, la même

1. Dig. L. 14, par. 17, de *furtis*.

2. S. C. N. à sa date.

3. *Jur. gén.*, v° *Lettre missive*, n° 7.

4. S. 43, 2, 654.

théorie : « Attendu, dit cet arrêt, que la remise ou l'envoi d'une lettre par celui qui l'a écrite en transmet la propriété au destinataire, lorsque l'auteur de la lettre n'exige pas qu'elle lui soit renvoyée, et n'impose pas au destinataire l'obligation de la déchirer après lecture ; qu'en l'absence de cette condition ou réserve expresse, la possession matérielle de la lettre par le destinataire est la preuve et le titre de sa propriété ; que l'envoi pur et simple d'une lettre et la suscription qui la constate, manifestent la volonté de l'auteur de la lettre d'en transmettre la propriété irrévocable au destinataire ; qu'on ne saurait trouver dans ces faits les éléments d'un contrat de dépôt ; que le dépositaire s'oblige à restituer au déposant la chose qu'il a reçue en dépôt ; que, lors de la réception d'une lettre, le destinataire ne s'oblige pas à la rendre ; qu'il n'est pas exact non plus qu'une lettre soit la copropriété de l'auteur et du destinataire, puisqu'il est constant que l'envoi d'une lettre opère la transmission de propriété de cette lettre, et que le destinataire est saisi, par la réception de la lettre, d'un droit sur un objet indivisible de sa nature. » ¹

Cet arrêt réfute bien les diverses théories que nous avons combattues, en même temps qu'il dit bien tout ce qu'il faut dire à l'appui de celle que nous soutenons, à savoir que le destinataire d'une lettre

¹ S. 81, 2, 115.

missive est le seul propriétaire de cette lettre, dès qu'il l'a reçue.

L'auteur d'une lettre, en effet, est maître de la garder ou de l'expédier ; il choisit les termes, les mesure, en un mot il est libre d'exprimer ses idées comme il lui convient ; s'il envoie sa lettre, c'est qu'il est bien décidé à le faire ; il n'a pas écrit pour lui-même, mais pour le destinataire, et l'on ne comprendrait pas qu'il en réclamât la propriété : du reste, le destinataire pourrait avoir brûlé la lettre, l'avoir détruite d'une façon quelconque. Il peut s'en servir pour faire valoir ses droits ou protéger son honneur, ainsi que le dit un arrêt de cassation du 26 juillet 1864 ¹. Que si la lettre missive vient à être dérobée au destinataire, celui-ci aura tous les droits d'une personne volée ; et même, si c'est l'expéditeur qui est l'auteur de la soustraction, il pourra être poursuivi comme voleur. C'est ce qu'a décidé un arrêt de la Cour d'Amiens, du 21 février 1839, cité par M. Vanier ². Il en était également ainsi en droit romain, où l'*actio furti* était donnée à celui à qui on avait soustrait une lettre ³.

Un autre argument en faveur de la doctrine qui attribue au destinataire seul la propriété de la lettre est fourni par l'article 8 du Code de commerce. Aux termes de cet article 8, tout commerçant est tenu de

1. S. 63, 1, 33.

2. *Op. cit.*, p. 91.

3. D. L. XLVII, tit. II, *de furtis*, l. 14, § 47.

mettre en liasse les lettres missives qu'il reçoit : comprendrait-on que le législateur eût édicté cette obligation, s'il avait pensé que la lettre n'appartient point à celui à qui elle est envoyée ?

D'autres arguments peuvent encore être tirés des dispositions contenues dans les règlements des postes. L'article 939 de l'instruction générale sur le service des postes du 20 mars 1868 prévoit le cas où une lettre contenant un objet de valeur a été perdue ; si l'expéditeur et le destinataire se présentent en même temps pour réclamer le paiement ou l'indemnité due par suite de la perte de l'objet de valeur contenu dans la lettre, c'est au profit du destinataire que le paiement devra être effectué. De même, aux termes de l'article 756 de la même instruction, si les renseignements que l'on a obtenus en ouvrant une lettre tombée au rebut, parce que le destinataire est imparfaitement désigné ou parti sans laisser d'adresse, donnent les moyens également sûrs de renvoyer la lettre au destinataire ou à l'expéditeur, c'est au premier qu'on la retourne.

Le système que nous défendons a été adopté et soutenu par de nombreux auteurs. M. Pouillet¹ et M. Deffis² attribuent tous les deux la propriété de la lettre au destinataire. M. Rousseau, dans son traité de la correspondance par lettres missives ou

1. *Traité de la propr. litt.*, n° 387.

2. *Annales de la propr. litt.*, t. xvi, p. 98.

télégrammes ¹, décide que, sauf certaines restrictions, la propriété d'une lettre appartient toujours à celui à qui elle est envoyée. MM. Aubry et Rau ² reconnaissent aussi la propriété d'une lettre au destinataire, « qui en devient propriétaire par la transmission qui lui en est faite *animo donandi*, mais dont le droit de propriété n'est pas absolu. Il est restreint, dans une certaine mesure, par le principe de l'inviolabilité du secret des correspondances privées.— Le destinataire est autorisé à produire en justice la lettre qui lui a été adressée, quand il a un intérêt légitime à le faire. » Enfin, M. Larombière ³, pour ne citer que les principaux, est aussi de cet avis : « En principe, dit-il, et par le fait même de leur réception, elles deviennent la propriété de celui à qui elles ont été destinées et adressées... Si la lettre est une simple lettre d'affaires ; si elle se rattache à l'existence ou à l'interprétation d'engagements juridiques, elle peut alors être régulièrement produite et communiquée en justice par celui auquel elle a été adressée, bien que son adversaire s'y oppose, et qu'en l'écrivant, il ne l'ait pas destinée à une semblable divulgation. » M. Labbé, dans une note parue au Sirey de 1881 ⁴, examine également la question dont nous nous occupons ; lui aussi pense⁵ que la lettre appartient au

1. N° 5.

2. T. 8, p. 290, parag. 760.

3. T. IV, art. 1331, n° 14.

4. S. 81, 1, 493.

destinataire, et qu'elle est susceptible d'être rendue publique par la production en justice. On lit dans Dalloz (*Jurisprudence générale*)² ce qui suit : « On s'accorde à reconnaître qu'en principe, les lettres appartiennent à celui à qui elles ont été adressées. S'il s'agit d'une correspondance banale ou d'une correspondance d'affaires, il est rationnel de penser que l'auteur ne s'en est pas réservé la propriété ; dans le premier cas, parce qu'elle serait de nulle importance ; dans le second, parce que celui qui a reçu des lettres se référant à des questions d'intérêt a qualité pour les garder et s'en servir au besoin dans le sens des intérêts visés. »

Concluons donc avec les nombreux arrêts et les auteurs que nous venons de citer que la lettre missive appartient en pleine propriété au destinataire, qu'elle n'est jamais entre ses mains un simple dépôt, pas plus qu'elle n'est l'objet d'un droit de copropriété entre lui et l'auteur de la lettre¹.

2. D. P. 82, 1, 73.

1. En ce sens : Cass., 4 avril 1821 (S. C. N. à sa date) ; — Cass., 12 juin 1823, déjà cité ; — C. Amiens, 21 février 1839 (Dalloz, *Rép.* v^o *lettre missive*, n^o 7) ; — Limoges, 19 avril 1844, cité plus haut ; — Cass., 9 février 1881 (S. 81, 1, 193) ; — C. Paris, 16 juin 1888 (Gaz. Pal. 88, 2, 195) ; — C. Paris, 7 novembre 1888 (Gaz. Pal., 89, 1, 30) ; — C. Rouen, 29 mars 1889 (recueil de Rouen, 118, 1, 1889) ; — MERLIN, *Rép.*, v^o *Vente*, par. 1, art. 3, n^o 11 bis ; — TROPLONG, *Dr. civ.*, *Vente*, n^o 24 ; — ROLLAND DE VILLARGUES, *Rép. du notariat*, v^o *Lettre missive*, nos 1 et suiv. ; — MASSÉ, *Dr. commercial*, t. IV, p. 343 ; DEBELLEYME, *Ordonnances sur requête et référés*, t. I, p. 362 ; — ROUSSEAU, *op. cit.* p. 5 et 6.

La règle d'après laquelle la propriété d'une lettre missive appartient au destinataire ne doit, en dehors du cas où l'expéditeur en a demandé le renvoi après lecture, recevoir que deux exceptions strictement limitées : la première en ce qui concerne les lettres administratives, la seconde pour les lettres commerciales adressées par un commerçant à son représentant.

Que faut-il entendre par lettre administrative?

La lettre administrative, c'est toute lettre adressée à un fonctionnaire à raison de ses fonctions. S'il y a contestation sur le point de savoir si telle lettre est ou non administrative, il appartiendra aux tribunaux de décider.

Les lettres qui sont reconnues comme ayant le caractère administratif restent toujours la propriété de l'État, ou de la personne morale dont le fonctionnaire est le représentant.

L'employé qui les a reçues a le devoir de les conserver, et de ne jamais les détruire ; il ne doit pas les communiquer à des tiers, et il est tenu de les représenter à la cessation de ses fonctions.

La violation de cette règle est un crime prévu par le Code pénal. Les fonctionnaires qui disposeraient indûment de la correspondance administrative qu'ils ont reçue, soit qu'ils ne la rendent point au moment où ils quittent leur emploi, soit qu'ils la cèdent à un tiers, seraient passibles, aux termes des art. 169 et 173 du Code pénal, de la peine des travaux forcés à temps.

Pour que ces articles fussent appliqués, il faudrait toutefois que la soustraction ou la perte des lettres pût nuire à des tiers : ainsi, s'il s'agissait de la copie d'une lettre dont l'original existât, le détournement de cette pièce ne pourrait constituer un crime qu'autant qu'on s'en serait servi pour produire un préjudice. De plus, le fonctionnaire doit avoir eu une intention coupable, et avoir agi en sa qualité et à raison de ses fonctions pour être condamné aux peines portées en l'article 173.

Quoi qu'il en soit, le fait même qu'une condamnation est possible prouve bien que le fonctionnaire n'a aucun droit de propriété sur la lettre administrative qu'il a reçue.

La raison, c'est que le fonctionnaire n'est que le mandataire de l'État : c'est pour lui qu'il agit, c'est lui qu'il représente ; et, dès lors, le fonctionnaire n'agissant que comme mandataire, la propriété ne naît pas à son profit, mais à celui de l'État ; lui, il n'est que dépositaire.

La seconde exception au principe que nous avons établi relativement au droit de propriété du destinataire d'une lettre missive est relative aux lettres commerciales d'une certaine catégorie.

En effet, les lettres commerciales qu'un commerçant écrit à son représentant ne deviennent jamais la propriété du destinataire, mais restent celles de l'expéditeur, qui peut toujours les réclamer.

L'employé de commerce ou le représentant à qui

le patron adresse de pareilles lettres à raison de ses attributions n'est en effet qu'un mandataire, et il a vis-à-vis du patron, son mandant, des obligations que déterminent les articles 1984 et suivants du Code civil.

L'article 2004, en particulier, autorise le mandant à révoquer sa procuration « quand bon lui semble, et à contraindre, s'il y a lieu, le mandataire à lui remettre, soit l'écrit sous seing privé qui la contient, soit l'original de la procuration, etc. ». Il est évident que de la lettre missive peut résulter la procuration, et que le représentant doit remettre la lettre à lui adressée par son patron dès que celui-ci la lui réclame. Au surplus, comprendrait-on qu'il pût conserver des lettres dont il pourrait dans la suite se servir pour nuire à son patron en divulguant sa situation commerciale, ou pour lui faire une concurrence absolument déloyale ?

Toutefois, il ne faudrait pas pousser les choses trop loin, et il faut restreindre aux lettres purement commerciales ce que nous venons de dire; les lettres que le patron aurait adressées à son employé en dehors de ses affaires de commerce proprement dites, les lettres particulières et personnelles, ne sont point comprises dans l'exception que nous étudions : elles restent la propriété de l'employé qui les a reçues, et il en pourra faire tout usage qu'il voudra, sauf les restrictions que nous apporterons plus loin pour le cas où lesdites lettres seraient de nature absolument

confidentielle. C'est ainsi que la Cour d'appel de Besançon ¹ a, le 27 mars 1889, fort bien décidé que le chef de maison garde sur l'écrit par lui adressé à son employé, un droit de propriété absolu, suivant lequel il pouvaient exiger la restitution, quand il n'a trait qu'à l'exécution du mandat, et n'offre aucune utilité pour le destinataire. Car il est de principe qu'en cas de contestation entre patron et employé, celui-ci peut se servir de la correspondance par lui reçue pour justifier sa conduite ; d'une façon générale, un mandataire peut se prévaloir, en cas de difficultés sur l'exécution de son mandat, de la correspondance qui lui a été adressée à l'occasion de ce mandat même. Cette règle est fondée sur des motifs d'équité incontestables, et nous ne pouvons qu'approuver un arrêt de la Cour de Douai du 24 juin 1874 ² qui décide que, pour sauvegarder, en pareille hypothèse, les droits du demandeur et du défendeur, les lettres qu'ils avaient échangées seraient déposées au greffe jusqu'à l'issue du procès.

Ce que nous avons dit des lettres écrites par des directeurs de maison de commerce, s'applique également aux lettres qu'ils ont reçues relativement aux affaires de la maison à la tête de laquelle ils sont placés. C'est en ce sens que la Cour d'appel de Limoges, dans un arrêt du 13 juin 1889 ³, a jugé

1. Gaz. du Palais, 1889, 1, 641.

2. D. P. 75, 2, 95.

3. Gaz. du Palais, 2, 308.

qu'une lettre missive écrite par le sous-directeur d'une société par actions au directeur de cette société, et exclusivement relative aux affaires de cette société, est de plein droit la propriété de ladite société, et qu'on ne saurait, en aucun cas, pour en interdire la production en justice à un actionnaire intéressé, lui reconnaître un caractère confidentiel, qu'il n'a pu appartenir à son auteur de lui imprimer. De même, la Cour de Paris ¹ (7 novembre 1888) a décidé que des lettres adressées à l'ancien directeur d'une société, lorsqu'elles se rattachent à des affaires de la société, et qu'elles n'ont été envoyées au destinataire qu'à raison ou à l'occasion de ses fonctions, n'ont jamais cessé de faire partie des archives de la société, laquelle peut par suite, en cas de détournement, en poursuivre la restitution.

Toutefois, le tribunal de commerce de Nantes a jugé qu'une société anonyme n'a pas le droit de se faire remettre les lettres adressées à son ancien directeur, lorsque, à côté de ces mots « directeur de la société », on trouvait sur l'enveloppe de la lettre le nom de ce directeur. De telles lettres sont la propriété de ce dernier, qui a le droit de les revendiquer. (Nantes, 28 janvier 1888 ².) Au contraire, le tribunal de commerce de la Seine a jugé que l'ingénieur d'une société ne peut se plaindre qu'on ait ouvert des let-

1. Gaz. du Palais, 89, 1, 30.

2. Gaz. du Palais, 1889, Sup., p. 12.

tres à lui adressées au siège social, alors qu'elles n'ont été ouvertes que dans le but de faire un triage, et qu'il ne pouvait faire la preuve qu'on eût détourné des lettres à lui personnelles (13 février 1888) ².

Nous venons d'examiner le cas où des lettres commerciales sont adressées à ou par un commerçant qui exploite son commerce : les mêmes solutions s'appliquent-elles au cas où le négociant a vendu sa maison de commerce, et s'est retiré des affaires ? A qui devra-t-on reconnaître la propriété des lettres commerciales qu'il a reçues ?

En principe, nous le savons, la propriété d'une lettre appartient au destinataire, à la personne que désigne l'adresse. En conséquence, les lettres portant le nom du commerçant qui a cédé sa maison doivent lui être remises, qu'il y ait ou non à côté de son nom mention de la profession : seul, il pourra recevoir de telles lettres, à moins que, par suite d'une entente avec son successeur, il n'ait accordé à celui-ci le droit de les recevoir pour lui. A défaut d'un consentement amiable, il faudra une décision de justice provoquée par le successeur, pour qu'il puisse se faire remettre la correspondance adressée à son prédécesseur. C'est là l'opinion de M. Frault ¹, dans son « Manuel postal théorique et pratique », et c'est une opinion juridique qu'il convient d'adopter. Il est

2. *La Loi* du 28 février 1888.

1. N° 121.

clair cependant que, si les lettres dont il s'agit d'établir la propriété ont manifestement trait aux affaires de la maison cédée, si elles sont exclusivement commerciales, le commerçant qui a cédé sa maison ne peut s'opposer à ce qu'elles soient remises à son acquéreur, même si elles portent son propre nom. Il n'est pas discutable que, dans la commune intention des parties, les commandes qui peuvent se faire par correspondances, les lettres elles-mêmes, par suite, sont comprises dans la cession de l'établissement et de la clientèle ¹.

M. Frault examine le cas où un établissement désigné uniquement par une raison sociale change de propriétaire : l'acquéreur, dit-il en substance, achète la maison et la raison sociale ; aussi les lettres qui, dans la suite, parviennent avec l'indication de la raison sociale sont bien évidemment relatives aux affaires de la maison cédée, et devront par suite être délivrées à l'acquéreur.

C'est le système qui est appliqué en jurisprudence. La Cour de Paris, dans deux arrêts du 23 novembre 1883 ² et du 3 février 1888 ³ ; la Cour de cassation, dans un arrêt du 8 novembre 1892 ⁴, ont décidé qu'à moins de réserves particulières dans

1. LÈBRE, *Traité des fonds de commerce*, nos 65 et 66. — ROUSSEAU, *op. cit.*, p. 415.

2. *Journal de la Propriété industrielle*, 1885, p. 219.

3. *Gaz. du Pal.*, 88, 1, *Suppl.* 102.

4. *D. P.* 93, 1, 33.

le contrat de vente d'un fonds de commerce, l'acquéreur a le droit d'ouvrir (c'est donc qu'il en est bien propriétaire) les lettres adressées au vendeur et relatives aux affaires commerciales de la maison. Le tribunal civil de la Seine a de même décidé, le 25 juillet 1891 ¹, que l'acquéreur d'un fonds de commerce qui précédemment était exploité par une société en nom collectif, a le droit de se dire le successeur de ses associés, et, par suite, de recevoir en pleine propriété les lettres portant l'adresse de la raison sociale qui leur appartenait ².

M. Frault ³ va même jusqu'à soutenir que les lettres chargées adressées après cession d'un fonds de commerce à l'ancien propriétaire de ce fonds de commerce doivent être remises à son successeur, si celui-ci produit un extrait certifié conforme de l'acte de vente qui l'en constitue propriétaire.

La conclusion à tirer de tout ceci, c'est que les lettres personnelles à l'ancien commerçant restent sa propriété, tandis que les lettres purement commerciales restent attachées au fonds de commerce, et deviennent la propriété de l'acquéreur de ce fonds.

La seule question qui reste est celle de savoir quand il s'agira de lettres personnelles, quand il s'agira de lettres commerciales. C'est là une

1. *Le Droit* du 31 octobre 1891.

2. Paris, 26 janvier 1855, *Annales de la science et du droit commercial*, 1855, 2, 539. — Lyon, 18 décembre 1867, id. 1868, 2, 215.

3. *Op cit.*, n° 123.

question de fait que les tribunaux trancheront en cas de contestation ¹, et l'on comprend qu'il soit impossible de donner ici une règle fixe. Pourtant, un jugement du tribunal de commerce de Nantes ² (28 janvier 1888) a décidé qu'une lettre adressée à M. Daviès, directeur de la Société des briquettes, devait être remise, non à la Société, mais à M. Daviès, devenu le concurrent de la Société, par ce motif « que le nom du destinataire prime les titres et qualités, exacts ou non, dont ce nom est suivi. » C'est là, pensons-nous avec M. Hanssens ³, une théorie qui est beaucoup trop absolue, et peut conduire à léser de graves intérêts, tout en faisant parfois méconnaître les intentions de celui qui envoie la lettre. Disons donc que la lettre envoyée dans de telles conditions devra être remise, suivant les circonstances, tantôt à l'une, tantôt à l'autre des parties, et que, par suite, elle appartiendra à celui à qui le tribunal juge des faits de la cause en ordonnera la remise.

Maintenant que nous savons que, en principe, c'est le destinataire de la lettre missive qui en est le propriétaire, se pose la question de savoir à quel moment il en devient propriétaire.

1. Cass., 10 avril 1860. D. 66, 1; 342. — Cass., 8 novembrs 1892. D. 93, 1. 93.

2. Gaz. du Palais, 89, 1, Supp. 12.

3. HANSENS (*op. cit.*, p. 187).

On a prétendu qu'en droit romain ¹, le destinataire devenait propriétaire de la lettre aussitôt que l'expéditeur s'en était dépossédé : la transmission de propriété était instantanée. Cependant, la loi 64, *de acquirendo rerum dominio*, au Digeste, que nous avons déjà citée, est bien claire. « Si je vous ai écrit une lettre, dit Labéon, elle ne vous appartiendra que lorsque vous l'aurez reçue. » Il est vrai que Labéon ajoute : « Paul dit le contraire. » Mais la contradiction n'est qu'apparente; Labéon et Paul sont d'accord, et la différence des solutions qu'ils donnent tient à ce qu'ils se placent dans des hypothèses différentes : Labéon suppose que le *nuncius* envoyé est le mandataire ou un esclave de l'expéditeur, tandis que Paul se place dans l'hypothèse où le *nuncius* est le mandataire du destinataire, et l'on comprend que la solution soit différente dans les deux cas visés. De même Ulpien n'accorde la propriété immédiate de la lettre que parce qu'il examine le cas où on l'a remise à un esclave ou à un mandataire du destinataire ².

Il en est chez nous comme dans le droit romain : le destinataire n'est propriétaire de la lettre qu'on lui a adressée que lorsque cette lettre lui a été remise à lui-même, ou qu'elle a été remise à une personne chargée spécialement par lui de la recevoir. Jusqu'au moment où on lui remet la lettre, le destinataire peut

1. LEGRIS, n° 59.

2. Dig. L. 14, par. 17 *de furtis*.

en ignorer en effet l'existence, et il serait difficile de lui en accorder la propriété.

C'est bien ainsi, du reste, que l'entend l'administration des postes, qui autorise l'expéditeur d'une lettre à la retirer sous certaines conditions. Nous lisons, en effet, dans l'instruction générale de 1868, ce qui suit : Art. 387. — « Tout fonctionnaire ou préposé du gouvernement peut retirer une lettre ou un paquet contresigné qu'il a déposé ou fait déposer au bureau et qui n'a pas encore été expédié. S'il se présente en personne, et s'il est connu, la lettre ou le paquet lui est rendu aussitôt et sans formalités. S'il envoie quelqu'un à sa place, la lettre ou le paquet n'est remis qu'autant que cette personne représente une réquisition signée du fonctionnaire. La réquisition reste entre les mains du préposé pour garantir sa responsabilité. »

Art. 388. — « Lorsqu'un particulier demande à rectifier l'adresse d'une lettre qu'il a jetée ou fait jeter à la boîte d'un bureau, et qui n'a pas encore été expédiée, cette lettre peut, s'il en est l'auteur, lui être communiquée sur la présentation d'un fac-similé de la suscription et, le cas échéant, du cachet ou de la griffe dont la lettre porte l'empreinte. Si le réclamant n'est pas l'auteur de la lettre, il doit en outre produire une réquisition écrite et signée par ce dernier. Dans tous les cas, la rectification est faite sans déplacement, et la réquisition est conservée au bureau. »

Art. 389. — « Pour qu'un particulier puisse retirer une lettre déposée par lui à la boîte du bureau, il faut, indépendamment des précautions prescrites par l'article précédent : 1° que, par une réclamation écrite, il se déclare l'auteur de la lettre ; — 2° qu'il se soumette à demeurer garant et responsable, envers qui de droit, de tous les effets de la suppression ou du retard de la lettre ; — 3° qu'il soit connu du préposé, ou accompagné de deux témoins connus ; — 4° que la lettre soit ouverte en présence de ces témoins, afin que le préposé puisse s'assurer de l'identité de la signature de la lettre avec la signature du réclamant. »

Si l'expéditeur peut réclamer une lettre par lui jetée à la boîte, c'est donc qu'il en est bien resté propriétaire. C'est par application de ce principe que le tribunal de Tunis ¹ (aud. des référés) a jugé avec raison qu'une lettre missive envoyée par un commissionnaire reste la propriété de celui qui l'a écrite, tant qu'elle n'a pas été remise entre les mains du destinataire.

De même la Cour d'appel de Riom, dans son audience du 13 juillet 1891 ², a décidé que « l'expéditeur d'une lettre est fondé à la réclamer à un tiers qui s'en est emparé par des manœuvres coupables, et à lui intenter une action en dommages-

1. 2 février 1887, *Revue algérienne*, 87, 239.

2. Gaz. Trib., 13 oct 1891.

intérêts pour réparation du préjudice matériel et moral que ce détournement a pu lui causer. »

Il résulte de ce principe que la lettre missive ne devient la propriété du destinataire qu'au moment où elle lui est remise, avec cette conséquence, importante au point de vue pratique, qu'elle voyage aux risques et périls de son auteur; c'est ainsi que, si la lettre contient un objet de valeur, une somme d'argent par exemple, et que cette somme d'argent vienne à être perdue ou volée, la perte en sera, non pour le destinataire, qui n'est pas encore propriétaire, mais pour l'auteur de l'écrit, pour l'expéditeur: c'est là l'application du vieil adage *res perit domino* ¹.

1. En vertu de ce principe, les chargements qui, suivant les règles du service postal, s'appliquent: 1° aux lettres renfermant des valeurs déclarées, billets de banque, chèques, bons de poste sans nom de destinataire, bons, coupons de dividende ou d'intérêts échus payables au porteur; 2° aux boîtes contenant des bijoux ou objets précieux de petite dimension, donnent lieu, en cas de perte, et *sauf le cas de force majeure*, à un remboursement du montant de la valeur déclarée de la part de l'administration des postes: ce remboursement se fait entre les mains de l'expéditeur. Le maximum de la déclaration est de 40.000 francs.

Quant à la réclamation qui s'applique aux lettres expédiées sans déclaration de valeur, ainsi qu'à tous les objets rentrant dans le monopole de la poste, ou dont le transport peut lui être confié en vertu des lois en vigueur, elle donne droit à une indemnité de 25 francs. Cette indemnité est payée lorsque la perte n'est pas le résultat d'un *cas de force majeure*. Il est remarquable qu'ici l'indemnité est payée, non plus à l'expéditeur, mais *au destinataire* de la lettre: c'est qu'ici on n'a envisagé que l'intérêt que pouvait avoir pour ce destinataire la distribution en temps voulu de la lettre ou de l'objet recommandé. C'est lui, en effet, qui souffre du retard ou de la perte, bien

C'est aussi ce que décide le Code de commerce, art. 100, relativement aux marchandises sorties du magasin de l'expéditeur, qui voyagent aux risques et périls de celui à qui elles appartiennent.

Aussi convient-il d'approuver sans réserve un arrêt de la Cour d'Aix du 4 janvier 1821, et un arrêt de la Cour de Lyon ¹, du 16 mars 1854, qui décident que celui qui envoie par la poste un billet de banque renfermé dans une lettre est responsable, vis-à-vis du destinataire, de la perte de cette valeur.

Toutefois, il convient d'ajouter une restriction et de dire : à moins que la lettre n'ait été expédiée d'après les instructions du destinataire. Car, si l'on comprend que l'on ne doit point rendre responsable de la perte de valeurs un destinataire qui n'a pas été avisé de l'envoi à lui fait, il n'en serait pas ainsi si la lettre lui a été adressée sur son ordre ou d'après ses instructions formelles. C'est ce qu'a fort bien jugé la Cour de Paris, dans son audience du 18 mai 1850 ². Il s'agissait, dans l'espèce, d'un dépositaire qui avait expédié une somme en billets de banque au propriétaire sur l'invitation de celui-ci, mais n'avait pas recommandé la lettre, alors que le destinataire ne

plus que l'expéditeur ; c'est donc à lui que sera versée l'indemnité. •
Quand il s'agit de *remboursement*, c'est à l'expéditeur qu'on le paie ; quand il s'agit d'*indemnité*, c'est au destinataire.

En réalité, il n'y a pas d'exception à la règle *res perit domino*.

1. D. P., 53, 2, 141.

2. D. P., 50, 2, 157.

l'en avait pas chargé. La Cour a décidé avec raison que le dépositaire n'était point responsable de la perte ou de la soustraction des billets qu'il adressait à celui qui les lui avait remis en dépôt.

La Cour de chancellerie d'Angleterre a même jugé, par application de ce principe, qu'au cas d'envoi par la poste de lettres de change, la seule intention de retrait manifestée expressément par l'expéditeur, mais qui, par suite d'une erreur de la poste, n'avait pu être réalisée, suffit pour empêcher la valeur envoyée de devenir la propriété du destinataire : « Il suffit que l'expéditeur ait manifesté clairement l'intention de retirer la lettre, lisons-nous dans le journal de Droit international privé ¹, pour qu'il en demeure propriétaire, encore bien que, par l'effet d'une erreur, la lettre ait été en réalité remise au destinataire. » C'est là une décision qui n'a rien que de très juridique, et nous ne comprenons guère les critiques qu'elle a soulevées : il y avait erreur dans l'expédition qu'on avait faite des lettres de change ; dès lors, comment la propriété aurait-elle pu en être transmise ? L'article 2279 est, remarquons-le, inapplicable ; au cas, au contraire, où il s'agirait d'une lettre missive ordinaire, le destinataire pourrait invoquer cet article 2279, et, dès lors, la lettre étant bien une chose matérielle, la règle « en fait de meubles possession vaut titre » s'appliquerait : l'auteur, malgré le désir qu'il eût pu ex-

1. *Journal de Droit inter. privé*, 1, p. 200.

primer de reprendre la lettre après l'avoir envoyée, ne pourrait juridiquement en exiger la remise.

Une conséquence plus importante encore que celle que nous venons de déduire, résulte de cette règle que l'expéditeur d'une lettre missive en reste le propriétaire jusqu'au moment de la réception de cette lettre par le destinataire. On décide en effet généralement qu'un contrat n'est formé par correspondance que quand l'acceptation de l'offre est parvenue entre les mains de l'offrant. S'il faut en croire Cicéron, il en était déjà ainsi en droit romain : le contrat à Rome ne prenait naissance qu'au moment où le pollicitant avait connaissance de l'acceptation. On ne pouvait en effet, dit-il ¹, comprendre l'idée d'obligation sans une idée d'échange. Si l'on rendait un service, ce service appelait une rémunération, et il n'y avait obligation que s'il y avait certitude absolue que l'un des contractants, après s'être obligé, obligerait l'autre partie à son tour. Or, pouvait-on être certain qu'il en était ainsi, qu'il y avait un échange de services avant que le pollicitant eût connu l'acceptation de l'offre ? Évidemment non ; ce n'était qu'à ce moment qu'il y avait coexistence de volontés, et par suite formation du contrat. Cette théorie est adoptée chez nous par tous les auteurs qui admettent que, tant que l'offre n'a pas été acceptée, elle peut être révoquée. En effet, si l'expéditeur peut retirer

1. Cic. *De off.* 11, 15.

de la poste, et nous avons montré que les règlements de l'administration lui permettent de le faire sous certaines conditions, la lettre qu'il a adressée à quelqu'un, c'est qu'il en reste propriétaire, et que, jusqu'au moment de la remise de la lettre au destinataire, l'acceptation ne peut être considérée comme définitive, puisque le promettant peut retirer son offre en reprenant sa lettre, dont l'expédition pourra toujours rester ignorée de celui à qui elle était destinée.

CHAPITRE II

NATURE DU DROIT DE PROPRIÉTÉ. — SON FONDEMENT JURIDIQUE. — SES CONSÉQUENCES.

Quelle est exactement la nature du droit que nous avons reconnu au destinataire de la lettre missive ?

Est-ce un droit de propriété ordinaire, tel que le définit l'article 544 du Code civil, c'est-à-dire un droit « de jouir et de disposer des choses de la manière la plus absolue, pourvu qu'on n'en fasse pas un usage prohibé par les lois ou par les règlements » ?

En d'autres termes, le destinataire, propriétaire de la lettre missive, a-t-il sur cette lettre tous les droits de jouissance et de disposition que l'on appelle justement *jus utendi* et *jus abutendi*, qui appartiennent au propriétaire ordinaire d'une chose quelconque ? Peut-il, comme celui-ci, faire servir à tous les usages possibles l'objet de sa propriété ? Peut-il en faire ce qu'il veut ? En un mot, le droit de propriété qui lui appartient sur une lettre missive est-il purement et simplement le droit de propriété de l'article 544 ?

Avant de répondre à la question ainsi posée, analysons en lui-même le fait générateur de la pro-

priété, c'est-à-dire l'envoi de la lettre au destinataire.

Il est évident, ainsi que nous l'avons dit déjà, qu'aucune difficulté ne peut naître avant cet envoi de la lettre ; tant que l'expéditeur a la lettre entre les mains, il en est le maître absolu, et il ne peut s'agir de discussion sur l'attribution de la propriété ou sur sa nature.

L'envoi de la lettre peut être pur et simple ; c'est ce qui arrive le plus souvent. Je vous adresse une lettre, et je ne vous demande point de me la réexpédier ou de la détruire après que vous l'aurez lue. Il est clair qu'en agissant ainsi, j'abandonne tous mes droits sur l'écrit, ou du moins il y a de ma part une transmission de propriété, transmission faite *animo donandi*, et grâce à laquelle vous aurez sur la lettre tout droit, même le *jus abutendi* : c'est ainsi, par exemple, que vous pourrez la brûler, la déchirer. Quant à moi, expéditeur, je n'ai plus sur elle aucun droit : elle est votre propriété.

Notons toutefois que mon droit de propriétaire, à moi expéditeur, ne sera pas tout à fait éteint en ce qui concerne la publication de cette lettre. C'est qu'à côté de la propriété matérielle, il y en a une autre, la propriété des pensées, que nul ne peut me ravir ; car la pensée, immatérielle, est sortie de mon cerveau : j'ai le droit de la fixer à nouveau, de la traduire sur une feuille de papier ; j'ai le droit de publication, qui découle pour moi d'un droit de propriété spéciale, de

la propriété littéraire, droit que vous pourrez avoir, vous aussi destinataire, en vertu de la transmission de propriété que je vous ai faite de mon écrit.

De votre côté, à vous destinataire, le caractère de la transmission est identique : pour vous, vous considérez qu'elle a eu lieu de ma part *animo donandi*, et la preuve, c'est que vous ne comprendriez pas que je vienne revendiquer ma lettre ; vous n'auriez qu'à me répondre : je l'ai détruite, et je ne pourrais que m'incliner devant votre réponse et cesser mes revendications.

Mais je suis libre, moi expéditeur d'une lettre, d'imposer à la transmission de propriété des restrictions : au lieu de faire un envoi pur et simple, je puis, par exemple, recommander au destinataire de me réexpédier ma lettre, ou lui demander de la détruire après lecture ou au bout d'un certain temps.

Le destinataire ne pourra plus invoquer en ce cas un droit de propriété pur et simple, une transmission faite de ma part *animo donandi*. J'ai pu, en effet, tout comme un donateur, imposer telle condition, telle restriction que je voulais, au droit de propriété que j'ai créé, et qu'en définitive, je vous ai conféré parce que je l'ai bien voulu.

Et ces conditions, vous avez dû les accepter, sans quoi la transmission de la propriété, qui est conditionnelle, tombe et n'a pas lieu juridiquement.

Il existe toute une catégorie de lettres pour lesquelles le droit de propriété absolue ne peut

jamais exister au profit du destinataire, et cela bien que l'expéditeur n'ait pas pris soin de retenir expressément à son profit une partie des attributs du droit de propriété. Nous voulons parler des lettres confidentielles, dont nous aurons à établir plus loin les caractères propres. Ces lettres font bien toujours l'objet d'une propriété de la part du destinataire, mais cette propriété est soumise, sans que l'expéditeur ait besoin de le faire remarquer, entre autres conditions, à la condition du secret.

De cette analyse de la transmission de propriété, il semble au premier abord résulter qu'il dépend uniquement de l'expéditeur de la lettre d'imprimer à la propriété qu'il transmet au destinataire les caractères qu'il voudra ; mais ce point de vue serait inexact.

Le caractère de la propriété du destinataire est bien plutôt le résultat d'une sorte d'accord intervenu tacitement entre les parties, dont l'une propose des conditions que l'autre accepte le plus souvent par son silence. Nous le répétons, l'expéditeur est comme un donateur qui peut imposer des conditions ; mais, ces conditions, le destinataire de la lettre peut les accepter ou les refuser. Et, s'il les accepte, il se forme une sorte de contrat tacite entre l'expéditeur qui transmet la propriété avec ou sans restrictions, et le destinataire qui connaît et accepte ces restrictions expressément ordonnées ou sous-entendues.

En résumé, le droit que nous reconnaissons au destinataire propriétaire d'une lettre missive n'est pas un droit de propriété ordinaire, mais bien plutôt un droit de propriété *sui generis*, soumis à certaines conditions et à certaines restrictions particulières. Cette propriété a sa base, comme la propriété ordinaire, dans l'article 544 du Code civil, mais aussi dans une sorte de contrat intervenu entre l'auteur de la lettre qui indique ses intentions et le destinataire qui, expressément ou tacitement, s'engage à les observer.

Ainsi que le dit fort bien un arrêt de la Cour de Rennes, admirablement motivé, à propos de la propriété des lettres missives confidentielles (mais il en est ainsi pour la propriété de toutes autres lettres) : « Cette propriété, d'une nature exceptionnelle et particulièrement délicate — propriété *sui generis* — n'ayant pas été l'objet des prévisions spéciales de la loi, doit être régie suivant la commune intention des parties, c'est-à-dire suivant l'intention de l'auteur acceptée par l'adhésion expresse ou tacite du destinataire ¹ ».

Pour nous, par conséquent, c'est un droit de propriété qui appartient au destinataire de la lettre : celui-ci n'est pas, ainsi que l'avaient pensé les Cours de Limoges ² et de Paris ³, un simple dépositaire.

1. S. 81, 4, 495.

2. Limoges, 17 juin 1824.

3. Paris, 11 juin 1875 (S. 75, 2, 200).

Un des éléments du contrat de dépôt est, en effet, l'obligation de restituer l'objet déposé; or, ici, à moins que l'auteur de la lettre n'ait manifesté la volonté que la lettre fût renvoyée ou détruite (ce qu'il a droit de faire, puisqu'il peut imposer ses conditions), le destinataire n'est pas tenu de la rendre: il en est propriétaire, puisqu'il a le droit de la garder.

Nous ajoutons, il en est le seul propriétaire: aucun droit de copropriété n'existe entre lui et l'expéditeur. C'est ce que décide avec raison l'arrêt de Toulouse que nous avons déjà cité: « Il est constant, dit-il, que l'envoi d'une lettre opère la transmission de propriété de cette lettre, et que le destinataire est saisi, par la réception de la lettre, d'un droit sur un objet indivisible de sa nature. »

■ Nous concluons, par suite, que nul droit de copropriété n'existe entre l'expéditeur d'une lettre missive et le destinataire qui l'a reçue; que le destinataire n'est pas non plus dépositaire, mais propriétaire de l'écrit à lui adressé, dans les conditions et avec les restrictions que nous avons établies.

Le destinataire est propriétaire de la lettre qu'il a reçue, et de là découlent à son profit diverses conséquences qu'il convient de signaler.

C'est ainsi, par exemple, qu'il ne sera jamais tenu de restituer la lettre qui lui a été adressée. Nous nous plaçons, ici, dans l'hypothèse normale où l'expéditeur n'a pas réclamé le renvoi de la lettre après lecture; de même, il pourra, à son gré, brûler,

déchirer, détruire d'une façon quelconque la lettre objet de sa propriété ; il pourra aussi la conserver, et en disposer pour établir ses droits.

Mais l'usage, l'exercice normal de la propriété d'une lettre entraîne d'autres conséquences plus importantes pour le destinataire, conséquences qu'il importe d'établir plus nettement et d'étudier plus spécialement.

Du droit de propriété découlent pour le destinataire :

1° Les droits de possession et de conservation : il peut se faire remettre directement les lettres qui lui sont adressées ; et, une fois qu'il les a en sa possession, il peut se faire maintenir dans cette possession lorsqu'il y est troublé, et s'y faire rétablir lorsqu'il en a été dépouillé par violence. Il a aussi le droit de conserver la lettre en sa possession, aussi longtemps qu'il le voudra.

2° Le droit à l'inviolabilité du secret des correspondances. Le secret des lettres est inviolable, et le propriétaire peut faire respecter cette inviolabilité.

3° Le droit de publication. Le destinataire a le droit de publier les lettres qu'il a reçues, moyennant certaines obligations que nous devons établir.

4° Enfin, le droit de disposition. Il peut, en effet disposer comme il l'entend de ce qui est sa propriété : notamment, il a droit de destruction.

Ces diverses conséquences, des plus importantes,

doivent être dégagées et étudiées plus spécialement. Nous les examinerons dans diverses sections.

SECTION I^{re}

DU DROIT DE POSSESSION.

Nous avons vu que le destinataire d'une lettre n'en devient propriétaire qu'au moment où cette lettre lui a été remise. Son droit de propriété ne commence à exister véritablement que lorsque le facteur ou le commissionnaire chargé de la porter l'a laissée à sa destination. Cependant, en vertu de ce droit de propriété, que, dans un instant, on devra lui reconnaître, le destinataire a le droit d'exiger, et ici tout le monde est d'accord, qu'on lui remette la lettre, à lui ou à son fondé de pouvoir, en quelque état qu'elle se trouve.

Si, par suite d'une erreur quelconque, la lettre a été distribuée à une autre personne qui l'a ouverte, cette personne devra faire mention de cette circonstance au dos de la lettre, et signer sa déclaration. Si elle refuse de le faire ou si elle ne sait signer, la lettre reçoit l'annotation suivante au dos : « Présentée à M....., qui l'a ouverte et a refusé de le certifier », ou « ne sait pas signer ». La lettre est alors placée sous une ficelle qu'on scelle avec le cachet du bureau

de poste, et on fait de nouvelles recherches pour trouver le véritable destinataire ¹.

Ces recherches doivent être faites avec la plus grande circonspection. Les lettres ne doivent être distribuées à un domicile autre que celui qui est indiqué sur la suscription, qu'autant qu'il ne peut y avoir le moindre doute sur l'identité du destinataire. La mission des agents des postes ne consiste pas à modifier les adresses des correspondances qu'ils sont chargés de distribuer, mais bien de les remettre au domicile indiqué, et, si le destinataire est inconnu, à les verser au rebut ou à les renvoyer aux expéditeurs. S'ils n'agissaient pas ainsi, ils risqueraient fort de faire tomber des correspondances secrètes, renfermant des nouvelles qu'on ne voudrait pas voir divulguer, entre les mains de personnes qui pourraient en abuser ².

Lorsqu'un destinataire, membre de la Légion d'honneur, auquel on adresse en cette qualité une lettre revêtue du contreseing du grand chancelier, n'est pas au domicile indiqué, cette lettre doit être rapportée au bureau, sans être « essayée sur aucune autre destination ³, pour quelque cause que ce soit, et retournée à la Grande Chancellerie, avec tous les renseignements qu'on a pu se fournir sur le véritable domicile du destinataire.

1. Inst. gén., art. 692, et Bulletin mensuel de l'Adm. des postes, n° 9 (sept. 1887).

2. FAULT, *op. cit.*, n° 101.

3. Inst. gén., art. 693.

Les lettres adressées à une personne décédée continuent à être distribuées au domicile indiqué, à moins que l'agent des postes chargé de la distribution ne soit autorisé à les remettre à un des héritiers ou à une autre personne. Si une pareille correspondance n'est pas distribuée, on la renvoie aux expéditeurs ou on la verse au rebut ¹.

Le juge de paix, dit M. Frault ², peut obtenir, sur sa réquisition écrite, la délivrance entre ses mains des correspondances adressées à une personne décédée, à condition d'en acquitter la taxe, s'il y a lieu.

Si un paquet a été adressé à un fonctionnaire qui est changé d'emploi, ou qui a démissionné, ou qui est à la retraite, ou enfin décédé, a été présenté au successeur ou à l'intérimaire, et que celui-ci l'ait refusé, on le verse au rebut ; il en est encore ainsi si les fonctions sont interrompues depuis plus de dix jours ³. Aux termes d'une ordonnance du 17 novembre 1844, les lettres émanant de la Cour des comptes qui sont adressées nominativement à un comptable justiciable de cette Cour, sont remises à ce comptable ou à ses héritiers ou ayants droit à l'exclusion de tous autres, quoique ce comptable ne soit plus en fonctions. \

Aux termes de l'article 690 de l'Instruction générale les lettres adressées à une personne chargée de

1. *Ibid.*, art. 693, Bull. mensuel, mars 1882.

2. *Op. cit.*, n° 104.

3. Inst. gén., art. 694.

les remettre à une seconde personne, sont présentées à la première ; si celle-ci est décédée ou refuse de recevoir les correspondances ainsi envoyées, on les remet directement à la seconde, avec mention, sur le dos des lettres, des causes qui ont empêché la remise à la première personne.

Dans la pratique postale, les agents de l'administration n'ont pas à tenir compte des mentions : « personnelle » ou « ne remettre qu'à lui-même » portées sur les lettres. On distribue ces correspondances, comme les autres, à l'entrée de la maison, à la personne qui se présente¹. En effet, dit M. Legris², aux termes de l'article 608 de l'Instruction générale, la remise d'un objet confié au service, à l'exception des chargements et des objets recommandés, dont le mode de distribution est réglé par les articles 662 et suivants de la même instruction, est régulièrement opérée quand cet objet a été livré au domicile indiqué sur l'adresse, ou à la personne qui a déclaré en être le destinataire ou être chargée par le destinataire de le retirer des mains du facteur.

Il arrive souvent qu'une lettre porte un nom commun à plusieurs personnes de la même localité, sans que rien puisse indiquer qu'elle est destinée à l'une plutôt qu'à l'autre : comment distribuera-t-on ces lettres ?

1. FRAULT, *op. cit.*, n° 108.

2. LEGRIS, *op. cit.*, p. 106.

Le Tribunal civil de Toulouse répond, dans un jugement relativement récent : « Les lettres missives dont la suscription porte un nom commun à plusieurs personnes, exerçant le même commerce dans la même localité, et sans qu'il y ait aucune indication propre à en attribuer la propriété à l'une d'elles, doivent être remises à la maison de commerce la plus ancienne ¹. »

La Cour de cassation décide, au contraire, dans un arrêt du 24 novembre 1846 ² : « L'identité de noms et prénoms existant entre deux individus établis dans la même localité, et y exerçant une industrie semblable, ne donne pas à celui qui est le plus anciennement établi dans cette localité le droit de se prévaloir de son antériorité pour exiger que le nouveau venu distingue son nom du sien : les principes relatifs à la propriété d'un nom commercial ou d'une enseigne sont ici sans application. — En conséquence, l'homonyme le plus anciennement établi ne peut prétendre que les lettres adressées au nom commun, et dont les suscriptions ne contiennent aucun signe ou aucune mention capable de distinguer la personne du destinataire, lui soient remises préalablement. Ces lettres doivent être traitées conformément à l'instruction générale des postes. »

L'art. 691 de cette instruction est ainsi conçu :

1. 27 avril 1896, *La Loi* du 17 juin 1896.

2. D. P. 47, 1, 69.

« Lorsque l'adresse d'une lettre porte un nom commun à plusieurs personnes dans la même localité, sans que la suscription contienne aucune indication propre à en faire attribuer la propriété à l'une de ces personnes, le préposé, *après avoir épuisé tous les moyens* de faire remettre sûrement cette lettre à son véritable destinataire, doit la renvoyer au rebut. »

Que faut-il entendre par cette expression : « *après avoir épuisé tous les moyens ?* » En pratique, on prévient les intéressés de l'arrivée d'une pareille correspondance, et on les invite à se présenter au bureau pour assister à l'ouverture de la lettre, qu'on remet alors au véritable destinataire. Si l'un d'eux ne vient pas, ne se fait pas représenter ou s'oppose à ce qu'on ouvre la lettre, celle-ci est mise au rebut ou retournée à l'expéditeur ¹ .

Les homonymes ont une façon plus simple de se faire distribuer une correspondance pareille : qu'ils désignent l'un d'entre eux ou une autre personne pour la recevoir et la remettre au vrai destinataire.

C'est ce qu'avaient fait les nombreux fabricants de voiture de Paris qui avaient nom Binder. L'administration postale ne voulait pas tenir compte de l'accord dont nous venons de parler; mais, dans un arrêt du 3 juin 1892 ² , la Cour de Paris l'a obligée à distribuer à Binder, 170, boulevard Haussmann à

1. FRAULT, *op. cit. ibid.* — ROUSSEAU, p. 114. — TISSIER, p. 37. LEGRIS, p. 408 — Nîmes, 9 février 1889. D. P., 90, 2, 317.

2. Gaz. Pal. 92. 2. 38.

Paris, les correspondances portant une mention extérieure indiquant qu'elles étaient relatives au commerce des voitures. Cet arrangement, en effet, n'était, dit l'arrêt, « contraire ni à l'ordre public, ni aux règlements de l'administration des postes. »

A défaut de cet accord, les tribunaux auront, selon nous, à statuer ¹; car nous ne pouvons admettre, avec la Cour de Besançon ², que « c'est à l'administration des postes à aviser, sous sa responsabilité, à ce que les lettres soient remises à leur véritable destinataire ».

Les décisions judiciaires ne constituent point, en

1. Nous ne pouvons donc qu'approuver une décision de la Cour de Rennes, du 3 juillet 1895, d'après laquelle, « lorsque deux anciens associés ont convenu, lors de la dissolution de la société, de réglementer l'usage de leurs noms pour éviter à l'avenir toute confusion dans leurs rapports avec la clientèle, il appartient aux tribunaux, au cas d'insuffisance de cette convention, d'ordonner les mesures propres à éviter toutes difficultés. Spécialement, lorsque deux beaux-frères, anciens associés, conviennent, lors de la dissolution de leur société, qu'ayant le dessein d'exercer l'un et l'autre, séparément, désormais, un commerce similaire, ils devront, dans leurs relations avec la clientèle, s'appeler l'un et l'autre d'une manière convenue entre eux, et que, malgré les précautions par eux prises, il arrive fréquemment que les clients ou correspondants, par erreur ou par inconscience, libellent de telle façon la suscription de leurs lettres, que chacun des deux beaux-frères est exposé à voir sa correspondance personnelle remise aux mains de l'autre, il appartient aux tribunaux de dire quelles lettres seront remises à chacun séparément, quelles lettres seront ouvertes en commun. (*Recueil d'Angers et de Rennes*. 96, 13.)

De même, un arrêt de la Cour de Pau décide qu'en cas de contestation relative à la remise d'une lettre, les juges du fait, régulièrement saisis, peuvent seuls trancher la difficulté. Le président, statuant en référé, doit se borner, par mesure provisoire, à nommer un séquestre du pli litigieux. (Pau, 2 octobre 1896. — *La Loi* du 30 novembre 1896.

2. 12 Décembre 1888. *Gaz. Pal.* 89, 1. 565.

effet, une immixtion dans le service postal, mais elles règlent une question de propriété.

Si les homonymes habitent la même maison, les agents des postes se borneront à la remise des correspondances au domicile indiqué sur l'adresse : « On ne doit donc pas, dit M. Frault ¹, se préoccuper des homonymes qui habitent un même domicile ; toutes les correspondances doivent être remises au concierge ou à la personne accréditée pour les recevoir. En l'absence d'un mandataire expressément désigné, les lettres ordinaires, par suite d'un consentement tacite et d'un usage constant, sont considérées comme remises aux destinataires eux-mêmes, quand elles sont livrées au concierge ou aux gens de service des maisons qu'habitent ces destinataires ². »

S'il n'y a ni concierge ni personne chargée de la réception de la correspondance, la distribution doit se faire comme si les homonymes habitaient des maisons différentes.

La lettre adressée sous un pseudonyme n'est délivrée, si elle ne porte pas d'indication de domicile, que sur présentation d'un certificat des autorités locales (commissaire de police, maire), constatant que l'on exerce une profession ou qu'on est connu sous le pseudonyme porté sur la suscription. Pour un

1. N° 115.

2. Si le locataire sortant a indiqué son nouveau domicile au concierge de la maison qu'il quitte, celui-ci a le devoir de faire connaître aux personnes qui le demandent, le domicile de son ancien locataire. (Trib. paix Paris, 20 août 1896). — *La Loi* du 12 septembre 1896.

ouvrage écrit sous un pseudonyme, la déclaration écrite de l'imprimeur ou de l'éditeur qui fait connaître le nom réel de l'auteur est suffisante.

En ce qui concerne les lettres adressées poste restante, les destinataires doivent, pour les toucher, produire une justification qui consiste dans la production d'une lettre précédemment reçue, d'un acte quelconque les concernant, ou même d'une carte de visite ¹. En cas d'adresse par initiales, on doit les citer dans l'ordre pour pouvoir toucher la lettre ².

Les lettres adressées à un commerçant qui a vendu sa maison devront être remises à l'acquéreur du fonds, s'il est manifeste que ces correspondances ont trait aux affaires de la maison cédée ³.

C'est là le système de la jurisprudence. La Cour de Paris, dans deux arrêts des 23 novembre 1883 ⁴ et 3 février 1888 ⁵, la Cour de cassation ⁶ ont décidé en ce sens. De même le Tribunal de la Seine a jugé qu'un acquéreur d'un fonds de commerce avait le droit de recevoir les lettres portant l'adresse de l'ancienne raison sociale ⁷.

1. *Inst. gén.*, art. 652.

2. *Ibid.*

3. LÈBRE, *Traité des fonds de commerce*, n^{os} 65 et 66. — ROUSSEAU, p. 115. — TISSIER, p. 38. — LEGRIS, p. 112.

4. *Journal de la Propr. industr.*, 1883, p. 219.

5. *Gaz. Pal.*, 88, 1, *Supp.* 102.

6. *D. P.*, 93, 1, 33.

7. 25 juillet 1891, *Le Droit*. 31 octobre 1891. — Paris, *Annales de la science et du droit commercial*, 1853, 2, 539. — Lyon, *ibid.*, 1869, 2, 215.

Si des contestations s'élèvent entre le vendeur et l'acquéreur du fonds de commerce sur le caractère des lettres adressées au vendeur, les tribunaux trancheront le différend d'après les circonstances ¹. Sur ce point, pas de règles fixes, et nous nous joignons à M. Legris ² pour critiquer la solution fournie par un jugement du Tribunal de commerce de Nantes du 28 janvier 1888 ³. Un sieur Daviès, après avoir abandonné la direction d'une compagnie industrielle, s'était établi à son compte à Nantes. La poste recevait des lettres à l'adresse : « M. Daviès, directeur de la Société des briquettes. » A qui devait-elle les remettre ? Au sieur Daviès, dit le tribunal, parce que « le nom du destinataire prime les titres et qualités, exacts ou non, dont ce nom est suivi. » Cette théorie est trop absolue, et peut faire méconnaître la volonté de l'expéditeur.

Le juge des référés peut, en cas d'urgence, prendre toutes les mesures qu'il croira utiles. Il pourra par exemple nommer, ainsi que cela se fait à Paris, un séquestre pour décacheter les lettres et les faire parvenir aux intéressés, ou bien il pourra charger de ce soin le juge de paix ⁴.

L'administration postale prescrit du reste à ses agents de se conformer à toute décision judiciaire or-

1. *Cass*, 10 avril 66 ; D. P., 66, 1, 342.

2. *S.*, 114.

3. *Gaz. Pal.*, 89, 1, sup. 12.

4. Amiens, 26 janvier 1869. L. 69, 2, 333.

donnant la remise des lettres à d'autres personnes que celles désignées sur la suscription : « Un jugement peut ordonner la remise de correspondances à une personne autre que le destinataire désigné sur la suscription, dit l'art. 698 de l'instruction générale. — Une simple ordonnance du juge, dite ordonnance de référé, peut également déterminer, dans un cas douteux, la propriété contestée d'une lettre, et le préposé doit déférer à cette ordonnance sous la responsabilité du juge qui l'a rendue. — Dans les deux cas ci-dessus spécifiés, une copie de la signification ou de l'ordonnance doit être adressée au directeur du département ; l'original de la signification est conservé au bureau. »

Si une société vient à faire une liquidation amiable, le liquidateur qu'auront choisi les parties pourra se faire remettre les lettres adressées à la société. « Cette distribution a lieu, dit M. Frault ¹, sur la production d'un arrangement établi sur papier timbré et portant la signature légalisée de tous les associés, ou d'un extrait certifié conforme de l'acte de dissolution. » Si un des associés vient à faire opposition à cette remise des lettres au liquidateur, on met au rebut les lettres adressées à la société, ou on les renvoie à l'expéditeur avec cette mention : « *société dissoute* » ; on agit de même si aucun liquidateur n'a été nommé.

1. *Op. cit.* n° 120.

En résumé donc, le destinataire d'une lettre missive, en vertu du droit de propriété éventuel qu'il a sur cette lettre, a le droit d'en exiger la remise au domicile indiqué sur l'enveloppe ; en cas de doute sur l'identité du destinataire, c'est à l'administration des postes à faire tout ce qui dépendra d'elle pour en découvrir le véritable propriétaire.

Mais il peut arriver et il arrive souvent qu'une adresse soit incomplète ou illisible, qu'on refuse une lettre, que l'individu à qui elle est envoyée est inconnu ou bien décédé ; en ce cas, la lettre est mise au rebut, aux termes des articles 728 et suivants de l'instruction générale sur le service des postes du 20 mars 1868, que nous avons si souvent citée. Au bout d'un certain temps, les lettres mises au rebut sont centralisées à Paris, où on les ouvre ¹.

Il y a donc une violation du droit de propriété ; mais cette violation est faite dans l'intérêt des parties, dont on découvre ainsi souvent le nom, et alors on leur renvoie la lettre ouverte ². Elle peut, du reste, être évitée en prenant la précaution d'écrire son nom à soi expéditeur à l'extérieur du pli.

Si aucun renseignement n'est trouvé dans la lettre, on la détruit au bout de trois mois ³.

Quant aux correspondances qui contiennent de l'argent, on les détruit au bout du même temps ;

1. Instr. gén., art. 746 et suiv.

2. *Ibid.*, art. 756.

3. *Ibid.*, art. 758.

mais le contenu est conservé pendant dix ans, et un procès-verbal d'ouverture le constate ¹. Au bout de huit années, aux termes de l'article 17 de la loi du 5 mai 1855, les espèces sont attribuées à l'État.

En ce qui concerne la correspondance télégraphique, l'article 3 de la loi du 29 novembre 1850 accorde le droit aux directeurs des bureaux de départ de refuser de transmettre une dépêche de nature à troubler l'ordre public. A l'arrivée, une dépêche peut aussi être interceptée par le directeur du bureau, et communiquée à l'autorité administrative : il y a là violation du droit de propriété du destinataire, violation nécessitée par un motif d'ordre public.

Supposons maintenant le destinataire en possession de la lettre qui lui appartient.

Nous venons de voir, en effet, que le destinataire a le droit de posséder, de détenir la lettre, de se la faire remettre directement. Cette possession, envisagée comme une simple détention, cette possession qui est un fait, étant acquise, le destinataire a le droit de se faire maintenir dans cette possession, et, si on la lui a ravie, de s'y faire rétablir. La possession est ici envisagée comme un droit.

Supposons qu'on ait ravi au destinataire la lettre qui est sa propriété, il aura, pour se la faire rendre,

1. *Ibid* , art. 761.

une action pouvant s'exercer contre le voleur, quel qu'il soit.

Ainsi, la Cour d'Amiens a jugé avec raison que l'auteur de la lettre qui a commis la soustraction, peut être lui-même poursuivi comme voleur ¹.

Il pourra même, au besoin, être alloué des dommages-intérêts au propriétaire de la lettre, si le vol a été pour lui la cause d'un préjudice sérieux.

A propos du droit de possession qui appartient au destinataire, propriétaire de la lettre, naît une question qu'il nous faut résoudre.

En fait de meubles, la possession vaut titre, dit l'art. 2279, al. 1. Cela signifie que la possession engendre instantanément, et par elle-même, en faveur de celui qui possède une chose mobilière, une présomption de propriété, grâce à laquelle il peut repousser toute action en revendication. L'action en revendication n'est exceptionnellement admise qu'au cas de perte ou de vol, et cela, même si le tiers possesseur est de bonne foi.

En d'autres termes, l'action en revendication n'est point recevable en fait de meubles : voilà le principe.

Est-ce à dire que celui qui possédera une lettre missive sera à l'abri de toute revendication de la part du vrai propriétaire, qu'il pourra s'en servir comme

1. Amiens, 21 févr. 1839, cité par M. VANIER, *Revue pratique*, t. 21, p. 91.

il l'entendra ? la produire en justice, la publier ? en un mot, en faire tel usage qu'il voudra ?

Bien entendu, nous n'envisageons pas l'hypothèse où cette lettre a été perdue ou volée ; car nous savons que le propriétaire pourra la revendiquer entre les mains de tout tiers possesseur, même de bonne foi.

Mais nous nous plaçons à un autre point de vue, et nous supposons, par exemple, que la tradition de la lettre a été faite *animo donandi* au tiers possesseur : dans ces conditions, la maxime : en fait de meubles, la possession vaut titre, est-elle applicable ?

A la question ainsi posée nous répondons affirmativement ; en tant qu'on considère le manuscrit comme un objet corporel, le possesseur est autorisé à en repousser la revendication.

Mais, si on considère le manuscrit comme un meuble incorporel, la négative s'impose ; car les meubles incorporels ne peuvent se transmettre par forme de don manuel. La possession de l'écrit n'engendre pas, en faveur de celui qui le détient, une présomption absolue de la concession du droit de publier. Il y a bien une présomption de fait, mais elle demeure sans effet, si le possesseur émet la prétention que le droit de publication lui a été donné sous forme manuelle ; et, si le possesseur invoque une transmission à titre onéreux, son allégation ne peut être admise qu'accompagnée d'un commencement de preuve par écrit.

En résumé, le droit de propriété absolue d'une lettre, comprenant la faculté de publication, ne peut se transmettre par la remise pure et simple de l'écrit: la simple possession de la missive ne vaut pas titre, en ce sens qu'elle n'entraîne point présomption absolue de la concession du droit de publier.

C'est que le droit de publication des lettres missives découle du droit de propriété littéraire, et cette propriété est avant tout incorporelle. Elle ne porte pas en effet sur un objet matériel; elle résiste à toute idée de transmission manuelle, puisqu'une telle transmission suppose la possibilité d'une possession matérielle de l'objet même auquel s'applique le droit de propriété.

La conséquence de tout cela, c'est qu'on ne saurait soutenir avec quelque apparence de raison que l'article 2279 du C. civ. est applicable aux lettres missives considérées dans le droit de publication dont elles sont susceptibles.

SECTION II

DE L'INVOLABILITÉ DU SECRET DES CORRESPONDANCES.

En vertu de son droit de propriété, le destinataire d'une lettre missive a le droit d'exiger que la circulation de cette lettre soit garantie, sauf dans des cas exceptionnels que nous aurons à étudier, contre les abus

d'autorité du gouvernement, contre les indiscrétions des employés des postes : le secret des lettres est inviolable.

Certains auteurs estiment que l'inviolabilité de la correspondance procède de la liberté de la pensée : « La liberté de la pensée et de la conscience ne serait qu'un vain mot, dit M. Giron ¹, si le secret des correspondances et des lettres missives n'était pas entouré d'une inviolabilité absolue ². »

D'autres ont voulu rattacher le principe du secret des lettres à celui de l'inviolabilité de la propriété ou à celui de l'inviolabilité du domicile ³.

Pour nous elle n'est, ainsi que le dit M. Batbie ⁴, qu'une conséquence des droits à la propriété et à la liberté individuelle que nos constitutions garantissent.

Et cependant, le principe de l'inviolabilité du secret des lettres, qui est un principe du droit naturel, n'a pas été posé nettement dans nos constitutions et nos lois. On le proclamait cependant à Rome, et on cite souvent à ce sujet les belles et énergiques paroles de Cicéron dans sa deuxième Philippique : « *Et etiam litteras quas me scripsisse diceret revelaverit in senatu homo humanitatis expers ! Quid est hoc enim quam tollere in vita vitæ societatem ? Quam multa joca solent*

1. *Traité de droit public*, n° 375.

2. FAUSTIN HÉLIE, *Instruction criminelle*, nos 2383 et suiv. ; — HANSENS, *Du secret des lettres*, p. 6 et 39.

3. CARN T, *Code pénal*, t. II, p. 478.

4. *Cours de droit public*, t. II, p. 396.

esse in epistolis quæ prolata si sint, inepta esse videantur. Quam multa seria neque tamen ulla divulganda. »

Il n'en est pas moins vrai qu'à Rome on ne punissait point la violation du secret des lettres, et nous n'en voulons pour preuve que ces autres paroles de Cicéron à Atticus : « On est forcé, lui dit-il ¹, de ne pas parler des affaires publiques, le secret des lettres n'étant pas conservé. »

Ce principe n'existait pas davantage dans les ordonnances de notre ancien droit. Au contraire, dans les articles 13 à 17 de l'arrêt du Conseil du 19 juin 1464, Louis XI enjoint à ses agents de prendre connaissance de toutes les lettres transportées par les courriers « pour connaître s'il n'y a rien qui porte préjudice au service du Roi, et qui contrevienne à ses édits et ordonnances. »

« C'est là, écrit M. Maxime du Camp ², l'origine de l'institution du cabinet noir qui, malgré le mal qu'elle s'est donné, l'argent qu'elle a coûté, n'a peut être jamais fait avorter une conspiration, une émeute, une révolution ou une tentative d'assassinat politique. »

Où voulut échapper à cette surveillance en correspondant avec des caractères chiffrés et des noms supposés ; mais François I^{er} interdit de pareilles correspondances. Richelieu ne dédaigna pas non plus

1. CICÉRON, *Fam.* xv, 16.

2. L'administration des postes, *Revue des Deux-Mondes*, n° du 1^{er} janvier 1867.

de pratiquer ce que Beaumarchais appelait « l'art du ramollissement des cachets ». « Je vous envoie, écrit le Cardinal à son frère, un chiffre pour pouvoir m'crire d'ores en avant les particularités que vous jugerez devoir rester entre vous et moy, comme aussi je feroi le mesme. » ¹. Dans une autre lettre du 20 mars 1628, il se vante d'avoir intercepté la correspondance des députés envoyés par les Rochellois en Angleterre ².

Colbert ne sut pas non plus résister à la tentation de profiter des correspondances confiées à la poste.

Louis XIV, avec La Reynie, lieutenant général de police, ouvrait les lettres du duc d'Orléans, de sa belle-sœur, de ses propres enfants ; sous Louis XV, la violation du secret des lettres devint une institution : le prince de Conti et le comte de Broglie prenaient connaissance de la correspondance politique ; les lettres privées étaient décachetées dans le cabinet noir. Les mémoires de d'Argenson ³, qui fut surintendant des postes à cette époque, ne laissent aucun doute à ce sujet.

Louis XVI condamna ce honteux procédé, et un arrêt du Conseil, du 18 août 1773, reconnut pour la première fois l'inviolabilité du secret des lettres ; mais cet arrêt ne fit pas cesser les abus qui se commettaient alors, et les cahiers des états généraux demandèrent

1. Lettres de Richelieu, recueillies par Avenel, t. 1, p. 439.

2. *Ibid.*, t. 3, p. 63.

3. Edition Jeannet, t. iv, p. 72.

unanimentement qu'on respectât à l'avenir le secret des lettres.

C'est à l'Assemblée Constituante que revient l'honneur d'avoir inscrit le principe de l'inviolabilité des correspondances sur la liste des droits naturels.

« Est-ce d'un peuple qui veut devenir libre, s'écriait éloquentement Mirabeau¹, à emprunter les maximes et les procédés de la tyrannie ? Peut-il lui convenir de blesser la morale après avoir été si longtemps les victimes de ceux qui la violèrent ? C'est sans aucune utilité qu'on violerait les secrets de famille, le commerce des absents, les confidences de l'amitié, la confiance entre les hommes. Un procédé si coupable n'aurait pas même une excuse, et l'on dirait de nous en Europe : en France, sous le prétexte de la sûreté publique, on prive les citoyens de tout droit de propriété sur les lettres, qui sont les productions du cœur et le trésor de la confiance. »

Cependant, la municipalité de Saint-Aubin, près Bar-le-Duc, trop fidèle aux errements des temps passés, avait fait arrêter un courrier chargé de porter des dépêches destinées au ministre des affaires étrangères d'Espagne. L'Assemblée constituante eut connaissance de cet acte si peu en rapport avec ses idées, et elle désapprouva la conduite des membres de cette municipalité, « considérant² que le secret des lettres

1. *Moniteur officiel* des 24-25 juillet 1789, p. 103 et 104.

2. Décret des 10-24 août 1790.

est inviolable, et que, sous aucun prétexte, il ne peut y être porté atteinte ni par les individus ni par les corps. » Quelques mois après, la même assemblée rappelait aux corps administratifs l'existence de ce décret, et ordonnait son exécution rigoureuse¹.

La Convention, à son tour, décréta que « le secret des lettres ne serait plus violé dans l'intérieur de la République². » Mais le directoire ordonna que le commissaire du pouvoir exécutif près l'administration municipale ouvrirait toutes les lettres venant d'Espagne et d'Italie de même que celles à destination de ces pays; cette mesure fut, par arrêté du 3 frimaire an V, étendue aux lettres venant d'Angleterre, puis aux lettres en provenance ou à destination des pays occupés par les Chouans. Enfin, un arrêté du 7 messidor an VI décida que les lettres trouvées en des mains ennemies ou neutres, qui seraient capturées par des corsaires français ou par des vaisseaux de la République, seraient placées sous les yeux du directoire exécutif.

Après le coup d'État du 18 brumaire, tous les journaux opposés à l'empire avaient été supprimés, aussi ne se gênait-on pas pour faire bon marché du principe du secret des correspondances.

Durant les Cent Jours, Carnot adressa une circulaire aux préfets pour leur rappeler que « la pensée

1. Décret du 10 juillet 1791.

2. Décret du 19 brumaire, an III, *Moniteur du prinedi*, 21 frim., an III, p. 341.

de tout citoyen français doit être libre comme sa personne ». Mais le cabinet noir reparut avec la Restauration, et il fonctionna jusqu'à la révolution de juillet ¹.

Sous Napoléon III, ce cabinet noir ne cessa de fonctionner, sous la conduite d'un certain Simonel, passé maître dans l'art du « ramollissement des cachets ². » Ces abus ont aujourd'hui disparu, et il faut espérer que c'est pour toujours.

Bien que des indiscrétions se soient produites, il n'en faudrait pas conclure que l'inviclabilité du secret des lettres ne fût pas ordonnée par les lois pénales qui se sont succédé en France.

L'ordonnance de 1742 punissait des galères ou du bannissement la suppression ou l'interception des lettres. Le Code pénal de 1791 et, après lui, le code de brumaire an IV, frappèrent de la dégradation civique ou de deux ans de gêne les personnes coupables d'avoir supprimé une lettre confiée à la poste, ou d'en avoir brisé le cachet ; la première peine frappait les simples citoyens, et la seconde les fonctionnaires.

Le Code pénal de 1810, modifié en 1832, s'exprime ainsi dans l'article 187 : « Toute suppression, toute ouverture des lettres confiées à la poste, commise ou facilitée par un fonctionnaire ou un agent du gouvernement ou de l'administration des postes sera punie

1. MAXIME DU CAMP, *op. cit.* p. 180.

2. LAMRREY, *Les mystères du Cabinet noir sous l'Empire et la poste sous la commune.*

d'une amende de 16 francs à 500 francs, et d'un emprisonnement de trois mois à cinq ans. Le coupable sera de plus interdit de toute fonction ou emploi public pendant cinq ans au moins et dix ans au plus. »

Quelque formels que soient les termes de cet article, quelques tribunaux ont voulu l'étendre jusqu'aux violations de lettres commises par de simples particuliers. Ils se sont fondés sur les expressions qui commencent l'article, et qui, prises à part, semblent comprendre tous les cas qui peuvent se présenter. Ils se sont aussi basés sur la différence de rédaction de cet article avec celle des articles précédents ou suivants. D'après cette théorie, l'indication des fonctionnaires cités par l'article 187 n'a pas eu pour but de limiter l'application des peines qui y sont portées à certaines catégories de personnes, mais bien d'exprimer que le délit existe, qu'il ait été commis par des fonctionnaires seuls, soit qu'il ait été commis par des particuliers avec le concours de ceux-ci. Du reste, ajoute-t-on, il ne peut se faire que la bonne foi des fonctionnaires des postes, quand, par leur négligence, ils ont facilité le délit, soit une sauvegarde pour les tiers qui ont eu, eux, une intention criminelle.

Mais cette opinion ne peut se soutenir raisonnablement devant les termes bien clairs de l'article 187. Cet article ne vise que le cas où le secret des correspondances a été violé par des fonctionnaires, et, en

matière pénale, la loi ne peut être étendue. Le fait de violation du secret des lettres par tout autre individu qu'un fonctionnaire du service des postes ne constitue donc pas de délit : c'est un fait immoral, sans doute, mais la loi ne le punit pas

Il y a là, dans notre législation, une lacune regrettable qu'on ne peut que signaler, en souhaitant de la voir disparaître.

Sans doute, la peine du vol ou de l'escroquerie atteindra souvent l'auteur de l'interception ou de la suppression de la lettre ; mais il peut n'en être pas ainsi. Le tribunal de la Roche-sur-Yon a dû, le 31 janvier 1835 ¹, acquitter, faute de textes, un individu qui avait reçu des lettres d'un employé des postes pour les remettre à leurs destinataires et qui les avait détruites.

La répression du fait de l'ouverture d'une lettre dans un domicile privé présenterait, remarque M. Vanier ¹, de graves inconvénients ; c'est possible, mais il n'en serait pas moins désirable que l'art. 187 visât le cas de suppression ou d'ouverture d'une lettre, commise par un particulier avant sa remise au domicile du destinataire.

Notons cependant qu'il y a des cas où la lacune ne serait pas trop à regretter : ce seront ceux où la violation se fera avec la participation des agents des

¹. Journal du dr. crim. 1835, p. 85.

¹. *Op. cit.*, p. 81.

postes, ce qui se produira le plus souvent ; les particuliers seront alors passibles des peines portées aux articles 177 à 179, qui punissent la corruption des fonctionnaires publics, ou même de celles portées à l'article 187, comme complices de l'agent coupable.

En ce qui concerne les fonctionnaires et agents des postes, l'article 187 est absolu. Il importe peu qu'ils aient ou non agi dans l'exercice de leurs fonctions ; il suffit que la suppression ou l'ouverture aient été faites sciemment, dans une intention frauduleuse¹. La jurisprudence décide même que les peines de l'article 187 sont applicables à celui qui n'est qu'agent auxiliaire des postes, même s'il n'a pas prêté serment².

Mais, s'il n'y a eu qu'imprudence de la part de l'agent, ou bien simplement négligence, si, par exemple, il a ouvert une lettre par erreur, ou s'il l'a remise par mégarde à un autre que celui à qui elle était destinée, le destinataire qui aurait à souffrir d'un pareil fait n'aurait pour toute ressource qu'à invoquer les articles 1382 et 1384 du Code civil, et qu'à poursuivre en dommages-intérêts l'administration des postes.

L'article 187, qui punit la suppression des lettres s'applique-t-il à la suppression des imprimés ? Une telle question est en dehors de notre sujet, disons

1. Cass., 6 août 1841, (Gaz. des Trib., 12 août 1841.)

2. Cass., 15 août 1856 (S., 56, 1, 149). — Orléans, 24 avril 1876 (S., 76, 2, 169).

cependant que nous le croyons, malgré le principe « *pœnalia non sunt extendenda* », que l'on invoque en sens contraire.

Nous croyons encore que les employés de l'administration des postes sont astreints au secret professionnel, aussi bien en ce qui concerne les cartes postales que les lettres closes : la suppression d'une carte tombe sous le coup de l'article 187. Mais ici, on ne pourrait, dit avec raison la Cour de cassation ¹, appliquer la disposition de l'article qui punit l'ouverture des lettres : on ne peut que demander des réparations civiles.

Notons que l'article 187 n'est pas le seul qui garantisse les particuliers contre l'inviolabilité du secret des lettres. L'article 378, qui punit la violation du secret professionnel, atteint les agents des postes, dépositaires par état d'un secret. Aussi ne doivent-ils pas répondre aux questions qui leur sont faites dans le but de savoir si telle ou telle personne reçoit des lettres, et d'où elles viennent.

Mais le secret professionnel auquel sont astreints les agents postaux entraîne-t-il pour eux la dispense de déposer devant les tribunaux criminels? Non, a dit la Cour suprême, dans un arrêt du 14 mars 1885 ; car aucune loi ne dispense de déposer en justice que tous ceux dont l'article 378 prohibe les révélations ; la jurisprudence ne dispense que ceux qui sont dépo-

1. S. 73, 1, 89, avec une note de M. Cauwès.

sitaires de secrets personnellement confidentiels, comme le confesseur, l'avocat ou le médecin ; les agents des postes sont dans une situation bien différente.

Toutefois, nous croyons qu'ils pourraient invoquer le secret professionnel pour se dispenser de déposer devant les tribunaux civils dans des débats d'ordre purement privé.

Dans le cas où il y aurait eu soustraction frauduleuse ou suppression de lettre, les peines du vol ou de l'escroquerie pourront être appliquées. Des décisions judiciaires ont pourtant, sur cette question, été rendues en sens contraire ¹. Elles se basent sur ce que les lettres missives n'ont pas de valeur matérielle : c'est là un point inexact, et heureusement, cette jurisprudence a été abandonnée. La Cour de cassation ², le 2 avril 1864, et la Cour de Dijon ³, le 2 février 1875 ont jugé que les lettres, même ne renfermant ni obligation ni décharge, sont des objets mobiliers susceptibles de propriété, dont la soustraction doit être punie.

De même, il y aurait escroquerie dans le fait de se procurer, à l'aide des moyens spécifiés par l'article 405, des lettres adressées à des tiers, alors même que l'auteur du fait n'aurait pas agi *animo lucri facienda* ⁴.

1. BASTIA, 12 avril 1849 (S. 49, 2, 429).

2. S. 61, 1, 442.

3. S. 76, 2, 40.

4. Metz, 22 mai 1867 (S. 68, 2, 70).

Le droit de propriété du destinataire d'une lettre missive engendre donc cette seconde conséquence que le secret de la lettre doit être en tout et partout conservé, qu'il est inviolable.

SECTION III

DU DROIT DE PUBLICATION.

Il convient, au début de cette section, de rappeler brièvement qu'à côté de la propriété du manuscrit qui appartient au destinataire, que l'écrit soit ou non confidentiel, il existe une autre propriété, la propriété littéraire, propriété des pensées contenues dans l'écrit, et qui se traduit par le droit de publication. Nous aurons à établir qu'elle existe, cette propriété littéraire, qu'elle existe au profit de l'auteur, et que les droits qu'elle lui confère sont assez forts pour lui permettre la publication de la lettre : c'est un droit que partage, dans une certaine mesure, le propriétaire du manuscrit, de l'*instrumentum*.

Le droit de propriété du destinataire comprend-il le pouvoir de réunir les lettres qui lui ont été adressées et de les publier ?

La question ainsi posée présente, dans l'état actuel de nos mœurs un très grand intérêt. Jamais à aucune époque, la publication des mémoires et des

correspondances privées n'a été mieux accueillie ; c'est que la curiosité est une maladie de notre temps, et, de tous côtés, depuis quelques années, on a vu paraître de nombreuses publications, des recueils de lettres, qui n'ont eu pour but, avec l'intérêt commercial que les éditeurs avaient en les publiant, que de livrer au public les confidences de savants, de littérateurs, d'hommes d'État, qu'il aurait mieux valu souvent ne point faire paraître.

De pareilles publications sont certes souvent intéressantes ; parfois, rarement, elles sont utiles, et on ne doit pas prendre trop au sérieux le mot de M. de Cormenin ¹, disant spirituellement que, « pour les progrès de l'esprit humain, nous n'avons pas besoin de quelques commérages qui nous arrivent par la petite poste. » Car de telles publications ont fait connaître des pages vraiment exquisés qu'il eût été malheureux d'ignorer ; et, au point de vue de l'histoire, bien des problèmes ont été élucidés qui n'auraient pu l'être sans la publication des correspondances ou mémoires de tel ou tel.

Mais, nous le répétons, ces publications offrent des dangers inévitables : que de mesquineries, que de petitesesses de caractère elles nous ont dévoilées ! que de secrets échappés à la plume de l'auteur, qui, le premier, aurait voulu les voir ignorés, n'ont pas été livrés à la foule ! Et, si on se place au point de vue

1. Revue critique, I, p. 164.

purement littéraire, certaines publications sont bien regrettables encore. « Quand on écrit au courant de la plume, disait Diderot, tout ce qui peut être dit sur une question ne vient pas, ne se dit pas, ou ne se dit pas comme il devrait être dit. »

Faut-il donc investir le destinataire de correspondances du droit de faire un choix, parmi les lettres qu'il a reçues, du droit de les éditer ?

Avant de répondre à la question ainsi posée, il convient de déterminer si, en droit, les lettres missives peuvent faire l'objet d'un droit d'auteur ; car des auteurs éminents ont été jusqu'à le contester.

C'est ainsi qu'en 1825, Portalis disait à la commission chargée de préparer un projet de loi sur les droits d'auteur : « Relativement aux lettres, aucun droit ne peut être réservé à qui que ce soit sur leur publication ultérieure », et il ajoutait comme argument : « Cette mesure doit être faite en vue de la tranquillité publique ¹. »

De même, Lamartine disait, dans un rapport présenté par lui sur le projet de loi de 1841 ² : « Nous avons considéré qu'en déterminant d'avance la propriété des correspondances des auteurs morts ou vivants, nous courions le risque d'autoriser un droit de publication que la morale publique réprouve, ou de défendre un usage légitime que les convenances ou

1. Procès-verbaux de la Commission, p. 207-216.

2. *Œuvres de Lamartine*, t. XIV, édit. Firmin-Didot, 1849, *Études oratoires*, t. II, p. 17.

la nécessité commandent quelquefois. Nous n'avons voulu ni le défendre ni le permettre. Nous avons mis les lettres dans une catégorie à part ; ce sont des manifestations confidentielles dans lesquelles l'homme, et non plus l'écrivain, se livre lui-même à la confiance et non plus à la publicité, sans aucune vue de lucre. Les lettres ne forment pas à nos yeux une propriété dont la condition puisse être réglée par une loi fiscale, mais une personnalité gouvernée et défendue par les lois écrites sur la diffamation, sur l'abus de confiance, et par les lois non écrites de la morale, de la délicatesse et de l'honneur. On n'écrit pas la législation de la conscience publique ; on la lit dans l'opinion et dans les mœurs : le déshonneur en est la pénalité. »

Worms, dans son étude sur la propriété littéraire ¹, soutient encore cette opinion.

D'autres auteurs admettent cette théorie en ce qui concerne les lettres missives ordinaires, mais la repoussent pour toutes celles qui ont un caractère scientifique ou littéraire, et pour celles que leurs auteurs ont écrites dans le but de les publier. C'est la théorie soutenue par les auteurs allemands au moment des fameuses discussions qui suivirent, en 1828, la publication des lettres de Schiller et de Goethe. C'est aussi la théorie de Godson ¹, jurisconsulte

1. T. II, p. 153.

1, *Practical treatise on the law of patents for inventions and of copy-right*. London, 1823, livre III, chapitre III, art. 2, n° 3.

anglais, qui distingue entre les lettres d'affaires et d'amitié, lesquelles ne peuvent être publiées, et les lettres que l'on peut réunir de façon à en former un ouvrage littéraire. Cette manière de voir a été soutenue en France, lors du procès Récamier, dont nous avons déjà parlé et sur lequel nous aurons à revenir, par l'avocat général, M. Meynard du Franc.

Pour nous, comme pour la grande majorité des auteurs, il n'y a aucune différence à établir entre les lettres missives et les autres productions littéraires ; pour nous comme pour Renouard ¹, comme pour Pouillet ², comme pour M. Labbé ³, comme pour M. Hanssens ⁴, comme pour beaucoup d'autres, l'homme a la propriété de tous les fruits de son esprit, de toutes ses pensées, et on ne doit point mettre les lettres missives dans une catégorie à part. « Cette pensée, dirons-nous avec M. Hanssens, qui, comme le remarque M. Legris ⁵, traite tout ce sujet avec une lumineuse logique, cette pensée n'est-elle pas, à l'égal de celle qui donne naissance à une œuvre littéraire, artistique ou scientifique quelconque, une production du travail intellectuel de son auteur ? Est-il un exemplaire de la conception qui porte mieux le cachet de la personnalité de celui dont elle émane, le

1. *Traité des droits d'auteur*, t. II, nos 47 et suiv.

2. *Traité de la propriété littéraire et artistique*, t. II, p. 140.

3. Dans le journal du Palais, 1881, p. 142.

4. *Op. cit.*, p. 298 et suiv.

5. *Op. cit.*, p. 173.

reflet de ses plus intimes sentiments, et l'empreinte de son labeur ? Dès lors, pourquoi distinguer ? »

Ainsi donc, les lettres missives peuvent être publiées par celui qui les a écrites, et ce droit à la publication, l'auteur des lettres peut le céder à titre gratuit ou à titre onéreux. Mais, revenant à la question que nous avons posée au début de ce chapitre, en est-il ainsi du destinataire ?

Il est d'abord toute une catégorie de lettres qu'il faut mettre à part ; car nous avons vu que le destinataire de ces lettres n'a sur elles qu'un droit de propriété fort amoindri, fort restreint : ce sont les lettres confidentielles, dont la divulgation n'est autorisée qu'avec le complet assentiment de celui qui les a expédiées.

Mais que décider pour les lettres qui n'ont aucun caractère confidentiel ?

MM. Vanier ¹ et Deffis ² enseignent que le destinataire a le droit de les publier ; car, en recevant les lettres, il en est devenu le seul propriétaire, et il a sur elles tous les pouvoirs que comporte le droit de propriété.

Selon nous, cette théorie doit être rejetée ; car il y a lieu d'établir une distinction absolue entre la propriété littéraire de l'écrit, et la propriété matérielle. Le destinataire, à qui nous avons reconnu la propriété matérielle de l'écrit, n'a aucune parcelle de la propriété littéraire.

1. p. 81.

2. Dans Pataille, 1870, p. 97.

La transmission d'un manuscrit ne saurait, en effet, être considérée comme entraînant la cession de cette propriété ; et c'est bien à tort qu'on a fait intervenir l'art. 2279, en disant que le destinataire peut publier « parce qu'il est possesseur, seulement à la charge de ne pas abuser, et qu'ici s'applique la règle qu'en fait de meubles, possession vaut titre ¹.

Car il s'agit ici de meubles incorporels, la possession d'un manuscrit ne fait pas présumer la transmission du droit de publier ; la propriété littéraire, au contraire, consistant dans le seul droit de publication, est en contradiction aussi avec l'idée de transmission manuelle.

« L'envoi d'une lettre, disait M. de Vatimesnil, à la commission de 1825 ², n'est pas une transmission pure et simple, absolue et indéfinie ; c'est au contraire une transmission restreinte et conditionnelle. Celui qui a écrit une lettre a dû garder les pensées qu'elle contenait pour lui seul. Quant à la publication ultérieure de ses pensées, si l'intention de l'auteur n'a pas été expresse à cet égard, on doit rester dans le droit commun de la propriété littéraire. »

Comment, au surplus, pourrait-on admettre, avec M. Rousseau ³, que le destinataire d'une lettre ayant un caractère scientifique ou littéraire, ait le droit de la publier ? Ce serait lui alors qui profiterait des tra-

1. S. 50, 2.626.

2. Procès-verbaux de la commission, *loc. cit.*

3. p. 21.

vaux de l'auteur, lequel aurait ainsi abandonné le résultat de ses veilles ; est-ce admissible ?

Cette conséquence de la doctrine que nous combattons en démontre la fausseté.

Disons donc avec M. Ét. Blanc, que : « S'il est vrai de dire que le destinataire d'une lettre privée en est propriétaire, sa propriété ne repose que sur le manuscrit, en tant qu'objet matériel, et non sur le droit de reproduction, droit incorporel, essentiellement distinct, qu'une convention spéciale pourrait seul lui conférer. »

Du reste, MM. Deffis et Vanier sont restés seuls de leur avis, et tous les auteurs enseignent la théorie que nous avons soutenue ¹.

La jurisprudence a eu, à maintes reprises, à se prononcer sur la question que nous examinons.

C'est en 1849 que le droit de livrer une correspondance à la publicité a été pour la première fois soumis aux tribunaux, à l'occasion des lettres de Benjamin Constant à M^{me} Récamier.

Nous avons déjà parlé de ce célèbre procès, qui eut tant de retentissement ; mais il nous y faut revenir encore, car les considérants remarquables, rendus sous la présidence M. le premier président Troplong,

¹. POUILLET, p. 345 ; — BOUCHEZ, *Revue pratique*, t. XVII, p. 328 ; — LESENNE, *Droits d'auteurs*, n° 135 ; — LAROZE, *La Loi* des 18 et 19 juillet 1883 ; — LEGRIS, p. 174 ; — ROUSSEAU, p. 13 ; — TISSIER, p. 94 ; — HANSENS, p. 301.

établissent une distinction que nous ne pouvons admettre entre les lettres missives.

Dans son numéro du 30 juin 1849, le journal *La Presse*, annonçait qu'il allait publier soixante-treize lettres adressées par Benjamin Constant à la belle Madame Récamier, et que celle-ci avait remises à M^{me} Collet, laquelle autorisait le journal à les faire paraître. M^{me} Lenormant, nièce et héritière de M^{me} Récamier, assigna M. Émile de Girardin, gérant du journal *La Presse*, et M^{me} Collet devant le Tribunal civil de la Seine, pour que défense leur fût faite d'entreprendre une telle publication. Les exécuteurs testamentaires de M^{me} Récamier intervinrent aussi dans l'affaire, et prirent des conclusions semblables à celles de M^{me} Lenormant, M^{me} d'Estournelles, sœur et héritière de Benjamin Constant, fit de même ; mais elle fonda ses prétentions sur ce que le destinataire d'une lettre confidentielle n'a point sur cette lettre un droit de propriété assez fort pour qu'il puisse la publier sans l'agrément de l'auteur, ou, comme dans l'espèce, sans celui de ses parents ou héritiers.

Les maîtres du barreau d'alors, les Jules Favre, Berryer, Belloc, Chaix d'Est-Ange, plaidèrent dans cette affaire, qui fut, après appel, portée à la Cour.

Voici les considérants de l'arrêt que nous avons déjà cités en partie : « Considérant qu'une lettre confidentielle n'est pas une propriété pure et simple dans les mains de celui à qui elle était écrite ; que le secret qu'elle renferme est un dépôt dont ce dernier ne peut

seul disposer ; qu'en livrant sa pensée à un tiers dans une correspondance, une personne peut mettre pour condition à cet acte de confiance qu'il restera enfermé dans le domaine de l'intimité ; que cette condition a tous les caractères d'un pacte véritable ; qu'elle est même virtuellement renfermée dans toute lettre missive d'une nature confidentielle ; que, si, contre le vœu de cette convention tacite, le secret d'une lettre était divulgué, ce serait non seulement manquer aux engagements naturels de ce genre de rapports, mais porter l'inquiétude dans le commerce privé et briser un des liens de la société des hommes — Considérant que ces principes ne reçoivent pas d'exception, alors même que l'auteur d'une correspondance confidentielle aurait rempli un rôle public ; que, quelque étendus que soient les droits de l'histoire sur les personnages qui relèvent d'elle, ils doivent s'arrêter devant le sanctuaire du for intérieur ; qu'il peut y avoir, dans la vie privée des hommes publics des sentiments, des affections, des épanchements que le respect de soi-même et des autres leur fait ensevelir dans le mystère ; que l'intérêt des familles a le droit de veiller sur ce domaine inaccessible, et de le défendre contre les empiètements d'une indiscrete publicité ; que c'est surtout lorsque les passions contemporaines ne sont pas encore refroidies qu'il importe de s'opposer à des publications dont le résultat serait de troubler la mémoire des morts dans ce qu'ils ont voulu emporter avec eux, d'exciter les malignités de

la polémique, de blesser des tiers et d'altérer le culte des souvenirs et des affections domestiques ; — Considérant que la correspondance dont il s'agit au procès est une collection de lettres confidentielles écrites par Benjamin Constant à la veuve Récamier ; que celle-ci était liée par le pacte synallagmatique de ne les rendre publiques qu'avec le consentement de leur auteur ; que ce consentement n'a jamais été donné par Benjamin Constant ; que la veuve Récamier ne pouvait donc les livrer à la publicité, ni par elle-même, ni par mandataire, ni de son vivant, ni après sa mort ; que c'est ce qu'elle a reconnu elle-même dans une circonstance où elle déclarait que ces lettres n'étaient pas de nature à être publiées ; qu'il suit de là que tout pouvoir qu'elle aurait donné dans un but de publication, soit par son testament, soit par tout autre acte, irait au delà de son droit, bien qu'il fût dicté par de bonnes intentions, et ne saurait produire d'effet en présence de l'opposition formelle de la sœur de Benjamin Constant, qui représente ce dernier 1. »

Ainsi, la Cour de Paris établit une distinction bien nette entre les lettres confidentielles et celles qui ne le sont pas, puisqu'elle interdit la publication des lettres de Benjamin Constant à M^{me} Récamier, par ce motif qu'elles ont le caractère confidentiel.

Cet arrêt est sage au point de vue de la décision

1. Paris 1850, 10 décembre. S. 50, 2, 626.

qu'il donne, et on peut dire, avec M. de Cormenin, que « la Cour de Paris a fait plus qu'un bon jugement, qu'elle a fait une bonne action. »

Mais nous ne pouvons admettre la distinction qu'il établit : la publication devait certes être empêchée, non pas parce que les lettres étaient confidentielles, mais parce que la propriété littéraire en était restée à l'auteur, qui seul a le droit de les faire éditer ¹.

Le tribunal de la Seine a commis, dit M. Legris, la même erreur quand, en 1864, malgré les éloquents efforts de Jules Favre, qui plaidait pour les héritiers du Père Lacordaire, il a autorisé l'abbé Perreyve à publier les lettres et manuscrits que le célèbre Dominicain lui avait légués. Le testament du Père Lacordaire contenait cette clause : « Je lègue à l'abbé Henri Perreyve, du diocèse de Paris, tous les manuscrits, papiers, correspondances qui seront trouvés à l'heure de ma mort sous mon nom, soit qu'ils émanent de ma propre main, soit qu'ils aient été transcrits par une main étrangère, soit qu'ils m'aient été adressés sous forme de lettres ou communications, soit enfin qu'ils consistent en notes, titres, diplômes ou tous autres papiers personnels. Je donne le tout à M. l'abbé Henri Perreyve comme un témoignage de ma confiance dans l'élévation de

1. LEGRIS, p. 178; — TISSIER, p. 93; — HANSENS, p. 307. — *Contra* : ROUSSEAU, p. 17 et suiv.

son esprit, de ma gratitude pour une amitié qui ne m'a jamais failli. »

M. Perreyve allait publier une partie de ces lettres quand le frère du Père Lacordaire prétendit qu'il n'avait reçu qu'un droit de détention, mais non un droit de publication, et que la nature même des lettres s'opposait à la publicité. Le tribunal rejeta en ces termes les prétentions du demandeur : « Attendu que, si des lettres ne sont pas une propriété pure et simple dans les mains de celui à qui elles ont été écrites, dont il puisse user et abuser à son gré, et s'il ne peut les publier ou faire publier sans le consentement de l'auteur ou de ses héritiers, ces principes, qui ne sont pas absolus, ne doivent pas recevoir leur application au procès ; qu'en effet, les lettres publiées sous le titre sus-indiqué n'ont aucun caractère confidentiel ; que l'usage qu'en a fait Perreyve n'est pas abusif, et que leur publication, dans les conditions où elle est faite, ne saurait être qu'honorable pour la mémoire de celui qui les a écrites ¹. »

La Cour de Paris s'est placée à un point de vue plus exact, quand, confirmant le jugement que nous venons de rapporter, elle a jugé que les lettres écrites par le Père Lacordaire à des tiers étaient restées sa propriété ; que cette propriété, il l'avait pu léguer à son légataire, qui, par suite, avait le droit de les publier ². La Cour se plaçait au même point de vue

1. 2 déc. 1864, (D. P. 64, 3, 112.)

2. 2 juin 1865, PATAILLE, 1865, 377.

quand, dans un arrêt du 4 mai 1837 ¹, elle interdisait la publication de plusieurs lettres écrites par Lamennais à des tiers, et que l'on voulait éditer malgré l'opposition des héritiers de l'auteur.

Mais la décision judiciaire qui établit de la façon la plus nette la théorie que nous avons soutenue, a été rendue plus récemment par le tribunal de la Seine, à propos de la publication des lettres de Sainte-Beuve. Le tribunal décide que la publication doit être empêchée, non pas parce que les lettres sont confidentielles, mais parce que la propriété littéraire en est restée à l'auteur. « En principe, dit ce jugement ², le droit de propriété littéraire s'applique aux lettres missives comme à tous autres écrits, et celui qui en est l'auteur peut seul les publier à son gré et pour son profit; le destinataire auquel il les a adressées, en acquérant un droit particulier sur la lettre elle-même, en tant qu'objet corporel, n'acquiert point, par le fait de la réception, la propriété de l'œuvre qui y est renfermée ³.

Tout récemment, le tribunal de la Seine a été saisi à nouveau de cette question de publication des lettres, à propos de la correspondance d'Alfred de Musset et de Georges Sand, et, une fois de plus, le tribunal a sanctionné la théorie que nous avons défendue.

1. PATAILLE, 1837, 280.

2. *La Loi* du 21 juin 1883.

3. Comp. C. Bordeaux, 2 août 1882, (*Gaz. trib.* du 14 novembre 1882.)

Le tribunal civil de la Seine ¹ a en effet décidé que le droit de publier des lettres missives repose manifestement entre les mains de l'écrivain lui-même, bien que, sans nul doute, en les écrivant, il n'ait pas songé à se créer une propriété littéraire : les lettres constituent, en effet, des rapports d'individu à individu et non des objets exploitables destinés à fonder un droit au profit de la personne de qui elles émanent. Mais, pourtant, l'auteur a créé une valeur qu'il peut mettre à profit à son heure, pourvu qu'il ne compromette pas par sa publication le nom ou les intérêts du destinataire.

Ce droit, ajoute le tribunal, tout personnel qu'il soit, passe aux héritiers et peut être transmis par eux à titre gratuit ou onéreux à un tiers qui l'exerce à leur place.

Enfin, il est légitime et légal de citer un ou plusieurs passages d'un ouvrage dans une œuvre sérieuse, décide le jugement. Il n'en saurait être autrement que lorsque les emprunts faits à l'œuvre d'autrui sont notables et dommageables, qu'ils sont assez étendus pour tenir lieu, dans une large mesure, de l'ouvrage lui-même dont ils sont tirés, et qu'ils sont de nature à détourner le lecteur de la pensée de lire cet ouvrage. Il faut d'ailleurs apporter dans l'appréciation de ces questions qui touchent aux droits les plus respectables de la critique historique ou littéraire la

1. 11 mars 1897, *Le Droit* du 12 mars, et la *Loi* du 13 mars 1897.

plus large tolérance, et elle s'impose aux tribunaux aussi bien qu'aux écrivains eux-mêmes.

Malgré la jurisprudence, on a voulu soutenir que les nécessités de l'histoire, que les intérêts de la littérature ou de la science étaient assez forts pour qu'on pût faire la publication des lettres. « Le droit de publier touche à l'histoire, disait M. le procureur général Würth, à l'audience de rentrée de la Cour de Gand du 10 octobre 1862 ¹. En effet, ne semble-t-il pas que ce soit le droit des peuples de scruter jusque dans la pensée des chefs, des hommes d'État qui ont guidé leurs destinées ! Il touche aux intérêts de la science et de la littérature ; et, en effet, la science n'a-t-elle pas quelque droit sur la pensée de ceux qui ont l'honneur de la représenter ? Or, où serait la philosophie, si la correspondance de Leibnitz avec Clarke et avec Bossuet, celle de Descartes avec Clerselier, n'avaient jamais été publiées ? Quel vide dans la littérature, si les lettres de M^{me} de Sévigné n'avaient été lues que par sa fille, si la correspondance de Racine avec son fils aîné Jean-Baptiste était restée inconnue, si d'Alembert, Frédéric le Grand, Catherine de Russie eussent été seuls à connaître la correspondance du philosophe de Ferney ! Non, la pensée répugne à l'idée qu'un héritier pourrait tenir de pareils trésors à jamais enfouis ! ». Et M. Hepp ², qui cite ces lignes,

1. Belgique judiciaire, 1862, p. 1410.

2. *Op. cit.*, p. 63 et suiv.

se range à l'avis de M. le procureur général Würth.

La commission de 1825 avait une autre théorie : elle avait décidé que le droit de publication devait passer, non pas aux héritiers de l'auteur, mais au destinataire. « Ici, disait-elle, s'applique la règle de l'article 2279 du Code civil, qu'en fait de meuble, possession vaut titre », et nous avons vu que, dans l'affaire Benjamin Constant-Récamier, M. l'avocat général Meynard du Franc avait adopté cette opinion.

Mais elle est, suivant nous, erronée : nous répétons que l'article 2279 n'a rien à faire ici, car il s'agit de meubles incorporels : la propriété littéraire est un droit immatériel qui n'est pas manuellement transmissible, et l'art. 2279 ne peut s'appliquer en ce cas.

L'auteur d'une lettre missive a, ainsi que nous l'avons vu, la faculté de céder, à titre gratuit ou à titre onéreux, le droit de publication des lettres qui lui appartient. Les héritiers ont le même pouvoir, et ils peuvent consentir une cession au destinataire.

Le fait que l'auteur n'a pas gardé copie de ses lettres, peut-il être considéré comme un abandon de son droit au destinataire ? Le jugement du tribunal de la Seine, sur la correspondance de Sainte-Beuve, l'admet en disant « que le droit de l'auteur peut être abandonné au profit du destinataire au moment même où la lettre sort de ses mains ; que l'abandon peut être également exprès ou tacite, et que, dans ce dernier cas, il appartient au juge de le reconnaître d'après les circonstances de la cause, la nature de la

correspondance, les relations des parties, en un mot d'après la volonté de l'auteur ; que l'abandon tacite se relève notamment, le plus souvent, par ce fait que l'écrivain n'a pas conservé copie de la lettre missive, et s'est mis par là dans l'impossibilité d'exercer son droit, si le destinataire détruit la lettre ou refuse ultérieurement de la remettre. »

Cette théorie soulève de sérieuses objections. Il est, en effet, difficile de concevoir comment le destinataire, qui n'est propriétaire de la lettre que comme objet matériel, a pu être investi de la propriété littéraire par suite du seul fait de l'absence de copie chez l'auteur. « Cette circonstance, dit M. Tissier ¹, ne saurait, selon nous, avoir aucune influence sur le droit de l'auteur, qui, en écrivant la lettre, n'agissait pas en vue d'une publication ultérieure, et n'a pu par suite faire l'abandon d'un droit qu'il ne savait pas devoir s'exercer. Vainement dit-on que c'est une propriété singulière, que celle dont l'exercice est à la merci d'un tiers : l'obstacle de fait qui s'oppose à la publication ne saurait changer la nature du droit de l'auteur. Vainement encore invoque-t-on par analogie les décisions de la jurisprudence qui, en cas de vente d'un tableau, réservent à l'acquéreur, dans le silence du contrat, le droit de reproduction (conclusions de M. l'avocat de la République Rau, La Loi du 14 juin 1883) : on ne saurait comparer la situation du destina-

1. p. 97.

taire à qui la lettre a été envoyée *animo donandi*, sans qu'on y ait attaché, lors de l'envoi, aucune valeur commerciale, sans qu'on ait pu songer par suite à transmettre le droit de publication, et celle de l'acquéreur d'un tableau, qui, en achetant une œuvre de prix, a tacitement entendu ne pas laisser à l'artiste la faculté de le déprécier en multipliant les reproductions.

Le destinataire d'une lettre ne peut, d'ailleurs, invoquer qu'une donation ou une transmission à titre onéreux : la première n'a pas eu lieu, puisque le droit de publication ne peut faire l'objet d'un don manuel ; la seconde peut se présumer, mais il faut d'autres circonstances que le seul fait d'absence de copie chez l'auteur.

On a dit, pour échapper à l'objection, qu'il y avait, non pas aliénation au profit du destinataire, mais renonciation par l'auteur à la suite de laquelle le droit de publication s'était matérialisé, et comme identifié avec le manuscrit ; mais on ne voit pas encore comment le fait d'une renonciation de l'auteur pourrait investir le destinataire d'un droit qu'il n'avait pas auparavant. »

Qu'on n'aille pas s'imaginer qu'avec une pareille théorie, la publication sera impossible. L'auteur de la lettre ne pourra sans doute exiger la remise de la lettre de la part du destinataire, ou même une simple copie ; mais qui les empêchera de s'entendre, de faire un accord basé sur telles ou telles conditions

qu'il leur plaira ? Tous les deux y ont intérêt ; car l'auteur ne peut seul rien publier, puisqu'il n'a pas conservé copie des lettres, puisque la propriété matérielle est aux mains du destinataire ; et celui-ci ne le peut davantage, puisqu'il n'a pas la propriété littéraire de l'écrit et, par suite, pas de droit de publication. L'auteur abandonnera donc une partie des profits au destinataire, et se fera remettre les lettres ; il pourra aussi céder tous ses droits au destinataire, moyennant tel ou tel prix à débattre, ou encore il pourra lui donner le droit de publication en réservant sa propriété.

Si un doute s'élève sur la nature de la convention ainsi intervenue, cette dernière hypothèse sera présumée : ce n'est pas à l'auteur, qui permet de publier, à dire qu'il entend garder ses droits, mais c'est au destinataire à stipuler une cession complète absolue.

S'il n'y a eu qu'une simple autorisation donnée par l'auteur au destinataire, ce dernier ne pourrait agir en contrefaçon contre un tiers ou contre l'auteur lui-même qui ferait une nouvelle publication.

Il faut appliquer, comme on l'a dit dans la commission de 1825, le droit commun de la propriété littéraire. Or, d'après les principes du droit commun, la transmission doit résulter de faits précis, et le consentement pur et simple à la publication ne peut être considéré que comme un acte de pure tolérance, n'impliquant en rien l'abandon du droit de l'auteur ¹.

1. M. ÉL. BLANC, M. POUILLET.

Et du reste, à l'expiration des délais accordés par les lois de 1793 et 1866 à l'auteur et à ses héritiers, le destinataire ou ses représentants, restés détenteurs des manuscrits, pourront les publier, et seront alors protégés par les dispositions du décret du 1^{er} germinal an XIII, sur les œuvres posthumes.

Pourtant, la publication pourra, encore à ce moment, être interdite, si la correspondance était confidentielle. On pourra alors invoquer contre le destinataire le pacte tacite intervenu lors de l'envoi des lettres.

C'est aux tribunaux à apprécier ce caractère, qu'ils pourront reconnaître même aux lettres écrites par un homme ayant eu un caractère public : « Il peut y avoir, dit avec raison l'arrêt Benjamin Constant, dans la vie privée des hommes publics, des sentiments, des affections, des épanchements que le respect de soi-même et des autres leur fait ensevelir dans le mystère. »

Les créanciers de l'auteur ou du destinataire pourront-ils exercer les droits de publication qui appartiennent à leur débiteur ? Nous ne le pensons pas¹. La publication d'un ouvrage dépend de la volonté de l'auteur, et ses créanciers ne peuvent lui imposer un acte qui ne relève que de sa volonté et de sa conscience. Si le débiteur est décédé, les héritiers de l'auteur jouissent des mêmes droits que l'au-

1. LEGRIS, p. 183.

teur lui-même, et ne feront la publication que s'ils le veulent et quand ils le voudront ; aucun créancier héréditaire ne pourra leur imposer d'obligation de publication de la correspondance du *de cujus*.

« Si l'on refuse au destinataire le droit de publier, en vertu de sa seule volonté, le texte des lettres dont il est détenteur, dit M. l'avocat général Merveilleux-Duvigneaux devant la Cour d'Angers, dans l'affaire de Chanterenne, un motif identique n'existerait-il pas pour lui faire interdire de considérer ces lettres elles-mêmes comme choses vénales, d'en trafiquer à prix d'argent, de les jeter dans le commerce à titre d'autographes, de les faire vendre aux enchères ? Qui donc, en agissant ainsi, ne sentirait qu'ils s'écarte de la convention tacite formée entre correspondants, et qu'il se rend coupable d'une sorte d'abus de confiance, contre lequel la loi restera souvent impuissante, mais que, du moins, l'honneur réproouve ? Et, si cela est vrai du destinataire, que dirons-nous des créanciers qui voudront agir de son chef ? Comment prétendront-ils faire ordonner par la justice ce que leur débiteur n'aurait pu accomplir spontanément sans s'exposer au blâme, peut-être même sans encourir une responsabilité vis-à-vis de l'auteur ou de ses héritiers ? Il y a, dans toute contestation de ce genre, une raison morale qui domine de haut les considérations pécuniaires. »

Le droit de publication est essentiellement personnel ; en effet, il est incorporel, et l'article 1166

du Code civil, qui accorde aux créanciers l'exercice des droits et actions de leur débiteur, réserve « ceux qui sont exclusivement attachés à la personne ».

« Le droit de publier sa pensée, s'écriait éloquemment Jules Favre, plaidant pour les héritiers Lacordaire, est de tous les droits le plus personnel, celui qui admet le moins de partage, parce que c'est celui qui tient le plus à l'individualité humaine. La pensée dans ses manifestations est, pour la créature bornée, le reflet de l'infini ; c'est l'œuvre suprême de cette créature, l'acte le plus libre et le plus volontaire qu'elle puisse faire. La création en toutes choses a deux phases : la conception, puis la formule, la réalisation, l'enfantement. Quand le pinceau sur la toile, le ciseau sur le marbre, la plume sur le papier a donné un corps à la pensée, l'artiste ou l'écrivain est encore maître de son œuvre ; il peut la condamner au néant ou la produire, et ce choix appartient à lui seul. Aussi, tant qu'il existe, le droit de publier ses pensées lui appartient-il exclusivement, à moins qu'il ne l'ait cédé ¹. »

« Comment, demande M. l'avocat général Baudouin ², autoriser des créanciers à pratiquer l'expropriation forcée de la pensée, et à jeter dans le public, malgré la résistance de l'auteur, une œuvre qui pourrait être inachevée, hors de propos, peut-être compromettante et regrettée ? »

1. Jules FAVRE, *Plaidoyers*, t. II, p. 434.

2. p. 16.

La Cour de Dijon a fort bien appliqué ces principes, le 18 février 1870 ¹, en décidant « que la pensée, alors même qu'elle est fixée par écrit, reste la propriété personnelle et exclusive de celui qui l'a produite, et qu'elle ne prend la nature des biens régis par l'article 2093 du Code civil que dans le cas où son auteur, par un acte de sa volonté, l'a dépouillée de son caractère intime pour la livrer à la publicité et la faire entrer dans la circulation commerciale ; qu'ainsi le manuscrit d'un auteur, resté en sa possession, demeure sa chose propre, et que nul autre que lui n'est juge de la question de savoir si le manuscrit représente sa pensée actuelle, s'il a reçu sa forme définitive, et s'il doit devenir public à une époque quelconque ; que même l'envoi à un tiers de lettres privées, en donnant au destinataire le droit de les conserver, ne l'autorise pas à les livrer à la publicité sans le consentement de celui qui les a écrites, et ne permet ni à lui ni à ses créanciers ou héritiers d'en tirer, sans ce consentement, un profit pécuniaire » ².

1. S. 70, 2. 212.

2. POUILLET, SAINT-MARTIN et PATAILLE, *op. cit.*, v^o *Lettre nussive*, n^o 2 ; — MORILLOT, *Rev. crit. de lég. et de jurispr.*, nouvelle série, t. II, p. 29 et suiv. ; — M. l'avocat général BEAUDOUIN, *op. cit.*, p. 46 ; — TISSIER, *op. cit.*, p. 99 ; — LEGRIS, *op. cit.*, p. 184 ; — HANSSENS, *op. cit.*, p. 311.

SECTION IV.

**DU DROIT DE DISPOSITION DU DESTINATAIRE DE LA LETTRE
MISSIVE. — DE SON DROIT DE DESTRUCTION.**

La dernière conséquence du droit de propriété du destinataire, c'est le droit qu'il a de disposer, de son vivant ou pour après sa mort, des lettres missives qui lui appartiennent.

Supposons donc un destinataire propriétaire pur et simple d'une correspondance. Car nous savons que l'auteur d'une lettre peut l'envoyer sous la condition qu'elle lui sera réexpédiée, et qu'alors le destinataire n'en a pas la pleine et entière propriété. Nous savons aussi qu'il peut n'en faire qu'un dépositaire, chargé de la lui rendre à première réquisition. Cette volonté, avons-nous dit, ne peut être présumée, et il faut qu'elle soit expressément formulée.

Si nous supposons un envoi pur et simple de la lettre, sans aucune condition, le destinataire en est bien propriétaire ; il a divers droits que nous avons étudiés : a-t-il aussi celui de disposer de la lettre ? de disposer de toute lettre ?

A première vue, il semble qu'on doive répondre sans hésitation oui, car le droit de propriété entraîne celui de disposer. Le propriétaire d'un patrimoine, en effet, peut disposer comme il voudra de tous les

biens qui composent ce patrimoine, pourvu bien entendu qu'il soit capable d'aliéner à titre gratuit ou à titre onéreux.

Cependant, il y a lieu d'établir ici une distinction, suivant que le propriétaire a l'intention de disposer des lettres missives qui lui appartiennent, pour le temps où il vit et pour le temps où il sera défunt.

Le destinataire ne pourra disposer, pour le temps où il vit, que des lettres qui n'ont aucun caractère confidentiel. Quant aux autres, il ne le pourra pas ; car il porterait atteinte aux droits de celui qui a écrit les lettres : bien entendu, l'autorisation d'aliéner que lui donnerait l'auteur de lettres confidentielles équivaldrait à un droit de vente pure et simple de la part du propriétaire destinataire. Si donc, il résulte des termes de la lettre que l'auteur n'a pas voulu qu'elle fût divulguée, celui-ci pourra s'opposer à l'aliénation projetée.

Mais, si l'aliénation, à titre gratuit ou à titre onéreux, en a été déjà faite, ou bien si, malgré la défense que lui a faite l'expéditeur de lettres confidentielles, le destinataire s'en est débarrassé, nous ne croyons pas que l'aliénation puisse être attaquée en nullité.

Il n'y aura, suivant nous, dans la divulgation de la lettre confidentielle, que la base d'une simple action en dommages-intérêts contre le destinataire qui a violé la loi du contrat. La transmission a été faite au profit de quelqu'un qui n'était pas partie au

contrat, et l'auteur de la lettre ne pourra la faire déclarer nulle.

Mais l'auteur de la lettre aura le droit d'empêcher le tiers acquéreur de la publier ou de la produire en justice ; il pouvait empêcher la publication ou la production de la part du destinataire, et celui-ci n'a pu transmettre au nouveau détenteur plus de droits qu'il n'en avait lui-même. Au contraire, l'expéditeur ne pourra forcer le tiers, pas plus qu'il n'aurait pu forcer le destinataire, à lui remettre les lettres confidentielles maintenant en sa possession ; car ce sont des choses mobilières que nulle loi n'a rendues inaliénables. C'est tout au plus s'il pourra réclamer cette remise dans le cas où la lettre indiquerait formellement sa volonté qu'elle fût détruite ou lui fût renvoyée ; car alors le destinataire n'en était pas propriétaire, et l'acquéreur ne peut invoquer l'art. 2279 pour rester en possession ; les termes de la lettre, en effet, sont absolument exclusifs de toute bonne foi de sa part. Cette règle est si vraie, que lors du procès, dont nous avons à plusieurs reprises parlé, de la publication des lettres de Benjamin Constant à M^{me} Récamier, on basait la demande en restitution contre le tiers à qui cette dernière les avait remises, non pas sur ce que l'aliénation n'était pas possible, mais sur ce qu'elle ne les avait confiées que pour l'exécution d'un mandat, et que, ce mandat n'ayant pu s'exécuter, elles devaient être restituées.

En ce qui concerne les lettres non confidentielles,

le destinataire, ayant sur elles les droits les plus étendus, le *jus utendi, abutendi et fruendi*, pourra les aliéner à titre onéreux ou à titre gratuit, les vendre ou les donner, sans que l'auteur ait rien à y voir, et sans qu'il puisse se plaindre si le tiers acquéreur vient à les produire en justice.

Pour le temps où il ne sera plus, le destinataire a le droit de disposer de toutes ses lettres, qu'elles soient ou non confidentielles. Le légataire sera seulement tenu à ne pas divulguer celles d'une nature confidentielle, comme y était tenu le destinataire de son vivant. Au surplus, s'il est obligé de se soumettre à toutes les conditions auxquelles le *de cujus* était soumis, il pourra comme lui jouir de tous les avantages que les lettres peuvent procurer.

Les héritiers seront donc obligés de livrer la correspondance de leur auteur à celui qui a été nanti d'un pareil droit.

Dans un procès célèbre dont nous avons déjà parlé, le tribunal de la Seine ¹ rendit un jugement qui consacrait cette décision. Le Père Lacordaire avait légué ses papiers, lettres et autres documents écrits à l'abbé Perreyve. La famille ayant refusé d'exécuter la volonté de Lacordaire, l'abbé Perreyve demanda aux tribunaux la délivrance de ce legs : le tribunal de la Seine fit droit à la demande, et obligea

1. Seine, 8 décembre 1864 (J. la Presse, 13 décembre 1864 ou *Gaz. des Trib.*, 9 décembre 1864).

des parents du *de cuius* à exécuter ses dispositions dernières.

Il pourra se faire qu'au lieu de disposer, ainsi que nous venons de le dire, des lettres qui sont sa propriété, le destinataire aime mieux les détruire pour toujours. C'est là sans contredit son droit, droit qui découle de ce fait qu'il a la propriété de ces lettres, et qui, en somme, n'est que la conséquence d'un des attributs de la propriété ordinaire du *jus abutendi*.

Nous ajouterons qu'il y a même des cas où le propriétaire de missives fera bien de les déchirer ou de les brûler. Qu'on suppose, par exemple, des lettres destinées à rester secrètes, qui ne regardent que lui ; qui, dévoilées, pourraient nuire à quelqu'un des siens : ne vaut-il pas mieux les faire disparaître à jamais que de livrer un secret à ceux qui ne le devraient jamais connaître ? Ce sera là aussi le meilleur moyen d'éviter des discussions, des procès qui, ainsi que nous le verrons, peuvent naître nombreux relativement à l'attribution de lettres confidentielles.

Quoi qu'il en soit, c'est au destinataire propriétaire à faire cette destruction, s'il le juge convenable ; qu'il se décide en un sens ou en l'autre, personne n'aura rien à y voir : il peut détruire, comme il peut conserver, parce qu'il est propriétaire.

En résumé, les conséquences juridiques qui découlent pour le destinataire de son droit de propriété

d'une lettre missive, peuvent se ranger sous trois chefs principaux :

Il a le droit de possession, c'est-à-dire qu'il a le droit de se faire remettre directement les lettres qui lui sont adressées, ce qui entraîne le droit d'en prendre connaissance ; il trouve dans la loi le moyen de faire respecter cette possession que nul ne peut lui ravir sans être poursuivi pour vol. Cette possession doit être tranquille ; et, si quelqu'un vient à violer le secret des correspondances, il tombe, dans les cas que nous avons indiqués, sous le coup de la loi.

Le destinataire a aussi le droit de conservation ; il peut garder la lettre qu'on lui a adressée et s'en servir pour tous usages qu'il voudra, pourvu qu'ils soient légitimes. C'est ainsi qu'il pourra, sous certaines conditions, faire une publication des lettres par lui reçues. A ce sujet, rappelons que ce droit appartient aussi à l'auteur de la lettre, qui a conservé sur son écrit ce qu'on appelle la propriété des pensées, laquelle se traduit par l'idée de propriété littéraire.

Enfin, il a le droit de destruction, et, comme celui qui peut le plus peut le moins, il a le droit de disposer des lettres comme il l'entendra : il peut les céder à titre gratuit ou à titre onéreux, pendant sa vie ou pour après sa mort.

En un mot, le destinataire, propriétaire de la lettre missive, jouit, en vertu même de son droit de

propriété, de droits fort importants auxquels on ne peut apporter de restrictions que pour des motifs graves et sérieux.

CHAPITRE III

DES RESTRICTIONS APPORTÉES A L'EXERCICE DU DROIT DE PROPRIÉTÉ DU DESTINATAIRE.

Avant d'entrer dans l'examen des restrictions apportées à l'exercice du droit de propriété du destinataire d'une lettre missive, il n'est peut-être pas inutile de faire la remarque suivante : le droit de propriété subsiste malgré ces restrictions, tel que nous l'avons étudié, au profit du donataire. Seulement on a dû apporter à l'exercice de ce droit des limitations qui dérivent de la nature même des choses.

C'est ainsi qu'on verra que le fils mineur, que l'aliéné ne jouiront pas pleinement, dans ses conséquences, de leur droit de propriété sur les lettres à eux adressées ; mais ils n'en auront pas moins ce droit de propriété aussi étendu que nous l'avons décrit dans les chapitres précédents : son exercice seul en sera limité, et cela pour un motif que nous aurons à étudier.

Les restrictions que nous aurons ainsi à examiner tiennent à deux causes bien distinctes. Elles se rangent en deux catégories fort nettes.

Dans la première classe rentrent les restrictions qui tiennent à la nature même des lettres ; certaines

pensées, en effet, sont destinées à rester secrètes ; le destinataire, malgré son droit de propriété ne pourra divulguer les lettres confidentielles.

Dans la seconde, il faut placer les restrictions tenant à la qualité des parties. Dans l'intérêt de diverses personnes, la loi a permis à des tiers, chargés de les représenter, d'exercer en leur lieu et place le droit de propriété ou tout au moins une partie de ce droit.

Nous étudierons les unes et les autres dans deux sections différentes.

SECTION I^{re}

DES RESTRICTIONS A L'EXERCICE DU DROIT DE PROPRIÉTÉ TENANT A LA NATURE DE LA LETTRE. — DES LETTRES CON- FIDENTIELLES.

MM. Aubry et Rau ¹, après avoir reconnu, comme nous l'avons fait, que les lettres missives sont susceptibles de propriété, et accordé au destinataire qui les reçoit la propriété de ces lettres, terminent en disant : « Ce qu'il y a de vraiment, c'est que cette transmission de propriété n'a lieu que sous la condition imposée au destinataire, quand la lettre est confidentielle, de respecter le secret qu'elle renferme. »

De même, M. Larombière ² dit : « Si la lettre est

1. T. VIII, p. 289, note 2.

2. art. 1334. T. IV. n° 44.

tout à fait confidentielle, si le secret a été recommandé à la personne à qui elle a été remise, son droit de propriété est subordonné lui-même dans son exercice aux conditions de discrétion et de secret qui lui ont été imposées. » La jurisprudence consacre également cette opinion, et à plusieurs reprises, notamment en 1849, dans la célèbre affaire des lettres de Benjamin Constant à M^{me} Récamier, elle a décidé que la lettre confidentielle n'est, entre les mains de celui à qui elle a été écrite ou qui la détient, qu'un dépôt sacré; que les secrets qu'elle renferme sont inviolables, et que jamais le destinataire ne peut, ni par lui-même ni par mandataire, livrer à la publicité une pareille correspondance. C'est là une théorie qu'il convient d'adopter: selon nous, toute lettre appartient au destinataire en toute propriété; mais, au cas où la lettre est confidentielle, cette propriété est soumise, quant à son exercice, à certaines restrictions fort importantes, et dont la principale, que nous étudierons plus loin, est relative à la publication ou à la production en justice des lettres missives. Pour le moment, contentons-nous de dire que les lettres confidentielles échappent à une propriété absolue et sans limites de la part du destinaire,

Mais qu'est-ce qu'une lettre confidentielle? A quels caractères peut-on reconnaître une lettre confidentielle d'une qui ne l'est pas?

La Cour de cassation, dans une jurisprudence qu'elle a dans la suite abandonnée, déclarait qu'à

l'égard du destinataire ou de celui qui détenait une lettre, celle-ci était toujours confidentielle. « Les lettres adressées à des tiers, dit un arrêt du 4 avril 1821 ¹, sont réputées confidentielles, et l'inviolabilité du secret qu'elles renferment s'oppose à ce que des personnes étrangères puissent s'en prévaloir. » Deux arrêts des 5 mai 1858 ² et 21 juillet 1862 ³, proclament ce même principe, et cette théorie fut aussi adoptée par plusieurs cours d'appel *. Mais elle est véritablement excessive, et elle fut bientôt généralement abandonnée.

Pour M. Labbé ⁵, il faut considérer comme confidentielle « toute lettre non écrite dans l'intention de créer un titre au profit du destinataire contre l'expéditeur. » Cette définition est trop générale ; car on peut écrire des lettres sur une question littéraire ou scientifique, ou de simples lettres de renseignements qui n'ont pas pour but de créer un titre et qui cependant n'ont rien de confidentiel.

Il faut reconnaître qu'il est difficile de donner des lettres confidentielles une définition précise, car les confidences sont choses absolument relatives ; et ce que je regarde comme mystérieux peut-être connu de vous depuis longtemps, et tel fait

1. D., *Rép.* v^o *Lettre missive*, n^o 24.

2. D. P. 58, 1, 209.

3. D. P. 62, 1, 521.

4. Amiens, 21 fév. 1839, *Rép.*, *loc. cit.* — Besançon, 8 fév. 1844, D. P. 45. 4, 336.

5. Dans Sirey, 77. 1, 161.

que je tiens secret aujourd'hui sera demain du domaine public. Tout ce qu'on peut dire, c'est qu'une lettre est confidentielle lorsqu'il apparaît de son contenu qu'elle ne doit pas être divulguée, lorsqu'elle est l'expression de pensées qu'une conversation verbale eût tenues secrètes entre celui qui expédie et celui qui reçoit la lettre missive ¹.

S'il n'est pas possible de donner une énumération des lettres qui sont confidentielles, il est assez facile de déterminer celles qui ne le sont pas. Il appartient en principe aux magistrats de juger si telle correspondance est ou non confidentielle : ce sera une question de fait qui devra être laissée à leur appréciation; car, mieux que tous autres, ils pourront juger le caractère des parties en cause, et se faire une opinion d'après les relations qui les unissent l'une à l'autre. Mais il y a des lettres que, pour des motifs différents, on ne peut et on ne doit point regarder comme confidentielles.

Il en est ainsi par exemple des lettres anonymes adressées à une personne quelconque : jamais on ne devra leur reconnaître le caractère de lettres confidentielles. Le caractère confidentiel d'un écrit résulte, en effet, bien moins de la nature des pensées conte-

1. DEMOLOMBE, *Code civil*, t. VI, n° 664. — MASSÉ, *Dr. commercial*, t. IV, p. 338. — AUBRY ET RAU, *Dr. civ.* t. VIII, p. 292. — LAROMBIÈRE, *Traité théorique et pratique des Obligations*, art. 1331 C. civ. — ROUSSEAU, *op. cit.* p. 20, 21, 22. — TISSIER, *loc. cit.* — HANSENS, *loc. cit.*

nues dans la lettre que d'un engagement tacite que le destinataire d'une lettre est censé prendre envers l'expéditeur de cette lettre. Ici, il ne peut y avoir aucun engagement de pris, puisque le correspondant ne veut pas se faire connaître. « Celui qui reçoit des lettres anonymes en devient le propriétaire sans être soumis à aucune condition, sans être engagé par aucun pacte envers celui qui les a écrites, qu'il ne connaît pas et avec qui il n'a pu contracter. » Ainsi a décidé avec raison la Cour de Caen dans son audience du 18 janvier 1860¹.

Une autre série de lettres qu'il faut ranger, avec les précédentes, parmi les lettres qui ne sont jamais confidentielles, c'est la série des lettres injurieuses.

Comprendrait-on, en effet, que l'expéditeur d'une lettre de cette sorte réclamât la discrétion à une personne à laquelle il ne s'adresse que pour l'injurier? Lors même que l'auteur de cette lettre aurait expressément réclamé le silence, cette stipulation formelle devrait être considérée non écrite; car il savait bien que le destinataire ne pouvait souscrire à une pareille demande. Nous allons plus loin, et nous sommes d'avis que les tribunaux doivent, au cas de lettre injurieuse, étendre le principe évident, que nous ne faisons qu'indiquer, au cas où la lettre missive contiendrait des injures, non plus pour le destinataire, mais pour quelqu'un de sa famille, ou pour quelqu'un

1. S. 60, 2, 623.

de ses amis, en un mot pour toutes les personnes que l'auteur de la lettre savait lui être chères. Ainsi que le remarquent MM. Legris ¹ et Hanssens ², les raisons de décider sont dans les deux cas identiques, et c'est en ce sens qu'a décidé, le 30 avril 1834, la Cour de Nîmes ³.

Nous pensons de même qu'il convient d'approuver un jugement du tribunal civil de Corbeil du 9 décembre 1896 ⁴, d'après lequel on ne doit pas regarder comme confidentielle une lettre missive qui contient des imputations portant atteinte à l'honneur et à la considération d'un tiers, lorsque, dans la pensée de l'auteur, cette lettre ne devait pas seulement être connue du destinataire, mais devait être par lui communiquée à des personnes en relations avec le tiers, et ce dans le but de porter préjudice à ce dernier. Et nous admettons, avec le tribunal, que ces imputations donnent ouverture, au profit de celui qui en est victime, à une action en dommages-intérêts, à la condition toutefois (nous le verrons dans la suite) que la lettre soit parvenue entre ses mains par une voie licite, et sans qu'il ait eu recours à aucune manœuvre pour se la procurer.

En vertu de ce même principe que, « pour que le secret d'une lettre soit incommunicable, intransmis-

1. *Op. cit.*, p. 120.

2. *Op. cit.*, p. 242.

3. D. P., 34, 2, 239.

4. Gaz. Pal. 97, Supp. 13.

sible, il faut qu'il résulte des circonstances et de l'expression des volontés que l'expéditeur et le destinataire ont entendu garder pour eux seuls la propriété d'une lettre », le tribunal civil de Caen¹, dans son audience du 30 décembre 1896, a décidé que « les lettres missives écrites au patron d'un employé pour lui exposer les griefs que l'on a contre ce dernier et le prier d'intervenir auprès de son subordonné, étant destinées à être communiquées à l'employé, n'ont pas le caractère confidentiel, et qu'elles pourront être produites en justice par l'employé visé, avec le consentement du destinataire, sans qu'il soit besoin du consentement de l'expéditeur... » De telles lettres, écrites dans ces conditions, dit fort bien le tribunal, devaient être nécessairement communiquées par le destinataire à son subordonné, n'eût-ce été que pour lui permettre de s'expliquer sur les plaintes et réclamations dont il était l'objet. L'expéditeur d'une pareille lettre est, en effet, mal fondé à réclamer le silence sur une lettre rappelant des faits, vrais ou faux, qu'il savait devoir être rapportés à l'employé visé.

Une lettre ne peut non plus être regardée comme confidentielle lorsque, contenant des propos diffamatoires contre un tiers, elle a été adressée à plusieurs personnes, et malgré la précaution prise par l'expédi-

1. Recueil des arrêts des Cours d'appel de Caen et de Rouen, avril 1897, p. 58, et la note de M. Gambier.

teur de recommander à chacun des destinataires la discrétion la plus absolue relativement aux faits qu'elle rapporte. Il y a là en effet, dans le fait d'adresser une pareille lettre à plusieurs personnes, un élément de publicité qui rend l'expéditeur coupable du délit de diffamation ou injure publique prévu par l'article 32 ou l'article 33 § 2 de la loi de 1881, et l'empêche de réclamer pour son écrit le caractère confidentiel. Aussi doit-on approuver sans réserve les jugements rendus les 16 février¹ et 6 mars 1886² par le tribunal de la Seine, qui a décidé qu'un écrit adressé, sous forme de circulaire, par un commerçant à un grand nombre de personnes, pour porter atteinte au crédit d'un de ses concurrents, ne pouvait être considéré comme confidentiel³.

Au contraire, il y a des lettres auxquelles il faudra toujours reconnaître le caractère de lettres confidentielles.

C'est ainsi que les lettres échangées entre fonctionnaires à raison de leur emploi et à l'occasion de leur service sont confidentielles, et que c'est à l'État, au nom et dans l'intérêt duquel elles ont été écrites, qu'en appartient la propriété⁴. En ce sens, nous

1. *France judiciaire*, t. x, p. 248.

2. *La Loi* du 11 avril 1886.

3. V. l'arrêt de la Cour de cass. du 22 oct. 1897, dans *Gaz. des Trib.* du 24 oct., sur le caractère confidentiel d'écrits adressés sous simples bandes collées, sans aucune autre indication que le nom des destinataires.

4. ROUSSEAU, *op. cit.*, p. 22. — HANSENS, *op. cit.*, p. 245.

trouvons un arrêté du Directoire exécutif du 9 nivôse an VI, relativement au secret des dépêches adressées aux ministres. « Le Directoire exécutif, informé que plusieurs fonctionnaires publics, retenus par la crainte que leur correspondance ne soit communiquée dans les bureaux des ministres à des personnes mal intentionnées, s'abstiennent de faire connaître au gouvernement tous les abus et toutes les malversations qu'ils découvrent : considérant qu'il importe d'ôter même le prétexte de cette crainte aux magistrats qui s'en font un titre pour négliger le plus essentiel de leurs devoirs, — arrête... : Art. 4. — Tout employé qui, sans la permission par écrit du ministre auquel il est subordonné, aura communiqué, soit directement, soit indirectement, le contenu d'une dépêche quelconque à tout autre qu'à son chef ou au ministre lui-même, sera révoqué sur-le-champ, sans préjudice des poursuites à exercer contre lui devant les tribunaux, dans le cas où son indiscrétion aurait eu des suites graves. »

De même encore, dans une circulaire du 18 février 1816, le ministre de l'intérieur rappelle aux préfets qu'ils « ne doivent jamais rendre publiques les lettres ou les circulaires que les ministres leur écrivent, à moins qu'ils n'aient autorisé cette publication. » La même règle s'applique à tout fonctionnaire de l'ordre judiciaire, administratif ou militaire, qui adresse ou reçoit une lettre missive ayant trait aux choses de son service.

Le seul cas où un fonctionnaire puisse divulguer le contenu de lettres échangées entre lui et un collègue à raison de leurs fonctions, c'est lorsque, injustement attaqué à l'occasion de son service, il aura besoin de sa correspondance administrative pour justifier sa conduite antérieure. On ne comprendrait pas en effet qu'un fonctionnaire, faussement accusé, diffamé, poursuivi par la haine farouche d'ennemis intraitables, et qui a en sa possession les preuves de son innocence, ne pût s'en servir pour dévoiler la vérité et confondre ses adversaires. La défense est libre, et tout ce qu'on peut trouver dans l'intérêt de l'accusé peut et doit être employé.

M. Hanssens¹ justifie l'exception que nous étudions par l'application de ce principe que c'est au mandant seul qu'incombe la responsabilité des actes accomplis par le mandataire dans les limites de son mandat. En donnant au mandataire les instructions nécessaires à l'accomplissement de son mandat, le mandant est censé l'autoriser à s'en servir dans le cas où l'on voudrait d'une façon quelconque lui faire supporter la responsabilité d'ordres qu'il n'a fait qu'exécuter.

Toutefois, il est des cas où le fonctionnaire ne pourra se servir des lettres qu'il a reçues que si ses supérieurs lui en donnent l'autorisation expresse. Supposons, par exemple, qu'un fonctionnaire d'un

1. *Op. cit.* p. 246.

ordre quelconque soit attaqué par divers journaux qui, pour un motif ou un autre, le plus souvent par passion politique, dirigent contre sa conduite, en tant que fonctionnaire, des accusations plus ou moins fondées. Ici, c'est l'opinion publique qui juge, et l'on comprend que le fonctionnaire attaqué ait à cœur de se justifier. Il ne sera plus dès lors maître absolu de sa défense, et il ne pourra, sans la permission de ses chefs, divulguer sa correspondance administrative. « C'est que le fonctionnaire, ainsi que le remarque M. Rousseau, en acceptant le service de l'État, a aliéné une partie de sa liberté. »

Est-il besoin de faire remarquer que les règles que nous étudions, relatives à la correspondance des fonctionnaires, ne s'appliquent pas aux lettres qui n'ont pas trait au service dont ces fonctionnaires sont chargés ? Ici, le fonctionnaire disparaît pour ne laisser que l'homme privé soumis, comme tout le monde, aux règles du droit commun. Ainsi a décidé le tribunal civil de Pontarlier, dans un jugement du 21 décembre 1887 ¹. Il s'agissait d'une lettre écrite par un maire, en dehors de ses attributions d'officier municipal, en réponse à une demande de renseignements d'ordre privé. Le tribunal a décidé qu'une telle lettre n'a pas le caractère de correspondance officielle.

Quant aux lettres qu'un homme public a écrites en cette qualité, on reconnaît en général qu'elles

1. Gaz. du Pal. 88, 1, supp. 51.

perdent leur nature confidentielle après la mort de celui qui les a écrites, et que dès lors l'historien peut les reproduire, à moins qu'elles n'aient un caractère privé ¹. Toutefois, d'assez graves questions s'élèvent relativement à cette sorte de lettres; nous les avons précédemment étudiées en parlant de la publication des lettres missives.

Les lettres que les avocats et les avoués échangent au sujet d'affaires qui leur sont confiées doivent être toujours considérées comme confidentielles.

Un arrêt du 9 mars 1645 ² proclame déjà ce principe, et ordonne la restitution de « lettres missives écrites familièrement par les avocats concernant les affaires des parties adverses de leurs clients et perfidement baillées ». Il est du reste d'usage dans le barreau de ne point tirer profit de lettres adressées de confrère à confrère. « Il faut, lisons-nous, dans le manuel de la profession d'avocat en Belgique ³, de MM. Duchaine et Picard, que les rapports confraternels soient empreints de la plus grande liberté : cela n'existerait pas si les lettres pouvaient devenir pièce du procès ».

La même règle doit être formulée pour la correspondance échangée entre une partie et son conseil.

1. POUILLET, *Tr. de la prop. littéraire et artistique* n° 389. — DEFFIS dans Pataille, 1870, p. 101. — HANSSENS, *op. cit.*, p. 243, 244.

2. DU FRESNE, *Journal des audiences*, t. I, liv. IV, chap. 21, p. 347.

3. p. 323.

La jurisprudence sur ce point est invariable, et les auteurs sont tous d'accord ¹.

C'est dans l'affaire de M^e de C***, du barreau de Quimper, que la Cour de cassation a eu à se prononcer à ce sujet pour la dernière fois. A la suite d'un procès qu'il avait perdu devant le tribunal de commerce, M^e de C*** écrivit à son client une lettre contenant des imputations fort graves contre le président, qu'il accusait notamment de partialité. Le client garda la lettre, qu'il ne produisit pas. A sa mort, elle fut remise par le notaire, avec d'autres papiers, aux mains du président du tribunal de commerce, qui porta plainte. Le conseil de discipline de l'ordre des avocats de Quimper fut saisi par un réquisitoire du procureur général ; mais, par délibération du 24 décembre 1886, il décida que « la lettre incriminée, présentant un caractère confidentiel, n'ayant d'ailleurs été transmise au magistrat qui s'en plaignait que par un abus, la juridiction disciplinaire n'avait pas à en apprécier le contenu, et qu'il n'y avait, dès lors, pas lieu de suivre contre l'avocat, sur la plainte déposée ». Le procureur général porta appel de cette décision, mais la Cour de Rennes, toutes chambres réunies, confirma en des termes qui méritent d'être mentionnés : « Considérant que l'inviolabilité des correspondances privées intéresse essentiellement l'ordre social et la

1. Cass. 12 mars 1886. (D. P. 86, 1. 345). — Rennes, 7 mars 1887. Cass. 41 mai 1887, (D. P. 87, 1, 332). — Nancy, 5 mai 1892 ; (Gaz. Pal. 92, 1, 637). — DUCHAINE et PICARD, *op. cit.*, p. 237, note 1. et p. 323, note 1.

morale publique ; qu'une lettre contenant l'expression intime et secrète de la pensée de son auteur est confiée à la discrétion du destinataire, et qu'elle ne peut être divulguée sans l'assentiment de l'expéditeur, que ce principe protège plus spécialement encore les communications échangées entre un avocat et son client ; que si les nécessités de l'instruction criminelle autorisent la justice, dans des conditions restrictive-ment déterminées par la loi, à saisir les correspondances qui peuvent fournir la preuve du méfait qu'elle poursuit, cette exception ne s'étend pas au cas même où la lettre constituerait l'infraction, et que, notamment, le pouvoir disciplinaire ne va pas jusqu'à s'emparer de sa teneur lorsque, dans l'intention de l'écrivain, elle ne devait être connue que de son confident, et qu'elle n'a reçu publicité que par suite d'un acte délictueux ; — Considérant que la lettre incriminée a été écrite le 30 juin 1883 par M^e de C***, en réponse à la dépêche d'un de ses clients habituels, qui l'interpellait sur l'issue d'un procès jugé la veille, et qu'elle est restée pendant trois ans dans le secrétaire de celui-ci, sans que rien établisse qu'il en ait donné communication ; qu'à son décès, elle avait été trouvée par le notaire chargé d'inventorier ses papiers domestiques, et que cet officier public, au mépris de ses devoirs et de la volonté des héritiers, l'aurait détournée pour la faire parvenir à la personne qu'elle devait offenser ; — Considérant que, quelque blâmables qu'en puissent être les termes, les magis-

trats ne sauraient sanctionner un tel oubli du respect dû aux correspondances privées et au secret professionnel, en prenant connaissance d'un document confidentiel, dont l'existence n'a été révélée que par l'effet d'un véritable abus de confiance, de nature à tomber sous l'application de la loi pénale ; — Par ces motifs, — Dit n'y avoir lieu de faire état de la lettre visée dans la citation, et déboute M. le procureur général de son appel. » Enfin, la Cour de cassation rejeta le pourvoi formé par le procureur général, dans un arrêt du 11 mai 1887.

La solution devrait être la même au cas où les lettres seraient échangées entre les conseils de la partie, à l'occasion des intérêts de ce client commun, même au cas où les deux correspondants seraient d'accord pour faire la divulgation ; il faudrait de plus que la partie veuille bien consentir à ce que les pièces soient produites, sans quoi il y aurait violation du secret professionnel auquel sont astreints les avocats ¹. C'est ainsi qu'un jugement du tribunal de Nice du 25 juin 1889 ² a décidé qu'on ne pouvait, en matière de divorce, faire usage d'une lettre écrite à un tiers par l'un des conjoints, si la lecture de cette lettre doit violer le secret professionnel auquel était tenu le destinataire. La lettre, dans l'espèce jugée, avait été adressée par le mari au conseil de sa femme,

1. HANSENS, *op. cit.*, p. 244.

2. Gaz. Trib., 21 juillet 1889.

qui s'était porté conciliateur. Le mari reconnaissait ses torts, et la femme avait voulu produire la lettre à l'appui d'une nouvelle action intentée après la réconciliation.

En ce qui concerne les lettres de commerce, on a soutenu, à tort selon nous, que le fait de la transcription qu'en fait l'expéditeur sur son copie de lettres, conformément aux dispositions de l'article 8, p. 2 du Code de commerce, leur enlève leur caractère confidentiel. C'est une question que nous ne faisons qu'indiquer ; car nous avons précédemment réfuté cette opinion, que nous ne faisons ici que rejeter d'un mot.

Reste à savoir comment on déterminera le caractère confidentiel d'une lettre. Il est certain que cette mission appartiendra aux juges. Quelle procédure devront-ils suivre ?

En d'autres termes, quels moyens d'instruction les tribunaux emploieront-ils pour apprécier le caractère d'une lettre ? Car, si on suit la voie ordinaire, la lecture en audience publique et la communication aux parties, on tombe dans l'écueil qu'il s'agissait d'éviter, et la lettre confidentielle est produite publiquement ; si on procède secrètement, on viole toutes les règles relatives à la publicité des audiences et le principe qui veut que tout débat soit contradictoire.

La Cour de Rennes ¹, suivant la procédure ima-

1. 10 juillet 1880 (P. 81, p. 484).

ginée par le tribunal civil de la même ville, a décidé que le tribunal, à huis clos, hors de la présence des parties, lirait les lettres, les examinerait, et, selon les cas, admettrait ou rejetterait leur production ; donc pas de lecture à l'audience, pas de communication aux parties qui ne possèdent point les lettres. Ces mesures, dit la Cour, « sont seules compatibles avec la nature d'examen auquel les juges ont besoin de se livrer, ne sont pas contraires à la loi, ne causent aucun préjudice à personne, sauvegardent les droits et les intérêts les plus respectables des parties en cause ».

Ce système est admis par M. Vanier, dans l'article paru à la *Revue pratique de Droit français* ¹, et par De Belleyme ².

La Cour de Toulouse ³, le même jour que la Cour de Rennes, avait à juger la même question : elle s'est prononcée pour une solution contraire. Elle admet bien que le tribunal prenne connaissance, en chambre du conseil, du contenu des lettres que l'on veut produire ; mais il faut que le débat soit contradictoire, et, dans ce but, elle autorise les parties, après dépôt des lettres au greffe, à en prendre communication et copie. Ainsi, on juge sans publicité le point de savoir si les lettres produites sont confidentielles, et l'on res-

1. T. XXI, p. 95.

2. *Ord. sur requêtes et référés*, v° Testament, p. 360.

3. 10 juillet 1880. P. 81, p. 673. Rendu sous la présidence de M. de Saint-Gresse.

pecte les règles générales du droit, qui exigent que tout débat soit contradictoire ¹.

On se pourvut en cassation contre les deux arrêts de Rennes et de Toulouse. La Chambre des requêtes, appelée à se prononcer, adopta la solution de la Cour de Rennes, et prit le soin de réfuter l'argument de la Cour de Toulouse, tiré de la violation portée par cette décision au principe de la publicité des débats : « Attendu, lit-on dans les considérants de cet arrêt ², que la Cour de Rennes a pu, sans violer les règles sur la liberté de la défense et la publicité des débats, ordonner pour se former une pleine et entière conviction, que les pièces litigieuses lui seraient soumises dans la chambre du conseil, sans communication préalable, alors que cette communication était précisément l'objet de la contestation au fond ; que les juges, en pareil cas, étant forcés de recourir à un mode d'instruction de nature à ne point compromettre les droits qu'ils avaient à apprécier, ne pouvaient autoriser, à titre de mesure préalable, une communication qui aurait constitué par elle-même le rejet définitif d'une demande sur laquelle ils se réservaient de statuer ultérieurement ; qu'ils n'ont fait, d'ailleurs, qu'indiquer un mode de vérification personnelle, rendue nécessaire par des débats publics et contradictoires. »

1. Sic : FABREGUETTES, *Réquisitoire*, 10 juillet 1880, *J. le Droit*, 12 septembre 1881.

2. Req. 9 février 1881 (P. 81, 485).

Cette procédure est-elle régulière ?

C'est une question que M. Labbé a cherché à résoudre ¹. Elle apporte, dit le savant professeur, une exception au principe qu'en matière contentieuse, tout débat doit être public et contradictoire. Or, cette exception n'existe pas dans la loi : est-elle donc utile, conforme aux principes juridiques qui sont en vigueur ?

En présence des règles générales, il semble que non. La loi veut que tout débat soit contradictoire : le juge fait-il une descente sur les lieux du litige, les parties intéressées doivent être prévenues ² ; y a-t-il de la part d'une partie en cause demande d'interrogatoire sur faits et articles, il ne peut avoir lieu qu'après une requête contenant les faits et par jugement rendu à l'audience ³.

Admettre une solution contraire, c'est donc déroger aux règles générales « pour aboutir d'ailleurs à un assez mince résultat. Dans l'affaire dont la Cour de Toulouse a été saisie, un débat long et passionné a expliqué en gros le contenu de la correspondance... Le scandale est à peu près aussi grand que possible... Le fond était connu, la forme seule restait à sauver, Est-ce la peine de faire sortir la justice de ses voies habituelles ⁴ » ?

1 LABBÉ, P. 81, p. 482.

2. LABBÉ, et art. 44 et 299 du C. de proc.

3. Id., et art. 325 du C. de proc.

4. Id., *loc. cit.*

C'est cette dernière opinion qui, selon nous, doit l'emporter. Une lettre est, en effet, un mode de témoignage spécial et certain ; elle est la traduction fidèle de notre pensée. Or, s'il y a des témoins qu'on ne doit pas interroger, à qui la loi impose de ne point faire connaître par la parole leur propre pensée, de même il y a des lettres qu'on ne doit point livrer à la publicité. Elles ne seront donc pas lues à l'audience ; mais les parties en auront pris connaissance et pourront proposer, par toutes voies utiles, leur moyen de défense. Ainsi, on aura respecté le principe de l'inviolabilité du secret des lettres, et on n'aura pas dérogé au grand principe des débats contradictoires ; aussi faut-il espérer que la Cour de cassation reviendra sur sa première jurisprudence.

Pour terminer ce qui concerne les lettres confidentielles, un seul point reste à traiter : qui pourra faire respecter le secret de telles lettres ? Évidemment ce sera leur auteur ; car lui seul peut se plaindre qu'on ait trahi sa confiance et, mieux que personne, il est bien placé pour apprécier l'importance de la réparation qu'il est en droit de solliciter et d'obtenir. Il devra, suivant les circonstances, agir en dommages-intérêts, soit par voie principale, soit par voie d'exception ou de demande incidente, et il pourra réclamer la restitution de toute correspondance dont le caractère confidentiel sera reconnu en justice. Que si l'expéditeur d'une pareille correspondance vient à décéder, le droit que nous venons de lui reconnaître

passera à ses héritiers, qui héritent de ses droits. Faut-il, avec M. Legris ¹ et avec M. Rousseau ², aller plus loin, et dire que, pour exercer ce droit, il n'est pas indispensable d'être héritier, et qu'il suffit d'être de la famille de celui dont la foi a été trompée ? Oui, selon nous ; car l'honneur d'une famille entière peut être compromis, et compromis gravement par des révélations ou des divulgations de lettres sur lesquelles le secret le plus absolu aurait toujours dû exister ; et au nom de la solidarité étroite qui doit unir les membres d'une même famille, nous ne pouvons leur refuser à tous le droit d'agir en justice au lieu et place de celui qui n'est plus.

En résumé donc, les lettres confidentielles ne deviennent pas la propriété pure et simple du destinataire qui les a reçues ; leur divulgation reste soumise au consentement de celui qui les a écrites, et, si elles ont été, soit publiées seules, soit insérées dans le corps d'un ouvrage, sans l'autorisation de leur auteur ou de ses représentants, ceux-ci peuvent en demander la suppression, lors même que le destinataire aurait permis leur publication ; car il ne pouvait transmettre plus de droits qu'il n'en avait lui-même : *Nemo plus juris quam ipse habet potest transgredire* ³.

1. *Op. cit.*, p. 127.

2. *Op. cit.*, p. 21.

3. Tribunal civil de la Seine, 12 novembre 1890 (Gaz., Pal., 90, 2, 561.

SECTION II

DES RESTRICTIONS TENANT A LA QUALITÉ DES PARTIES

Le droit de propriété qui appartient au destinataire de la lettre missive et qui subit, ainsi que nous venons de le voir, de graves restrictions tenant à la nature de la lettre, en reçoit de nouvelles, et non moins importantes, par suite de l'incapacité des parties. Certaines personnes, en effet, sont placées sous l'autorité légale d'un tiers, et les règles que nous avons établies sur la propriété des lettres missives peuvent se trouver en conflit avec les droits résultant au profit du tiers de l'autorité légale qui lui est attribuée sur la personne de l'auteur ou du destinataire. D'autre part, une grave restriction est apportée par la loi commerciale au droit de propriété qu'a une personne en état de faillite sur la correspondance à elle adressée. Nous étudierons ces diverses restrictions dans deux paragraphes distincts, et nous parlerons, dans le premier, des personnes placées sous l'autorité légale d'un tiers, puis, dans le second, des personnes en état de faillite ; enfin, dans un troisième paragraphe, nous verrons que, dans certains cas, les magistrats ont sur la correspondance des prévenus des droits qui constituent des restrictions importantes au droit du destinataire.

§ 1^{er}

DES PERSONNES PLACÉES SOUS L'AUTORITÉ LÉGALE D'UN TIERS.

Au nom du grand principe de l'intérêt social, la loi restreint parfois la liberté civile de certaines personnes : l'enfant mineur est soumis à la puissance paternelle; la femme mariée est placée sous l'autorité maritale, et l'interdit est soumis, comme le mineur orphelin, à la pleine direction d'un tuteur. L'exercice de ces pouvoirs, déterminés par la loi, porte parfois de graves atteintes aux principes de la propriété des lettres.

Les maris, pères et tuteurs ont le droit d'exercer une surveillance active sur la correspondance de leurs femmes, enfants, ou des interdits sur qui ils sont chargés de veiller, d'ouvrir les lettres à eux adressées, de les supprimer parfois, ce qui est en contradiction avec les principes qui gouvernent la matière de la propriété des lettres missives.

1^o *Droits du père sur la correspondance de ses enfants mineurs.*

La puissance paternelle confère au père ou, à son défaut, à la mère qui en est investie, le droit d'ouvrir ou d'intercepter la correspondance de ses enfants mineurs. Il y a pour eux plus qu'un droit, il y a un

devoir : c'est à eux, en effet, qu'incombe la mission de diriger l'éducation de leurs enfants, de régler leurs mœurs, leurs habitudes, de surveiller leurs relations, de développer leur esprit et leur cœur ¹. Ils tiennent ce droit du législateur, qui l'a considéré comme un attribut indispensable du droit de puissance paternelle. Le leur refuser, c'était offrir aux enfants le moyen de tromper la surveillance que leurs parents doivent exercer sur eux. « Nous naissons faibles, assiégés par les maladies et les besoins, disait Duval, au corps législatif ² ; la nature veut que, dans ce premier âge, le père et la mère aient sur leurs enfants une puissance entière, qui est toute de défense et de protection. Dans le second âge, vers l'époque de la puberté, l'enfant a déjà observé, réfléchi. Mais c'est à ce moment même où l'esprit commence à exercer ses forces, où l'imagination commence à déployer ses ailes, où nulle expérience n'a formé le jugement ; c'est à ce moment, où faisant les premiers pas dans la vie, livré sans défense à toutes les passions qui s'emparent de son cœur, vivant de désirs, exagérant ses espérances, s'aveuglant sur les obstacles, qu'il a surtout besoin qu'une main ferme le protège contre ses nouveaux ennemis, le dirige à travers ces écueils, dompte ou modère à leur naissance ces

1. DEMOLOMBE. — *De la puissance paternelle*, n° 301 bis. — AUBRY et RAU, *Droit civil*, t. VI, p. 78. — LABBÉ, dans Sirey (76, I, 97).

2. Séance du corps législatif du 23 vent, an XI, 14 mars 1803 ; exposé des motifs du titre : *De la puissance paternelle*.

passions, tourment ou bonheur de la vie, selon qu'une main maladroite ou habile leur aura donné une bonne ou mauvaise direction. C'est à cette époque qu'il a besoin d'un conseil, d'un ami qui puisse défendre sa raison naissante contre les séductions de toute espèce qui l'environneront, qui puisse seconder la nature dans ses opérations, hâter, féconder, agrandir ses heureux développements.

La puissance paternelle, qui est alors toute d'administration domestique et de direction, pourra seule procurer tous ces avantages, ajouter la vie morale à l'existence physique, et dans l'homme naissant préparer le citoyen. »

La loi toutefois ne pouvait pas déterminer l'exercice du droit qui appartient au père de prendre communication des lettres adressées à ses enfants mineurs. C'est lui qui est seul juge de son autorité, et c'est dans l'affection qu'il a pour ses enfants qu'il trouvera sa règle de conduite.

Le principe de l'inviolabilité du secret des lettres, conséquence du principe de la propriété des lettres missives, doit donc fléchir devant l'autorité du père de famille. Un arrêt de la Cour de Caen du 11 juillet 1866¹ l'a proclamé : « Considérant que, si le père et la mère investie de la puissance paternelle ont le droit incontestable et souvent le devoir, en vertu de l'obligation de surveillance qui leur incombe, de prendre

1. S. 1867, 2, 151.

connaissance des lettres qui sont adressées à leur enfant mineur, de les retenir et même de les supprimer suivant les cas, la légitimité de l'exercice de ce droit ne peut se déterminer que suivant les circonstances et en considération, bien entendu, de l'intérêt de l'enfant. »

Cette théorie, qui est pourtant si sage, n'est pas unanimement admise.

Suivant M. Vanier¹, le père pourrait interdire à l'enfant de correspondre avec certaines personnes ; il pourrait empêcher la remise des lettres qui lui sont adressées ; mais il n'aurait pas le droit de les ouvrir ni de les supprimer. Il ne pourrait même en prendre connaissance une fois ouvertes ; comme un étranger, il devrait en respecter le secret. « Le respect du secret des lettres, dit-il, s'impose à tous, à l'égard de tous ; aucun regard, aucune oreille humaine n'a le droit de commettre une indiscrétion. » Il nous est impossible d'admettre une pareille théorie. Le droit du père sur la correspondance de son enfant doit être plein et entier, pour n'être pas illusoire : l'autorité paternelle doit s'exercer dans toute son étendue, et jusqu'à ce que la majorité soit atteinte.

Il peut arriver qu'un mineur soit d'un âge assez avancé pour qu'on doive le laisser libre de diriger sa correspondance ; mais on ne peut admettre que de telles limites soient posées à l'autorité du père. Du

1. *Op. cit* , p. 107.

reste, M. Vanier est bien obligé de convenir qu'elle pourra s'exercer tout entière lorsque l'enfant sera encore très jeune. A quel âge donc restreindra-t-on les droits du père ? Qui déterminera cet âge ? Juridiquement, cette distinction est inacceptable. Ainsi que le fait remarquer M. Hanssens ¹, M. Vanier oublie qu'il s'agit ici de l'application d'un pouvoir dérivant d'une présomption légale d'incapacité. Comment justifier une différence entre des individus que la loi déclare également incapables, et qu'elle soumet également à l'autorité du père de famille ? L'adolescent, répond M. Vanier, possède déjà une certaine culture intellectuelle, un certain discernement. Certes, en fait, ce peut être exact ; mais la loi n'a tenu aucun compte de cette circonstance.

M. Rousseau ² repousse, comme nous, la distinction faite par M. Vanier ; mais il a l'air de le faire comme à regret. « C'est là, dit-il, une triste conclusion : n'avons-nous pas, en effet, été tous témoins d'odieux abus du droit de puissance paternelle ? » Il est malheureusement certain que l'on rencontre parfois des natures assez perverses pour abuser des droits de puissance que leur accorde la nature et la loi. Mais ces natures-là sont rares, et l'affection paternelle est peut-être, de toutes, celle qui tient le plus au cœur de l'homme ; aussi peut-on sans crainte accorder aux

1. *Loc. cit.*

2. *Op. cit.*, n° 138.

parents les droits dont nous parlons. Si, par hasard, l'autorité du père s'exerçait d'une façon nuisible pour les intérêts de l'enfant ; si, sans motif avouable, il s'opposait à une correspondance qui n'aurait rien de dangereux ou de déshonorant, l'enfant serait-il fondé à demander aux tribunaux compétents la restriction de l'exercice de l'autorité paternelle en ce qui concerne sa correspondance ? M. Vanier répond naturellement oui, et nous devons reconnaître que la jurisprudence est portée à accorder aux tribunaux un pouvoir discrétionnaire pour réprimer ces abus de la puissance paternelle. Elle ne fait que suivre en cela les arrêts des parlements, qui, d'accord avec la doctrine de nos anciens auteurs, décidaient que la puissance paternelle, étant essentiellement tutélaire et protectrice, ne saurait dégénérer en moyen de tyrannie, et que les magistrats, chargés d'appliquer la loi suivant les vues du législateur, ont virtuellement reçu la mission de lui maintenir son véritable caractère. C'est encore l'opinion de Demolombe ¹ et de MM. Aubry et Rau ², et la théorie soutenue par M. Tissier ³, qui donne le droit aux tribunaux de « garantir contre les abus d'autorité du père la correspondance de l'enfant ».

Nous estimons au contraire, avec M. Hanssens ⁴,

1. *Op. cit.*, n° 367.

2. T. 6, p. 82.

3. p. 48.

4. p. 254.

que la doctrine opposée est la seule juridique. La loi, en effet, pose en termes absolus, sans restriction, le principe de l'autorité paternelle; et, si le père mésuse de cette autorité, si, comme le dit M. Legris ¹, « loin d'offrir à l'enfant les exemples qu'il lui doit, il ne lui donne que de funestes et pernicioeux enseignements, la loi du 24 juillet 1889 permet de lui retirer cette puissance dont il ne sait pas se montrer digne ».

C'est là une heureuse amélioration ; car, avant la promulgation de cette loi, il n'y avait que deux cas dans lesquels la puissance paternelle pouvait être retirée aux parents indignes : c'étaient les cas où le père ou la mère attentaient aux mœurs en excitant, favorisant ou facilitant habituellement la débauche ou la corruption de leurs enfants ², et où ils employaient leurs enfants âgés de moins de seize ans à la mendicité habituelle ³. En dehors de ces deux cas, la justice ne pouvait assurer la protection des enfants mineurs, et c'était regrettable. Aujourd'hui, il n'en est plus ainsi, et l'autorité paternelle peut être retirée, pour un motif quelconque, aux parents qui en méusent.

Pour nous donc, le père de famille a le droit absolu de surveiller la correspondance de ses enfants mineurs et de l'intercepter. L'émancipation seule lui enlève ce droit ; car, aux termes de l'art. 372 du Code

1. p. 142.

2. Art. 335 du Code pénal.

3. Loi du 7 décembre 1874, art. 3.

civil, l'émancipation, comme la majorité, lui enlève l'autorité paternelle.

Toutefois, il ne perd pas par là même tout droit sur la correspondance de son fils : même lorsque l'enfant est majeur, le père a encore sur elle un certain droit de nature particulière. Il peut se servir des lettres écrites à son fils ou par lui pour prouver devant les tribunaux la prodigalité de ce dernier, et intenter, par ce moyen, une action en dation de conseil judiciaire. Cela résulte d'un arrêt de la Cour de Caen du 11 juillet 1866, que nous avons déjà cité : « Considérant que, pendant la minorité de L..., la dame R..., sa mère, a été légitimement nantie de plusieurs lettres adressées à ce dernier, et dans lesquelles elle prétend trouver la preuve des faits qui l'ont déterminée à intenter contre son fils, devenu majeur, une action en dation de conseil judiciaire. »

Le pouvoir que nous venons de reconnaître au père sur la correspondance de son fils passe à l'instituteur et au maître de pension. C'est là un point qui ne peut faire de doute, et qui a été fort bien mis en lumière par M. l'avocat général Baudouin ¹ et M. Hanssens ². En plaçant son enfant dans une maison d'enseignement, dit en substance M. Labbé dans une note parue au Sirey de 1876 ³, le père substitue

1. *Op. cit.* p. 29.

2. *Op. cit.* p. 256.

3. p. 97.

le chef de cet établissement dans ses droits et devoirs relatifs à l'éducation du mineur.

2° *Droits des tuteurs.*

Nous avons vu qu'aux termes de la loi du 24 juillet 1889, les parents d'un enfant mineur peuvent être déclarés déchus de la puissance paternelle, et qu'en ce cas, la loi confie la garde et la direction du mineur à un tuteur désigné par la justice. De même encore le dernier mourant des père et mère¹ peut choisir un tuteur parent, ou même étranger, pour l'enfant en état de minorité qu'il laisse à sa mort. A défaut de cette désignation spéciale, et si le mineur n'a aucun ascendant pour exercer les droits de puissance et de surveillance qu'avaient les père et mère décédés, le conseil de famille² est chargé de l'organisation de la tutelle et de la désignation d'un tuteur. Dans ces deux cas, le tuteur, qui est chargé de la garde de la personne et de l'administration du patrimoine de l'enfant mineur et non émancipé, hérite des droits que possédaient de leur vivant les père et mère de l'enfant. Il aura donc sur la correspondance de son pupille les mêmes pouvoirs, les mêmes devoirs de contrôle : c'est un point qui n'est contesté par personne. Tout le monde, au contraire, reconnaît que

1. art. 397 C. civ.

2. art. 405 C. civ.

les principes que nous avons établis précédemment au sujet des droits du père et de la mère sur la correspondance de leur enfant mineur doivent s'appliquer ici ; c'est ainsi que le tuteur peut déléguer ses droits, comme le père lui-même, à la personne chargée par lui de l'éducation de l'enfant¹. Que si le tuteur venait à abuser de son pouvoir, la loi donne à tout parent ou allié du mineur orphelin, jusqu'au degré de cousin germain², le droit de faire provoquer son émancipation et, par suite, la possibilité de faire cesser les abus que pourrait commettre le tuteur dans l'exercice du droit que nous venons de lui reconnaître.

Une seule question se pose en matière de tutelle, relativement à la tutelle officieuse que permet d'organiser l'art. 361 du C. civ. Aux termes de cet article, « tout individu âgé de plus de cinquante ans et sans enfants ni descendants légitimes, qui voudra, durant la minorité d'un individu, se l'attacher par un titre légal, pourra devenir son tuteur officieux en obtenant le consentement des père et mère de l'enfant ou du survivant d'entre eux, ou, à leur défaut, d'un conseil de famille, ou enfin, si l'enfant n'a point de parents connus, en obtenant le consentement des administrateurs de l'hospice où il aura été recueilli, ou de la municipalité du lieu de sa résidence ». La tutelle officieuse est « un contrat de bienfaisance par

1. LABBÉ, S. 76. 1. 97. — TISSIER, p. 48. — LEGRIS, p. 143.

2. Art. 479 C. civ.

lequel une personne se charge d'élever gratuitement un enfant, et de le mettre en état de gagner sa vie¹ ». Elle est, suivant l'expression du tribun Perreau, un préparatoire à l'adoption, un commencement d'adoption ; mais, comme le remarque Toullier², on ne trouve pas souvent de cas de ce genre de tutelle : « Comme on n'aime pas, dit-il, à être gêné dans des actes de bienfaisance, et qu'on répugne à se lier d'avance et sans nécessité par un titre irrévocable qui peut exposer à des regrets, la tutelle officieuse sera fort rare », et il ajoute qu'il « n'en connaît encore aucun exemple ». La tutelle officieuse est rare en effet, mais on en trouve des exemples. M. Legris³ rapporte que, dans l'exercice de ses fonctions de magistrat, il a eu l'occasion d'en faire constituer une.

Quel sera donc le droit du tuteur officieux sur la correspondance de son pupille ?

Il résulte clairement des travaux préparatoires que la tutelle officieuse, contrat de bienfaisance par lequel on s'engage à nourrir un mineur, à lui procurer les moyens de gagner sa vie et aussi à gérer gratuitement son patrimoine, engendre encore pour le tuteur l'obligation de prendre soin de l'éducation de l'enfant. La loi voudra, dit le conseiller d'État Ber-

1. DALLOZ, v° *Adoption*, n° 229.

2. TOULLIER, *D. cit.* t. II. p. 282.

3. *Op. cit.*, p. 144 (note).

lier ¹, que, toujours fidèle à ses généreuses intentions, le tuteur s'abstienne d'imputer sur les revenus de son pupille les dépenses d'éducation. Or, comme nous l'avons reconnu pour le père et la mère, cette obligation de surveiller l'éducation de l'enfant entraîne le droit pour le tuteur de contrôler sa correspondance. Toutefois, il est unanimement admis ² que les père ou mère qui ont consenti à la tutelle officieuse, conservent tous les droits de la puissance paternelle. C'est ainsi que l'enfant sera toujours obligé de leur demander leur consentement au mariage qu'il projette ; c'est ainsi encore que le père ou, à son défaut la mère a toujours sur l'enfant en tutelle officieuse le droit de correction ³.

Mais le droit de contrôler la correspondance du pupille que nous venons de reconnaître au tuteur n'est-il pas en contradiction avec les principes de la puissance paternelle, qui, nous l'admettons, reste au père ou à la mère ?

Nous ne le pensons point, et nous croyons même que les père et mère ne pourront jamais, par un contrat spécial conclu avec le tuteur, enlever à celui-ci le droit que, suivant nous, il a de contrôler, de surveiller la correspondance du mineur.

1. Séance du 21 ventôse an XI, exposé des motifs de la loi

2. TOULLIER, t. II, p. 280. — DEMOLOMBE, *De l'adoption*, n° 234. — DALLOZ, *loc. cit.*, n° 233.

3. PROUDHON, II, p. 231. — DELVINCOURT, I, p. 265. — DURANTON, II, 339. — DU CARRROY, BONNIER et ROUSTAIN, I, §, 34. — ZACHARIE, par. 564, texte et note 2.

Comment voudrait-on, en effet, que le tuteur satisfît aux obligations que lui impose la loi, aux devoirs d'éducation de l'enfant notamment, si on lui enlève un des moyens les plus sûrs peut-être de diriger cette éducation, de veiller sur la conduite du pupille ? Celui-ci habite avec lui, et l'on ne pourrait comprendre que la correspondance fût à l'abri d'une surveillance que la loi lui impose sur tous les autres actes de la vie de l'enfant.

Comment donc concilier les droits opposés que nous établissons au profit du père et à celui du tuteur ? Juridiquement, c'est facile : le père, peut-on dire, ou, à son défaut, la mère a tous les droits de la puissance paternelle ; mais, en consentant à ce que leur enfant soit soumis à la tutelle officieuse, ils ont délégué une partie de leurs droits au tuteur qui aura l'exercice de ces droits, de façon à ce que son droit de surveillance de l'enfant que lui reconnaît la loi puisse être pratiquement réalisé. Du reste, on n'a pas à craindre les effets d'une mauvaise éducation ; car, si le tuteur manquait d'une façon quelconque à quelqu'un de ses devoirs, les père et mère pourraient, en s'adressant aux tribunaux, obtenir la cessation de la tutelle¹.

Au cas où les père et mère viennent à être déchus de la puissance paternelle, le tuteur qui est nommé conformément à la loi du 24 juillet 1889 a, comme

1. DALLOZ, *loc. cit.*, n° 238.

nous l'avons dit, sur la correspondance de son pupille, les droits qu'aurait le père non déchu de la puissance paternelle. Mais, aux termes de l'art. 11, § 1 de cette loi, « si la tutelle n'a pas été constituée conformément à l'art. 10 (c'est-à-dire suivant les termes du droit commun), elle est exercée par l'assistance publique », dont les représentants, pour l'exécution de cette même loi (art. 24), « sont les inspecteurs départementaux des enfants assistés et, à Paris, le directeur de l'administration générale de l'assistance publique ». L'art. 11, § 2, ajoute: « L'assistance publique peut, tout en gardant la tutelle, remettre les mineurs à d'autres établissements et même à des particuliers. » Enfin, l'art. 17 dit : « Lorsque des administrations d'assistance publique, des associations de bienfaisance régulièrement autorisées à cet effet, des particuliers jouissant de leurs droits civils ont accepté la charge de mineurs de 16 ans, que des père, mère ou tuteurs autorisés par le conseil de famille leur ont confié, le tribunal du domicile de ces père, mère ou tuteurs peut, à la requête des parties intéressées agissant conjointement, décider qu'il y a lieu, dans l'intérêt de l'enfant, de déléguer à l'assistance publique les droits de puissance paternelle abandonnés par les parents, et de remettre l'exercice de ces droits à l'établissement ou au particulier gardien de l'enfant. »

Ainsi, la garde de l'enfant, dans les cas divers qu'examinent ces articles de la loi du 24 juillet 1889, le

soin de son éducation seront confiés tantôt à l'assistance publique, et tantôt, si celle-ci le juge utile, à d'autres établissements ou à des particuliers : ce sera à ces personnes physiques ou morales que le droit de contrôle et de surveillance sur la correspondance de l'enfant devra appartenir.

Pour être complet et voir les divers cas qui peuvent se présenter, il suffira de citer les articles 1 et 4 de la loi du 15 pluviôse an XIII, qui donne aux commissions administratives des hospices un droit de tutelle sur les enfants assistés. Art. 1 : « Les enfants admis dans les hospices, à quelque titre et sous quelque dénomination que ce soit, seront sous la tutelle des commissions administratives de ces maisons, lesquelles désigneront un de leurs membres pour exercer, le cas advenant, les fonctions de tuteur, et les autres formeront le conseil de tutelle. » Art. 4 : « Les commissions administratives jouiront, relativement à l'émancipation des mineurs qui sont sous leur tutelle, des droits attribués aux pères et mères par le Code civil. »

Reste une dernière tutelle dont nous n'avons pas encore parlé : c'est celle que la loi a établie au profit des personnes majeures « en état habituel d'imbécillité, de démence ou de fureur » (art. 489, C. civ.), et contre lesquelles l'interdiction a été prononcée. L'art. 509 du Code civil décide que « l'interdit est assimilé au mineur pour sa personne et pour ses biens », et que « les lois sur la tutelle des mineurs

s'appliqueront à la tutelle des interdits ». Tout ce que nous avons dit de la tutelle de l'enfant mineur doit donc s'appliquer à celle de l'interdit ; et nous devons reconnaître au tuteur de celui-ci, comme au tuteur de celui-là, le droit de surveillance et de contrôle absolu sur la correspondance adressée à celui dont la garde leur est confiée. Et nous ne croyons pas qu'il y ait lieu de distinguer ¹, comme on l'a proposé, suivant la maladie qui a entraîné la demande d'interdiction, ou suivant que l'interdit est ou non dans un intervalle lucide. Le législateur, et cela ressort évidemment des termes de l'art. 489 que nous avons cités, n'a pas voulu que l'on tint compte des causes de l'interdiction, pas plus que de la question de savoir si l'interdit est ou non dans un intervalle lucide : tant que l'interdiction n'a pas été levée, la tutelle subsiste avec toutes ses obligations, mais aussi avec tous les droits qu'elle entraîne ².

Si le tuteur, au mépris de ses devoirs, mésusait du pouvoir dont la loi l'investit, l'incapable pourrait s'adresser au subrogé tuteur, qui fera convoquer le conseil de famille ; s'il y a lieu, le conseil de famille prononcera la destitution du tuteur, comme au cas de minorité, et conformément aux articles 446 et suivants du Code civil.

Si l'interdit est marié, s'il est père de famille, il

1. VANIER, p. 410.

2. HANSSENS (*loc. cit.*). — LEGRIS, p. 148.

est bien évident que son tuteur ne pourra prétendre exercer aucun droit de surveillance sur la correspondance de sa femme ou de ses enfants. L'art. 503 remet au tuteur la garde de la personne et l'administration des biens de l'interdit ; mais il ne lui donne aucun des droits de la puissance paternelle ou de la puissance maritale.

Le droit qui pouvait appartenir au mari sur la correspondance de la femme n'existerait évidemment plus à partir du jour où il est interdit ; quant à celui qu'il avait sur la correspondance de ses enfants mineurs, il passe à la mère, qui, investie en principe de la puissance paternelle, peut, dès que son mari est en état d'incapacité, en exercer tous les droits.

Les pouvoirs que nous venons de reconnaître au père et au tuteur n'appartiennent évidemment pas aux curateurs des mineurs émancipés. On a, en effet, élargi les droits de ceux-ci, on les a délivrés de la tutelle ; c'est là une présomption qu'ils sont capables de se conduire dans la vie. Ils seront donc libres de recevoir les lettres qui leur seront adressées, et devront sur ce point être placés sur le même rang que les majeurs.

Quant au conseil judiciaire du prodigue, on devra adopter une solution identique : sa mission, en effet, n'est relative qu'à la gestion des intérêts pécuniaires ; elle n'a aucun trait aux soins de l'éducation et du développement moral de l'incapable.

Tels sont les droits qu'il convient de reconnaître

aux père ou mère et aux tuteurs des enfants mineurs et des interdits sur la correspondance qui leur est adressée.

La propriété des lettres reste, malgré tout, aux destinataires, qui pourront les réclamer lorsque leur état d'incapacité aura cessé, et pourvu qu'elles n'aient pas été détruites.

Il y a donc, dans les restrictions au droit de propriété des lettres missives que nous venons d'étudier, une suspension momentanée pour le destinataire incapable de l'exercice du droit de propriété, bien plutôt qu'une destruction du droit de propriété, et ces restrictions ont été établies par la loi dans l'intérêt des incapables eux-mêmes. De même encore, et *a fortiori*, l'incapable pourra toujours s'opposer à ce que sa correspondance soit rendue publique : elle peut avoir un caractère confidentiel ; pour n'être pas toujours sérieuse et réfléchie, elle n'en contient pas moins l'expression de sentiments et de pensées que l'incapable a le droit de vouloir tenir secrètes.

3° *Droits du mari sur la correspondance de sa femme.*

C'est surtout entre les époux qu'il est difficile de poser les règles qui doivent fixer la mesure dans laquelle peut s'exercer le droit de surveillance et de disposition de la correspondance. La difficulté provient de ce que les rapports des époux et les droits du

mari dérivent de considérations toutes différentes de celles qui légitiment l'autorité du père. L'incapacité de la femme a un caractère plus arbitraire que celle de l'enfant ; elle n'est plus basée sur son intérêt ni sur la nécessité de diriger son éducation ; et puis le mariage ne crée-t-il pas une association si intime des existences et des pensées qu'aucune règle ne doit présider aux relations entre mari et femme en ce qui concerne leur correspondance ? Liés l'un à l'autre par une étroite solidarité de sentiments, d'intérêts et d'honneur, la plus grande confiance doit régner entre eux ; et, en fait, la correspondance de l'un est toujours connue de l'autre, sauf en ce qui concerne les lettres d'affaires du mari.

Mais, en dehors de ce cas exceptionnel, il ne doit pas exister dans le mariage de distinction bien marquée entre le mari et la femme pour tout ce qui a trait à leur correspondance respective. Quand l'union règne dans le ménage, les époux n'ont et ne doivent point avoir de secrets l'un pour l'autre : « Est-ce que le mariage, dit Demolombe, n'est pas l'indivisible union des âmes, *individua consuetudo, consortium omnis vitæ* ? »

Mais il se présente, malheureusement trop souvent, des ménages mal assortis, d'où l'intimité et la confiance sont bannies, et où la duplicité, la fourberie sont des armes quotidiennement employées pour cacher une mauvaise conduite. D'autre part, il est possible que, sans motif, le mari exerce sur les

moindres actes de sa femme un contrôle injurieux et blessant pour elle. Dès lors la question se pose : le mari a-t-il le droit d'ouvrir et de supprimer les lettres de sa femme ? La femme, au contraire, conserve-t-elle toujours plein et entier l'exercice de son droit de propriété sur les lettres qui lui sont adressées ?

Les mœurs, dit fort bien M. Labbé¹, influent presque autant que la loi sur la puissance maritale. C'est la loi qui lui donne sans doute sa consécration, mais le mode d'exercice en est réglé par les mœurs. Les lois anglaises et américaines autorisent l'épouse à échanger, sans entraves aucunes, sans contrôle, ses sentiments intimes. Le mari ne peut s'emparer de la correspondance de sa femme ni même en prendre connaissance. La femme reste propriétaire sans restriction des lettres qu'elle reçoit.

Un curieux arrêt de la Cour d'appel de Louisville (États-Unis) résume fort bien les arguments qu'on peut invoquer en faveur d'un tel système ; citons-le : « Nous n'admettons pas que, dans ce temps et dans ce pays, l'autorité légitime d'un mari lui donne, pendant le mariage, le droit d'immixtion dans la chaste et amicale correspondance de sa femme, en tant qu'elle ne touche pas à ses propres droits, ni que, dans toute la plénitude de son pouvoir conjugal, il puisse, sans son libre consentement, prendre, détruire ou contrôler d'une manière quelconque la possession

1. S. 77, 2, 161.

ou l'envoi de telles lettres. — Une si blessante *interference* porterait atteinte à la confiance sociale et troublerait la paix domestique, et ne doit pas être encouragée par la justice; d'autant plus qu'elle ne pourrait servir qu'à satisfaire une curiosité jalouse et oppressive. — Au point de vue des convenances, et à tous les points de vue, de telles lettres écrites à une femme pour les garder, les lire et s'en délecter, lui appartiennent; et si, pour des raisons de goût et de jugement personnel, elle ne croit pas devoir les remettre ou les montrer à son mari, elle a le droit de les conserver comme sa propre et inviolable propriété; et une femme confiante (ce qui doit être supposé pour toutes) ne soustraira jamais à la connaissance de son mari ses lettres confidentielles sans de bonnes et suffisantes raisons. — Le code actuel des lois anglaises et américaines reconnaît l'individualité et la responsabilité morale des épouses, et, par conséquent, garantit leur liberté de pensées et d'échange des sentiments. Leurs idées leur sont propres, leurs émotions leur appartiennent, et leurs affections ne sont qu'à elles. Un mari ne doit être ni un tyran ni un espion pour sa femme, et celle-ci n'est ni son esclave ni sa maîtresse; elle doit toujours être sa libre compagne et son égale ¹. »

M. Labbé ² réfute vigoureusement cette doctrine, qui, « par respect pour l'indépendance individuelle,

1. *Le Droit* du 23 décembre 1867.

2. *Loc. cit.*

nie l'autorité et ruine le fondement de l'unité dans la famille ». Cependant, la doctrine anglaise et américaine a séduit des auteurs éminents, tels que Laurent. « En dépit du Code, qui maintient les vieilles traditions, a dit le savant professeur de l'Université de Gand ¹, l'égalité règne dans le mariage comme dans l'ordre politique ; ce n'est pas la protection et l'oppression qui y dominant, c'est l'affection, lien des âmes ; ce n'est pas un maître qui impose sa volonté à son esclave qui la subit ; c'est par voie de délibération commune et de concours de consentement que les décisions s'y prennent. »

La question est importante autant qu'intéressante, et, à la suite d'une discussion qui eut lieu à la conférence des avocats de Paris le 28 février 1887, elle a soulevé des polémiques ardentes, et elle fut alors le thème quotidien de la presse. C'est qu'il ne s'agit pas là d'une question de pure théorie ; elle présente, au contraire, ainsi que le dit M. Voillaume ², un double intérêt. « Le premier est un intérêt moral ; il s'agit de la dignité de la femme, qui est intimement liée à la dignité de l'homme. L'entente et l'harmonie dans le ménage y sont de plus en cause. Reconnaître, en effet, au mari un droit de surveillance sur la correspondance de sa femme, c'est lui attribuer, dès le principe, un droit de défiance et de suspicion.

Le législateur a dû y songer. Aussi ne pourrons-

1. *Principe de dr. civil français*, t. III, p. 162,

2. p. 126.

nous admettre, dans la suite, avec nos contradicteurs, que l'inspirateur du Code Napoléon I^{er}, qui a défini le mariage « l'union des âmes », ait jeté sciemment dans cette union, qu'il rêvait si pure, un tel brandon de discorde, en reconnaissant au mari un droit de surveillance.

L'autre intérêt est purement civil, et apparaît sous plusieurs formes, principalement dans les demandes en séparation de corps ou en divorce. »

Quoi qu'il en soit, selon nous, la puissance maritale confère au mari sur la conduite de sa femme un droit de contrôle et de surveillance, dont l'examen de la correspondance est une des formes naturelles et légales.

Le mariage, en effet, est une association ; or toute association doit avoir un chef, et le chef de la communauté conjugale, c'est le mari. « La différence qui existe dans l'être des époux en suppose, dans leurs droits et dans leurs devoirs respectifs, dit Portalis¹ : la prééminence de l'homme est la source du pouvoir de protection que le projet de loi reconnaît dans le mari ; l'obéissance de la femme est un hommage au pouvoir qui la protège, et elle est une suite nécessaire de la société conjugale, qui ne pourrait subsister, si l'un des époux n'était subordonné à l'autre. »

1. Exposé des motifs de la loi sur le mariage (titre v du Code civil. Séance du Conseil d'Etat du 16 vent. an XI. LOCRÉ, t. II, p. 396

Et l'article 213 du Code civil, établissant le principe de la puissance maritale, dispose ainsi qu'il suit : « Le mari doit protection à la femme ; la femme doit obéissance à son mari. » L'article 1388 du Code civil défend au mari, dans un intérêt d'ordre public, de renoncer à cette puissance, même pour partie, dans les conventions matrimoniales. Par conséquent, quoi qu'en disent ceux qui combattent pour la conquête des droits de la femme, le principe de l'égalité absolue dans le mariage n'existe point : il y a un chef, le mari, et un chef qui ne peut pas abdiquer sa puissance maritale ; il y a un chef, puisque la femme lui doit obéissance, puisqu'elle est soumise à un droit de surveillance indéniable. Or, l'examen de la correspondance est un mode de surveillance, ainsi que nous l'avons vu pour l'enfant mineur, et la conclusion forcée, c'est que le mari a le droit d'ouvrir les lettres de sa femme. Ce droit découle juridiquement de l'autorité du mari, et de l'unité que le législateur a jugée nécessaire à la direction de la vie commune ¹, et ce droit du mari, il est absolu.

M. Vanier ² reconnaît au mari le pouvoir d'intercepter la correspondance de sa femme ; mais il lui conteste celui d'en prendre communication. C'est là une distinction subtile qui ne repose sur rien, qui n'a

1. TROPLONG, *Droit civil*, t. II, p. 14 et 15. — ROUSSEAU, *op. cit.*, p. 90. — LABBÉ, *loc. cit.*, — TISSIER, p. 48 et suiv. — M. l'avoc. gén. BAUDOUIN, p. 31. — LEGRIS, p. 132. — HANSSSENS, p. 270.

2. P. 107.

pas de fondement juridique, et que nous ne pouvons admettre : le mari a toujours le droit, suivant nous, de prendre connaissance de la correspondance de sa femme.

Et qu'on ne nous objecte pas, comme M. Voillaume ¹, que la puissance maritale n'est pas véritablement ce que nous croyons qu'elle est : « C'est, pour lui, une sorte de pôle nord qui n'a pas encore eu ses explorateurs. » « La puissance maritale, dit-il, expression sacramentelle écrite au frontispice du mariage, est un pouvoir dont les époux forment le conseil, et dont le mari exécute la décision. »

« Le mari et la femme, égaux et libres, se concertant, unissant leurs pensées, éclairant de leurs mutuelles lumières le projet qu'ils préparent et la décision qu'ils veulent prendre ; puis le mari, appelé par sa nature à l'action et à la lutte, exécutant ce qui a été résolu dans le calme du foyer, dans la douceur du tête-à-tête conjugal : telle est, croyons-nous, la paraphrase exacte de ces paroles de Napoléon I^{er} : « Le mariage est l'union des âmes. »

Car nous pourrions opposer à ces paroles du premier consul, ces autres rapportées dans Thibaut-deau ² : « La nature a fait de nos femmes nos esclaves ! Le mari a le droit de dire à sa femme : madame, vous ne sortirez pas ; madame, vous n'irez pas à la

1. P. 139.

2. *Mémoires sur le Consulat.*

comédie ; madame, vous ne verrez pas telle ou telle personne ; c'est-à-dire, madame, vous m'appartenez corps et âme. »

Devant ces deux définitions contradictoires données par l'inspirateur du Code, ne convient-il pas de s'en rapporter aux termes de la loi, qui dit (art. 213 C. civ.) que la femme doit obéissance sans restriction ?

C'est là la seule opinion juridique que sont forcés d'admettre ceux mêmes qui se montrent les défenseurs les plus ardents de l'émancipation de la femme.

L'un d'eux, M. Richer ¹, sans doute, dans le but de rendre la loi plus odieuse et de la faire réformer, exagère l'étendue de la puissance maritale, et dit : « Supposons qu'un mari commande à sa femme une action honteuse, ou même une action criminelle, admettez-vous que la femme résiste ? Oui, certes. Mais alors que devient le principe adopté par le législateur ? Comment concilier le refus de la femme avec les exigences de l'art. 213 du C. civ. ? Je voudrais bien savoir ce que répondrait un tribunal à une femme traduite, soit en Cour d'assises, soit en police correctionnelle, qui dirait à ses juges : Oui, Messieurs, j'ai commis le crime dont on m'accuse ; mais je suis en puissance de mari : l'homme auquel la loi m'a livrée sans défense, auquel j'ai solennellement juré d'obéir, qui pouvait me commander des actions honnêtes, m'en a commandé de criminelles.

1. RICHER. *Code des femmes*, p. 93.

Pouvais-je lutter ? En avais-je le droit ?... Maintenant, Messieurs, jugez-moi ! — Oui, je le demande, qu'est-ce que des magistrats véritablement consciencieux pourraient répondre à un tel langage. Le raisonnement me paraît irréfutable. »

C'est là un raisonnement facile au contraire à réfuter, quoi qu'en pense M. Richer. Car, renversons l'hypothèse : si la femme à qui le mari a commandé d'exécuter tel acte criminel refuse d'obéir, M. Richer, ayant à juger une telle femme, la condamnera-t-il pour refus d'obéissance ? Et si, dans l'hypothèse qu'il a établie, le juge doit acquitter, dans l'hypothèse que nous proposons à notre tour, le juge doit-il condamner ?

Non, il ne faut pas dénaturer la pensée qui animait les premiers défenseurs du système que nous soutenons : la femme doit obéir, pourvu que le mari lui ordonne quelque chose de juste, et il est naturel qu'en dehors des personnes avec lesquelles les époux entretiennent des relations de parenté ou d'amitié qui constituent pour eux un devoir de famille¹, le mari puisse enjoindre à sa femme de rompre avec telle personne dont il désapprouve la conduite ; il est naturel aussi qu'il surveille la correspondance de sa femme, et, sous peine d'être illogique, on ne doit point lui refuser le moyen de faire respecter son autorité et de surprendre le secret irrégulier des relations épistolaires de sa femme². Du reste, ainsi que

1. Trib. de la Seine, 15 janvier 1870 (S. 70, 2, 158).

2. LAEBÉ, *Loc. cit.*

le dit Demolombe ¹, « quel intérêt la femme peut-elle avoir à refuser à son mari la communication de ses lettres ? Quel intérêt, disons-nous, honnête et avouable ? », « Les bonnes mœurs et l'honnêteté publique ne permettent pas à la femme d'avoir communication avec autrui, sans le su et le congé de son mari, pour éviter suspicion ².

Concluons donc que le mari a le droit de prendre connaissance des lettres adressées à sa femme : c'est là du reste la conclusion de la discussion de la conférence des avocats de Paris, qui fut approuvée même par M. Léon Richer, directeur du journal le Droit des Femmes. « La conférence des avocats, dit-il a bien jugé en décidant que le mari a le droit absolu de décacheter les lettres de sa femme. Ce ne sont pas les avocats qui ont tort, qui sont dans le faux ; c'est le Code... et aussi longtemps que l'art. 213 du Code civil ne sera pas révisé, il n'y aura de jurisprudence vraie que celle-là : *Dura lex, sed lex.* »

La question des droits du mari sur la correspondance adressée à sa femme vient de faire le sujet d'un discours de rentrée, prononcé, le mois d'octobre dernier, devant la Cour d'appel de Toulouse par M. Lafon de Senténac, substitut du procureur général.

Comme la conférence des avocats de Paris, en 1887 ; comme nous-même, le magistrat toulousain

1. *Du mariage*, n° 87 bis.

2. BOUHIER, *Observations sur la coutume du duché de Bourgogne* chapitre XXIX, n°s 45 et 51.

formule l'opinion que le mari, en vertu de son pouvoir de chef de la communauté, est le maître d'ouvrir et de saisir les lettres de sa femme : ce droit du mari est la conséquence logique, inévitable, de nos lois.

Invokant les thèses soutenues par les partisans de l'égalité des droits des époux, M. Lafon de Senténac arrive à cette conclusion qu'aucun doute ne saurait subsister à cet égard tant que les législateurs n'auront pas révisé l'article 213 du Code civil.

La doctrine est en général dans ce sens, et la jurisprudence a eu maintes fois à appliquer ces principes¹. La Cour de Bruxelles notamment détermine fort exactement l'étendue de la puissance maritale en matière de correspondance, et elle décide « que, pour remplir dans sa plénitude la mission qui lui est dévolue, le mari a le droit et le devoir d'exercer, dans de justes limites, une surveillance tutélaire sur les actions de sa femme pour la protéger au besoin contre ses propres égarements ; que si un semblable contrôle ne va pas jusqu'à permettre au mari de s'immiscer arbitrairement dans la correspondance particulière d'une épouse irréprochable, sans le libre consentement de celle-ci, et dans le seul but de satisfaire une curiosité jalouse et blessante, l'autorité dont le mari est investi lui donne évidemment le pouvoir d'intercepter les lettres

1. Besançon, 20 décembre 1862 (D. 1863, 2, 63). — Alger, 12 novembre 1866 (D. 1867, 2, 127). — Bruxelles, 28 avril 1875 (D. 1876, 2, 25). — Nîmes, 6 janvier 1780 (D. 1880, 2, 191).

confidentielles écrites par sa femme et adressées à cette dernière ».

C'est avec raison d'ailleurs que cet arrêt décide que l'autorité maritale pourra être restreinte, si elle vient à dégénérer en abus, et la surveillance du mari ne pourrait se comprendre aussi étendue que celle du père. Il n'a pas, en effet, comme ce dernier, à diriger l'éducation de sa femme, et on ne doit pas dire, avec la Cour de Chambéry ¹, qu'« il est du devoir du mari, plus encore que de son droit, de diriger sa femme et de compléter son éducation morale »; l'autorité du mari ne doit, au contraire, s'exercer que dans certains cas graves, pour soustraire son épouse à des influences étrangères qu'il croit pernicieuses. La femme pourra, du reste, en cas d'abus du mari, s'adresser à la justice, qui l'autorisera à correspondre avec des personnes dont elle a le droit ou le devoir de rechercher l'affection. C'est ainsi que le tribunal de la Seine, dans un jugement déjà cité ², ajustement décidé que l'autorité du mari ne peut, dans aucun cas, lui donner le droit de priver arbitrairement sa femme de toutes relations avec ses propres parents.

L'abus d'autorité du mari pourra même, en certains cas, être considéré comme une injure grave, et servir de base à une action en divorce ou en séparation de corps.

1. S. 73, 2, 217.

2. S. 70, 2, 138.

Comme pour la correspondance du mineur, nous devons décider que la femme reste propriétaire des lettres que le mari a interceptées ; qu'en cas de dissolution du mariage par le divorce, elles doivent lui être remises, et qu'elles ne peuvent être rendues publiques, sauf le cas de production en justice, que nous aurons à examiner.

Mais l'autorité du mari pourra-t-elle aller jusqu'à s'emparer des lettres reçues par sa femme, par dol, par ruse ou par violence ?

Avec M. Legris ¹ et M. Tissier ², nous résoudrons cette question par l'affirmative. Les procédés employés par le mari pour se procurer les lettres de sa femme seront indignes d'un galant homme, et devront être réprouvés par la morale, et parfois par les lois pénales. Mais, en vertu toujours de son autorité maritale, il n'en aura pas moins le droit de conserver ces lettres, et d'en rester détenteur.

L'autorité du mari doit pourtant cesser devant les droits des tiers. Il ne pourrait en aucune façon exiger de ceux-ci qu'ils lui remissent les lettres à eux adressées par la femme. Il ne pourrait, de quelque manière que ce fût, s'en emparer par force ou par ruse entre les mains des tiers destinataires ou de ceux qui en ont reçu le dépôt, et nous ne pouvons approuver une décision du tribunal de Compiègne ³, qui permet au

1. P. 154.

2. P. 52.

3. 14 mai 1884.

mari d'exiger de tous les dépositaires, même des employés de l'administration des postes, la remise des lettres écrites par sa femme. Il pourrait même être condamné pour vol ou escroquerie, pensons-nous, s'il s'en emparait par fraude. C'est ce qu'a décidé la Cour suprême dans le cas d'un mari qui avait soustrait dans un bureau de poste une lettre écrite par sa femme ¹.

C'est ainsi encore que, dans un jugement du 2 février 1887 ², le tribunal de Tunis a jugé qu'une lettre envoyée par un commissionnaire restant la propriété de l'expéditeur tant qu'elle n'avait pas été remise au destinataire, le mari de la femme à qui elle était destinée était sans droit pour l'enlever au porteur.

En ce qui concerne la femme, elle est dépourvue de toute autorité sur son mari ; par conséquent, légalement, elle ne possède aucun droit de contrôle sur sa correspondance.

La jurisprudence décide que la femme n'a aucun droit sur les lettres que reçoit son mari, et qu'elle ne peut les intercepter par surprise ³. Certains arrêts vont même plus loin, et ils décident que la femme ne peut profiter même du hasard pour s'emparer sans fraude de lettres compromettantes pour le mari, et oubliées dans un meuble commun. La Cour ⁴ :

1. Cass., 2 avril 1864 (S. 64, 1, 428).

2. Revue d'Alger, 1887. 239.

3. Rouen, 20 mars 1864 (S. 64, 2, 70). — Caen, 19 décembre 1863 (D. 66, 2, 70).

4. Paris, 11 juin 1873 (L. 73, 2, 200).

« Considérant que ces lettres sont évidemment la propriété du mari ; qu'en vain la femme prétend les avoir trouvées dans un tiroir dépendant de la communauté ; que cette circonstance, en admettant qu'elle fût établie, ne saurait légitimer la mainmise pratiquée par elle sur des pièces essentiellement confidentielles qui ne lui appartenaient pas ; ordonne que la production de ces pièces n'aura pas lieu, et que la femme doit les restituer à son mari. »

C'est pousser trop loin le principe de l'inviolabilité du secret des lettres du mari, et nous ne pouvons approuver cette décision, à laquelle nous préférons celle rendue par la Cour de Rouen, le 13 novembre 1878 ¹. La Cour décide : « Qu'en matière de séparation de corps notamment, lorsque le mari a laissé dans un meuble, au domicile conjugal, des documents susceptibles d'épargner au juge les dispendieuses lenteurs d'une enquête souvent scandaleuse, et que ces papiers tombent entre les mains de la femme outragée, sans qu'elle ait employé des moyens illicites pour se les procurer, il appartient souverainement aux tribunaux d'apprécier le caractère de ces documents et la convenance ou l'opportunité de leur production.

« Qu'un mari ne peut se plaindre que le secret n'ait point été respecté lorsque c'est par sa faute que ces papiers ont été trouvés par sa femme, abandonnés dans un meuble commun au domicile des époux ;

¹ D. 1880, 2, 190.

que la négligence du destinataire à soustraire sa correspondance aux regards intéressés, enlève au besoin à cette correspondance sa nature confidentielle et son caractère de propriété privée. »

Ce dernier argument est assez fort à lui seul pour faire adopter cette décision ; car pourquoi refuser à la femme des preuves que le mari a pour ainsi dire laissées entre ses mains ? Le mari est coupable, et de plus il est négligent : tant pis pour lui. La femme pourra se servir de la correspondance ainsi trouvée : c'est d'une bonne et saine justice.

Une question commune aux divers cas où le père, le tuteur et le mari ont le droit de contrôler la correspondance de leurs enfants, pupilles ou épouse, nous reste à étudier. Peuvent-ils exiger de l'administration des postes que les lettres adressées aux personnes sur lesquelles ils ont le droit de puissance paternelle ou maritale, ne soient pas remises directement aux destinataires de ces lettres, mais bien à eux, à eux à qui nous avons reconnu le droit de surveillance sur la correspondance dont nous parlons ?

L'administration répond non : elle ne veut voir intervenir dans son service aucune autorité privée. Elle invoque le principe du secret des lettres et son caractère d'administration publique.

Chose étrange, M. Vanier, qui refuse au mari et au père le droit d'intercepter les lettres de sa femme et de l'enfant, s'oppose aux prétentions de l'administration des postes, et prétend qu'elle doit satisfaire à l'injonc-

tion du mari ou du père de famille, quand ils justifient d'ailleurs de leur qualité. « L'administration des postes, — dit-il, ¹ — n'est pas, à proprement parler, une administration publique. Elle ne détient aucune portion des pouvoirs publics, de la fortune publique ; c'est une entreprise de transports pour le compte de l'Etat, et que l'on peut parfaitement supposer entre les mains de simples particuliers. Les règles qui la régissent ne seront donc pas les mêmes que celles qui président à l'administration ordinaire. Ainsi l'État est responsable de toute faute commise par les employés des postes, et c'est la juridiction ordinaire qui apprécie l'étendue de cette responsabilité. — Eh bien, en admettant l'intervention privée dans ce service spécial, et dans une juste mesure, la marche et l'action des pouvoirs publics n'est pas compromise. — Un père aurait incontestablement le droit de faire défense à un commissionnaire ou voiturier de remettre à son fils des paquets à l'adresse de celui-ci : pourquoi n'aurait-il pas le droit de défendre qu'on lui remît des lettres dont il suspecte la provenance ? » M. Rousseau ² appuie lui aussi cette opinion, que nous ne partageons nullement.

D'abord, on ne peut raisonnablement soutenir que l'administration des postes n'est pas une administration publique. Le service des postes a toujours été réglé par des décrets ou des ordonnances royales

1. VANIER, *op. cit.*, p. 94 et 95.

2. p. 92 et suivantes.

qui seuls suffisent à lui imprimer le caractère d'administration publique.

Louis XI, Henri III, Louis XIII, Louis XIV et Louis XV se sont tous occupés du service des postes, et l'ont successivement réglementé. Les dispositions de l'édit du 18 juin 1681, le plus important en matière postale dans l'ancien droit, ont été maintenues par les déclarations et ordonnances royales rendues dans la suite, puis par les décrets, les arrêtés du Directoire et des consuls. Enfin, de nos jours, ce sont des lois qui organisent les services postaux ; les agents des postes sont des fonctionnaires de l'État, et on ne peut dire avec quelque raison que l'administration postale n'est pas une administration publique.

Et puis, lors même qu'il en serait ainsi, serait-ce une raison pour soutenir que l'administration des postes, simple entreprise de transport, doit obtempérer au désir du mari ou du père de famille ? Le père, dit M. Vanier, peut interdire à un commissionnaire ou à un voiturier de remettre un objet destiné à son fils. Mais nous croyons, au contraire, que cela n'est pas aussi exact que le pense M. Vanier : on peut raisonnablement soutenir que le voiturier a bien le droit de remettre l'objet à l'adresse indiquée, sauf au père à le saisir et à l'intercepter une fois parvenu à destination.

Du reste, en pratique, il est impossible d'admettre l'opinion que nous combattons ; car comment le père, comment le mari justifiera-t-il de sa qualité ? comment

prouvera-t-il que la personne à l'adresse de qui est envoyée telle lettre est bien son fils ou sa femme ? Quand bien même ils pourraient faire ces preuves, comprendrait-on que l'administration des postes cédât à leur réquisition, puisqu'il est possible que l'autorité du père, que l'autorité du mari aient été restreintes par des décisions judiciaires ?

Aussi l'administration des postes décide-t-elle que les plis qui lui sont confiés ne seront distribués qu'à l'adresse indiquée sur la suscription, à moins toutefois qu'un jugement n'ait été rendu qui les oblige à les remettre au père ou au mari du destinataire. Il arrive souvent, dit M. Frault ¹, que des parents, des tuteurs, des chefs d'institution, demandent à l'administration de ne remettre qu'à eux seuls les lettres adressées, soit poste restante, soit à domicile, à des mineurs dont ils ont la tutelle légale ou qui sont confiés à leurs soins. On ne peut déférer à leur demande. Les lettres adressées poste restante ne peuvent être, en effet, délivrées qu'aux destinataires eux-mêmes sur la justification de leur identité (art. 652 de l'Instruction générale) ; celles portant l'indication d'un domicile doivent être remises à ce domicile entre les mains de la personne qui déclare en être le destinataire, ou qui est chargée par lui de les recevoir des mains du facteur (Art. 608).

Enfin, en ce qui concerne les lettres chargées, la

1. *Op. cit.*, n° 110.

livraison en est faite contre la signature du mineur lui-même. (Art. 668.)

L'administration ne saurait enfreindre cette réglementation, et les lettres ne peuvent être arrêtées qu'en vertu d'une décision judiciaire qu'il appartient aux parties intéressées de provoquer. (Art. 698).

4º Droits des directeurs des prisons, des directeurs d'établissements d'aliénés et des vaguemestres.

En dehors des personnes dont nous avons parlé, il y en a d'autres qui forment une catégorie à part, et qui, revêtues, elles aussi, d'une autorité légalement reconnue, jouissent d'un droit de surveillance sur la correspondance de ceux sur lesquels s'exerce cette autorité légale. Nous voulons parler des directeurs des prisons, des directeurs des établissements d'aliénés, et des vaguemestres.

A. — DIRECTEURS DES PRISONS.

Dès qu'un inculpé ou accusé a subi une condamnation, les lettres qu'il écrit ou celles qui lui sont adressées sont soumises à une surveillance rigoureuse. La loi du 31 octobre 1841, art. 9, décide en effet que le directeur des prisons est chargé « de l'examen de la correspondance des détenus, à l'arrivée et au départ. » Des dispositions spéciales ont encore restreint les droits des condamnés.

C'est ainsi que l'article 50 du décret du 11 novembre 1885, sur le régime des prisons de courtes peines, dispose que, sauf autorisations spéciales, dans des cas exceptionnels ou imprévus, les condamnés ne pourront écrire de lettres qu'une fois par semaine, et de préférence le dimanche. Ces lettres, de même que celles qui sont adressées aux condamnés, seront lues et visées par le directeur de la prison ou le gardien chef; exception est faite toutefois pour la correspondance adressée aux autorités administratives ou judiciaires et aux avocats défenseurs.

Ces mesures ont été étendues aux maisons centrales et aux pénitenciers agricoles par une note de service du 6 mars 1886.

Les condamnés militaires sont soumis aussi, en ce qui concerne leur correspondance, à une surveillance identique. L'art. 75 du règlement ministériel du 20 juin 1863 contient, en ce qui concerne les lettres des officiers punis disciplinairement, c'est-à-dire auxquels ont été infligés des arrêts de forteresse, une disposition dont l'arbitraire doit être fortement blâmé. « La lecture des lettres des officiers punis disciplinairement ne doit avoir lieu qu'autant qu'elle est prescrite par le commandant de la place. » Ainsi, ce sera le commandant qui seul pourra ordonner que les lettres de ces officiers soient ouvertes. Pourquoi ne pas prendre toujours une mesure invariable ?

L'art. 253 du règlement ministériel du 23 juillet 1856, sur les pénitenciers militaires et les ateliers de

travaux publics, décide : « Que le commandant doit prendre connaissance de toutes les lettres qui parviennent aux détenus ou qui sont écrites par eux. »

Suivant l'article 40 du décret du 5 avril 1873 sur les prisons maritimes, les lettres reçues par les détenus ou écrites par eux « sont remises, sauf celles qui sont adressées à l'autorité supérieure, au commissaire des prisons qui a la faculté de les ouvrir. »

Suivant le règlement général du service intérieur des établissements pénitentiaires coloniaux, du 10 mai 1855, et les décrets disciplinaires des 8 juin 1880 et 4 septembre 1891, la correspondance de tous les condamnés aux travaux forcés est soumise aux mêmes règles de surveillance que celle des condamnés retenus dans les établissements de la métropole.

Enfin, la correspondance des relégués est soumise aux mêmes règles de police. Cependant, d'après l'article 40 du règlement d'administration publique du 26 novembre 1885, ils peuvent adresser sous plis fermés leurs demandes ou réclamations aux autorités administratives ou judiciaires de la colonie, ainsi qu'au ministre des colonies ou au garde des sceaux ; et, en pratique, cette faveur a été successivement étendue aux lettres adressées à toutes les autorités de la métropole.

Toutes ces mesures restrictives du droit de propriété des lettres missives ont été prises dans un but évident d'ordre public. Il ne faut pas que des

condamnés puissent avoir à l'extérieur des communications secrètes.

B. — DIRECTEURS DES MAISONS D'ALIÉNÉS.

On n'a jamais sérieusement contesté le droit des directeurs de maisons d'aliénés d'ouvrir la correspondance des malheureux placés dans leurs établissements. Tous les auteurs sont d'accord pour leur reconnaître ce droit ¹. Leur devoir, en effet, est de veiller sur la santé du malade confié à leurs soins, et, pour pouvoir se rendre un compte exact des progrès du mal ou des résultats du traitement, rien de meilleur que la correspondance de l'aliéné : en la lisant, on voit ce qu'il sent, ce qu'il pense, ce qu'il peut vouloir. D'un autre côté, la correspondance du malade pourra montrer les causes de l'aliénation : peut-être est-ce à un milieu fâcheux qu'il faut l'arracher ; peut-être au contraire la vue de telle ou telle personne sera-t-elle d'un effet salulaire au point de vue de la guérison. Enfin, il sera souvent indispensable de cacher au malheureux aliéné telle nouvelle qui pourrait l'émotionner, retarder son rétablissement ou occasionner une rechute. Malgré toutes ces considérations, la loi du 30 juin 1838 est muette sur le droit qui appartient aux directeurs des maisons d'aliénés sur la correspondance de leurs pension-

1. AUBRY et RAU, t. 8, p. 293. — ROUSSEAU, p. 102. — TISSIER, p. 54. — LEGRIS, p. 159. — HANSENS, p. 262.

naires ; le Parlement est actuellement saisi d'un projet de revision de cette loi ; mais ce projet ne contient pas plus que la loi qu'il veut corriger de disposition relative à la correspondance des aliénés séquestrés : on doit le regretter.

Quoi qu'il en soit, le droit que nous reconnaissons au directeur d'un établissement de santé résulte clairement de l'esprit de la loi de 1838, suffisamment indiqué par le rapport de M. de Barthélemy à la Chambre des Pairs ¹.

« Si l'isolement des aliénés est impérieusement prescrit dans l'intérêt de la société et dans le leur propre, il importe que les établissements qui leur sont consacrés soient soumis à l'inspection de l'autorité publique, à laquelle un devoir sacré impose l'obligation de garantir la liberté individuelle de toute atteinte.

« On peut, en effet, supposer le cas où, sous prétexte de folie, des familles intéressées parviendraient à faire retenir un de leurs membres dans une maison d'aliénés, ou à prolonger indéfiniment une détention qui doit cesser avec la maladie ; il importe que le citoyen qui serait victime de cet abus puisse le dénoncer. Pour lui, toute réclamation écrite serait inutile, puisque les lettres sont soumises à l'inspection de ses gardiens. »

C'est en ce sens, du reste, que s'est prononcée la

1. Séance du 29 juin 1837. — DALLOZ. *Rép. v^o Aliéné*, n^o 35.

législation anglaise, la seule qui ait réglé expressément le droit de contrôle auquel est soumise la correspondance des aliénés. « Toute lettre écrite par un aliéné renfermé dans un établissement ou traité seul, adressée soit aux *commissioners in lunacy*, soit aux commissions administrant les hôpitaux, soit au *committee to lunatic* (le tuteur), soit aux *visitors*, doit être remise à son adressé sans avoir été ouverte, à moins d'instructions spéciales contraires. Les lettres adressées à d'autres personnes doivent aussi leur être remises; mais le directeur de l'établissement ou la personne chez laquelle l'aliéné est en pension peuvent s'y opposer. Dans ce cas, l'opposition doit être constatée par une mention écrite sur la lettre même et signée, et les lettres doivent être remises aux *commissioners*, ou aux *visitors*, ou au *committee*, à leur première visite, sous peine d'une amende qui peut s'élever jusqu'à 20 livres (500 fr.) par lettre ¹.

Le droit des directeurs d'établissements d'aliénés sur la correspondance de leurs pensionnaires a paru tellement logique, que l'on n'a pas cru nécessaire de l'inscrire formellement dans la loi : c'est là tout ce qu'on peut dire pour excuser le législateur français de n'avoir point imité le législateur anglais en accordant aux directeurs d'une maison de santé, d'une façon précise, un droit dont la légitimité, ainsi que le

1. Rapport présenté à la société de législation comparée par M. le conseiller Bertrand, 1870, p. 28.

dit M. Legris¹, « est, au surplus, affirmée par la pratique ».

Concluons donc, avec M. Labbé, que « toutes les lettres² peuvent être ouvertes par le directeur, tant celles écrites par ses pensionnaires que celles que les tiers leur adressent. C'est la conséquence de ce qu'il dirige et détermine le traitement de la maladie mentale. Tout ce que la personne en traitement fait, pense ou exprime, tout ce qui traduit ou trahit l'état de son intelligence, le médecin doit le savoir. Les influences qui s'exercent au dehors, il doit les apprécier ou les empêcher, si elles sont propres, suivant lui, à entretenir le trouble de l'esprit³. »

Toutefois, comme la correspondance d'un aliéné peut parfois contenir des réclamations justes et urgentes, l'article 29 de la loi de 1838 a prévu le cas, et il se termine ainsi : « Aucune requête, aucune réclamation adressées, soit à l'autorité judiciaire, soit à l'autorité administrative, ne pourront être supprimées ou retenues par les chefs d'établissements sous les peines portées au titre III ci-après. »

Une question plus délicate et qui divise les auteurs et la jurisprudence est celle de savoir si le directeur de l'asile a le droit de conserver les lettres et d'en

1. *Op. cit.*, p. 161 ; — BERTRAND, *op. cit.*, p. 63.

2. SIREY, 76, 1, 97, note.

3. M. Rousseau est du même avis, n° 153 : « Le droit du directeur d'un établissement d'aliénés de prendre communication des lettres écrites par ses pensionnaires ou de celles qui leur sont adressées ne nous paraît susceptible d'aucune discussion sérieuse. »

faire usage, le cas échéant, pour sa justification.

Selon nous, le directeur d'un établissement d'aliénés n'a jamais le droit de garder les lettres de ses pensionnaires, car il n'est pas, comme le père ou le tuteur, leur représentant légal ; il n'a qu'une mission, qu'un rôle : travailler au rétablissement du malade. Cela ressort clairement des articles 31, 32 et 38 de la loi de 1838, qui donnent au tuteur et, à son défaut, à la commission administrative ou à un administrateur provisoire la gestion du patrimoine de l'aliéné, et autorisent la nomination par justice d'un curateur à la personne de l'aliéné non interdit. Le directeur n'a rien à faire dans tout cela ; son rôle est limité au traitement du malade.

Aussi nous estimons, avec M. Labbé¹, que le directeur est dépositaire des lettres de son pensionnaire, mais qu'il doit les restituer immédiatement aux représentants de celui-ci. « Le directeur a-t-il le droit de garder les lettres qu'il a interceptées ? A-t-il au moins sur ces lettres un droit aussi étendu que celui du père ou du tuteur ? La question doit se résoudre d'après l'examen de la mission et du rôle du directeur : ce directeur est-il le protecteur ou le représentant légal d'un incapable ? Non ; il est un médecin chargé du traitement d'un malade. Si la personne renfermée a un patrimoine, la gestion en est confiée au tuteur en cas d'interdiction prononcée ; dans le cas contraire,

1. S. 76 1. 98.

tantôt à la commission administrative, tantôt à un administrateur provisoire. Existe-t-il un tuteur à l'interdiction, un curateur à la personne, les papiers qui appartiennent à l'aliéné, soit qu'ils émanent de lui, soit qu'ils lui soient adressés par des tiers, doivent être remis à ce tuteur ou curateur. Sinon, le directeur les conservera jusqu'à ce qu'il puisse les remettre à la personne elle-même sortant guérie de l'établissement, soit aux héritiers de cette personne, décédée sans avoir recouvré la raison..... Le médecin qui, dans l'intérêt du traitement, a le droit d'ouvrir les lettres, d'en prendre connaissance, de s'opposer à leur transmission, a-t-il le droit de les garder ? Non ; il n'est qu'un pur dépositaire. Un dépositaire peut-il, quel que soit son intérêt, se servir contre le déposant des choses, des documents qui sont entre ses mains ? ».

Mais supposons que, quoiqu'il n'en ait pas le droit, le directeur ait gardé les lettres de son pensionnaire : pourra-t-il en faire usage en justice pour justifier sa conduite ?

M. le conseiller Lepelletier ² le soutient, et se base sur le droit sacré de la défense. « Ces lettres, dit-il, seront souvent pour les directeurs le seul moyen de

1. LEGRIS, *op. cit.* p. 162. — AUBRY et RAU, *op. cit.* t. VIII, p. 293, note 18. — ROUSSEAU, *op. cit.* p. 104, 105. — TISSIER, *op. cit.* p. 56, 57. — HANSSENS, *op. cit.* p. 275, 266. — *Contra* : STOFFEL, *op. cit.* p. 270 ; — C. Angers, 6 mars 1874 (D. P. 75, 2, 227) ; — Cass. 27 dec. 1875, arrêt cité plus loin.

2. D. P. 76, 1, 68.

répondre aux accusations de séquestrations arbitraires dont ils peuvent être l'objet. C'est le caractère commun de tous les genres de folie de prétendre qu'on n'a jamais été fou, surtout lorsqu'on l'est encore. Que l'aliéné sorti de l'établissement croie qu'il n'a jamais été malade, qu'il prétende que sa séquestration est le résultat d'un concert frauduleux, de machinations coupables, qu'à l'appui de sa prétention il allègue des faits que leur pertinence obligera le tribunal à admettre en preuve, voilà les directeurs exposés à tous les dangers d'une enquête, à tous les ennuis d'un procès, s'ils n'ont entre les mains la preuve déjà faite de la réalité de la maladie et de la fausseté des imputations dirigées contre eux. »

Cette opinion ne doit pas être admise. Sans doute, il faut que le directeur d'un établissement d'aliénés puisse se défendre du reproche de séquestration arbitraire ; mais la loi de 1838 lui permet de le faire sans qu'il ait à recourir à d'autres moyens. Que si toutes les formalités exigées par cette loi pour l'admission du malade, pour son traitement et pour son examen mental sont remplies, le directeur est à l'abri de tout reproche et n'a rien à craindre. Le cas d'entente frauduleuse entre les personnes qui ont fait interner le malade pourrait seul lui faire encourir une condamnation, s'il était prouvé qu'il l'avait connue.

Cette théorie n'a pourtant pas prévalu devant la Cour suprême. En 1870, un sieur Similien fut interné dans une maison de santé dirigée à Paris par les

docteurs Mottet et Mesnet ; mais, sur un rapport du médecin, et après délibération du conseil de famille provoquée par le parquet, il fut vite rendu à la liberté. En 1873, Similien attaqua en dommages-intérêts les docteurs-médecins qui avaient signé le certificat annexé à la demande d'admission. MM. Mesnet et Mottet intervinrent au procès, et produisirent, dans le but de décharger leurs confrères, des lettres écrites par le sieur Similien alors qu'il était interné, et qu'ils avaient conservées. Le demandeur conclut que ces lettres fussent écartées du débat ; mais la Cour d'Angers, par arrêt du 6 mars 1874, repoussa cette prétention : « Attendu, dit l'arrêt, que Mesnet et Mottet n'ont pas à se reprocher une suppression de lettres dans le sens légal du mot ; que, régulièrement chargés de garder et de soigner Similien, ils ont pu, avec une parfaite bonne foi et sans manquer à aucun devoir, retenir, dans l'intérêt de la surveillance de la maison, dans l'intérêt du malade lui-même, une correspondance qui n'était adressée ni à l'autorité judiciaire ni à l'autorité administrative..... »

Sur pourvoi, la Cour de cassation a statué en ces termes : « Attendu que l'arrêt attaqué constate que les lettres dont il s'agit, et qui n'étaient adressées à aucun représentant de l'autorité administrative ou judiciaire, ont été écrites par Similien alors qu'il était placé dans une maison d'aliénés, et qu'elles étaient la vive et sûre manifestation du trouble mental dont il était atteint ; — Qu'elles ne sauraient dès lors être

réputées confidentielles. — Attendu que dans ces circonstances, les directeurs de l'établissement ont pu, sans manquer à aucun devoir, retenir lesdites lettres de leur pensionnaire et les joindre à son dossier ; attendu enfin qu'elles n'ont été produites en justice que dans un intérêt de légitime défense par les défendeurs éventuels auxquels le demandeur imputait de l'avoir rendu victime d'une séquestration arbitraire ; — D'où il suit qu'en maintenant lesdites lettres aux débats, l'arrêt n'a ni violé le principe de l'inviolabilité du secret des lettres, ni fausement appliqué l'art. 29 de la loi du 3 juin 1838 ; — Rejette. ¹ »

Mais, selon nous, cette doctrine de la Cour de cassation est à rejeter ; car on ne peut se prévaloir des termes de l'art. 29 *in fine*, qui dispose, ainsi que nous l'avons vu, qu' « aucunes requêtes, aucunes réclamations adressées soit à l'autorité judiciaire, soit à l'autorité administrative, ne pourront être supprimées ou retenues par les chefs d'établissements, sous les peines portées au titre III ci-après ». et, par argument *a contrario*, soutenir que le directeur, étant obligé de remettre les lettres adressées à l'autorité, a le droit de retenir les autres. Cette disposition finale, ainsi que le remarque M. l'avocat général Reverchon², a été ajoutée uniquement pour ériger en délit correctionnel le fait qu'elle prévoit, mais nullement pour réserver au directeur le droit de retenir les autres

1. 27 décembre 1873 (D. P. 76, 1, 66).

2. D. P., 76, 1, 69.

lettres. C'est ce que décide la loi anglaise, qui dispose que les lettres interceptées par le directeur doivent, à peine d'amende, être remises aux *committees* ou aux *visitors* à leur première visite dans l'établissement.

M. l'avocat général Baudouin¹ objecte un prétendu contrat intervenu entre le directeur et la famille de l'aliéné : mais, en pratique, le placement à l'asile a lieu le plus souvent d'office, et puis la famille n'a aucune qualité, aucun droit pour faire un tel contrat.

La Cour déclare aussi qu'une lettre qui, dans ses termes, est « une vive et sûre manifestation du trouble mental » de l'expéditeur ne peut être regardée comme confidentielle, et qu'il est inutile d'en observer l'inviolabilité. Pour elle, semble-t-il, deux catégories de lettres : les unes sont raisonnables ; ce sont celles écrites dans un intervalle lucide ; elles sont confidentielles, et on ne pourra les divulguer ; les autres portent la marque de la folie, et alors leur inviolabilité ne sera plus reconnue : on pourra les livrer au plein jour de l'audience.

« La lettre peut bien alors avoir les apparences et la forme d'une missive, écrit M. le conseiller rapporteur Lepelletier² ; mais elle n'est autre chose, en réalité, que le langage incohérent d'un esprit troublé et auquel il manque, ce qui caractérise la lettre, d'être l'expression réfléchie, en tout cas consciente, d'une intelligence maîtresse d'elle-même. Cela est si vrai,

¹. *Op. cit.*

². D. P. 76, 1, 68:

que jamais elles ne pourraient être opposées à l'aliéné comme une reconnaissance, ni comme une preuve ou un commencement de preuve d'une obligation quelconque. La seule preuve qu'il soit permis d'y chercher est celle de la folie de celui qui les a écrites, et c'est parce qu'on l'y trouve qu'on ne peut y voir une confiance. »

Mais qui « opérera ce triage des lettres confidentielles et de celles qui ne le sont pas, demande avec raison M. Legris¹, des lettres extravagantes et des lettres raisonnables? Le directeur? Mais cette distinction des lettres intimes avec les autres est extrêmement difficile : si le directeur se trompe et divulgue une correspondance jugée ensuite confidentielle, le mal de la publicité sera fait, et ce mal sera ordinairement irrémédiable. Il y a plus : l'aliéné peut ne déraisonner que sur un point; le directeur ne produira alors pour sa défense que les lettres incohérentes ; les lettres censées, il ne manquera pas de les dissimuler soigneusement. Voyez donc à quelles étranges conséquences nous entraîne cette théorie. »

La vérité, c'est donc bien ce que nous avons soutenu, à savoir que le directeur n'est que dépositaire de la correspondance de ses pensionnaires, et que, comme tout dépositaire, il ne pourra se servir contre le déposant des documents que celui-ci lui a confiés, alors surtout que ces documents n'auraient pas dû être conservés par lui.

1. *Op. cit.*, p. 166.

Et qu'on ne vienne pas objecter, avec la Cour suprême, que les lettres de l'accusé pourront être divulguées parce qu'elles n'ont pas le caractère confidentiel. Mais ce caractère résulte de l'incohérence même des termes qu'on prétendrait invoquer pour se justifier. Qu'on suppose l'auteur de pareilles lettres revenu à la plus complète santé, et qu'on considère quelles humiliations, quels ennuis il aura à essuyer quand, rentré au foyer domestique, il saura qu'on a livré au public, toujours sarcastique et méchant, les preuves mêmes de sa folie.

« L'aliéné ne peut rien calculer, rien peser ; plus son état sera grave, plus il sera incapable de comprendre et de ménager les termes dont il se servira ; il faut donc lui venir en aide, dit M. Réverchon ¹, en lui assurant plus qu'à tout autre le secret. »

C — VAGUEMESTRES.

Aux termes de l'ordonnance du 2 novembre 1833, le vaguemestre est un officier chargé de prendre les lettres à la poste pour les distribuer de suite aux militaires de son régiment. Cet emploi a été créé en vue de la discipline : les soldats reçoivent plus rapidement leurs lettres ; les erreurs et les pertes sont moins fréquentes.

1. D. P. 76, 1. 70.

Un arrêt du Conseil d'État du 19 novembre 1880¹ a reconnu au vaguemestre d'un régiment un droit exorbitant, et qu'il ne voudra pas, espérons-le, maintenir. Cet arrêt a décidé qu'un soldat réserviste n'était pas fondé à réclamer de l'État des dommages et intérêts, à raison du préjudice que lui avait causé l'administration des postes en refusant de lui remettre, autrement que par l'intermédiaire du vaguemestre, les lettres qu'il s'était fait adresser poste restante.

Il y a dans cet arrêt la violation la plus directe et la plus injuste du droit de propriété : le propriétaire de la lettre, c'est le destinataire ; à lui seul est reconnu le droit de remise. Y a-t-il de grands intérêts à apporter une telle atteinte au droit de propriété ? On objecte la discipline ; mais qu'a-t-elle à faire ici ? Empêche-t-elle un soldat d'aller à la poste chercher les lettres qu'on lui adresse ?

Si on a établi le vaguemestre, c'est, avons-nous dit, pour permettre au soldat de recevoir plus vite sa correspondance, afin d'éviter les erreurs que commettrait presque fatalement le facteur. Le Conseil d'État a méconnu le but d'une telle institution ; et, en portant une sérieuse atteinte au droit de propriété, il en a porté une à la liberté du citoyen. Si à la caserne, si dans le service le citoyen est militaire, et n'est que militaire, dès qu'on lui donne le repos, la liberté de circulation, il reprend ses droits de

1. Gaz. des Trib., 20 nov. 1880.

citoyen. Vous ne pourrez l'empêcher d'écrire, de se faire adresser une lettre par l'intermédiaire de telle ou telle personne : eh bien, la poste restante, ce n'est qu'un tiers, qu'un mandataire, qu'un intermédiaire chargé de recevoir les lettres de certaines personnes, et de les remettre aux destinataires.

On ne peut donc que souhaiter un retour prochain à une plus saine jurisprudence.

§ 2

DES PERSONNES EN ÉTAT DE FAILLITE.

Le droit de propriété du destinataire de la lettre missive reçoit une sérieuse restriction au cas de faillite. En effet, aux termes de l'article 471 du Code de commerce, « les lettres adressées au failli seront remises aux syndics qui les ouvriront ; il pourra, s'il est présent, assister à l'ouverture. » C'est une sage mesure, prise pour éviter que le failli ne détourne les valeurs que les lettres pourraient renfermer, et pour recueillir les renseignements qui pourraient y être contenus sur l'actif ou le passif de la faillite ¹. C'est donc l'intérêt des créanciers qui a dicté cette règle, et le contrôle du syndic devra s'en borner à la correspondance seule du failli.

Et encore, il est évident qu'il devra remettre au destinataire les lettres absolument étrangères aux

1. RIVIÈRE, *Code de commerce*, p. 519.

affaires commerciales, car elles n'intéressent en rien les créanciers.

En cas de contestation sur le point de savoir si telle lettre doit ou non être remise au failli, le juge-commissaire ou le tribunal de commerce statuera.

Il est non moins évident que le syndic n'aura aucun droit sur les lettres adressées à la femme ou aux enfants du failli; car, pas plus que les précédentes, elles ne peuvent être d'une utilité quelconque au point de vue de la masse ¹.

Lorsqu'ils ont pris connaissance des lettres adressées au failli, les syndics doivent les conserver; en aucun cas, ils ne peuvent les détruire ².

L'art. 696 nouveau de l'instruction générale des postes décide, conformément à l'art. 471 précité, que : « Les lettres adressées à un négociant en état de faillite doivent être remises aux syndics » ; puis il dit quelles formalités devront précéder la remise aux syndics : « Dans ces différents cas, la tradition des lettres adressées au failli se fera sur la signification faite au directeur des postes des jugements ci-dessus mentionnés, ou sur la remise à ce directeur d'un extrait en forme de ces actes. La remise des lettres du failli aux syndics provisoires ou définitifs aura

1. RENOARD, *Traité des faillites et banqueroutes*, t. 1, p. 460. — LAINÉ, *Com. sur les faillites et banqueroutes*, p. 127. — ESNAULT et PLANQUETTE, *Tr. des faillites et banqueroutes*, n° 313. — DALLOZ, *Rép. v° Faillite*, n° 443. — LYON-CAEN et RENAULT, *Traité de droit commercial*, n° 2837.

2. DALLOZ, *v° Faillite*, n° 443.

lieu quand bien même il aurait été formé opposition, appel ou recours en cassation, contre le jugement déclaratif de faillite, de la part du failli ou de toute autre partie intéressée. »

Toutes ces formalités ne seront pas nécessaires si le syndic peut produire un journal d'annonces légales publiant sa nomination. L'administration des postes lui remettra les lettres du failli, aussi bien après le dépôt de ce journal, qu'après la signification du jugement ¹.

Si l'administration postale n'est pas avisée d'une façon officielle de la mise en état de faillite, les lettres du failli seront remises à son domicile tant qu'on les y recevra ; si on vient à les refuser ou s'il ne se trouve personne à ce domicile, les lettres seront mises au rebut, et jamais la mention « en faillite » ne pourra être portée sur l'enveloppe par les facteurs, alors même qu'ils sauraient que c'est là la cause unique de la non-distribution ².

« Les syndics ³ tiennent de l'article 471 du Code de commerce le pouvoir de se faire remettre toutes les correspondances adressées au failli. Ce pouvoir ne saurait dès lors être limité par un jugement, c'est-à-dire qu'il n'est pas nécessaire que le jugement déclaratif de la faillite spécifie les domiciles auxquels doivent être opérées les saisies de lettres. Ces juge-

1. FRAULT, *op. cit.*, n° 418.

2. FRAULT, *loc. cit.*

3. *Id.*

ments sont, pour ainsi dire, des procurations données au syndic par le tribunal de commerce pour toutes les opérations nécessitées par la faillite, et l'article 471 ne distingue pas entre les lettres adressées au domicile réel du failli et celles qu'il peut se faire adresser à tout autre domicile, dans le but de frustrer ses créanciers. Il appartient, par conséquent, au syndic, en raison des pouvoirs illimités qui lui sont conférés à ce sujet par la loi, de prendre telles mesures conservatrices qu'il croit nécessaires, et cela sous son entière responsabilité. Il peut donc requérir la remise de toutes les correspondances destinées aux personnes mises en état de faillite, que ces correspondances soient adressées au domicile commercial ou à un domicile privé. »

L'article 438 du Code de commerce vise le cas où une société en nom collectif est mise en état de faillite : « En cas de faillite d'une société en nom collectif, la déclaration au greffe contiendra le nom et l'indication de chacun des associés solidaires. » Par suite, le jugement de faillite contiendra le nom et le domicile de ces associés, et le syndic pourra exiger qu'on lui remette toutes les correspondances adressées à chacun d'eux, outre celles adressées au siège de la société ¹.

L'administration postale devra cesser de remettre au syndic les lettres adressées au failli dès qu'on lui

1. FRAULT, *ibid.*

aura signifié l'extrait d'un jugement qui annule la déclaration de faillite, qui homologue un concordat ou qui dissout l'union des créanciers, ou qu'on lui aura donné un certificat du greffier du tribunal de commerce attestant l'existence d'un tel jugement ¹.

M. Frault ² enseigne que, tant que ces formalités ne seront pas remplies, le syndic sera obligé de recevoir les lettres du failli ; car il y a là un devoir que lui impose la loi dans l'intérêt des créanciers, et il ne peut se soustraire aux termes impératifs de l'art. 471 du Code de commerce.

On s'est demandé si, au cas où la faillite est close pour insuffisance d'actif, le failli pouvait exiger de l'administration des postes, en lui signifiant le jugement de clôture, qu'on lui remit à lui-même sa correspondance ?

En théorie, on devrait peut-être répondre non, car le failli est toujours dans le même état de faillite ; il n'a pas plus qu'avant le jugement l'exercice de ses droits et actions, et ne peut faire relativement à la masse aucun acte de disposition. Le syndic conserve tous ses droits et toutes ses obligations, et c'est lui qui toujours représente le failli ³.

Mais, en pratique, n'est-il pas bien dur de ne pas rendre à un commerçant dont la faillite est clôturée le moyen de tenter de nouvelles opérations qui pour-

1. Inst. gén. art. 596.

2. *Loc. cit.*

3. *Journal des faillites*, 1882, p. 625.

ront rétablir sa fortune, et lui permettront peut-être, s'il est honnête, de désintéresser ses créanciers ?

D'un autre côté, peut-on exiger des syndics l'obligation d'ouvrir la correspondance de ces faillis ? Car la tâche sera bien lourde, si l'on pense que, pour Paris seulement, en 1891, 930 faillites ont été clôturées pour insuffisance d'actif¹, et que, en 1892, ce chiffre a été notablement dépassé. Aussi, en fait, à partir du jugement prononçant la clôture pour insuffisance d'actif, c'est aux faillis eux-mêmes qu'on remet les lettres à eux adressées.

Pour terminer, une dernière question se pose : l'art. 471 est-il applicable au cas de liquidation judiciaire ?

Le doute vient de ce que la loi de 1889, art. 24, dit : « Toutes les dispositions du Code de commerce, qui ne sont pas modifiées par la présente loi, continueront à recevoir leur application en cas de liquidation judiciaire, comme en cas de faillite. » La nouvelle loi ne parlant pas des pouvoirs du liquidateur sur la correspondance de l'individu en état de liquidation judiciaire, l'art. 471 sera-t-il donc applicable ?

Nous ne le pensons pas ; car le liquidé a une situation bien différente de celle du failli : tandis que celui-ci ne peut plus rien faire, commercialement

1. Discours prononcé le 20 janvier 1892, à la séance d'installation du tribunal de commerce de la Seine, par M. le président Richemond. (p. 18.)

parlant, celui-là au contraire est toujours à la tête de ses affaires. Avec l'aide du liquidateur, il continue son commerce ; il tient sa comptabilité, il reste chez lui.

Comment pourra-t-il continuer à exploiter son fonds, si on ne lui remet pas sa correspondance ? Et puis, la loi de 1889 interdit aux commerçants en liquidation judiciaire certains actes ; pour d'autres, elle exige l'assistance du liquidateur. En dehors de ces actes, le liquidé est dans les conditions ordinaires, et il peut agir comme tout commerçant qui n'est pas en état de liquidation judiciaire. Cela résulte clairement des travaux préparatoires de la loi du 4 mars 1889, et notamment du discours de M. Demôle, rapporteur, dans la séance du Sénat du 14 janvier 1889 ¹. Or, la loi n'interdit nulle part au liquidé de recevoir ses lettres.

M. Drouaux ² enseigne que le liquidateur pourra assister à l'ouverture du courrier, dont il aura le droit de prendre connaissance. Il ne lui reconnaît qu'une simple faculté ; mais elle est inconciliable avec l'esprit de la loi de 1889.

Nous pensons donc, avec la presque unanimité des auteurs, que toujours, et seul, le débiteur en état de liquidation judiciaire pourra recevoir les lettres à lui adressées ³.

1. *Journal officiel*, Débats parlementaires, p. 12, col. 1.

2. Commentaire de la loi du 4 mars 1889, p. 38.

3. RIVIÈRE, *Comment. de la loi du 4 mars 1889*, p. 84. — COULON, *La liquidation judiciaire et la faillite*, p. 406. — *Journal des faillites* 1889, p. 215.

La restriction au droit de propriété du destinataire de la lettre missive pour le cas de faillite a été inspirée par une bonne pensée, l'intérêt des créanciers, et la mesure prise est certainement bonne ; mais était-il bon de laisser ce pouvoir aux syndics ?

Le syndic pourra tout lire ; il connaîtra tous les secrets d'une famille, toutes ses misères ; il verra tout, et rien ne le forcera à jeter sur ce qu'il sait le voile de l'oubli. S'il est un honnête homme, ce qui sera dans la grande majorité des cas, il le fera ; s'il ne le fait pas, qu'elle sanction y aura-t-il contre sa malhonnête indiscrétion ?

Il y a des juges-commissaires assermentés qui ont des devoirs à remplir : c'était à eux qu'on devait laisser le soin de prendre connaissance des lettres du failli. Il y avait là une garantie plus sérieuse pour l'auteur des lettres, et on sauvait tout aussi bien les intérêts pécuniaires des créanciers.

SECTION III

DE LA SAISIE DES LETTRES EN MATIÈRE D'INSTRUCTION. — DU DROIT DES PRÉFETS SUR LES LETTRES DÉPOSÉES À LA POSTE.

Si le secret des correspondances, qui découle, ainsi que nous le verrons, du droit de propriété dont elles sont susceptibles, s'impose aux agents et aux fonctionnaires de l'administration sous la sanction

des peines de la loi, il y a cependant des cas où il est bon, où il est nécessaire qu'il fléchisse devant des intérêts d'un ordre supérieur, par exemple devant les nécessités de la justice criminelle, ou devant celles du bon ordre public.

§ 1^{er}

DROITS DES MAGISTRATS SUR LA CORRESPONDANCE DES INCULPÉS
OU DÉTENUS

La justice doit pouvoir s'éclairer par tous les moyens possibles, de façon à protéger efficacement la société contre les attaques dont elle ne cesse d'être l'objet. En présence des magistrats, plus de secrets ; ils ont le droit de pénétrer jusque dans les replis les plus cachés de la conscience humaine.

Dans la réponse qu'il faisait, le 22 octobre 1849, à une interpellation de M. Pierre Leroux, Odilon Barrot s'exprimait en ces termes : « La justice a le droit de pénétrer dans nos domiciles, car l'inviolabilité du domicile n'est pas faite pour elle ; elle a le droit de pénétrer dans nos secrets domestiques, car il n'est pas un seul de nos papiers, quelque intimes, quelque confidentiels qu'ils soient, dans lequel elle n'ait le droit de fouiller pour y chercher la vérité qui importe à la société. Voilà le droit de la justice ; personne ne s'est avisé de le limiter ; personne ne s'est avisé de dire que, parce qu'une lettre est arrivée

par la poste ou par tel ou tel autre moyen, la justice n'avait pas le droit de la saisir et d'y chercher la vérité qu'elle est chargée de faire triompher¹. »

Ces paroles sont vraies : les magistrats ont le droit de rechercher la preuve des crimes ou délits partout où ils croient pouvoir le faire. L'art. 87 du Code d'instruction criminelle est en effet ainsi conçu : « Le juge d'instruction se transportera, s'il en est requis, et pourra même se transporter d'office dans le domicile du prévenu pour y faire la perquisition des papiers, effets, et généralement de tous les objets qui seront jugés utiles à la manifestation de la vérité . »

Les lettres missives pourront donc, comme tous autres papiers, être saisies pour servir au besoin de preuves contre l'inculpé.

L'article 88 du même Code a donné lieu à difficulté. Il dit, en effet : « Le juge d'instruction pourra se transporter dans tous les autres lieux où il présuumerait qu'on aurait caché les objets dont il est parlé dans l'article précédent. » Peut-on conclure de ces termes de l'article 88 que le magistrat instructeur a le droit d'opérer ses perquisitions jusque dans les bureaux de poste ?

Le doute grandit encore, si l'on se rappelle que, sous la Révolution, le principe du secret des lettres l'emportait sur l'intérêt de la justice criminelle, et que Mirabeau disait qu'il ne fallait pas « que les plus

1. *Moniteur* du 23 octobre 1841.

secrètes communications de l'âme, les conjectures les plus hardies de l'esprit, les émotions d'une colère souvent mal fondée, les erreurs souvent redressées le moment d'après, pussent être transformées en dépositions contre des tiers¹. »

Mais la majorité, la presque unanimité des auteurs reconnaît au juge d'instruction le pouvoir de saisir dans les bureaux de poste la correspondance des prévenus ou accusés.

M. Faustin Hélie² nous dit : « L'article 87 dispose que le juge se transportera dans le domicile du prévenu, et l'article 88 ajoute qu'il pourra également se transporter dans les autres lieux où il présumerait qu'on aurait caché les pièces à conviction. On doit entendre, par ces autres lieux, tous les lieux qui sont présumés receler les pièces de conviction. La destination de certains lieux doit motiver sans doute plus de réserve et de circonspection ; mais elle n'impose aucune entrave à l'action judiciaire.... Il faut, dans tous les cas, qu'il y ait présomption que les pièces de conviction y sont cachées : les lieux frappés de cette suspicion sont seuls ouverts à la justice. »

Et le même auteur, répondant, dans son traité de l'Instruction criminelle³, à un argument de M. Mangin, qui disait qu'on ne peut considérer des lettres confiées à la poste comme des objets qui y

1. *Moniteur* du 25 octobre 1791.

2. *Pratique criminelle des Cours et Tribunaux*, t. 1, n° 175.

3. T. IV, n° 1820.

sont cachés et que, par conséquent, on ne pouvait les saisir, s'exprime ainsi : « En admettant que les lettres puissent constituer, lorsqu'elles émanent du prévenu ou qu'elles lui sont adressées, soit le corps même du délit, soit au moins des pièces à conviction, ne semble-t-il pas qu'elles peuvent être considérées, lorsqu'elles sont déposées dans les bureaux de la poste, comme y étant momentanément cachées ? Leur dépôt dans ces bureaux, soit pour assurer les produits de l'action incriminés, soit pour en effacer les traces, ne doit-il pas avoir le même caractère que leur dépôt dans tout autre lieu ? »

M. Rousseau ¹ donne également au juge d'instruction le droit de faire des perquisitions jusque dans les bureaux de la poste, et d'y procéder à la saisie de la correspondance du prévenu.

Dalloz ² est aussi du même avis : « Peut-on saisir à la poste, dit-il, les lettres que l'on croit de nature à faciliter la manifestation de la vérité ? M. Mangin soutient la négative en se fondant sur les différentes lois qui ont proclamé l'inviolabilité du secret des lettres confiées à la poste, et sur les dispositions de l'article 187 du Code pénal. Mais nous pensons, au contraire, qu'il appartient aux juges d'instruction, nonobstant l'article 187 précité, d'exiger de l'administration des postes la remise des lettres à elles confiées, à l'effet d'y chercher l'indice des crimes

1. Nos 376 et 379.

2. *Rép. v^o Instruction criminelle*, n^o 348.

dont ils poursuivent la répression. On ne voit pas de motifs suffisants pour faire en faveur des lettres une exception à la règle générale qui confère aux magistrats instructeurs le pouvoir de faire, en quelques lieux que ce soit, les saisies de tous les papiers qu'ils jugent utiles à la manifestation de la vérité. »

C'est là du reste le système suivi par la jurisprudence. Un arrêt de la Cour d'assises d'Indre-et-Loire du 11 juin 1830, que l'on trouve au répertoire de jurisprudence de Dalloz ¹ décide ce qui suit : « Considérant que les magistrats ont le droit et le devoir de saisir en tous lieux les lettres et documents pouvant servir à la constatation des crimes ; qu'il n'y a, à cet égard, aucune exception relativement aux bureaux de poste, et qu'ils devraient d'autant moins être exceptés qu'en certaines circonstances, et notamment dans le cas des articles 90 et 305 du Code pénal, les lettres elles-mêmes constituent le corps du délit. »

La Cour de cassation ² suit la même théorie : « Attendu que le principe de l'inviolabilité du secret des lettres n'est pas applicable en pareil cas, lisons-nous dans un arrêt rendu, toutes chambres réunies, le 21 novembre 1853 ³ ; que les correspondances par lesquelles s'ourdissent ou se commettent les atteintes portées à la paix publique, à la propriété et à la sûreté des citoyens, sont une violation du droit, et

1. *Loc. cit*

2. Chambre criminelle, 23 juillet 1853 (D. 1853, 4. 223).

3. D. 1853, 1, 279.

sortent de la classe de celles qui doivent être protégées par la loi ; qu'il n'est pas possible d'admettre, sans blesser les principes de la morale et de la raison, que l'administration des postes serve à couvrir de l'impunité des faits punissables et à soustraire un corps de délit aux recherches de la justice. »

Enfin, dans un arrêt plus récent du 14 mars 1885¹, la Cour de cassation a décidé que les agents des postes, malgré le secret professionnel, sont tenus de déposer en justice des faits dont ils ont eu connaissance dans l'exercice de leurs fonctions : « Attendu que ces agents sont tenus, comme toute autre personne, de révéler à la justice, s'ils sont appelés comme témoins, les faits dont ils ont pu avoir connaissance, même dans l'exercice de leurs fonctions ; qu'autrement il faudrait admettre, ce qui est contraire à la morale et à la raison, que l'administration des postes peut assurer l'impunité de faits punissables, et soustraire un coupable aux recherches de la justice. »

Cet arrêt est rédigé sous l'influence des mêmes principes que ceux qui ont dicté les règles précédemment énoncées. La jurisprudence, et elle a raison, ne veut pas que l'administration des postes puisse servir à cacher la vérité aux magistrats, qui ont le droit de tout voir pour tout savoir.

Le droit du juge d'instruction est absolu : il peut

1. D. 1885, 4, 425.

saisir toutes les correspondances qui, à son avis, se réfèrent au crime ou au délit dont il poursuit la répression. Ce n'est bien souvent qu'après avoir ouvert une lettre adressée à un tiers que l'on découvre qu'elle émane du prévenu ou d'un complice, ou qu'elle est destinée, soit à un complice, soit à un prévenu, sous l'adresse d'un parent ou d'un ami ¹.

L'administration des postes reconnaît, elle aussi, ce droit illimité, et son règlement général indique aux agents les mesures à prendre quand la justice demande communication des lettres ou en fait opérer la saisie : « En matière criminelle, dit l'article 699, les préposés des postes doivent déférer à tout réquisitoire ou assignation d'un procureur de la République et à toute ordonnance d'un juge agissant dans l'exercice de ses fonctions et réclamant la saisie d'une lettre dans un intérêt d'ordre public, par application des articles 8, 36, 87, 88 et 89 du Code d'instruction criminelle. Il en est de même des réquisitoires délivrés directement et en leur nom, pour le même objet, par tous les autres officiers de police judiciaire, agissant dans le cas de flagrant délit, en vertu des articles 35, 49 et 50 du même Code. »

Toutefois, nous dirons que le juge d'instruction devra toujours agir en son âme et conscience avec la plus grande circonspection. Il ne devra jamais se

1. DALLOZ, *v^o Instruction criminelle*. — ROUSSEAU, *op. cit.*, p. 213. — VANIER, *op. cit.*, p. 101. — TISSIER, *op. cit.*, p. 21 et 22. — LEGRIS, *op. cit.*, p. 62.

laisser guider par la curiosité, et ne devra pas même donner prise au soupçon d'avoir voulu surprendre un secret¹. Il devra ne puiser qu'avec une grande prudence, dans les lettres qu'il saisit, des éléments d'incrimination contre les tiers.

On peut, à cet égard, rappeler deux procès célèbres. Au cours de l'instruction ouverte contre le général Mallet, qui, en 1812, essaya de renverser le gouvernement impérial, on découvrit chez lui une liste de personnages désignés pour constituer le nouveau gouvernement : il fut établi que ces personnes étaient demeurées complètement étrangères au complot. En 1832, à la suite de la tentative des Vendéens sur le fort de Blaye, on saisit les pièces probantes du projet d'organisation militaire qu'ils avaient arrêté, et il fut démontré qu'un grand nombre d'officiers, dont les noms étaient portés sur ce document, n'avaient pas trempé dans l'insurrection.

La théorie que nous avons soutenue sur les droits du juge d'instruction a été combattue par Carnot², Mangin³, Trébutien⁴ et Muteau⁵, qui enseignent que l'art. 187 du Code pénal peut et doit être opposé au juge d'instruction, malgré les dispositions que nous avons citées des articles 87 et 88 du Code d'instruction criminelle.

1. DUVERGER, *Manuel des juges d'instruction*, t. 1, p. 523.

2. *De l'Instruction criminelle, sur l'art. 37.*

3. *Instruction écrite*. t. 1, n° 92.

4. *Instruction criminelle*, p. 247.

5. *Du secret professionnel*, p. 532 et suiv.

Mais l'art. 187 ne vise point les magistrats instructeurs, et n'a qu'un but : garantir les lettres confiées au service postal contre l'indiscrétion des agents de l'administration ; les magistrats qui saisissent des correspondances ne font qu'accomplir un devoir. Au surplus, pourquoi la nécessité de la répression ne dominerait-elle pas le droit au secret des lettres, comme elle domine le droit à la liberté individuelle et à la liberté du domicile ?

Aussi devons-nous rejeter la théorie que nous venons d'exposer en peu de mots, comme cette autre qui, sans nier le droit de saisie du juge d'instruction veut en limiter l'exercice. M. Hepp ¹ établit une distinction entre le cas où la saisie a seulement pour objet de rechercher la preuve de la culpabilité du prévenu et celui dans lequel elle doit avoir pour résultat de s'emparer du corps même du délit. Mais cette distinction ne repose sur rien ; elle n'a pas plus de base rationnelle que de base légale.

D'autres auteurs enseignent que les lettres adressées à l'inculpé ou émanant de lui sont saisissables, tandis que les lettres adressées à des tiers et n'émanant pas du prévenu échappent au droit de perquisition et de saisie du juge d'instruction. A l'égard de ces lettres, il n'y a pas de suspicion légale ; elles ne sont pas présumées contenir des pièces à conviction ; elles ne doivent pas être saisies. « Ce qui fait le droit

1. *Cp. cit.* p. 52.

de saisie, — dit M. Faustin Hélie¹, — c'est le lien qui rattache les papiers au prévenu ; c'est la présomption ou qu'il les avait encore entre ses mains ou qu'il les avait cachés ». Cette opinion est soutenue par M. Villey².

Il faut la rejeter comme les précédentes, car le magistrat a un devoir, poursuivre la répression d'un crime ou d'un délit dont les éléments doivent être recherchés et groupés par lui : qu'on lui donne donc la possibilité de le faire !

Un doute est permis, selon nous, et c'est le seul qu'on doive avoir, sur le point de savoir si le magistrat instructeur est investi du pouvoir de pratiquer des perquisitions et des saisies de correspondances dans le cabinet d'un avocat ou d'un avoué, et dans l'étude d'un notaire.

Bien entendu, nous ne parlons pas du cas où l'avocat, l'avoué et le notaire sont inculpés personnellement ; car alors ils sont soumis évidemment aux règles du droit commun³.

Mais envisageons le cas où c'est un tiers qui est poursuivi. Il y a lieu alors d'établir une distinction : si la prévention a pour objet des faits étrangers à la profession d'avocat ou d'avoué, le droit commun est applicable; mais, si les lettres ont été remises à

1. *Instruction criminelle*, t. v, p. 519.

2. Conf. dans Sirey, 83, 1, 137, — *Précis de droit criminel*, p. 302.

3. MOLLOT, *Règles de la profession d'avocat*. — F. HÉLIE, *op. cit.* t. v, p. 509.

l'avocat et à l'avoué dans l'intérêt de la défense, à raison même de la profession du dépositaire, les nécessités de l'instruction se heurtent aux intérêts de la défense ¹. « La défense n'est pas libre, dit M. Nougier ², si l'accusé ne peut, sans péril, éclairer son conseil par les révélations les plus secrètes, par les aveux les plus complets. »

« Ces lettres et ces papiers se confondent avec les confidences que le prévenu a pu faire ; ils constituent, dit M. Faustin Hélie ³, les éléments de la défense. » Or, l'avocat et l'avoué, aux termes de l'article 378 du Code pénal, sont tenus au secret professionnel, et ne peuvent même en justice déposer sur ce qui leur a été confié en qualité de conseils. Comprendrait-on qu'on pût arracher de leur cabinet des secrets qui ne doivent à aucun prix être divulgués ? « Ne serait-il pas contradictoire, demande M. F. Hélie ⁴, que le juge reconnût, d'une part, le droit du défenseur de garder le silence, et pût, d'un autre côté, fouiller et saisir les papiers ? Si, en s'abstenant de l'interroger, il maintient les droits de la défense, ne les enfreindrait-il pas par ses perquisitions ? Il est évident que le principe qui soustrait l'avocat à l'obligation du témoignage ne peut être restreint au témoignage de sa parole ;

1. LEGRIS, *op. cit.*, p. 76.

2 *La Cour d'assises*, T. III, n° 2159.

3. *Loc. cit.*

4. *Loc. cit.*

il est évident que son cabinet doit être à l'abri des recherches qui auraient pour objet d'y découvrir les indices ou les preuves des délits imputés à ses clients. »

Et cependant cette théorie a été combattue par Mangin ¹ et Duverger ². « Il n'y a pas, écrit ce dernier, de lieu d'asile pour la personne ; il ne peut y en avoir pour les papiers ou effets. »

Comment donc un prévenu pourrait-il être autorisé à déjouer les recherches de la justice en prenant pour dépositaire un avocat ou un avoué ? Qu'un défenseur, qu'un avocat ou un avoué garde le secret de son client, à la bonne heure : cela est de l'essence de sa profession. Mais qu'il garde un dépôt que la justice revendique, parce qu'il se dirait être un dépositaire privilégié, cela doit paraître exorbitant. »

Et Duverger ajoute, dans la crainte peut-être d'aller trop loin : « Il serait peut-être imprudent de poser des règles absolues en cette matière. »

Quoi qu'il en soit, ces deux auteurs sont seuls de leur avis, et la jurisprudence est contraire à leur théorie.

La Cour de cassation a rendu, le 12 mars 1886 ³, un arrêt dans lequel elle décide que : « Le principe de la libre défense domine la procédure criminelle ; il commande d'affranchir de toute entrave les communications des accusés avec leurs conseils ; il est

1. *Op. cit.*, t. II, p. 496.

2. *Op. cit.*, t. I, p. 437, 438.

3. D. P. 86, 1, 343.

interdit à ces derniers, sous les peines portées par l'article 378 du Code pénal, de révéler les secrets qui leur ont été confiés, et ils sont même dispensés d'en déposer comme témoins devant les tribunaux ; il suit de là qu'il n'est point permis de saisir, dans leur domicile, les papiers et lettres missives qu'ils ont reçus de leurs clients. » Et, dans la suite, elle tire de ce principe une conséquence logique ; on ne peut saisir les lettres adressées à l'avocat, avant qu'elles lui soient parvenues. « Elles partent sous la protection inviolable de la libre défense, » dit le conseiller rapporteur, et la Cour ajoute : « Il n'est pas permis de saisir ces lettres, puisqu'elles commencent la communication, qui doit être respectée, et portent la confiance, qui doit être sacrée. »

La question que nous étudions a donné lieu, il y a quelques années, dit M. Legris ¹, auquel nous empruntons ces lignes, à de vifs incidents. En vertu d'une commission rogatoire délivrée par le juge d'instruction de Saint-Dié, et portant mandat de perquisition domiciliaire, le commissaire central de Nancy s'est présenté, le 7 mars 1892, au domicile de M. L....., avocat, à l'effet d'y rechercher et d'y saisir, avec différentes pièces à lui confiées par un de ses clients, le sieur D....., prévenu d'escroqueries, « toutes lettres émanées d'un sieur L..... de Gérardmer, mandataire dudit D..... Tout en protestant

1. P. 78.

contre un ordre de perquisition domiciliaire, violant à ses yeux la liberté de la défense, et en faisant consigner ses protestations sur le procès-verbal même de perquisition, M^e L..... a, pour éviter le scandale d'une recherche gérée dans ses papiers, consenti à remettre au commissaire central un certain nombre des pièces demandées par le juge d'instruction de Saint-Dié. Mais, à la suite de ces circonstances, il s'est empressé de soumettre à l'appréciation des membres du conseil de l'ordre la conduite qu'il avait tenue en face de la mesure prise à son égard.

Le conseil de l'ordre de avocats à la Cour d'appel de Nancy a approuvé l'attitude de M^e L..... dans une délibération qui mérite d'être rapportée; car elle affirme, en les résumant, les principes que nous venons d'exposer : « Considérant, en droit, dit le conseil, qu'une perquisition faite dans le cabinet d'un avocat, lorsqu'elle a pour but la recherche et la saisie des pièces ou correspondances qui lui ont été confiées par son client, viole à la fois la liberté de la défense et le secret professionnel ; — Considérant, comme l'a dit la Cour de cassation, dans son arrêt du 12 mars 1886, que le principe de la libre défense domine la procédure criminelle, qu'il commande d'affranchir de toute entrave les communications des accusés avec leurs conseils ; qu'il est interdit à ces derniers, sous les peines portées par l'article 378 du Code pénal, de révéler les secrets qui leur ont été confiés, et qu'ils sont même dispensés d'en déposer comme

témoin devant les tribunaux ; qu'il suit de là qu'il n'est point permis de saisir, dans leur domicile, les papiers et lettres missives qu'ils ont reçus de leurs clients, et que, par une conséquence nécessaire, il n'est pas permis de saisir, avant qu'elles leur soient parvenues les lettres qui leur sont envoyées, puisqu'elles commencent la communication, qui doit être respectée et portent la confidence, qui doit être sacrée ; — Considérant que ce n'est pas seulement la correspondance du client que l'arrêt de la chambre criminelle déclare insaisissable ; que la prohibition s'étend, et c'est là le point sur lequel il convient d'insister, à tous papiers, c'est-à-dire à tous actes et documents confiés à l'avocat pour le procès et dans l'intérêt de la défense ; — Considérant que, si, comme le décide l'arrêt de 1886, il n'est pas permis de saisir dans le cabinet de l'avocat les papiers et lettres missives qu'il a reçus de son client, il faut en conclure que le mandat qui prescrit une telle saisie dépasse le pouvoir du juge ; — Considérant néanmoins qu'on ne saurait faire un grief à M^e L... de n'avoir pas résisté à l'exécution d'une mesure illégale, et d'avoir remis au commissaire central une partie des pièces que ce fonctionnaire avait mission de saisir ; qu'il faut d'abord tenir compte de la surprise qu'à dû éprouver M^e L.... en présence d'un acte inattendu et sans précédent ; que la remise des pièces n'a d'ailleurs pas été volontaire ; qu'elle a été en quelque sorte arrachée à l'avocat par menace.

d'une perquisition imminente, et par la crainte de voir la police porter ses investigations dans ses dossiers et dans sa correspondance ; que M^e L..... ne s'est dessaisi du dossier D..... qu'après avoir protesté contre la mesure dont il était l'objet, et contre la violation du dépôt fait entre ses mains ; que, dans ces circonstances et en agissant ainsi, on ne saurait dire qu'il ait manqué à ses obligations professionnelles ; — Considérant qu'il n'apparaît pas que, dans ses rapports avec son client, M^e L..... soit sorti de son rôle de conseil, ni qu'il ait, par un fait personnel quelconque, donné prétexte à la mesure rigoureuse et blessante ordonnée contre lui ; — Considérant que la décision du conseil, statuant sur une règle de conduite et sur une question d'intérêt général, il y a lieu de la porter à la connaissance de tous les membres du conseil de l'ordre ;

« Par ces motifs, dit à l'unanimité que M^e L..... n'a pas manqué à ses devoirs professionnels, et que sa conduite ne peut, à aucun égard, donner prise à l'action disciplinaire ; s'associant au contraire à la protestation de M^e L....., qui n'est que la juste revendication des droits qui ont toujours été reconnus à la défense, le conseil, sans prétendre un droit de blâme qui ne lui appartient que vis-à-vis des membres de l'ordre, décide néanmoins, en raison du caractère de l'incident, qu'une expédition de la présente délibération sera adressée à M. le procureur général près la Cour d'appel de Nancy ; dit également que sa déci-

sion sera portée à la connaissance des membres de l'ordre. »

Le procureur général a déféré à la Cour de Nancy cet arrêté, dont il requérait l'annulation comme « constituant la censure d'un acte de fonctions d'un magistrat », et comme « contenant un excès de pouvoir et portant atteinte à l'indépendance de la magistrature ».

La Cour a repoussé cette demande par un arrêté du 5 mai 1892¹, où il est encore répété que « les principes proclamés par la Cour de cassation dans son arrêt du 12 mars 1886 ne laissent aucun doute sur le caractère nettement illégal de la perquisition ordonnée par un magistrat instructeur dans le cabinet d'un avocat pour y saisir la correspondance d'un client de cet avocat ou d'un mandataire de ce client. »

Le procureur général de Nancy s'est pourvu en cassation ; mais la Cour a rendu un arrêt de rejet, le 13 février 1893², confirmant ainsi une fois de plus la théorie que nous avons soutenue.

De tout cela, il résulte que, pour qu'on ne puisse saisir des documents dans le cabinet d'un avocat, il faut que cet avocat soit le conseil de la partie inculpée ; tout autre membre de l'ordre serait dans les règles du droit commun, ainsi que l'a justement décidé le 17 novembre 1892 le tribunal civil du Havre³.

1. Gaz. du Palais, 92, 1, 637.

2. Gaz. du Pal. 93, 1, 283.

3. Gaz. du Pal. 93, 1, 34.

Ce que nous avons dit des avoués et des avocats s'applique aussi aux notaires. On accorde pourtant le droit au juge d'instruction de saisir les papiers déposés dans l'étude d'un notaire, et, pour cela, on se base sur ce que les préposés de l'enregistrement sont autorisés par les articles 52 et 54 de la loi du 22 frimaire an VII à se faire communiquer les répertoires et actes des notaires, et sur les articles 452 et 454 du Code d'instruction criminelle, qui obligent les dépositaires publics à remettre, sur l'ordonnance du juge d'instruction, les pièces arguées de faux ¹.

Mais les notaires sont souvent les dépositaires des secrets de famille et les conseils des parties. Ils sont tenus de garder le secret, aux termes de l'article 378 du Code pénal. Au cas de lettres confidentielles, et reçues par le notaire dans l'exercice de ses fonctions, le juge d'instruction ne pourra les saisir, sur la déclaration que le notaire lui en fait. « Les actes et les papiers qui n'ont été communiqués au notaire que sous le sceau du secret auquel l'assujétissent ses fonctions, doivent échapper aux regards de la justice : ils participent du privilège qui protège tous les actes de la défense ; il a paru que cette défense comprenait, non seulement les communications que motive un procès ou une poursuite, mais toutes celles auxquelles donnent lieu les transactions civiles, lorsque ces transactions se rattachent aux secrets

¹ F. HÉLIE, *Instr. crim.* t. V, p. 593, 596.

des familles, à des intérêts qui ne pourraient être trahis sans compromettre les droits des tiers. Le juge d'instruction doit donc s'arrêter devant la déclaration des notaires que tels ou tels papiers sont un dépôt confidentiel. C'est la conséquence du droit qu'ils exercent généralement de donner des conseils, de diriger les intérêts, d'éclairer les droits ou les prétentions des parties. Le juge ne peut que s'en rapporter, à cet égard, à la consciencieuse affirmation de ces fonctionnaires ; mais, en dehors de ce cas exceptionnel, c'est-à-dire si ce n'est pas à titre confidentiel que les pièces ont été déposées, le droit de l'instruction, qui est le principe général de la matière, ne doit rencontrer aucun obstacle en ce qui concerne la vérification et la saisie des actes et des papiers ¹. »

« Le juge d'instruction et le président des assises pourront donner respectivement, dit l'article 613 § 2 du Code d'instruction criminelle, tous les ordres qui devront être exécutés dans les maisons d'arrêt et de justice, et qu'ils croiront nécessaires, soit pour l'instruction, soit pour le jugement. » Suivant l'article 35 du même Code, le procureur de la République, au cas de flagrant délit, se saisira « de tout ce qui pourra servir à la manifestation de la vérité ». Il suit de là qu'ils ont le droit de prendre communication

1. F. HÉLIE, *op. cit.*, t. v, p. 513. — *Contra* : DALLOZ, *Rép.*, v^o. *Instruction criminelle*, n^o 350 ; — DUVERGER, *op. cit.*, t. I, pages 439, 440.

des lettres envoyées par les inculpés ou les accusés détenus, ou à eux adressées.

De plus, cette correspondance des prisonniers est rigoureusement soumise au contrôle du directeur ou du gardien chef de la maison de détention. Sont seules exceptées de cette règle les lettres écrites à l'autorité judiciaire, administrative ou aux défenseurs.

Le règlement ministériel du 20 juin 1863 sur les prisons militaires décide que les détenus ne peuvent correspondre qu'avec les autorités, leurs proches parents, tuteurs ou autres personnes pouvant avoir avec eux des rapports d'intérêt. — Ils ne doivent parler, dans leur correspondance, que de leurs affaires de famille, de leurs intérêts privés, et s'abstenir de tout objet étranger à leur position. — Leurs lettres sont déposées dans une boîte. — L'agent principal en prend connaissance, ainsi que de celles venues du dehors. Il rend compte succinctement au commandant de leur contenu. — La correspondance des prévenus est communiquée, s'il y a lieu, au commissaire du gouvernement.

Notons qu'ici aucune dérogation à cette règle n'existe en ce qui concerne la défense du prévenu avec son défenseur ¹.

On ne saurait trop critiquer une pareille décision, qui bat en brèche le principe sacré de la liberté de la défense. Il n'est toutefois que juste de recon-

1. Conseil de revision d'Alger, *Affaire Clément*, 18 août 1887. — *Journal officiel* du 16 octobre 1883, p. 1583.

naître qu'en pratique, dans certains conseils de guerre, les lettres adressées aux prévenus ne sont pas ouvertes quand elles portent, à l'extérieur, la signature d'un avocat.

Le magistrat instructeur qui, ainsi que nous l'avons vu, a le droit de réquisitionner dans les bureaux de poste, peut-il déléguer ce pouvoir ?

Carnot¹, Mangin², répondent catégoriquement non, et Faustin Hélie³ refuse implicitement au magistrat le droit de délégation. Après avoir cité les cas de délégation prévus par la loi, l'éminent criminaliste ajoute que ces cas ne sont pas limitatifs. Mais alors à quels actes peut s'appliquer cette faculté ? « Il peut, dit-il, déléguer tous ceux qui n'ont pour objet que la constatation matérielle d'une déclaration ou d'un fait; mais, quant aux actes qui supposent une appréciation personnelle, et qui sont réellement des actes de juridiction, le juge doit en général, autant qu'il est possible, se les réserver et les exécuter lui-même. »

F. Hélie est obligé de convenir, on le voit, que les cas de délégation ne sont pas fixés par la loi d'une façon limitative ; c'est donc qu'en matière d'instruction, la délégation est la règle. Aussi Bourguignon⁴, M. Vanier⁵ accordent-ils au juge le droit de se faire

1. *Op. cit.* t. I. n° 376.

2. *Op. cit.* n° 88.

3. *Op. cit.* t. I, n° 482.

4. *Manuel d'inst. crim.* t. I. p. 475.

5. *Op. cit.* p. 402.

remplacer par le juge de paix ou tout autre officier de police judiciaire. La jurisprudence est fixée en ce sens : la Cour de cassation, dans un arrêt du 6 mars 1841 ¹, s'exprime ainsi : « Attendu que l'art. 83 du Code d'instruction criminelle, qui spécifie un cas où le juge d'instruction peut déléguer un juge de paix pour entendre des témoins n'est pas limitatif ; que, si les articles 87, 88, 89 et 90 du même Code déterminent la marche à suivre par le juge d'instruction pour la perquisition des papiers, effets ou autres objets utiles à la manifestation de la vérité, ces articles ne lui interdisent pas de déléguer pour cette perquisition ».

Ce système se concilie fort bien avec les exigences de la pratique ; car refuser ce droit au juge d'instruction ce serait entraver la marche de la justice : on doit souvent faire à la fois des saisies en divers endroits. Du reste, ainsi que l'écrit Legraverend ², « le droit de déléguer tient aux règles générales de la procédure criminelle ». « La délégation, dit à son tour M. l'avocat général Baudouin ³, est la règle en fait d'instruction. Qu'elle soit ici limitée dans son exercice à la mainmise elle-même, que les lettres saisies soient immédiatement remises au juge par le délégué, soit : toute garantie dans la pratique d'un pouvoir indélicat est bienvenue ; mais que le droit

1. DALLOZ, *Jur. gén.* v^o *Douanes*, n^o 873.

2. *Traité de la Législation crim.* t. 1, p. 285.

3. *Op. cit.*, p. 27.

d'instruction reste sauf pour être efficace. » Ces principes ont pris place dans maintes circulaires du ministre de la justice, notamment dans celles des 9 avril 1825 et 6 août 1842, et ils ne sauraient plus aujourd'hui être contestés¹.

§ 2

DU DROIT DES PRÉFETS, DANS LES DÉPARTEMENTS, ET DU PRÉFET
DE POLICE A PARIS

Les préfets, dans les départements, le préfet de police, à Paris, chargés, par l'article 10 du Code d'instruction criminelle, de certaines fonctions judiciaires, ont-ils le droit de pénétrer dans les bureaux de postes et d'y saisir des correspondances délicieuses?

Le 28 mai 1853, la Cour de Paris fut appelée à statuer sur cette grave question, le préfet de police ayant fait procéder, dans les bureaux de la poste, à la saisie d'une correspondance dont le ministère public s'était emparé pour poursuivre diverses personnes sous la prévention d'introduction en France de journaux politiques publiés à l'étranger et attaquant le gouvernement français. (Affaire de Coëtlogon) : « Attendu, dit l'arrêt², qu'en cas de flagrant délit,

1. ROUSSEAU, *op. cit.* n° 380 ; — LEGRIS, page 63 et suiv. —
Contra: TISSIER, *op. cit.*, p. 22.

2. D. 1853, 1, 223.

le préfet de police, investi, aux termes des dispositions spéciales du Code d'instruction criminelle, à raison de la rapidité et de l'étendue de ses moyens d'action, du pouvoir de rechercher, constater les crimes et délits et d'en rassembler les preuves, a eu le droit de saisir et de faire saisir, même à la poste, les correspondances de nature à constater ces délits, à la charge de transmettre à l'autorité judiciaire les pièces saisies. »

Pourvoi en cassation, et arrêt du 23 juillet 1853 ¹. La chambre criminelle casse l'arrêt de la Cour de Paris dans les termes suivants : « Attendu que, si des considérations d'ordre public et d'intérêt social autorisent la justice, dans des cas graves, à ne point se laisser arrêter dans ses investigations par la violation du principe de l'inviolabilité du secret des lettres, et s'il lui est permis de faire saisir, même dans les bureaux de la poste, et ouvrir les lettres et paquets qui peuvent contenir des papiers et effets utiles à la manifestation de la vérité, un tel pouvoir n'appartient qu'au juge d'instruction, à qui l'article 89 du Code d'instruction criminelle attribue un droit général de perquisition en tous lieux, et n'a été conféré au préfet de police de la Seine par aucune disposition législative. »

La Cour de Rouen, devant laquelle l'affaire fut renvoyée, persista (18 août 1853) dans la doctrine de la Cour de Paris.

¹. D. 1853, 1, 223.

Enfin, la Cour de cassation, siégeant toutes chambres réunies, se rangea à l'avis des Cours de Paris et de Rouen : l'arrêt est du 21 novembre 1853 ¹. « Attendu, y lit-on, que l'article 10 du Code d'instruction criminelle a expressément chargé les préfets des départements, et le préfet de police à Paris de faire tous les actes nécessaires à l'effet de constater les crimes, délits et contraventions, et d'en livrer les auteurs aux tribunaux ; qu'aux termes de l'article 8, auquel se réfère l'article 10, le préfet de police, dont il s'agit spécialement dans l'espèce, doit rechercher ces crimes, délits et contraventions, et en rassembler les preuves ; que ce droit embrasse le cercle de la police judiciaire, tel qu'il est tracé par l'article 8, et qu'il a pour conséquence nécessaire le droit de faire, tant au domicile du prévenu que partout ailleurs, les perquisitions et saisies indispensables pour la manifestation de la vérité. . . Que, dans ces circonstances, l'arrêt attaqué de la Cour de Rouen, qui a décidé que le préfet de police avait légalement procédé, loin de violer aucune loi, s'est, au contraire, conformé aux articles 8 et 10 du Code d'instruction criminelle. »

Depuis cet arrêt célèbre, rendu dans une cause où la question politique était d'une grande importance, la jurisprudence n'a pas varié ².

Certains auteurs ont opposé à ce système une vive

1. D. 1853, 1, 279.

2. Cassation, 16 août 1862 (D. 1863, 5, 230). — Cassation, 19 janvier 1866 (D. 1867, 1, 307).

résistance ; mais l'arrêt du 21 novembre 1853 est irréprochable en droit. M. Faustin Hélie ¹ et, après lui, M. Vanier ² la combattent, en se fondant principalement sur la différence qui doit toujours exister entre la police judiciaire et l'instruction, différence que la jurisprudence supprime.

Mais la distinction entre la police judiciaire et l'instruction ne doit pas être aussi caractérisée qu'ils veulent bien le dire, puisqu'il est impossible de faire de la bonne police judiciaire sans instruction. D'un autre côté, l'art. 10 du Code d'instruction criminelle, en donnant aux préfets le droit de faire tous actes nécessaires à l'effet de constater les crimes, délits et contraventions, les autorise bien implicitement à opérer jusque dans les bureaux de poste. Et puis, les préfets, et surtout le préfet de police à Paris, avec les rapides moyens d'action dont ils disposent, seront souvent des auxiliaires très utiles de la justice. Enfin quels dangers y a-t-il de faire opérer leurs agents dans les bureaux de la poste, puisqu'ils seront obligés, aussitôt la saisie faite, de remettre le tout au juge d'instruction ?

A la suite de l'arrêt de cassation du 21 novembre 1853, le ministre de l'intérieur adressa, le 21 février 1854, aux préfets, une circulaire qu'il convient de citer, car elle précise bien le rôle de l'autorité préfectorale en cette matière : « Liés par un serment

1. T. III, nos 1213 à 1215.

2. P. 104.

professionnel qui leur interdit de chercher à connaître et de divulguer le contenu des lettres confiées à la poste, les directeurs pourraient difficilement éveiller d'eux-mêmes l'attention de l'autorité sur les correspondances de cette catégorie qui seraient de nature à contenir matière à des poursuites. On ne saurait donc exiger d'eux à cet égard l'initiative des démarches à faire. C'est à vous, M. le Préfet, de diriger vos investigations de manière à être averti, en temps utile, des correspondances coupables qui emploieraient l'intermédiaire de la poste, et à prendre vos mesures pour les saisir vous-même, ou les faire saisir par un officier de police judiciaire chargé de votre délégation. Dans les saisies de cette nature, le rôle du directeur est entièrement passif : il doit mettre à votre disposition, sans restriction ni réserve, toutes les lettres qui se trouvent à son bureau : celles qui paraissent suspectes sont ouvertes ; elles sont saisies ; si elles contiennent la preuve d'un délit ou d'un crime, ou des indications propres à éclairer la justice, et, si elles n'ont rien de répréhensible, elles sont recachetées avec un timbre portant ces mots : « ouverte par autorité de justice » et rendues, contre récépissé, au préposé de la poste, qui les remet au service. Dans l'un et l'autre cas, il est dressé procès-verbal de l'opération, et les documents saisis sont transmis, comme éléments d'instruction, aux parquets. » « Vous devrez vous abstenir, quant à la saisie des lettres, de délivrer des réquisitions

permanentes, et adresser une réquisition spéciale chaque fois qu'une perquisition vous paraîtra nécessaire dans les bureaux de la poste, et que vous ne voudrez pas y procéder vous-même. »

C'est en application de ces principes que l'article 700 nouveau de l'Instruction générale est ainsi conçu : « Le préfet de police, à Paris, et les préfets, dans les départements, agissant en vertu de l'article 10 du Code d'instruction criminelle, ainsi que les autorités militaires désignées dans l'article 85 du Code de justice militaire pour l'armée de terre, et dans l'article 113 du Code de justice militaire pour l'armée de mer, ont le droit d'opérer personnellement ou de requérir les officiers de police judiciaire, chacun en ce qui le concerne, d'opérer dans les bureaux des saisies de correspondances et de journaux. »

Il est évident que si l'instruction a été ouverte par le magistrat de l'ordre judiciaire, l'article 10 du Code d'instruction criminelle n'est plus applicable, et que toutes les perquisitions et saisies devront être faites en vertu de mandats délivrés par les magistrats seuls, et auxquels les agents des postes devront se conformer ¹.

1. Circulaire du ministre de la justice du 26 mars 1834.

DEUXIÈME PARTIE

De l'usage des lettres missives.

CHAPITRE I^{er} — *Des preuves résultant des lettres missives.*

— II. — *Des conditions de leur production en justice.*

v

Nous savons maintenant à qui l'on doit reconnaître le droit de propriété d'une lettre missive ; mais quel usage le destinataire pourra-t-il faire des lettres qui lui appartiennent ?

Le droit de propriété est-il vain, sans importance pratique pour celui qui en est bénéficiaire, ou au contraire présente-t-il une utilité juridique quelconque ? C'est cette dernière face de la question qui est la vraie, ce qui fait que nous avons pu dire sans exagération, au début de notre étude, que le sujet que nous nous proposons de traiter était grave au point de vue des conséquences qui résultaient de la théorie adoptée.

Les lettres missives ont une utilité qu'on ne peut contester dans le droit criminel, comme dans le droit commercial et dans le droit civil.

Dans un premier chapitre, nous verrons quelles preuves on en peut retirer, et quel rôle elles jouent dans chacune de ces diverses branches du droit.

Dans un second chapitre, nous étudierons les conditions dans lesquelles peut s'exercer la production des lettres en justice.

CHAPITRE I^{er}

DES PREUVES RÉSULTANT DES LETTRES MISSIVES

Dans trois sections différentes, nous rechercherons quel rôle les lettres missives peuvent jouer dans le droit criminel, puis dans le droit commercial, enfin dans le droit civil.

SECTION I^{re}

DROIT CRIMINEL.

Dans cette première section, nous examinerons brièvement quelle est, en matière pénale, la valeur des lettres missives comme preuve, puis quels sont les crimes, délits ou contraventions que ces écrits peuvent contenir.

§ 1^{er}

VALEUR DE LA PREUVE QUE L'ON PEUT RETIRER DES LETTRES.

« La loi ne prescrit point de règles desquelles les jurés doivent faire particulièrement dépendre la plénitude et la suffisance d'une preuve », dit l'art. 342

du Code d'instruction criminelle. Cet article ne suffit-il pas à lui seul pour écarter toute contestation, si on doutait de la valeur des lettres missives au criminel ?

Elles font partie de cette sorte de preuves qu'on appelle preuves littérales, et se rangent à côté des procès-verbaux et des rapports, dont elles se différencient toutefois en ceci que, dans certains cas, les procès-verbaux lient les juges en matière correctionnelle, tandis que les lettres peuvent être rejetées ou approuvées par le juge, et ne l'obligent jamais à prononcer une condamnation.

Le juge doit-il ici faire une distinction entre les lettres confidentielles et celles qui ne le sont pas ? On a soutenu que le juge pouvait admettre comme preuves ces dernières, et rejeter les autres en vertu du principe de l'inviolabilité du secret des lettres. La Cour de cassation a sanctionné ce système à plusieurs reprises ¹.

Maïs il nous semble que le principe du secret des lettres doit fléchir devant les besoins de la justice, et nous pensons qu'il faut s'en tenir au système enseigné par M. Faustin Hélie ², et suivant lequel toute lettre, confidentielle ou non, ouverte par la justice et mise sous sa main par des voies légales, doit faire partie de la procédure, et servir à éclairer

1. Cass., 11 juillet 1792 (P., 1, p. 16). — Cass., 6 décembre 1816 (P., XIII, 714).

2. Inst. crim., IV, 512.

la religion des tribunaux. A-t-elle un caractère confidentiel, elle le perd par ce fait même qu'elle est en possession du juge, et elle devient un simple écrit. Sont, au contraire, confidentielles les lettres qui ne sont pas jointes au dossier : les actes qui précèdent la clôture de l'instruction fixent seuls, au criminel, le caractère d'une lettre missive.

Le propriétaire d'une lettre pourra donc, en la remettant aux mains des magistrats avant la clôture de l'instruction, la faire servir de preuve. S'il ne la remet pas avant ce moment, le juge pourra encore l'admettre ; mais il pourra aussi la rejeter, sauf dans le cas de l'article 338 du Code pénal, qui l'oblige à statuer sur les pièces dont il y est parlé.

La jurisprudence est en ce sens ¹.

§ 2

CAS OÙ LA LETTRE CONSTITUE L'OBJET D'UNE INFRACTION.

D'après l'article 373 du Code pénal, peut être poursuivi tout individu qui, par écrit, et le plus souvent ce sera par lettre ² que l'infraction sera commise, a porté une dénonciation calomnieuse.

Ce même écrit pourra aussi être la cause et l'objet du délit d'escroquerie. Ainsi, la lettre du fils d'un

1. Cass., 8 juin 1833 (P., 57, 312).

2. Cass. 3 fév. 1830, 8 déc. 1837 (P. 1. 621).

commerçant, signant d'ordinaire la correspondance de son père, dans laquelle il aura signé sans son consentement et en son nom pour se procurer un crédit, constituera le corps du délit ¹. Il en sera de même de la lettre d'un individu qui a donné un faux nom ou a pris dans la lettre de fausses qualités pour se procurer des ressources ². La Cour de cassation a décidé aussi en 1858, après un réquisitoire resté célèbre de Dupin, que le fait d'un individu qui avait menacé, par lettres anonymes, certaines personnes de révéler une correspondance compromettante si elles n'allaient pas déposer une somme d'argent à un endroit déterminé, constituait le délit d'escroquerie.

Le crime de faux pourra aussi résulter d'une lettre ; et ici, il pourra y avoir faux en écriture privée, si elle est échangée entre simples particuliers, ou faux en écriture publique, si elle est écrite par un commerçant relativement à ses affaires commerciales.

L'article 338, qui prévoit le délit d'adultère, s'exprime ainsi dans son paragraphe 2 : « Les seules preuves qui pourront être admises contre le prévenu de complicité seront, outre le flagrant délit, celles résultant de lettres ou autres pièces écrites par le prévenu. »

Une lettre peut contenir une diffamation ou des injures : dans quels cas ce fait est-il punissable ?

1. Cass. 26 mars 1813 (P. 1813).

2. Cass. 17 janv. 1833.

Pour la diffamation, il faut un outrage fait par écrits publics. Si donc la lettre a été rendue publique, la diffamation existera, et le destinataire, propriétaire de la lettre, pourra en poursuivre la répression en se basant sur l'article 29 de la loi du 29 juillet 1881. On considère qu'il y a publicité lorsque la lettre a été lue en public ¹, publiée dans un journal ², adressée à plusieurs personnes. « Si l'injure n'est pas publique, dit l'art. 33 de la loi sur la presse, elle ne sera punie que de la peine prévue par l'art. 471 du Code pénal. »

Enfin, des lettres missives sans valeur matérielle ne peuvent, suivant la jurisprudence, être rangés dans la catégorie des « effets » visés par la loi pénale dans l'art. 408 qui punit l'abus de confiance. La disposition de cet article ne s'applique qu'aux écrits qui contiennent, soit des billets, soit des quittances, ou qui contiennent ou opèrent obligation ou décharge ³.

SECTION II

DROIT COMMERCIAL.

Au point de vue du droit commercial, nous n'avons à envisager ici les lettres missives qu'en tant qu'elles sont écrites par un commerçant à un

1. Cass. 21 mai 1853.

2. Cass. 15 décembre 1859.

3. Orléans, 31 juillet 1896, *Le Droit* du 15 septembre 1896.

commerçant. Nous savons que celles qui sont écrites par un commerçant à son représentant ou employé à raison de son emploi, restent la propriété du commerçant expéditeur.

Pour celles dont nous avons à nous occuper, ce sont de véritables titres : elles sont des instruments de preuve d'autant plus précieux que la plupart des contrats commerciaux se font par lettre, de sorte que la correspondance des parties sert à établir dans quels rapports juridiques ils se trouvent l'un vis-à-vis de l'autre, et peut donner la preuve des obligations nées au profit de l'un d'eux.

Nous dirons plus loin comment une lettre missive peut servir à la conclusion d'un contrat civil ; les mêmes règles s'appliquent ici : une seule exception y est apportée en ce qui concerne la correspondance échangée entre correspondants en relations d'affaires. Les offres faites par l'un d'eux à l'autre sont présumées acceptées en cas de silence du destinataire, sur la proposition qui lui est faite. Toutefois, en matière de société, pour rendre bien certaines les conventions passées, on rentre dans le droit commun : il n'y a engagement qu'au cas d'acceptation expresse.

Au surplus, toutes les lettres commerciales, même celles qui ne portent aucune date, font foi en justice, mais elles doivent être transcrites sur un livre copie ; quant à celles qu'il reçoit, le commerçant doit les mettre en liasse.

La Cour de Paris a jugé récemment qu'en matière

commerciale une lettre missive recommandée constitue une mise en demeure suffisante ¹.

Disons, pour terminer l'étude de cette question, que les obligations synallagmatiques peuvent être prouvées par lettres missives ; ainsi décide l'article 109 du Code de commerce.

Un dernier point nous reste à examiner.

Au point de vue de l'utilité de la lettre missive en droit commercial, s'est posée la question de savoir si l'acceptation d'une lettre de change exigée par l'article 122 du Code de commerce pouvait être faite par lettres.

Merlin est d'avis qu'une lettre de change peut être ainsi acceptée ², et c'est bien ce qui nous semble résulter des travaux préparatoires. Au moment de la discussion de l'article 122 du Code de commerce, Merlin avait demandé que la question fût tranchée d'une façon catégorique. Cambacérès termina la discussion sur l'article 122 par ces mots : « Puisque l'article n'exclut pas l'acceptation par lettres missives, on en conclura naturellement qu'il la permet ². » M. Pardessus est aussi de cet avis : « Le mode d'accepter une lettre de change par correspondance ne nous paraît présenter aucun inconvénient. Ceux qui ont mis quelque importance à l'obligation de l'accepteur pourront exiger la remise de l'écrit séparé .

1. Paris, 5 novembre 1896, *Gaz. Pal.* 96, 2, 704.

2. Rép. v° *Lettre de change*, pag. 4.

3. Procès-verbaux du 27 janvier 1807, LOCRÉ, t. XVIII, p. 47.

qui la contient. La considération qu'un tel écrit peut se perdre ou est susceptible d'autres inconvénients pourra rendre plus réservés ceux à qui pareille acceptation serait offerte ; mais, si elle a été donnée ainsi, elle ne doit pas produire moins d'effet que celle qui serait écrite sur la lettre elle-même, pourvu que l'écrit par lequel est exprimée cette acceptation soit formel, et contienne un engagement exprès non conditionnel ¹. »

Dalloz dit, dans le même sens : « Aucune loi n'exige que les acceptations soient écrites au bas de la lettre de change, et, *a contrario*, nous dirons qu'aucune loi ne défend les acceptations par lettre missive ². »

La Cour de cassation, suivant en cela un grand nombre d'auteurs, a adopté le système contraire. Mais nous ne pouvons la suivre dans cette voie.

« *Posteriores leges ad priores pertinent nisi contrariæ sint* », dit une vieille maxime. Dans l'ancien droit, cette solution était adoptée, et nos lois n'ont pas dérogé sur ce point. Si on avait voulu qu'il en fût ainsi, on aurait sanctionné le non-accomplissement de cette formalité, on aurait prononcé la nullité. Au contraire, la lettre de change est valable sans acceptation, ce qui semble bien indiquer une idée contraire à celle qu'a émise la Cour de cassation.

1. Droit commercial, t. 1, p. 463.

2. Rép. v° *Effets de commerce*, n° 315.

Le propriétaire de la lettre missive fera donc bien, selon nous, de conserver la lettre missive dans laquelle l'auteur accepte une lettre de change : elle pourra lui servir de titre, et lui sera d'un précieux secours pour démontrer l'engagement pris envers lui.

SECTION III

DROIT CIVIL.

Au point de vue du droit civil, la lettre missive présente une utilité beaucoup plus grande encore, et que l'on ne peut contester.

Il est, en effet, unanimement admis que les contrats peuvent se former par correspondance. L'article 1108 du Code civil exige quatre conditions pour la validité du contrat : 1° consentement de la partie qui s'oblige, 2° sa capacité de contracter, 3° un objet certain, 4° une cause licite.

Supposons que ces trois dernières conditions sont remplies, car nous n'avons à nous occuper ici que de la première.

Remarquons d'abord, en passant, que l'art. 1108 n'exige que le consentement de la partie qui s'oblige, alors qu'il est certain que la convention ne peut se former que par le consentement de toutes les parties qui y figurent. Quoi qu'il en soit, la loi n'a imposé de formes spéciales au consentement que pour la donation, la constitution d'hypothèque et le contrat de

mariage. Pour tous autres contrats, il peut se manifester d'une façon quelconque, par paroles ou par écrits. On comprend dès lors combien sont fréquentes ces formations de contrats par lettres missives ; car il arrive le plus souvent que deux personnes qui ont à faire un contrat sont éloignées l'une de l'autre et n'habitent pas le même lieu.

Une lettre missive peut donc très bien manifester le consentement de son auteur à la conclusion du contrat.

Par suite, si l'on se trouve en présence d'un contrat unilatéral, en produisant la lettre, on prouve du même coup le contrat. Nous supposons, bien entendu, que la lettre est reconnue par l'expéditeur comme étant la sienne, celle qu'il a adressée au destinataire ; car, s'il en était autrement le juge aurait à ordonner une vérification d'écritures, et c'est là une procédure dont nous n'avons pas à nous occuper.

Mais, si nous nous trouvons en présence de contrats synallagmatiques, l'art. 1325, d'après lequel un double écrit est exigé pour la conclusion du contrat, fournit ample matière à discussion.

Laurent et Toullier (celui-ci devait plus tard renier son ancienne théorie) prétendent que l'art. 1325 s'oppose à la preuve des contrats synallagmatiques par correspondance.

Si vous répondez aux offres que je vous ai faites, et si vous consentez à acheter le fonds Cornélien 20.000 fr., que vous vous obligiez de me payer dans

six mois, ce contrat sera parfait suivant le droit naturel et suivant le droit romain, dit Toullier¹. Il l'est également en droit français, puisque l'art. 1583 du Code porte que la vente est « *parfaite entre les parties*, et que la propriété est acquise de droit à l'acheteur à l'égard du vendeur, *dès qu'on est convenu de la chose et du prix.* »

Mais les lettres échangées ne forment pas une preuve suffisante de l'existence du contrat. Dans l'art. 1325, la loi s'y refuse formellement, de sorte que, si l'on veut manquer à sa parole, le Code en offre le moyen. On n'est pas engagé légalement, parce qu'il n'y a pas double écrit.

La preuve, c'est que, voulant en droit commercial qu'il en fût autrement, le législateur l'a clairement déclaré, ce qui eût été inutile si la règle avait été posée dans le Code civil. Les achats et les ventes, dit l'art. 109 du Code de commerce, se constatent par la *correspondance*.

Ces arguments ne peuvent entraîner notre conviction, car l'art. 1325 est un article d'exception, apportant une dérogation aux principes généraux du droit ; donc, il ne faut pas l'étendre. De plus la correspondance, ce n'est, en somme, qu'une conversation écrite, et tous les modes de preuve doivent pouvoir être employés comme au cas de conversation orale.

1. T. VIII, p. 485.

Aussi la jurisprudence a-t-elle avec raison écarté le système de M. Laurent.

Ainsi, elle a décidé à maintes reprises que la vente, contrat bilatéral, peut être constatée par lettre missive, si celle-ci contient la preuve certaine qu'il y a eu offre suivie d'acceptation ¹.

Le bail formé par correspondance est également valable, et peut être prouvé par les lettres qui en font foi. La Cour de cassation a confirmé un arrêt de la Cour de Nancy, rendu en ce sens le 4 avril 1840 ².

Cette solution a été étendue au louage d'industrie, ce qui ne peut étonner, étant donné la similitude des contrats ³.

La jurisprudence, qui a adopté les mêmes solutions en matière de mandat ⁴ et de société ⁵, est donc bien fixée dans l'opinion que nous avons adoptée.

MM. Aubry et Rau ⁶ enseignent que : « Lorsqu'un acte contenant une convention synallagmatique n'a été rédigé qu'en un seul original, la partie contre laquelle l'exécution de la convention est poursuivie peut, sans dénier la signature apposée à l'acte qu'on lui oppose, soutenir avec quelque apparence de raison que la convention est demeurée à l'état de simple

1. Cass. 26 janv. 1842 (P. 42, 2,667) ; — 21 déc. 1846 (P. 48, 2,761).

2. Nancy, 4 avril 1840 (Daloz, J. G., v^o *Louage*, 116).

3. DALLOZ, J. G., v^o *Théâtre*, 189.

4. Req. 28 juin 1823 (B. des arrêts, 1825). — Art. 1985 C. c.

5. DALLOZ, J. G. v^o *Société*, 78, 267 et 268.

6. T. VI, n^o 756, note 13.

projet, et que, si elle avait entendu s'engager définitivement, elle n'aurait pas manqué d'exiger un second original, afin de se trouver en mesure d'administrer la preuve de la convention. C'est en admettant que les choses ont pu se passer ainsi que le législateur a cru devoir refuser à l'acte rédigé en un seul original la vertu de prouver d'une manière complète la conclusion définitive d'une convention synallagmatique. »

Même en admettant cette théorie, on est forcé de convenir que la lettre missive peut au moins servir de commencement de preuve par écrit ; car elle remplit évidemment les conditions exigées par l'article 1347 du Code civil : c'est le système de la Cour de Paris, confirmé par la Cour de cassation le 3 juillet 1850¹.

Il y a encore diverses catégories d'actes unilatéraux que l'on peut faire par lettres missives, et que la production suffit à prouver, pourvu qu'elle ne soit pas méconnue.

C'est ainsi qu'on peut, par lettre, interrompre une prescription. La Cour d'Agen a, le 15 mars 1810, décidé qu'un créancier pouvait produire une lettre contenant reconnaissance de la dette, quand le débiteur opposait la prescription².

1. D. 1850, 1, 212.

2. La reconnaissance de dettes nécessaire pour faire obstacle aux courtes prescriptions peut résulter de lettres missives, même lorsqu'elles ne contiennent aucune détermination de la somme due. — Trib. de paix, Lille, 11 février 1895, *Recue des Justices de paix*, 96, 17.

Des lettres faisant allusion à des fournitures faites et à la dette qui

Cette opinion est soutenue par M. Laurent ¹.

De même, nous croyons que l'acceptation des successions peut se faire par lettre missive, contrairement à la théorie enseignée par MM. Demante ² et Laurent ³. L'article 778 ne nous semble s'y opposer nullement.

Une lettre missive peut tenir lieu de mise en demeure ; mais il faut qu'il résulte de son esprit aussi bien que de son texte que l'intention de celui qui l'a écrite est d'exiger l'exécution du contrat, ou à défaut sa résiliation. S'il en est autrement, elle ne peut avoir aucun effet utile ⁴.

D'autres questions intéressantes pourraient être étudiées : nous croyons en avoir assez dit pour montrer quel usage le propriétaire d'une lettre en pourra faire en justice.

Disons cependant un mot des testaments par lettres missives. Sont-ils valables ? La question

en résulte ne constituent pas le compte arrêté, la cédule ou l'obligation exigée par la loi pour nover la dette originaire et interrompre la prescription. — Trib. civ. de Lyon, 31 mars 1896. — *Le Droit* du 2 juillet 1896.

Enfin, une lettre missive par laquelle le souscripteur d'un billet à ordre prend simplement l'engagement de payer le montant du billet par fractions nouvelles n'emporte pas novation, et la prescription quinquennale, interrompue par cette lettre, n'en est pas moins opposable après une nouvelle période de cinq années. — Trib. com. Lyon, 16 octobre 1896, *La Loi* du 11 novembre 1896.

1. *Op. cit.*, xxxii, 128.

2. III, n° 98 bis, 1.

3. IX, 289.

4. Trib. com. Marseille, 15 décembre 1896 (*Rec. de Marseille*. 97, 1, 83).

est vieille, car les Romains la discutaient déjà.

Sous l'empire de l'ordonnance de 1735, on ne pouvait tester par lettre missive : « Voulons aussi, dit l'article 3, que les dispositions qui seraient faites par lettres missives soient regardées comme nulles et de nul effet. »

Mais le Code n'a pas reproduit cette interdiction, et la lettre missive, pourvu qu'elles remplisse du reste les conditions imposées par le testament olographe, vaudra comme testament. Ses termes doivent être clairs et précis ; les dispositions, formelles, ne doivent pas constituer simplement des promesses ou des projets.

Une lettre dans ces conditions vaudra, disons-nous, comme testament. C'est l'opinion de Demolombe¹ : « Un testament peut-il être contenu dans une lettre missive ? demande-t-il. Pourquoi donc pas ? Il suffit, pour que le testament soit valable, qu'il soit écrit en entier, daté et signé de la main du testateur. Il n'est, dit l'article 170, assujéti à aucune autre forme. Or, cette triple condition se rencontre, nous le supposons, dans la lettre missive qui renferme le testament. »

Aubry et Rau² sont du même avis : « Le Code civil n'a pas reproduit les dispositions de l'article 3 de l'ordonnance de 1735, qui déclarait nulles les dispo-

1. T. xxi, p. 119.

2. Par. 668, p. 103, note 14.

sitions testamentaires faites par lettres missives ¹. »

Le Tribunal civil de la Seine a eu, dans le courant de l'année 1896, à statuer sur la question ; il a, lui aussi, décidé qu'un testament peut être fait sous forme de lettre missive. Une lettre, dit-il en substance, une lettre contenant des dispositions testamentaires doit recevoir son exécution, lors même qu'elle aurait été trouvée dans les papiers du testateur, après son décès, une telle circonstance n'impliquant pas de la part de celui-ci une intention révocatoire. — Si un legs ainsi fait est accompagné de cette mention que la lettre tiendra lieu de testament au cas où le testateur mourrait avant d'en avoir fait un, une telle condition ne doit pas être interprétée en ce sens que le legs sera révoqué par la seule existence d'un testament postérieur, mais comme révélant chez le testateur l'intention de donner plus tard à son legs une forme solennelle. — En conséquence, ce legs ne doit pas être déclaré révoqué par un testament postérieur, si ce testament ne le révoque ni expressément, ni implicitement ².

Si cette théorie est vraie, et tout le monde l'admet, la conclusion forcée, c'est que le destinataire d'une lettre pourra, muni de cette sorte de testament, se faire mettre en possession de tout ce que le testateur lui a légué, si c'est à lui qu'ont été faits les legs.

1. Dans le même sens : DURANTON (IX, p. 26) ; — TROPLONG (T. III, 1476 et 1477).

2. Trib. civ. Seine, 11 juin 1896, *Le Droit* du 19 novembre 1896.

Notons, en terminant, que la lettre missive, pour faire preuve complète d'une obligation, doit être reconnue par celui auquel on l'oppose. S'il la méconnaît, le juge pourra recourir à la procédure de vérification d'écritures.

Au surplus, la loi n'a pas déterminé le degré de foi qu'un tribunal doit attacher aux lettres; la conséquence, c'est que l'appréciation en est abandonnée à la conscience du juge, qui, selon les cas, pourra les considérer comme preuve complète ou comme simple commencement de preuve par écrit. Il aura même la faculté de les rejeter comme dénuées de toute force probante, et cela, même si elles sont produites par le destinataire. Toutefois, on ne saurait trop, en ce cas, lui recommander une grande prudence; car il peut s'agir de lettres d'affaires destinées à servir de titre au destinataire, ainsi que nous l'avons montré, et alors elles revêtent le caractère d'actes instrumentaires.

Remarquons que la lettre missive ne sera d'aucun usage vis-à-vis des tiers que relativement aux faits dont un acte sous seing privé pourrait faire foi contre eux, et que la date d'une telle lettre ne pourra devenir certaine à leur égard que par l'une des circonstances indiquées en l'article 1328.

CHAPITRE II

DE LA PRODUCTION DES LETTRES EN JUSTICE.

Nous avons vu quel rôle important les lettres missives jouent dans le droit criminel, dans le droit commercial, dans le droit civil.

Il nous reste à voir les conditions de leur production en justice : c'est là une question fort importante.

La correspondance, en effet, joue à notre époque un si grand rôle qu'on peut dire qu'il y a bien peu de procès dans lesquels les parties ne produisent de lettres devant les tribunaux à l'appui de leurs prétentions respectives. Parfois, c'est la formation d'un contrat qu'il s'agit de prouver, ou bien la cause d'un préjudice qu'il faut établir ; souvent on peut invoquer les lettres comme constituant une délivrance de legs, l'acceptation d'une succession ; d'autres fois, elles serviront de point de comparaison pour une vérification d'écritures : en un mot, la production des lettres est chose très fréquente en justice ; aussi, l'étude des conditions dans lesquelles cette production est possible est-elle intéressante.

Nous distinguerons trois hypothèses, et nous étudierons dans trois sections différentes les cas où la

production se fait, dans un procès civil entre les parties, l'expéditeur de la lettre et le destinataire, par ce dernier ; puis, où cette production est faite par le destinataire contre un tiers, et enfin le cas où les lettres sont produites en justice par une personne autre que le destinataire.

Ensuite, nous examinerons le cas de production par le ministère public, ce qui ne sera pas long après les explications que nous avons données dans le premier chapitre de cette partie.

Après cela, nous verrons comment les règles que nous aurons établies pourront se concilier avec les droits des pères, tuteurs, maris ; et, après avoir dit quelques mots de la production des lettres anonymes et injurieuses, des lettres de commerce, nous terminerons par l'examen de quelques règles générales relatives à la production des lettres en justice.

SECTION I^{re}

PRODUCTION PAR LE DESTINATAIRE DES LETTRES DE SON ADVERSAIRE.

Dans le cas d'un procès pendant entre l'auteur de la lettre et le destinataire, celui-ci peut-il produire la correspondance dont il est devenu propriétaire ?

Les parties peuvent, sans aucun doute, produire en justice toutes les lettres non confidentielles, et s'en servir comme moyens de preuve à l'appui de

leurs prétentions ; ainsi, supposons une lettre d'affaires, constatant par exemple un marché intervenu entre eux : le destinataire pourra l'invoquer et la produire ¹.

Mais si elle est d'une nature confidentielle, l'expéditeur pourra-t-il en opposer le secret²? Certains auteurs sont allés jusqu'à lui accorder ce droit. « On n'est pas toujours autorisé, dit Merlin ³, à se servir des lettres missives dans les affaires ; elles ne sont surtout d'aucune considération pour établir une preuve, lorsqu'elles renferment quelque confiance, et que la personne à qui on les a écrites ne peut les mettre au jour sans manquer à la bonne foi. Les juges ont coutume, en pareil cas, d'ordonner que les lettres seront rendues, nonobstant le rapport qu'elles pourraient avoir avec l'affaire au sujet de laquelle elles ont été produites ».

Favard de Langlade ⁴ et Rolland de Villargues ⁵ enseignent aussi la même théorie, que nous trouvons exposée dans les anciens auteurs Jousse⁶ et Brillon ⁷.

1. Aix, 1816, 10 février, P. 46, 2, 231.

2. Une lettre confidentielle ne peut, sans l'assentiment et contre la volonté de son auteur, servir de base à une action en justice dirigée contre ce dernier. Les tribunaux ne peuvent, sans violer par un moyen détourné le secret des correspondances, admettre un demandeur à faire la preuve par témoins du contenu d'une lettre de cette nature. — Trib. civ. Alger, 26 juin 1896, *Le Droit* du 13 octobre 1896.

3. V^o *Lettre*, n^o 6.

4. *Rép. de la lég. du notariat*, v^o *Lettre*, p. 238.

5. *Rép. du notariat*, v^o *Lettre*, n^o 7.

6. *Justice criminelle*, t. 1. p. 741.

7. *Dict. des arrêts*, v^o *Lettre*.

Cette doctrine ne doit pas être admise, car elle méconnaît absolument les droits du destinataire. On a fait remarquer avec raison qu'il suffirait, d'après ce système, à celui qui prend par lettre un engagement, de traiter dans la même lettre de choses confidentielles pour que l'engagement ne pût être prouvé.

Il y aurait là un encouragement donné à la fraude, ce à quoi l'équité, la morale, la raison même s'opposent.

Aussi, ne pouvons-nous que regretter les dispositions de deux arrêts de la Cour de Cassation des 19 juin 1895 ¹ et 5 mai 1897 ², qui viennent à l'appui de la théorie que nous combattons. Le premier de ces arrêts décide que si les lettres missives sont réputées confidentielles, et ne peuvent, dès lors, être produites dans un procès civil sans le consentement de ceux à qui elles appartiennent, c'est à la condition qu'elles soient restées secrètes et ne soient pas devenues publiques pour une cause légitime ; et spécialement, doivent être considérées comme ayant perdu tout caractère confidentiel des lettres missives qui, ayant fait partie du dossier d'une procédure criminelle suivie contre un tiers, ont été lues, autographiées, discutées devant la Cour d'assises, et publiées dans les journaux.

Le second arrêt décide que s'il est vrai, en prin-

1. D. 96, 1, 20.

2. *Le Droit* du 12 septembre 1897.

cipe, que des lettres confidentielles ne peuvent être produites par la personne à laquelle elles ont été adressées, dans un procès suivi entre elles et l'auteur de ces lettres, quand celui-ci s'oppose à leur publication, il ne saurait en être de même au cas où ces écrits sont apportés comme moyen de preuve de la simulation d'un acte passé entre les parties. Sur un tel litige, l'auteur des lettres ne peut, en effet, être admis à se prévaloir du secret dont il aurait entendu entourer leur contenu.

Le principe admis par la Cour suprême semble donc être que la production de lettres confidentielles par le destinataire contre l'auteur de ces lettres est soumise à la permission de production faite par ce dernier, puisqu'elle n'autorise, dans ces deux espèces, la production en justice que d'une manière exceptionnelle et par suite de circonstances spéciales.

Il faut, au contraire, selon nous, dire d'une manière générale que les parties entre qui la correspondance a été échangée, peuvent produire leurs lettres quand ils y trouvent la preuve d'une obligation dont ils poursuivent l'exécution, d'un préjudice dont ils recherchent la réparation, ou simplement pour repousser une attaque contraire à la justice.

Qu'on ne vienne pas faire intervenir ici le principe de l'inviolabilité du secret des lettres, puisque le débat ne s'agit qu'entre personnes qui connaissent le contenu de la correspondance qu'on veut produire : et puis, il y a le droit pour le plaideur de se défendre,

droit sacré entre tous. Les parties ne peuvent-elles point être considérées comme s'étant mutuellement dégagées de l'obligation du secret, dans le cas où un procès surgirait relativement aux questions échangées par lettres ¹ ?

La solution que nous soutenons doit être étendue aux fonctionnaires ou aux employés qui, dans le cas d'un procès touchant à l'accomplissement de leurs fonctions, pourront être autorisés, ainsi que nous l'avons déjà vu, à produire les lettres confidentielles par eux reçues et dont ils sont les dépositaires ².

La production ne devrait être rejetée que si elle n'était dans le débat d'aucune utilité, ou si elle n'était faite que dans l'intention de nuire. Les plaideurs ne doivent pas en effet pouvoir prétexter des droits de la défense pour divulguer sans raison des lettres confidentielles écrites par leur adversaire : leur droit finit avec leur intérêt. Aussi, c'est aux juges à décider souverainement si telles ou telles lettres doivent être produites en justice ; c'est eux qui donneront l'autorisation d'en faire usage, et ils pourront en interdire la lecture ³.

1. Caen, 3 juin 1862 (D. P. 62, 2, 429). — Cassation, 26 juillet 1864 (S. 65, 1, 33). — AUBRY et RAU, t. VIII, p. 290. — LAROMBIÈRE, *sur l'article 1331 du C. c.* n° 14. — LAURENT, t. III, n° 204. — ROUSSEAU, p. 25. — TISSIER, p. 73. — HANSENS, p. 216. — LEGRIS, p. 188.

2. *Contra* : Bordeaux, 12 mars 1842 ; DALLOZ, *jur. gén.*, v° *Lettres*.

3. Dijon, 11 mai 1870, S. 72, 2, 38. — Cass-3 fév. 1873 (S. 73, 1, 313).

A la première question que nous étudions, nous devons donc répondre : un plaideur peut se servir en justice des lettres émanées de son adversaire, quand cette production présente pour le débat un intérêt véritable, et lorsqu'elle n'est pas inspirée par le dessein de nuire.

Cette règle doit être étendue aux héritiers de l'auteur et du destinataire, ainsi que nous le verrons dans la suite.

Elle est consacrée par de nombreux arrêts. C'est ainsi que la Cour de cassation a décidé, le 26 juillet 1864, « que l'auteur des lettres missives ne peut, sous prétexte qu'elles sont confidentielles, s'opposer à ce qu'elles soient produites en justice par les personnes à qui il les a adressées, lorsque celles-ci les invoquent comme contenant, soit des engagements en leur faveur, soit la reconnaissance du préjudice qui leur aurait été causé, et dont elles demandent réparation ¹. Un autre arrêt du 3 février 1873 donne la même solution dans un procès soulevé entre les représentants de l'auteur et ceux du destinataire ² : il décide que les juges ont apprécié d'une façon souveraine la convenance de la production, et qu'après avoir jugé qu'elle était faite pour les besoins de la légitime défense, contre une demande injuste qui mettait en échec l'honneur du destinataire, c'est à

1. S. 65, 1. 33.

2. *Loc. cit.*

juste titre qu'ils l'avaient admise. La partie serait trop belle, en effet, pour des plaideurs peu consciencieux qui soulèvent des procès mettant en danger la fortune et l'honneur de leurs adversaires, si ceux-ci n'avaient pas le droit de chercher la vérité dans la correspondance qui leur appartient.

SECTION II

PRODUCTION DES LETTRES PAR LE DESTINATAIRE CONTRE UN TIERS.

Supposons maintenant que le destinataire des lettres missives les produise, non plus contre leur auteur, mais contre un tiers : c'est la deuxième hypothèse que nous ayons à envisager.

Il pourra encore, sans aucun doute, faire cette production en justice, si les lettres n'ont pas le caractère confidentiel ; mais, s'il en est autrement, l'expéditeur des lettres aura le droit d'intervenir, et pourra s'opposer à la production en se basant sur la condition du secret qui a accompagné l'envoi de la lettre. Si l'auteur des lettres n'intervient pas directement, le destinataire aura à justifier de son consentement, qui est absolument nécessaire. Le secret, en effet, est un dépôt confié à celui qui reçoit la lettre, et dont il ne peut disposer sans la volonté du disposant ¹ ; le

1. Aix, 41 janvier 1839 (P. 60, 107). — Besançon, 20 février 1860 (P. 63, 436). — Caen, 18 janvier 1860 (P. 60, 374).

lien qui résulte d'une confiance ne peut être rompu que par la volonté réciproque des parties ¹.

Mais, si l'auteur de la lettre n'intervient pas, ou si le destinataire ne peut donner la preuve de son autorisation, il pourra encore se faire que la production des lettres en justice ne soit pas possible.

Le tiers, en effet, n'aura qu'à invoquer le principe de l'inviolabilité du secret des lettres, et le tribunal pourra, en se basant sur ce principe, repousser la production. Si la règle de l'inviolabilité du secret des lettres a dû fléchir, en matière criminelle, devant des considérations d'ordre supérieur, cette exception ne peut être étendue à des débats civils d'ordre privé.

« Il ne s'agit plus, dit M. Tissier ², de la condition du secret imposée par l'auteur, que le tiers ne saurait invoquer puisqu'il est étranger au contrat intervenu entre ce dernier et le destinataire, mais du principe de morale qui s'oppose à ce que des lettres confi-

1. Rouen, 23 mars 1864 (P. 64, 745). — La Cour de cassation a jugé tout récemment, le 13 juillet 1897, que s'il peut être permis à un médecin de faire connaître, par lettres, à la femme du client auquel il donne ses soins, les causes et la nature de la maladie, la règle du secret professionnel ne lui permet pas de consentir à la publication de ces lettres et à leur production en justice par le destinataire. — Une telle production ne peut être admise par le juge, alors même qu'elle serait faite par le médecin auteur de la lettre dont il s'agit. — Si le principe de l'inviolabilité du secret des lettres peut, exceptionnellement, fléchir en matière de divorce et de séparation de corps, il appartient aux tribunaux d'apprécier si les lettres dont l'un des époux entend faire usage peuvent être versées aux débats, en se déterminant d'après les circonstances dans lesquelles il en est devenu détenteur. — Cass. civ. 13 juillet 1897, *Le Droit* du 6 août 1897.

². *Op. cit.*, p. 190.

dentielles soient divulguées contre la volonté de leur expéditeur.

En repoussant cette production, les juges ne violeront aucun texte ; la loi n'ayant déterminé nulle part le degré de foi qui appartient aux lettres, les juges ont un pouvoir souverain d'appréciation. »

C'est là la théorie enseignée par Larombière ¹, adoptée par MM. Hanssens ², Legris ³, et sanctionnée par une foule d'arrêts ⁴.

SECTION III

PRODUCTION PAR UNE PERSONNE AUTRE QUE LE DESTINATAIRE.

La question de production des lettres missives en justice devient plus délicate, si on suppose que la production est faite par une personne autre que le destinataire.

Avant d'entrer dans les détails, il convient d'écarter deux hypothèses pour lesquelles la solution nous paraît plus facile.

Et d'abord, si le tiers, qui produit les lettres ne

1. *Op. cit.* sur l'art. 1331.

2. *Op. cit.*, p. 219.

3. *Op. cit.*, p. 189.

4. Aix, 5 juin 1852 (S. 53, 2, 193). — Caen, 31 juillet 1856 (S. 57, 2, 22). — Orléans, 13 mars 1857 (S. 58, 2, 270). — Cass., 5 mai 1858 (S. 58, 1, 535). — Cass., 26 juillet 1861 (D. P. 64, 1, 347). — Nancy, 11 mars 1869 (D. P. 69, 2, 223). — Cass., 3 mai 1875 (D. P. 76, 1, 183). — Paris, 16 juin 1888 (*Gaz. Pal.*, 88, 2, 195).

les a entre ses mains que par suite de manœuvres dolosives, la production en devra être interdite, même si ce tiers détenteur n'a pas pris part aux moyens illicites qui ont fait sortir la correspondance des mains du destinataire.

La même solution s'applique si les lettres sont tombées aux mains du tiers par le pur effet du hasard.

La production ne pourra avoir lieu, sans qu'il y ait à distinguer si les lettres sont ou non confidentielles. La provenance de la possession suffit pour faire écarter du débat les lettres produites; le tiers qui les détient n'en est pas propriétaire. Le destinataire qui en a été injustement dépouillé ou qui les a perdues n'en autorise pas la production, et on ne voit pas comment un tribunal pourrait retenir une telle correspondance, surtout lorsqu'il y a eu dol ou fraude; car, en ces cas, il y a un délit qui empêche absolument la production. « S'il est un principe de droit ou de morale qui soit universellement accepté, c'est que les sources où la justice puise ses éléments de conviction doivent être pures, c'est qu'elle ne pourrait et ne voudrait jamais baser ses décisions sur une preuve qui ne lui serait fournie qu'à l'aide de la perpétration d'un délit¹. »

Ce principe était déjà admis dans notre ancienne jurisprudence². Un arrêt du Parlement de Paris, du

1. ODILON BARROT, *loc. cit.*

2. BRILLON, v^o *Lettre missive*.

31 décembre 1583, décidait que « la justice ne doit avoir aucun égard aux lettres écrites à un tiers, lorsque c'est sans son aveu et par de mauvaises voies qu'elles sont tombées dans les mains de la partie qui s'en prévaut¹ ». Denisart² rapporte un grand nombre d'autres arrêts rendus dans le même sens.

Dans la jurisprudence moderne, un seul arrêt est contraire³ ; c'est un arrêt de la Cour de Riom du 8 janvier 1849. On ne peut expliquer les considérants de cet arrêt que par l'influence favorable qu'ont dû produire sur les magistrats les faits du procès. Il s'agissait, en effet, de prouver que l'auteur des lettres était coupable de spoliation. Le fait a dû sembler assez grave à la Cour pour permettre au tiers de produire en justice une correspondance à laquelle il était étranger, mais qui emportait la condamnation de son auteur. Cet arrêt est heureusement isolé : il invoquait par analogie les règles de la production devant les tribunaux criminels ; mais c'était à tort, car la production n'est faite devant eux qu'à la suite de saisie et de procédure régulières⁴.

Mais, si le destinataire ne protestait pas contre

1. MERLIN, *Rép.* v^o *Lettres*, n^o 6.

2. V^o *Lettres missives*.

3. D. 1849, 2, 143.

4. Riom, 5 mai 1816, D. *Rép.* v^o *Lettre missive*, n^o 24 ; — Caen, 31 juillet 1836 (S. 37, 2, 22) ; — Bordeaux, 9 avril 1869 (D. P. 70, 2, 222) ; — Cass., 9 juin 1883 (D. P. 84, 1, 89) ; — Cass., 15 juillet 1885 (D. P. 86, 1, 145) ; — Cass., 11 mai 1887 (D. P. 87, 322) ; — Paris, 31 juillet 1889 (Gaz. Trib. des 2-3 novembre). — AUBRY et RAU, T. VIII, p. 290.

l'usage en justice des lettres frauduleusement obtenues, et consentait à ce qu'elles fussent produites aux débats, cet acquiescement couvrirait l'origine vicieuse de la production.

Ainsi, un jugement du tribunal civil de Bordeaux, du 5 mars 1890 ¹, a décidé avec raison que les lettres ou photographies de lettres que l'une des parties a obtenues au moyen d'agissements condamnables, ne doivent pas être écartées du procès lorsque l'autre partie, loin de conclure en ce sens, reconnaît au contraire l'authenticité de ces lettres, et se borne à contester la portée qu'on prétend leur donner ².

La même solution doit être donnée au cas d'une lettre perdue ou tombée par erreur en la possession de celui qui veut la produire. Dans une espèce particulièrement intéressante, où, par suite d'une erreur d'adresse, une personne avait reçu une lettre contenant la preuve de fraudes commises à son préjudice, la Cour de Rennes ³ a décidé avec raison que le tiers, n'étant pas propriétaire de la lettre, ne pouvait la produire, l'auteur et le destinataire s'opposant à la production. De même, dans un arrêt de la Cour de cassation ⁴, nous retrouvons affirmés les mêmes principes : « Il en est de la lettre qui fait fausse route ou qui se perd comme de tout autre objet qui serait

1. Gaz. Pal. 90, 1, 501.

2. LEGRIS, p. 194.

3. 26 juin 1874 (S. 75, 2, 74).

4. 3 mai 1875 (D. P., 76, 1, 183).

remis par erreur au domicile d'une personne, ou qu'on aurait trouvé sur la voie publique ; celui qui le reçoit ou qui le trouve n'en est pas propriétaire, au moins *ab initio*. Dans ces deux cas, la raison et la morale l'obligent à en rechercher le véritable propriétaire, ou au moins à les déposer aux mains des autorités compétentes pour opérer de semblables recherches. A plus forte raison, on ne saurait fonder sa propriété sur une possession délictueuse. » Cet arrêt, rendu dans un cas où il s'agissait de lettres confidentielles, doit être généralisé ; car il n'y a pas ici à rechercher si la lettre a ou non un caractère confidentiel : c'est une question de propriété qu'il s'agit de trancher ; c'est parce que le tiers qui produit n'est pas propriétaire, et que sa possession a un caractère illicite que la lettre doit être écartée du débat.

Qu'on n'invoque pas l'article 2279 au profit du tiers détenteur ; car la lettre missive, en tant que manifestation de la pensée, est chose incorporelle, et l'article 2279 ne lui est pas applicable ¹.

La seconde face de la question donne lieu à une solution que tout le monde admet. Si une lettre a été écrite dans l'intérêt du tiers qui la produit ou pour être portée à sa connaissance, et que cela ressorte de ses termes et de son objet, le tiers a alors les mêmes droits que le destinataire, et comme lui, dans

1. Voy. p. 88.

les mêmes conditions, il peut la produire en justice ¹.

De nombreux arrêts ont jugé en ce sens, notamment dans le cas de recherche de la maternité : la jurisprudence admet l'enfant à produire des lettres écrites à des tiers, mais dans son intérêt ².

Ces deux cas étudiés à part, nous avons à nous demander si, en dehors de ces hypothèses, un tiers a le droit de produire en justice des lettres adressées à une autre personne que lui.

Deux règles peuvent être données, qui reposent encore sur le caractère confidentiel ou non confidentiel de la correspondance que l'on veut produire en justice :

1° Si les lettres missives ne sont pas confidentielles, elles pourront être produites avec le seul consentement du destinataire ;

2° Si elles ont le caractère confidentiel, le tiers qui veut les produire devra s'assurer du double consentement de l'auteur et du destinataire ;

Si les lettres ne sont pas confidentielles, il faut

1. La lettre missive, parvenue légitimement et sans l'emploi de moyens illicites aux mains d'une tierce personne, peut être produite par elle en justice, lorsqu'il résulte de la lettre elle-même et des circonstances dans lesquelles elle a été écrite qu'elle était destinée à être communiquée à cette tierce personne. Dans ce cas, celle-ci peut en faire usage, même contre le gré du destinataire, pourvu qu'elle ne s'en soit pas emparée par des moyens illicites. Trib. de paix de Salies Haute-Garonne), 19 mars 1896, *Moniteur des J. de paix*, 96, 254.

2. Cassation, 3 janvier 1830 (S. 50, 1, 705). — Cass., 25 juillet 1864 (S. 65, 1, 33).

le consentement du destinataire¹ ; c'est lui qui peut en effet en disposer, puisqu'il en est le propriétaire ; il pourra donc intervenir au procès, et revendiquer la lettre. Mais, s'il a donné son consentement à la production, cela suffit ; car il a le droit de divulguer le contenu de la correspondance à lui adressée, et ce droit, il peut le transmettre à un tiers dans les conditions qu'il voudra. C'est là un point que tout le monde admet.

Da reste, le seul fait que la lettre est aux mains de quelqu'un suffit à faire présumer que le destinataire lui a donné l'autorisation d'en faire usage en justice, pourvu toutefois que le destinataire ne s'y oppose pas autrement. Le Tribunal civil de la Seine a même décidé que le destinataire qui a remis des lettres à un tiers pendant un certain temps, ne peut plus les revendiquer pour en empêcher la production². La Cour de cassation a jugé dans le même sens, le 20 juillet 1880³.

L'opposition de l'expéditeur ne signifie rien ici ; car il a perdu sur la lettre tout droit de propriété, ainsi que nous l'avons montré. Aussi, est-ce avec raison que la doctrine qui prétend que toute lettre adressée à une personne autre que celle qui veut en faire usage doit être réputée confidentielle, et, par suite, ne peut être produite quand son auteur s'y

1. Douai, 28 janvier 1896, *Lois nouvelles*, 96, 2, 120.

2. 9 janvier 1882 (*Gaz. des Trib.* du 10 janvier).

3. D. P. 81, 1, 179.

oppose, est abandonnée aujourd'hui. Merlin l'a soutenue, et elle a été adoptée par quelques arrêts de date déjà éloignée ¹.

Notre théorie est admise aujourd'hui par la plupart des auteurs qui se sont occupés de la question ², et elle est sanctionnée par la jurisprudence moderne.

S'agit-il, au contraire, d'une lettre confidentielle ? Il faut, pour la produire, le consentement de l'auteur et du destinataire, qui pourront intervenir, l'un ou l'autre, pour en empêcher la production.

Le destinataire n'aura qu'à invoquer, pour ce faire, son droit de propriété sur la lettre ; c'est en vain qu'on lui opposerait ici l'article 2279, car le caractère confidentiel de la lettre implique la mauvaise foi du tiers détenteur, et rend la possession illégitime.

Certains arrêts se basent, pour repousser la production, sur l'inviolabilité du secret des lettres ³. Mais ce motif est absolument superflu : le tiers qui produit les lettres n'en est pas propriétaire ; le destinataire les revendique et s'oppose à leur production : il est dès lors inutile de parler du secret des lettres. Ce motif ne pourrait juridiquement être invoqué que si le des-

1. MERLIN, *Rép.*, v^o *Lettre*, n^o 6. — Rome, 4 décembre 1813 (S. 13. 2, 87). — Cass., 4 avril 1821 (S. 22. 1. 33).

2. AUBRY et RAU, t. VIII, p. 291. — LAROMBIÈRE, *op. cit.*, *ibid.* — MASSÉ, *Droit commercial*, t. IV, n^{os} 2463 et 2464. — TISSIER, p. 78. — LEGRIS, p. 191. — HANSENS, p. 220.

3. Caen, 31 juillet 1856 (S. 57, 2, 22). — Dijon, 3 avril 1868 (S. 63 2, 46), — Seine, 13 janvier 1887 (*La Loi* du 8 avril).

tinataire, ce qui sera rare, avait aliéné les lettres au profit du tiers qui en veut faire la production.

L'auteur de la lettre pourra, dans tous les cas, s'appuyer sur le caractère de la lettre confidentielle pour s'opposer à sa production : le destinataire est tenu au secret ; ceux qui tiennent ses droits de lui ont la même obligation ¹.

Mais on peut supposer que ni l'auteur ni le destinataire ne s'opposent à une production des lettres en justice, qu'ils peuvent parfaitement ignorer. En ce cas, celui contre qui la production est faite pourra demander au tribunal que cette production n'ait pas lieu, et, d'office, le Tribunal s'opposera, suivant les circonstances, à ce que les lettres soient produites au procès, en vertu de cette règle de morale qui veut que la justice ne cherche pas la preuve des faits ou des contrats dans une correspondance dont le secret a été violé. Il importe peu que le destinataire consente à la production, dit M. Tissier ² ; ce n'est alors que par sa déloyauté que le tiers est devenu possesseur, et, suivant la vieille maxime, « *alterius circumventio alii non præbet actionem* ³ ». Il importe peu également qu'il s'agisse de prouver le dol ou la fraude : le principe du secret, qui subit certaines restrictions en matière

1. Il y a des cas où l'auteur de la lettre ne pourra point autoriser la production : c'est ce qu'a jugé la Cour de Douai (arrêt précité), relativement à une lettre écrite par un médecin, laquelle se rapportait à des constatations par lui faites en donnant des soins à un client.

2. *Op. cit.*, p. 17.

3. L. 107, D., *de reg. jur.*

criminelle, est applicable sans exception, écrit le même auteur, devant les tribunaux civils. C'est, du reste, aux juges qu'il appartient d'apprécier souverainement, et ils ne violeraient aucune loi en refusant d'appliquer notre règle : « Ce principe, dit Merlin, n'est écrit dans aucune loi, et c'est assez pour que les tribunaux puissent s'en écarter sans donner prise à la cassation ; mais il n'en est pas moins vrai que la morale leur fait un devoir de s'y conformer. »

Des décisions judiciaires fort nombreuses ont consacré les règles que nous venons d'établir. La Cour suprême a sanctionné la première, en décidant « que, lorsqu'une partie détient légalement des lettres écrites à un tiers, mais sans caractère confidentiel, elle peut les produire en justice, et les opposer à leur auteur ; qu'ainsi l'enfant naturel, détenteur légitime de lettres, d'ailleurs non confidentielles, écrites par sa prétendue mère à un tiers, peut produire ces lettres pour s'en faire un commencement de preuve par écrit à l'appui de son action en recherche de maternité¹. »

Un arrêt du 5 mai 1858² admet la seconde règle que nous avons posée, et qui permet aux tribunaux d'écarter la production de lettres confidentielles, faite sans le consentement de l'expéditeur et du destinataire : « Il est de principe, dit cet arrêt, que les lettres

1. Cass., 20 juillet 1883 (S. 81, 1, 218).

2. S. 58, 1, 535.

adressées à un tiers sont réputées confidentielles ; que, dès lors, nul n'a le droit de s'en prévaloir devant la justice en en divulguant le secret ; que, si ce principe a dû fléchir en matière criminelle, cette exception ne saurait être étendue à de simples débats d'intérêts privés, même lorsque l'action repose sur une allégation de dol ou de fraude. ¹ »

Nous n'avons trouvé qu'un seul arrêt, du 3 juillet 1850 ², exigeant seulement le consentement du destinataire. Cette opinion n'a pas prévalu ; elle était du reste battue en brèche par la presque totalité des auteurs ³.

Pour terminer ce sujet, il convient de faire remarquer que, si le destinataire d'une lettre a versé cette lettre aux débats dans le cours d'un procès, ses adversaires eux-mêmes pourront s'en prévaloir, même dans le cas où elle serait confidentielle. Une partie n'a pas le droit, en effet, de prendre dans une correspondance les passages qui lui sont favorables, et d'empêcher son adversaire de se servir de ceux qui lui sont contraires : « Bien qu'en la produisant, dit Despeisses ⁴, elle ait déclaré qu'elle ne la produisait qu'autant qu'elle lui servait, néanmoins la partie adverse peut s'en aider, s'il y a quelque chose qui

1. Trib. com. Nantes, 7 déc. 1895, Rec. de Nantes, 96, 1, 365.

2. S. 50. 1, 705.

3. DENIZART, v^o *Lettres missives* ; — BRILLON, v^o *Lettres missives* ; — DESPEISSES, t. II, p. 529 ; — AUBRY et RAU, t. VIII, p. 291 ; ROUSSEAU, *op. cit.*, p. 24. — *Contra.* : DEMOLOMBE, t. IV, p. 393.

4. *Loc. cit.*

lui serve, en sorte qu'elle n'est pas recevable à la retirer après l'avoir produite ; car, dès que la pièce est produite, elle est faite commune à toutes les parties. ¹ »

SECTION IV

PRODUCTION PAR LE MINISTÈRE PUBLIC.

Nous avons vu l'importance que peuvent avoir en droit pénal les lettres missives au point de vue de la preuve. Rappelons qu'en matière criminelle, la production par le ministère public peut s'étendre sur toutes les lettres, confidentielles ou non, qu'elles soient invoquées comme preuve du délit ou qu'elles constituent le corps même du délit, comme dans les cas de faux, d'escroquerie ou de diffamation.

Il serait aussi dangereux pour la société que funeste pour l'accusé d'enlever aux intéressés le droit de faire usage des correspondances relatives aux affaires instruites. Mais si, souvent, un malheureux que l'on croit coupable et que l'on poursuit, peut, par ses lettres, faire éclater son innocence, souvent aussi on parvient à découvrir la preuve d'un crime ou d'un délit dans une correspondance maladroite. On ne peut refuser au procureur de la République, chargé de poursuivre les coupables, de se servir de tous

1. En ce sens, Bordeaux 9 avril 1869 (S. 69, 2, 285).

moyens propres à faire éclater la vérité : les lettres missives lui en fourniront souvent l'occasion.

Qu'on n'objecte pas que le principe de l'inviolabilité du secret des lettres s'oppose à la production des correspondances par le ministère public : ce principe doit fléchir devant cet autre non moins essentiel, la nécessité de la répression des délits ou crimes commis.

C'est ce qu'a, avec juste raison, décidé la Cour suprême, dans un arrêt du 9 juin 1883¹ : « Attendu, dit la Chambre criminelle, que l'inviolabilité du secret des lettres est un principe de haute moralité qui intéresse essentiellement l'ordre public ; mais que le respect qu'il commande n'est pas si absolu qu'il ne doive exceptionnellement fléchir, dans une certaine mesure, dans l'intérêt de la vérité, en matière de justice criminelle ; que, sans doute, même en cette matière, aucune atteinte ne saurait être portée au principe de l'inviolabilité du secret des lettres au moyen de procédés délictueux, rentrant dans la prohibition même de la loi ; mais qu'il ne suffit pas, pour faire repousser par la justice criminelle la preuve d'un délit ou d'un crime résultant d'une correspondance produite devant elle, que la possession de cette correspondance ait été obtenue par des moyens qui, n'étant pas coupables aux yeux de la loi, pouvaient blesser certains scrupules. »

1. D. P. 84, 1, 89.

La jurisprudence a eu de longues hésitations, mais aujourd'hui elle est unanimement fixée en ce sens que les lettres peuvent servir de base à une poursuite criminelle : elle se fonde, pour décider ainsi, sur les articles 40, 85, 87, 88 du Code d'instruction criminelle.

Mais le ministère public ne pourra baser son accusation sur une lettre, il ne pourra produire cette lettre, si elle a été enlevée à son propriétaire au moyen d'un procédé délictueux.

Il ne pourra pas non plus produire les lettres, tant qu'elles conserveront leur caractère confidentiel, c'est-à-dire quand elles n'auront pas été légalement mises entre les mains de la justice. Le caractère confidentiel n'existera point dans les deux cas où les lettres auront été remises aux magistrats volontairement, avec le double consentement de l'auteur et du destinataire, et où elles auront été saisies au cours d'une perquisition.

Ces conditions requises, le procureur de la République pourra se servir des lettres comme moyen de preuve, et par suite pourra les produire, puisque, les débats étant publics, il devra indiquer sur quoi est basée son accusation.

SECTION V

DE LA PRODUCTION DES LETTRES ANONYMES, INJURIEUSES,
ET DES LETTRES DE COMMERCE.

Nous avons vu qu'en aucun cas, une lettre anonyme ne pouvait être regardée comme confidentielle. L'obligation au secret dérivant d'un engagement tacite que le destinataire est censé prendre envers l'expéditeur, on ne pourrait ici imaginer la possibilité d'une convention quelconque, puisque l'auteur est inconnu. Il s'ensuit qu'une telle lettre pourra toujours être produite en justice par le destinataire ou par toute autre personne, par celle notamment qui s'y trouve attaquée ¹.

Ce que nous venons de dire de la lettre anonyme s'applique aussi au cas de lettre injurieuse. Là non plus, le pacte ne se conçoit pas ; car l'auteur d'une telle lettre, en l'écrivant, n'a pu s'attendre au silence d'une personne à qui il ne s'adresse que pour l'injurier. Une telle correspondance ne peut jamais être réputée confidentielle, et le destinataire pourra toujours en faire usage devant les tribunaux. Cette règle doit même être étendue au cas où la lettre est injurieuse, non plus pour le destinataire, mais pour des personnes que l'auteur savait lui être chères. C'est ce

1. Caen, 18 janvier 1860 (S. 60, 2, 623). — Cass., 3 mars 1879 (S. 81, 1, 331).

qu'a décidé la Cour de Nîmes, dans un arrêt du 30 avril 1834 ¹, à propos de lettres dans lesquelles l'auteur accusait la fille du destinataire d'adultère et d'inceste : « Ces lettres, dit l'arrêt, loin de présenter un caractère confidentiel, étaient sans doute destinées à être communiquées à la fille du correspondant ; dans tous les cas, en présence des faits qu'elles énonçaient, il était du devoir du destinataire, protecteur naturel de l'honneur de sa fille, de l'instruire de l'imputation dont elle était l'objet, afin qu'elle avisât aux mesures à prendre dans l'intérêt de sa réputation. »

Tout commerçant, d'après l'article 8 § 2 du Code de commerce, est tenu de copier sur un registre les lettres qu'il envoie. Ce fait de la transcription fait-il perdre aux lettres commerciales le caractère confidentiel qu'elles peuvent avoir ?

On l'a soutenu en se basant sur ce que le Code de commerce ² autorise et ordonne parfois la production et la communication des livres de commerce, ce qui rend les lettres copiées susceptibles d'être connues de tous ³.

Cette raison ne saurait nous convaincre.

Les livres des commerçants ne sont pas en effet

1. D. P. 1834, 2, 239.

2. Art. 12 et suiv.

3. DALLOZ, sous l'arrêt de Cass. du 5 mai 1838, 58, 1, 209. — DELAMARRE et LÉPOITEVIN, *Traité de droit commercial*, t. 1, n° 468.

publics. La communication n'en a lieu que dans des cas spéciaux : l'article 41 du Code de commerce porte que la communication des livres et inventaires ne peut être ordonnée en justice que dans les cas de succession, de partage de société, de communauté, de faillite. La loi n'a pas voulu que le commerçant fût obligé, dans tout procès, de montrer ses livres, au risque de divulguer le secret de ses opérations commerciales. Cette énumération des cas où la production est possible est limitative.

L'article 45 décide « que, dans le cours d'une contestation, la représentation des livres peut être ordonnée par le juge, même d'office. » Mais cette production, que les tribunaux restent toujours maîtres d'ordonner, et qu'ils pourront rejeter s'il s'agissait du livre d'un tiers contenant copies de lettres confidentielles, cette production sera prescrite « seulement, ajoute l'article 45, à l'effet d'en extraire ce qui concerne le différend ». Cette restriction montre bien que le législateur a pensé au danger qui pourrait résulter de la divulgation des affaires et des correspondances commerciales.

SECTION VI

DE LA COMBINAISON DES RÈGLES RELATIVES A LA PRODUCTION DES LETTRES MISSIVES EN JUSTICE AVEC LES DROITS DES MARIS, PÈRES ET TUTEURS, SUR LA CORRESPONDANCE DE LEURS FEMMES, ENFANTS OU PUPILLES,

Les difficultés que fait naître la production des correspondances augmentent encore lorsque les droits

résultant de la propriété des lettres viennent se heurter aux droits des maris, pères ou tuteurs, sur la correspondance de leurs femmes, de leurs enfants ou de leurs pupilles.

Nous avons reconnu au père, comme un des attributs de la puissance paternelle, le pouvoir d'intercepter et d'ouvrir les lettres adressées à son enfant mineur ou écrites par celui-ci, le pouvoir même de les supprimer. Il a donc sur une telle correspondance tous les droits, et il aura la faculté de s'en servir en justice pendant toute la minorité de l'enfant.

Mais, si nous nous plaçons à une époque plus éloignée, à l'âge de la majorité de l'enfant, et si nous supposons que le père ou la mère ait gardé entre ses mains la correspondance destinée au fils, pourront-ils la produire en justice ? En principe, il faut répondre non, car l'enfant en est resté propriétaire ; il pourrait, du jour de son émancipation ou de sa majorité, en réclamer la restitution ; et on ne peut raisonnablement lui refuser le droit de s'opposer à la production de ces lettres, qui sont sa propriété, si le père venait à les verser aux débats dans son propre intérêt. Et notons qu'il n'y a pas lieu d'établir une distinction entre les lettres confidentielles et celles qui ne le sont pas : c'est comme propriétaire que l'enfant agit ici.

Toutefois, il convient d'admettre, conformément aux règles qui gouvernent le mandat, que ce principe cesse de recevoir son application quand il s'agit de

juger une contestation s'élevant entre l'enfant émancipé ou devenu majeur, et ses parents, relativement à la tutelle. Il serait absurde de refuser aux parents une justification qu'ils peuvent trouver dans la correspondance de leur enfant ¹.

Faut-il apporter d'autres exceptions à la règle que nous avons posée, et dire avec la Cour de Caen, dans un arrêt du 11 juillet 1866 ², que, même après la majorité de l'enfant, les père et mère peuvent se prévaloir des indications fournies par les lettres qu'ils auraient retenues pendant sa minorité pour intenter une action en conseil judiciaire ? Cette décision est certainement prise dans l'intérêt de l'enfant, qu'elle désire garantir contre ses propres entraînements; mais elle n'est pas, à notre avis, juridique.

L'enfant qui a atteint l'âge de sa majorité est, en effet, maître absolu de sa personne et de ses biens. Le jour où il est entré dans sa vingt-deuxième année, on aurait dû lui remettre toutes les correspondances interceptées pendant sa minorité; ses parents, s'ils les ont gardées, n'en ont qu'une détention illégitime, et cette illégitimité même doit s'opposer à ce qu'ils les produisent en justice ³.

Aussi, à l'arrêt de la Cour de Caen décidant « que, dans un but de protection, et pour arriver, s'il y a lieu, à une mesure destinée à garantir son fils contre

1. HANSENS, p. 260. — LEGRIS, p. 193.

2. S. 67, 2, 151.

3. HANSENS, *loc. cit*; — LEGRIS, *loc. cit.* — *Contra*: TISSIER, p. 81.

ses propres entraînements, le père est bien fondé à se prévaloir des indications que peuvent renfermer les lettres dont la propriété n'est pas d'ailleurs contestée à l'enfant », préférons-nous la décision de la première chambre du tribunal de la Seine rendue le 29 novembre 1888² ; dans cette espèce, il s'agissait de lettres prises par la mère dans la chambre de son fils. Le tribunal n'a pas admis la production : « Attendu, dit le jugement, que si l'enfant, à tout âge, doit honneur et respect à ses parents, il ne reste sous leur surveillance et sous leur autorité que jusqu'à sa majorité ; qu'à ce moment, et sauf certains cas déterminés, il devient à leur égard, comme à l'égard de tout étranger, maître de sa personne et de ses biens ; que, dès lors, le père de famille ne saurait s'emparer, même dans un intérêt respectable, de choses qui constituent une propriété entre les mains de son fils ; qu'il en est ainsi surtout lorsqu'il s'agit de lettres missives que la loi et les habitudes sociales tiennent pour inviolables ».

Il s'agissait, dans cette affaire, de lettres adressées à l'enfant après sa majorité ; mais cette solution doit être généralisée, car, dans les deux cas, la production en justice ne doit pouvoir se faire, parce que les lettres sont illégitimement détenues.

En ce qui concerne le tuteur, il aura le droit de produire les lettres de son pupille s'il agit dans un

² *Le Gaz. Pal.* 89, I, 141.

but de protection : c'est aussi en s'inspirant de l'intérêt du pupille que la Cour de cassation, dans un arrêt du 18 mars 1861 ¹, a décidé que le subrogé tuteur, agissant contre le tuteur en destitution de tutelle, pouvait produire les lettres écrites par ce dernier à son pupille : l'opposition du tuteur est sans aucun effet, puisque le débat s'engage entre lui et le représentant du destinataire.

Nous avons vu ² que le directeur d'une maison d'aliénés ne saurait, même pour se défendre contre une attaque injuste, produire en justice la correspondance de ses pensionnaires malgré l'opposition de l'aliéné revenu à la raison.

En ce qui concerne le droit de protection du mari, dit M. Tissier ³, la doctrine et la jurisprudence sont fort divisées. C'est une question d'une application fréquente, presque tous les procès en séparation de corps la font naître ; c'est une question des plus délicates aussi, car il s'agit de respecter le secret des lettres, sans méconnaître les droits de la preuve juridique et ceux qui dérivent de l'autorité maritale.

D'abord, il convient d'écarter certaines hypothèses sur lesquelles on est à peu près d'accord, et qui ne sont guère embarrassantes.

La correspondance échangée entre les époux pourra toujours être produite en justice. Elle peut

1. D. P. 61, 1, 432.

2. p. 241.

3. *Op. cit.*, p. 82.

contenir et elle contient souvent des injures graves, suffisantes pour faire prononcer le divorce ou la séparation de corps. On ne comprendrait pas pourquoi de telles injures ne pourraient servir de base à une action en justice, ni pourquoi la lettre qui les contient ne pourrait être produite ; car la loi n'exige nulle part que l'injure ait été publiquement proférée ; les lettres contenant des injures sont donc d'une importance capitale dans le débat qui s'agite autour d'une séparation de corps ou d'un divorce, et l'époux pourra puiser dans une pareille correspondance la preuve des faits dont il se plaint, sans que jamais l'autre conjoint puisse lui opposer le caractère confidentiel des lettres.

M. Labbé admet, comme nous, cette solution ; mais il y voit une exception apportée aux règles générales de la matière. N'est-ce pas plutôt une application nouvelle de la règle générale que nous avons déjà rencontrée, et d'après laquelle le caractère confidentiel des lettres doit être écarté quand ces lettres sont produites par le destinataire contre leur auteur ?

Quoi qu'il en soit, la même solution doit s'appliquer, croyons-nous, au cas où la lettre qui contient une injure grave pour un époux a été échangée, non plus entre les époux, mais entre l'un d'entre eux et un tiers.

C'est aux tribunaux qu'appartient le pouvoir d'examiner l'intention de l'auteur de la lettre, et de

décider s'il y a ou non injure grave. Notons à ce propos qu'ici tout est relatif, et qu'ils pourront ne pas trouver, comme l'a fait du reste la Cour de Bourges ¹, d'injure grave dans les termes même excessivement sévères par lesquels un des époux exprimerait à l'autre ses griefs et ses reproches, ou confierait ses chagrins à un tiers ².

Si on n'admettait pas l'époux à baser sa demande sur la correspondance injurieuse de son conjoint, dit M. Legris ³, ce serait souvent lui enlever le moyen de prouver les outrages dont il est en droit de se plaindre.

Du reste, nous avons précédemment établi ce point qu'une lettre injurieuse ne peut jamais être considérée comme confidentielle ⁴.

Il arrive quelquefois que les injures contenues dans les lettres échangées entre époux ont été concertées pour arriver au divorce ou à une séparation volontaire ; c'est aux juges qu'il convient de recher-

1. 4 janvier 1825 (D. P. 25, 2, 139).

2. Aix, 17 décembre 1834 (S. 35, 2, 172).

3. P. 198.

4. Poitiers, 29 juillet 1806 (D. Rép., v^o *Séparation de corps et Divorce*, n^o 38) ; — Cass., 9 nov. 1830 (D. Rép., v^o *Lettres missives*, n^o 22) ; — Nîmes, 3 avril 1834 (D. P. 34, 2, 239) ; — Poitiers, 13 janvier 1843 (D. Rép., loc. cit.) ; — Tribunal de la Seine, 6 janvier 1891, *Le Droit* du 14 février ; — Poitiers, 19 janvier 1891 (*Gas. Pal.*, 91, 2, 383) ; — DALLOZ, *Rép.*, v^o *Lettre missive*, n^{os} 22, 29, et v^o *Séparation de corps*, n^o 38 ; — AUBRY et RAU, T. IV, p. 180 ; — DEMOLOMBE, *Du mariage et de la séparation de corps*, T. II, p. 496 ; — DANIEL DE FOLLEVILLE, *Étude doctrinale, Recue du Divorce*, 1889, p. 190 ; — TISSIER, *op. cit.*, p. 82 ; — HANSENS, *op. cit.*, p. 277, 278 ; — LEGRIS, *op. cit.*, p. 198, 199. — *Contra* : Limoges, 17 juin 1824 (D. Rép., v^o *Lettre missive*, n^o 28).

cher ces fraudes pour les déjouer, et de voir dans quelles circonstances les lettres sont produites aux débats.

Au contraire, les lettres devront toujours être rejetées des débats, quel que soit leur caractère, lorsque leur possession par le mari sera le résultat de manœuvres illicites. Mais ici, il convient d'établir une distinction, suivant le cas où la possession des lettres est le résultat de moyens que la loyauté réproouve, de moyens indignes d'un honnête homme, mais que cependant la loi répressive ne peut atteindre, et le cas où elle est le résultat de fraudes que la loi pénale prévoit et punit.

Dans la première hypothèse, le mari pourra produire les lettres missives ; car le droit d'investigation des tribunaux est ici bien étendu. C'est ainsi qu'on a pu voir la Cour suprême consentir à ce qu'un mari versât aux débats, dans une poursuite en adultère, des lettres qu'il avait achetées au complice même de sa femme ¹. C'est ainsi encore que la Cour de Nîmes, dans un arrêt du 6 janvier 1880, a jugé qu'un mari peut produire, dans une instance en séparation de corps, une lettre confidentielle adressée par sa femme à un tiers, et dont il avait réussi à s'emparer par la force. Un jugement du tribunal de Compiègne, du 14 mai 1884, permet aussi au mari de produire des lettres que la femme prétend avoir été soustraites au bureau

1. Cassation, 9 juin 1883 (D. P. 84, 1, 89), avec un rapport remarquable de M. le conseiller Gast.

de la poste. Cette décision va beaucoup trop loin ; car elle va à l'encontre de la règle de morale qui veut qu'un tribunal ne s'éclaire pas au moyen de pièces dont la possession est délictueuse.

En résumé, les moyens qui auraient été employés par le mari, lorsqu'ils sont indéliçats, ne suffisent point pour empêcher la production de la correspondance de la femme, quand ils ne sont point réprimés par la loi. C'est une conséquence bien rigoureuse certes, mais bien logique aussi du principe de l'autorité maritale ¹.

Mais faut-il aller jusqu'à soutenir, avec Demolombe, que le mari a le droit de produire en justice la correspondance de sa femme, lorsqu'il n'a pu en obtenir la possession qu'au moyen de manœuvres illicites prévues par le Code pénal ?

Rien, d'après Demolombe, ne saurait autoriser les tribunaux à écarter les lettres missives des débats : ni la déloyauté la plus évidente, ni la trahison la plus visible, rien ne peut conduire à ce résultat. « Qu'on se récrie tant qu'on voudra ², dit-il, contre l'infamie de celui qui se sert en justice de documents qu'il a volés ; il n'en est pas moins sûr qu'aucun texte ne permet aux juges de repousser la preuve mise ainsi sous leurs yeux. » Et cette opinion est adoptée par

1. BAUDOUIN, p. 36 ; — LEGRIS, p. 205 ; — TISSIER, p. 85 ; — DALLOZ, sous l'arrêt de cass. du 15 juillet 1883, 86, 2, 146. — *Contra*: HANSENS, p. 284.

2. *Op. cit.*, p. 501.

quelques auteurs, tels que Massol ¹, Goirand ², etc.
« Peu importe, dit en substance M. Massol, le moyen par lequel l'époux s'est procuré les lettres ; il s'agit seulement de savoir si les faits qui s'y trouvent sont exacts ou mensongers ; et, dès lors qu'ils peuvent lui être utiles, il a le droit d'en argumenter. »

Il nous semble impossible de souscrire à une telle théorie, et nous sommes heureux de constater qu'aucune décision judiciaire n'est venue la consacrer. Car, on ne peut faire sortir d'un délit une preuve légale quelconque contre celui qui souffre de ce délit ; il est, dit M. Tissier³, de principe rigoureux que tout dommage appelle une réparation ; l'accorder pleine et entière est le premier devoir de la justice, et garder une pièce soustraite, en faire la base d'un jugement contre celui à qui elle a été enlevée ne serait pas réparer, mais aggraver le délit dont il a souffert. N'est-ce pas faire offense aux juges, demande à son tour M. Legris ⁴, que de leur présenter, pour motiver leur décision, des pièces que des procédés frauduleux ont procurées ?

Aussi, un arrêt de la Cour de Bordeaux du 13 janvier 1879 ⁵ décide-t-il que « l'époux qui demande la séparation peut être admis à se prévaloir des lettres

1. *Op. cit.*, p. 42.

2. *Tr. du divorce*, p. 7.

3. p. 84.

4. p. 206.

5. D. P. 80, 2, 191.

écrites à un tiers par l'autre époux, lorsque ces lettres ne sont pas parvenues par un moyen illicite entre les mains de celui qui veut en faire usage. » Un arrêt de la Cour de cassation, du 9 juin 1883 ¹, dit de même que, « en cette matière, aucune atteinte ne saurait être portée au principe de l'inviolabilité du secret des lettres au moyen de procédés délictueux rentrant dans la prohibition de la loi. ².

Nous avons à statuer maintenant sur l'hypothèse qui se présentera le plus ordinairement, celle de la production des lettres que le mari détient légitimement, soit qu'il les ait interceptées suivant son droit, soit que des tiers les lui aient remises.

Ces lettres, qu'elles soient ou non confidentielles, pourront être produites, par dérogation aux règles ordinaires. C'est le système de la jurisprudence, en général, et de nombreux arrêts le sanctionnent ³.

Presque tous les arrêts donnent ce droit de production au mari par des motifs qui sont exacts, mais qui seuls, pensons-nous, seraient insuffisants. Voici,

1. S. 83, 1, 137.

2. Cass., 10 juillet 1883 (D. P.^h 83, 1, 145) ; — Liège, 40 janvier 1889, et conclusions de M. le substitut du procureur général LIMELETTE (Gaz. Pal., 89, 1, Sup. 46) ; — Orléans, 13 décembre 1889 (Gaz. Pal., 90, 1, Sup. 21) ; — Rouen, 2 avril 1890 (Recueil de Rouen. 91, 1, 106) ; — Paris, 30 juin 1890 (*La Loi* du 23 juillet) ; — Périgueux, Trib. civ., 27 décembre 1890 (*Le Droit* du 29 janvier 1891) ; — TISSIER, p. 85, 86 ; — LEGRIS, p. 205, 206, 207 ; — HANSENS, p. 284.

3. Paris, 22 février 1860 (S. 60, 2, 231) ; — Alger, 12 nov. 1866 (S. 67, 2, 152) ; — Bordeaux, 13 janvier 1879 (S. 79, 2, 118) ; — Nîmes, 6 janvier 1880 (S. 81, 2, 51) ; — Bruxelles, 30 juin 1881 (S. 81, 4, 28).

en effet, comment raisonne la jurisprudence. En matière de séparation de corps, la loi autorise, dit-elle, des mesures spéciales d'information : c'est ainsi qu'elle permet le témoignage des parents ou des domestiques, contrairement à ce qui se passe en général ; le caractère intime, confidentiel, des faits à prouver motive ici l'exception à l'inviolabilité du secret des lettres, comme elle motive ces témoignages.

Pourquoi ne pas dire simplement, et cela suffirait, que l'autorité du mari donne à ce dernier le droit d'intercepter les lettres de sa femme, de les ouvrir ; que ce pouvoir qu'il possède rend sa possession légitime, et que, par suite, il a le droit de produire en justice ce qu'il détient légitimement ?

Que l'on ne dise donc pas que la nature des faits à prouver entraîne à elle seule une exception aux règles de la production des lettres en justice ; car, si cela était, logiquement la conclusion serait que, toutes les fois que l'enquête pourra porter sur les faits que contient une lettre confidentielle, la production en sera autorisée, ce que personne ne pourrait admettre. L'argument tiré par la jurisprudence de la nature secrète, intime, des faits qu'il s'agit de prouver ne suffit donc pas à lui seul : il est vrai, répétons-nous, mais insuffisant.

Deux arguments peuvent donc et doivent être donnés à l'appui de la théorie que nous admettons avec la jurisprudence : l'un, principal, c'est que l'autorité du mari, que la loi place au-dessus du secret

des correspondances, lui donne le droit de produire en justice des lettres qu'il peut intercepter et ouvrir : l'autre, accessoire, c'est que la loi admet ici des règles exceptionnelles de preuve.

En ce qui concerne la femme, la question de savoir si elle peut produire des lettres écrites par le mari se présentera rarement ; car elle les aura interceptées ou elles seront tombées entre ses mains par un pur effet du hasard : la possession n'est pas licite, et évidemment, elle ne pourra en réclamer la production en justice.

La question ne se posera pour elle que si les tiers destinataires des lettres écrites par le mari les lui ont remises volontairement ; en ce cas, la production sera permise, puisque la femme a une détention légitime.

On a critiqué cette distinction entre les droits du mari et ceux de la femme : il y a, il est vrai, une inégalité qui peut paraître choquante, mais cette inégalité découle de l'autorité maritale, qui, du reste, à y bien réfléchir, entraîne des conséquences plus dures encore. On a objecté que le mari ne doit pas pouvoir cacher son inconduite, en invoquant le caractère délictueux de la possession des lettres par la femme. Mais c'est là un cercle vicieux, car c'est cette inconduite qu'il s'agit de prouver : si elle était établie, il n'y aurait plus besoin de preuves.

Les règles que nous venons d'établir s'appliquent aussi bien quand les lettres ont été adressées

à des tiers que lorsqu'elles ont été échangées entre époux. Néanmoins, il faut faire remarquer que, dans le premier cas, il y a lieu d'établir une distinction entre les lettres confidentielles et celles qui ne le sont pas. Pour les premières, elles ne peuvent être produites qu'avec le double consentement de l'auteur et du destinataire; pour les secondes, le consentement du destinataire seul suffit.

Tel est le principe en matière de lettres adressées à des tiers.

Toutefois, dans les procès en divorce ou en séparation de corps, ce principe est battu en brèche par de nombreuses exceptions. Les lettres qui ont trait à la vie commune des époux sont par essence confidentielles, dit M. Legris¹; mais c'est précisément dans ces lettres que le tribunal relèvera les injures qu'articule le conjoint outragé.

Supposons que l'aveu de l'adultère se trouve dans la correspondance échangée entre l'époux et son complice: les tribunaux pourront-ils écarter des débats les lettres où se trouve la preuve du délit, sous prétexte qu'elles sont confidentielles? Certainement non; au contraire, de telles lettres sont les documents les plus utiles dans de pareils procès?

Aussi la Cour de cassation² a-t-elle jugé avec raison que la femme demanderesse en divorce peut

1. p. 200.

2. 11 juil. 1888 (Gaz. Pal., 88, 2, 199).

produire les lettres adressées par un tiers à son mari, pourvu, bien entendu, que ces lettres soient entrées en sa possession sans manœuvres coupables : « Imposer le silence en pareil cas et dans un procès de cette nature à l'un des époux serait, de la part des tribunaux, lui commander l'oubli des injures subies, dont les juges ont, au contraire, à apprécier la gravité et à régler les conséquences légales à l'égard des parties. »

La Cour de Lyon a aussi jugé que la femme pouvait verser aux débats les lettres du mari à sa concubine, lettres que celle-ci avait remise à l'épouse outragée ¹.

La jurisprudence n'est pas unanime sur ce point, et, à côté des arrêts qui prétendent que la règle suivant laquelle on ne peut produire des lettres confidentielles sans l'autorisation de l'auteur et celle du destinataire, est inapplicable en matière de divorce ², on trouve d'autres décisions contraires ³. Des auteurs, tels que Dalloz ⁴, Aubry et Rau ⁵, Charpentier ⁶, Le Senne ⁷, voudraient voir la jurisprudence entrer dans cette dernière voie, et décider résolument et unanimement que, seules, les lettres non confidentielles

1. Lyon, 6 mars 1883 (D. P. 83, 2, 191).

2. Paris, 22 février 1860 (S. 60, 2, 131). — Dijon, 11 mai 1870 (D. P. 71, 5, 238).

3. Cassation, 12 juin 1823 (S. 23, 1, 394). — Aix, 17 décembre 1834 (S. 35, 2, 172).

4. *Rép. v^o Séparation de corps*, n^o 42.

5. T. v. p. 180, à la note.

6. *Op. cit.*, n^o 48.

7. *Op. cit.*, n^o 40.

peuvent être produites en justice par l'époux qui prétend y être injurié.

Merlin ¹ et, après lui, M. Laurent ² enseignent que toutes les lettres échangées avec des tiers sont confidentielles. De pareilles lettres ne pourront donc jamais être produites en justice, même dans les procès en divorce, si l'auteur et le destinataire n'y consentent.

Quoi qu'il en soit, la jurisprudence paraît bien aujourd'hui fixée dans le sens de l'opinion que nous avons adoptée.

SECTION VII

DE QUELQUES RÈGLES GÉNÉRALES RELATIVES A LA PRODUCTION DES LETTRES EN JUSTICE.

Maintenant que les cas de la production de lettres missives en justice sont déterminés, il nous reste à donner quelques règles générales relatives à cette production, et à trancher quelques difficultés accessoires.

La lettre produite, pour être retenue, doit d'abord avoir été régulièrement versée aux débats.

La Cour de Nancy a décidé, en ce sens, qu'un tribunal ne peut, pour prononcer un divorce, baser son

1. *Rép.*, v^o *Lettre*, n^o 6.

2. T. III, n^{os} 201 et suiv.

argumentation sur une lettre confidentielle émanée de l'une des parties, et destinée simplement à l'avocat, si ce document ne s'est trouvé mêlé aux pièces du dossier que par un simple hasard¹. La Cour d'Amiens a aussi jugé que les tribunaux n'ont pas à tenir compte d'une lettre que la citation n'a pas visée, et qu'une indiscretion a fait connaître malgré la volonté de l'auteur et du destinataire².

Dès qu'une lettre a été régulièrement produite au procès, les deux adversaires peuvent s'en prévaloir ; et la Cour de cassation a décidé qu'une lettre confidentielle perdait ce caractère quand, lue à l'audience sans opposition, on voulait en empêcher un nouvel usage dans le même procès, car elle appartient désormais à la procédure³.

Comme toute pièce produite en justice, la lettre, pour pouvoir faire preuve d'une obligation ou d'un fait devra avoir date certaine. C'est là une remarque intéressante, surtout quand il s'agit d'une action en recherche de maternité. Les décisions judiciaires refusent d'admettre, conformément à l'article 337 du Code civil, les lettres produites qui n'ont pas date certaine antérieure au mariage de la prétendue mère.

Si la signature de la lettre est contestée ou déniée, il y a lieu, suivant les articles 1324 du Code civ.,

1. Nancy, 30 janvier 1886 (Gaz. Pal., 86, 1, 574).

2. Amiens, 8 août 1890 (*La Loi* du 22 octobre).

3. Cass., 28 octobre 1889 (D. P. 90, 1, 12.)

4. ROUSSEAU, *op. cit.*, p. 62.

et 193 et suiv. du C. de proc. civ., d'en ordonner la vérification.

Suivant une décision de la Cour de Douai du 8 février 1879¹, les juges peuvent prendre une mesure analogue au cas de lettres anonymes.

Ils peuvent même, sans expertise, décider eux-mêmes, s'ils ont des éléments d'appréciation suffisants pour se faire une conviction, que la lettre est bien l'œuvre de la personne à qui on l'attribue².

Les tribunaux peuvent aussi ordonner la preuve par témoins des faits qu'on prétend contenus dans une lettre confidentielle : l'auteur ou le destinataire de lettres de ce genre ne pourraient refuser de déposer ; le secret des lettres ne peut en effet être invoqué comme le secret professionnel. La Cour suprême, faisant une application intéressante de cette règle, a décidé, dans le cas d'une action en dommages-intérêts formée par un commerçant contre une agence qui avait, sans aucun motif, donné sur lui de mauvais renseignements, et qui invoquait la nature confidentielle des lettres, que cette prétention devait être écartée, et que la confiance, orale ou écrite, ne pouvait être opposée comme excluant la possibilité d'une enquête, ou même comme pouvant servir de cause de récusation ou d'excuse d'un témoin régulièrement cité³.

1. S. 83, 2. 83.

2. Toulouse, 5 août 1882 (S. 83, 2, 11).

3. Cass., 5 décembre 1883 (S. 83, 1, 457).

Faut-il aller, comme M. Demolombe, jusqu'à soutenir qu'un tiers détenteur des lettres qui en a refusé la remise puisse être assigné pour se voir condamner à les produire ? « J'ai le droit, dit-il, de demander la production d'un écrit privé à un tiers, dès que je pourrai faire interroger ce tiers comme témoin. Le secret qu'il aurait promis à une confidence ne le dispenserait pas de l'obligation d'obéir à la justice, si, d'ailleurs, il n'avait pas reçu cette confidence à un titre et en vertu d'une profession ou d'une qualité qui l'obligerait de la garder¹. »

Il invoque les lois romaines : « *Hii codices vel instrumenta proferre coguntur, qui et testimonium adversus aliquem proferre coguntur*² », et il cite nos vieux auteurs, partisans eux aussi de la thèse qu'il soutient : « L'une des parties plaidantes peut contraindre un tiers contre lequel elle ne plaide point à lui exhiber et lui communiquer des pièces qu'il a, et dont elle veut se servir contre sa partie, pourvu que lesdites pièces ne puissent aucunement préjudicier à celui qui les a ; car, comme on peut contraindre quelqu'un à porter témoignage de ce qu'il sait, pareillement on peut contraindre quelqu'un à exhiber et communiquer des pièces pour s'en servir contre un tiers³. » Merlin enseigne aussi la même opinion⁴.

1. *Du mariage et de la séparation de corps*, t. II, p. 294, 295.

2. L. 22. *Cod. de fide instrumentorum*.

3. DEPEISSES, t. II, p. 530, n° 6

4. *Rép.*, v° *Lettre*, n° 7 ; *Représentation d'acte*, n° 11.

Malgré toutes ces autorités, nous ne pouvons souscrire à une pareille théorie, qui est la négation évidente du principe de l'inviolabilité du secret des lettres.

La citation de Deipeisses n'est pas très concluante, du reste. Il dit que la communication des pièces devra être faite « pourvu que lesdites pièces ne puissent aucunement préjudicier à celui qui les a. » Mais, si le tiers détenteur des lettres refuse de les produire, c'est évidemment qu'il y a intérêt, qu'il veut empêcher la divulgation de cette correspondance, qui lui appartient ¹.

On ne pourrait, bien que Merlin ² soutienne le contraire, ordonner un compulsoire pour arriver à la production de la lettre. La Cour de Riom s'est, dans un arrêt du 8 janvier 1849 ³, rangée à l'avis de cet auteur, qui est seul à défendre cette théorie.

Le compulsoire, en effet, c'est la voie que l'on prend dans un procès pour se faire délivrer, par un notaire ou autre dépositaire public, une expédition ou une copie d'un acte dans lequel on n'a pas été partie, mais dont il est intéressant de prendre communication, parce que de cette pièce peut dépendre la décision d'un tribunal. De la définition même du

1. TISSIER, p. 89, 90; — HANSSENS, p. 229; — LEGRIS, p. 218. 219. — *Contra*: Cass., 31 mai 1842 (S. 42, 1, 490); — M. LABBÉ, dans SIREY (77, 2, 161).

2. *Rép.*, v^o *Lettre*, n^o 7.

3. D. P. 49, 2, 143.

compulsoire, il résulte qu'il ne s'applique qu'au cas où un acte a été reçu par un officier public, et ne saurait être appliqué vis-à-vis des particuliers, qui, seuls, ont le droit de s'occuper de leurs affaires privées¹.

C'est ce qu'a décidé la Cour de Rennes, le 21 juin 1811², et la Cour de Rouen, le 13 juin 1827³.

Aucun moyen légal n'existe pour obliger quelqu'un à produire des lettres missives dans un procès qui ne le concerne pas⁴.

Disons, pour terminer, avec M. Legris⁵, que si la lettre missive ne constitue pas un acte au sens propre du mot, on doit cependant la ranger au nombre des documents visés par l'article 23 de la loi du 22 frimaire an VII, dont l'enregistrement, non obligatoire dans un délai déterminé, devient nécessaire par l'usage qui en est fait, soit dans un acte public, soit en justice.

Cette règle trouve sa confirmation dans l'article 57 de la loi du 28 avril 1816, qui frappe d'un double droit la lettre missive émanée du défendeur et formant le titre de la demande, lorsqu'elle n'a pas été enregistrée avant l'exploit introductif d'instance.

1. DALLOZ, *Rép.*, v^o *Compulsoire*, n^o 5. — BIOCHE, *Dict. de procédure*, v^o *Compulsoire*, n^{os} 7, 8.

2. DALLOZ, *loc. cit.*, n^o 9.

3. D. *Rép.*, v^o *Obligation*, n^o 4789.

4. DALLOZ, *Rép.*, v^o *Lettre missive*, n^o 20. — CARRÉ et CHAUVEAU, *Lois de la procédure*, t. VIII, p. 368. — TISSIER, p. 90.

5. LEGRIS, *op. cit.*, p. 221.

Du reste, l'article 68 § 1, n° 31, de la loi du 22 frimaire an VII et l'article 43, n° 14, de la loi du 28 avril 1816 soumettent à un droit fixe les lettres missives qui ne contiennent ni obligation, ni quittance, ni toute autre convention donnant lieu au droit proportionnel.

Ainsi, de ces divers textes, on conclut que la lettre dont il est fait un usage public doit dans tous les cas être enregistrée. Spécialement, si elle est placée sous les yeux d'un tribunal, celui-ci, se conformant aux dispositions des articles 47 de la loi du 22 frimaire an VII et 16 de la loi du 23 août 1871, a le devoir, soit sur les réquisitions du ministère public, soit même d'office, d'ordonner le dépôt au greffe de la pièce produite, pour qu'elle soit immédiatement soumise à la formalité ¹.

Constatons enfin, avec le même auteur, que ces exigeantes prescriptions, de nature sans nul doute à entraver les débats, sont souvent méconnues dans la pratique.

1. Circulaire du Garde des sceaux du 10 novembre 1848.



TROISIÈME PARTIE

Des droits des créanciers
et des héritiers
sur la correspondance du destinataire.

CHAPITRE I^{er} — *Des droits des créanciers.*

— II — *Des droits des héritiers.*

« La lettre missive, même lorsqu'elle ne renferme aucune valeur incluse, dit un arrêt de la Cour de cassation que nous avons déjà cité, est un écrit qui peut, comme tous les autres objets mobiliers, être le sujet d'un droit de propriété auquel la loi doit accorder sa protection¹ ». Elle constitue un corps certain et déterminé. Sa possession peut être d'un intérêt énorme, car elle peut constituer le titre d'une obligation ; elle peut avoir une valeur considérable, soit que ce soit un document littéraire ou scientifique, soit qu'elle vaille comme autographe. A ce dernier titre surtout, elle pourra être vendue fort cher, à notre époque, où la manie des collections est devenue presque une passion. Tout cela est acquis pour nous, et on comprend que les créanciers du propriétaire d'une lettre missive cherchent à se procurer un tel gage, suffisant peut-être à les désintéresser tous. D'autre part, les héritiers du propriétaire de la lettre auront, eux aussi, un intérêt évident à entrer en possession d'un tel bien. Quels sont donc exactement les droits des uns et des autres ?

1. Cass., 2 avril 1864 (S. 64, 1, 428).

C'est ce que nous allons rechercher dans cette troisième et dernière partie de notre étude sur la propriété des lettres missives.

Les créanciers ont-ils un droit de gage sur la correspondance qui appartient à leur débiteur? Que devient la correspondance du destinataire à son décès? Questions importantes aux quelles nous essayerons de répondre dans deux chapitres distincts.

Dans un premier chapitre, nous verrons quels sont les droits des créanciers sur la correspondance du donataire, et, dans un second, quels sont ceux des héritiers sur cette correspondance.

CHAPITRE I^{er}

DES DROITS DES CRÉANCIERS SUR LA CORRESPONDANCE DU DESTINATAIRE.

Aux termes des articles 2092 et 2093 du Code civil, tous les biens d'un débiteur sont le gage commun de ses créanciers. Les lettres missives, qui font partie du patrimoine, rentrent-elles dans la catégorie de ces biens, gage des créanciers ?

En d'autres termes, quels sont les droits des créanciers sur les lettres missives émanées d'un tiers, et qu'on trouve au domicile de leur débiteur, soit au cours d'une saisie mobilière, soit au décès de ce débiteur ?

La question s'est posée deux fois devant les tribunaux : la première fois, c'était en 1869, dans une affaire qui fit alors quelque bruit ; il s'agissait de savoir si des titres et papiers émanant de la duchesse d'Angoulême, et trouvés dans la succession de la dame de Chanterenne mère, pourraient être vendus aux enchères, à la requête des créanciers, pour payer les dettes de l'héritier. Le petit-fils de la destinataire soutint que ces lettres, n'ayant qu'une valeur d'affection, ne pouvaient entrer dans l'actif de la succession,

et devaient lui être attribuées en dehors de toute liquidation.

« Attendu, dit l'arrêt de la Cour d'Angers du 4 février 1869¹, que les lettres qui attestent la vive reconnaissance et le tendre attachement de la princesse pour la dame de Chanterenne ont un caractère confidentiel, et constituent pour la famille, aujourd'hui représentée par de Chanterenne fils, des souvenirs honorables et précieux d'un intérêt considérable, mais tout personnel. » Et la Cour, réformant un jugement du tribunal de première instance, admit les prétentions de l'appelant. Elle établit une distinction qui n'a rien que de très juridique.

Dans la succession se trouvaient à la fois des manuscrits et des lettres.

Pour les premiers, la Cour, considérant que ces écrits ne présentaient aucun caractère confidentiel, que leur divulgation ne pouvait porter aucun préjudice à la famille de la duchesse qui en était l'auteur, décida qu'on ne devait point les distraire de l'actif de la succession, et que les créanciers pourraient les faire vendre. Quant aux secondes, qui attestaient les liens d'amitié qui unissaient les duchesse d'Angoulême et dame de Chanterenne, et que visait l'attendu cité, on les écarta, bien que les créanciers eussent à subir, par suite d'une pareille décision, un grave et

1. P. 69, 1144.

sérieux préjudice. Comme autographes, ces lettres auraient pu, en effet, atteindre un grand prix.

La deuxième fois, c'est devant la Cour de Dijon¹ que vint une affaire du même genre : elle admit du reste la même thèse.

Elle considéra le destinataire comme ayant sur les lettres par lui reçues un droit intime et personnel qui ne pouvait passer à ses créanciers.

Ces principes étaient la conséquence de ceux que la Cour de cassation avait proclamés en 1850 dans l'arrêt Récamier. Le secret des lettres est inviolable, et cette inviolabilité s'oppose à la publication, à la publicité même de l'écrit.

Or, ne serait-ce pas violer toutes les règles que d'autoriser les créanciers à faire saisir les lettres missives et à les faire vendre aux enchères ?

Les observations contenues dans ces deux arrêts sont fort justes, et les arguments invoqués ont une grande valeur. Aussi doit-on décider avec eux qu'au cas où la lettre est confidentielle, les créanciers ne pourront la saisir et la vendre. Mais, selon nous, il convient de s'arrêter là, et de ne pas étendre cette décision au cas où la lettre n'a pas ce caractère.

Le droit des créanciers sur les biens du débiteur est en effet général, et, pour y déroger, il faut de graves raisons, de grands intérêts. On les trouve, ces raisons et ces intérêts, dans le cas où la lettre

1. 13 février 1870 (D. P., 71, 2, 221).

est confidentielle, mais non point dans celui où elle ne l'est pas.

Qui a intérêt à défendre la vente de pareils écrits ? Est-ce l'auteur ? Est-ce le destinataire ? « Répondant négativement, dit M. Abadie¹, je dois rejeter dans ce cas la thèse trop générale de la Cour de Dijon. Si la lettre est confidentielle, je n'autoriserais pas les créanciers à la saisir et à la vendre ; dans le cas contraire, elle constitue une valeur faisant partie du patrimoine du débiteur, et, comme telle, elle doit devenir leur gage. »

D'ailleurs, à y regarder de près, c'est bien là le fond du système de la Cour d'Angers. Ainsi, dans la succession Chanterenne, on trouve des manuscrits et des lettres d'une nature confidentielle : la Cour ne donne pas aux créanciers les lettres confidentielles ; mais elle autorise la vente publique des manuscrits, qui ne présentent pas, eux, le caractère confidentiel.

C'est donc bien ce dernier caractère qui, aux yeux de la Cour, rend les lettres insaisissables, et fait qu'elle en défend la vente pour les laisser aux mains des héritiers Chanterenne. La Cour d'Angers ne donne aucune autre raison pour apporter une exception à la règle de l'article 2093, et, en effet, il n'y en a pas d'autres à donner. Elle spécifie bien du reste que, si elle défend aux créanciers de vendre les lettres de la duchesse d'Angoulême, c'est qu'elles sont confidentielles.

1. p. 54.

Que si, dans la succession, on avait trouvé des lettres qui n'eussent pas de caractère confidentiel, la solution de la Cour d'Angers n'aurait pas changé : la Cour aurait assimilé les lettres non confidentielles aux manuscrits, et elle aurait ordonné la vente de celles-là comme de ceux-ci. C'est qu'entre les manuscrits et les lettres non confidentielles, il y a des analogies frappantes.

En résumé donc, les créanciers pourront vendre aux enchères, après les avoir fait saisir, les lettres non confidentielles; mais ils seront obligés de respecter les autres. Le soin de les examiner appartiendra aux tribunaux, qui auront à statuer d'après les règles que nous avons précédemment établies.

Du reste, si les créanciers pouvaient faire vendre les lettres confidentielles, ils se trouveraient avoir plus de droits que le destinataire, leur débiteur : la justice ne pourrait ordonner une mesure que spontanément le débiteur n'aurait pu prendre sans commettre une sorte d'abus de confiance.

Les créanciers pourront donc faire procéder à la vente aux enchères des lettres non confidentielles, et retirer ainsi de celles-ci leur valeur comme autographes.

Mais ils ne pourront, en ce faisant, aliéner le droit de publication et de reproduction des lettres vendues.

En supposant que leur débiteur eût le droit de publier les lettres, on ne devrait pas accorder ce droit aux créanciers. Nous l'avons établi : qu'il nous

suffise de rappeler que le droit de publication est absolument personnel, qu'il est incorporel, et que l'article 1166 du Code civil, qui accorde aux créanciers l'exercice des droits et actions de leurs débiteurs, réserve « ceux qui sont exclusivement attachés à la personne ».

« Comment autoriser des créanciers à pratiquer l'expropriation forcée de la pensée, répéterons-nous avec M. l'avocat Baudouin ¹, et à jeter dans le public, malgré la résistance de l'auteur, une œuvre qui pourrait être inachevée, hors de propos, peut-être compromettante et regrettée ? »

1. *Op. cit.*, p. 16.

CHAPITRE II

DES DROITS DES HÉRITIERS SUR LA CORRESPONDANCE DU DESTINATAIRE.

Supposons maintenant que le destinataire est décédé : que deviendront les lettres dont il était propriétaire¹ ?

Deux hypothèses sont à distinguer :

Première hypothèse. — Le destinataire a disposé par testament de sa correspondance.

Si le destinataire a désigné, dans son testament, quelqu'un pour recueillir ses lettres, ce légataire en aura la possession légitime.

1. Si l'inventaire peut comprendre toutes pièces et documents relatifs à l'établissement des forces actives ou passives de la communauté ayant existé entre les époux, il ne doit pas être appliqué aux documents purement personnels aux époux, tels que des notes intimes et des lettres missives n'ayant aucun rapport avec l'actif ou le passif de la communauté ; ces documents doivent être remis à l'époux auxquels ils appartiennent.

Dans le cas où la propriété de certains papiers est l'objet d'une contestation sérieuse entre les époux, le notaire chargé de l'inventaire doit être autorisé à aller devant le juge des référés, lequel tranchera les difficultés, ou, s'il y a lieu, confiera les papiers litigieux aux mains d'un séquestre, conformément aux dispositions de l'article 806 du Code de procédure civile.

Paris, 20 juin 1895, D. 96, 2, 215.

Nous admettrions la même décision pour le cas d'inventaire après décès.

Il devra donc se soumettre à toutes les conditions que lui imposera le testateur, et il jouira de tous les avantages qu'une telle correspondance pourra lui procurer.

Le destinataire a incontestablement le droit de disposer des lettres dont il était propriétaire; mais il ne peut transmettre plus de droits qu'il n'en avait lui-même.

C'est ainsi qu'au cas de lettres ayant le caractère confidentiel, le légataire ne pourra pas plus les publier ou les produire en justice que le destinataire n'aurait pu le faire s'il avait vécu. Au surplus, pour les lettres qui n'auront pas ce caractère, il aura les mêmes droits que le *de cujus* : ainsi, il pourra les publier, en se soumettant aux conditions qu'on pouvait exiger du disposant ; il pourra les produire en justice et s'en servir dans toutes les occasions où il y trouvera intérêt ; il pourra enfin en disposer à titre gratuit ou onéreux, comme pouvait le faire celui qui les lui a léguées, et il pourra à son tour les laisser par testament à celui qu'il voudra.

Nous avons déjà vu que la jurisprudence reconnaît le droit de disposer ainsi, par testament, de sa correspondance, et que, dans l'affaire du testament du Père Lacordaire notamment, elle avait obligé les parents du célèbre dominicain à se conformer à ses volontés dernières en remettant à M. l'abbé Henri Perreyve toutes les lettres qu'il lui avait léguées par son testament.

Deuxième hypothèse. — Le destinataire n'a pas fait de testament, ou, s'il en a fait un, il est resté muet sur la délivrance des lettres missives.

Que devient, dans ce cas, la correspondance trouvée dans la succession ? auquel des héritiers est-elle remise ?

La question n'est pas nouvelle, et nos anciens auteurs discutaient déjà la solution qu'il convenait d'y donner.

Trois situations peuvent se présenter : il peut, en effet, y avoir concours d'héritiers entre eux, puis, concours d'héritiers réservataires et de légataires universels ; enfin, il peut y avoir concours de divers légataires.

a.) *Concours d'héritiers.*

Jadis, l'égalité n'était pas reconnue entre les enfants d'un même père, au point de vue successoral ; c'était l'aîné de la famille qui héritait de toutes les lettres, de tous les papiers domestiques de la personne décédée. On mettait toute la correspondance à part, et, à raison de sa nature même, on la plaçait en dehors du reste du patrimoine à partager. L'aîné la recueillait, même dans le cas où il renonçait à la succession. Il y avait là, en somme, une idée assez juste ; car n'est-ce pas à l'aîné qu'il faut reconnaître le droit de représenter la famille, de la défendre, même en justice, si elle est attaquée d'une façon

quelconque, de faire valoir ses droits, de se faire, en un mot, son champion en tout et partout ? On retrouve là l'idée si ancienne que la famille a, dans l'individu mâle le plus âgé, un chef qui a pour mission de veiller sur elle toute entière, et de la protéger envers et contre tous.

Toutefois, d'après une opinion bien soutenue dans notre ancien droit, cette prérogative qui consistait à attribuer les papiers domestiques à l'ainé, n'existait que pour la ligne directe seule. Mais l'idée contraire avait, en général, pris le dessus ; et, dans un grand nombre de provinces, on avait fini par éten lre cette règle, dans la ligne collatérale elle-même, au plus proche parent. C'était, du reste, l'opinion enseignée par les plus célèbres parmi nos vieux auteurs. Lebrun ¹ notamment, et Pothier ² étaient de cet avis ³.

Quoi qu'il en soit, le Code civil est absolument muet sur la question, et la solution n'est guère facile à donner, si les héritiers ne peuvent arriver à s'entendre et à répartir ces papiers à l'amiable.

On ne peut s'en tenir évidemment à la théorie adoptée presque unanimement dans notre ancien droit ; car le Code civil a ici, comme en beaucoup de choses, établi une parfaite égalité entre tous les

1. *Traité des successions*, livre IV, chap. 1, n° 45.

2. *Traité des successions*, chap. II, section 1, paragraphe 9. — Introduction au titre x de la *Coutume d'Orléans*, n° 96, et *De la Communauté*, part. IV, chap. II, art. 1, n° 682.

3. DENISART, v° *Aînesse*, p. 2, n° 6.

membres d'une famille, et on ne peut adopter la solution ancienne sans méconnaître tous les principes juridiques et sociaux actuellement reçus.

On a pourtant voulu un instant la remettre en vigueur ; mais la jurisprudence s'y est formellement opposée, et, à juste titre, a rejeté des prétentions que repoussent même suffisamment les seuls sentiments humanitaires ¹.

La question reste entière, et il s'agit de la résoudre.

S'en tiendra-t-on à la rigueur des principes et dira-t-on : d'après le Code civil, tous les objets laissés par le défunt doivent être réunis et partagés, sauf seulement ceux qui en sont exceptés par une loi spéciale. Or, aucun texte ne vient soustraire la correspondance aux règles ordinaires du partage ; par conséquent, comme tous les autres biens du défunt, elle doit y être soumise ?

Il convient de rejeter une solution aussi radicale, et il faut rechercher une règle plus équitable dans son application. Il serait regrettable de voir vendre à l'encan, comme un bien de moindre valeur morale, des lettres intimes qui pèurront contenir bien des secrets de famille ?

Dira-t-on qu'il faut tirer au sort les papiers domestiques et correspondances ? Mais on sait com-

1. Lyon, 20 décembre 1861 (S., 62, 2, 309) ; — Paris, 10 mars 1861 (P., 61, 247).

bien le sort est aveugle, et quelle fatalité règne en général dans l'attribution des lots ainsi dévolus en partage. Il se pourrait, et cela arriverait souvent, que les lettres dont il s'agit tombassent dans les mains d'un débauché, d'un individu pourvu d'un conseil judiciaire, de celui enfin à qui on n'aurait voulu pour rien au monde les livrer.

Ordonnera-t-on, comme l'ont fait les arrêts de Lyon et de Paris précités, qu'on fera une licitation entre les héritiers ? Mais le danger que nous venons de signaler se représentera avec d'autant plus de force que le prodigue regardera moins à se les procurer à prix d'argent, et qu'il mettra le plus souvent, pour les avoir, un entêtement regrettable. La licitation entre héritiers sans concours d'étrangers a été pourtant, ainsi que nous venons de le dire, appliquée à plusieurs reprises par la jurisprudence aux titres de noblesse et aux tableaux de famille faisant partie d'une succession ; mais nous n'en pensons pas moins que ce procédé est inacceptable pour la transmission des lettres missives après décès. Il est en effet bien pénible de voir vendre aux enchères, même entre héritiers seulement, des papiers qui n'ont aucune valeur vénale, et n'ont de prix que par les souvenirs de famille qu'ils peuvent rappeler.

Comment donc devra se faire l'attribution des lettres missives aux cohéritiers ? L'art. 842 du Code civil donne, semble-t-il, un moyen très rationnel en même temps que très juridique de trancher la diffi-

culté; aussi M. Demolombe¹ propose-t-il d'en faire l'application. « Les titres communs à toute l'hérédité sont remis à celui que tous les héritiers ont choisi pour en être le dépositaire, à la charge d'en aider les copartageants à toute réquisition, dit cet article 842. — S'il y a difficulté sur le choix, il est réglé par le juge. »

On réunira donc les héritiers, qui choisiront l'un d'entre eux pour recevoir les lettres missives trouvées dans la succession; et, s'ils ne parviennent à tomber d'accord, ce sera au juge qu'il appartiendra de statuer. De cette façon, et quoi qu'il arrive, on sera à peu près sûr que le choix sera bon, et que le dépôt sera en de dignes mains. Dans le cas, en effet, où la nomination du gardien des lettres est faite par les héritiers, il est présumable que leur choix est guidé par l'honorabilité et la confiance qu'inspire le dépositaire; au cas où ils ne peuvent s'entendre, qui peut faire un meilleur choix que le juge? Il recueillera tous les renseignements utiles pour nommer le plus digne, et rarement il n'aura pas porté ses préférences sur le plus méritant.

Cette opinion, qui a pour elle le grand appui de Demolombe, a été en outre adoptée par beaucoup d'auteurs².

1. *Traité des successions*, n° 701.

2. MICHAUX, *Liquidation et partage*, n°s 2829 et suiv. — CHABOT, *Commentaire sur les successions*, art. 842. — DUTRUC, *Du partage des successions*, n° 463. — LEGRIS, *op. cit.*, p. 130 et suiv. — TISSIER, *op. cit.*, p. 67 et suiv. — HANSENS, *op. cit.*, p. 210.

La Cour de Paris a, elle aussi, confirmé cette solution dans deux arrêts ¹.

Elle est, en effet, la plus pratique, la plus logique, et seule peut-être, tout en sauvegardant les droits de tous, elle n'est pas en contradiction avec les principes de notre droit moderne.

Du reste, il faut accorder aux tribunaux dans les difficultés soulevées devant eux dans ces circonstances le pouvoir d'appréciation le plus large.

C'est ainsi qu'il faut leur reconnaître le droit d'attribuer les lettres à un seul des héritiers, lorsque celui-ci sera seul intéressé à les avoir en sa possession. Il en sera ainsi, par exemple, si les lettres concernent un seul des cohéritiers : on n'a pas à s'occuper des autres.

Jusqu'à présent, nous avons discuté comme si on ne trouvait toujours dans la succession que des lettres non confidentielles : si l'on suppose que l'auteur des lettres vienne à se présenter, et les réclame sous prétexte qu'elles sont confidentielles, que devra-t-on décider ? Une telle correspondance devra-t-elle être déclarée héréditairement transmissible comme tous les autres biens de la succession, ou, au contraire, sa nature s'oppose-t-elle à ce qu'on les remette aux héritiers du destinataire ?

Ici, la jurisprudence n'est pas unanimement d'accord.

1. Paris, 15 décembre 1875, *Gaz. des Trib.*, 18 décembre 1875. — Paris, 1^{er} décembre 1876, *Gaz. des Trib.*, 9 décembre 1876.

Un arrêt de la Cour de Toulouse du 6 juillet 1880 ¹ décide que les lettres missives de cette nature tombent, comme le reste du patrimoine, dans les choses à partager entre les cohéritiers, sans qu'il y ait à s'attacher à leur caractère confidentiel.

Au contraire, un arrêt de la Cour de cassation du 9 février 1881 ², confirmant un arrêt de la Cour de Rennes, refuse d'accorder aux héritiers la propriété de la correspondance confidentielle.

Avant de se prononcer dans tel ou tel sens et d'étudier les détails de la question, mettons à part certaines hypothèses pour la solution desquelles aucun doute n'est possible.

Nous avons déjà vu que le destinataire d'une correspondance pouvait la léguer à un tiers ; il est clair que les héritiers naturels n'auront aucun droit sur cette correspondance ainsi léguée. Un arrêt de la Cour de Bordeaux, du 29 mars 1887 ³, a décidé que si, en vertu de l'article 724 du Code civil, les héritiers du testateur ont la possession de plein droit des biens de l'hérédité, ce n'est qu'à la condition par eux de remplir les obligations de leur auteur comme si elles leur étaient personnelles, et de respecter ses dernières volontés, telles qu'elles étaient consignées dans son testament. Lors donc que le *de cujus* a exprimé la volonté dans son testament, même attaqué, de léguer

1. S. 81. 2, 113.

2. S. 81, 1, 193.

3. Gaz. Pal. 87, 2. *sup.* 72.

ses lettres et ses papiers intimes à un étranger, à charge par lui de les conserver, les héritiers n'ont aucun droit pour en exiger la communication sous le prétexte que la preuve de faits captatoires ou frauduleux capables de faire annuler le testament s'y trouve renfermée.

Mais il se peut aussi que l'auteur de la lettre ait formellement exprimé dans cette lettre la volonté qu'elle lui fût restituée après connaissance prise par le destinataire, ou bien qu'elle fût détruite après lecture : il est évident que, dans ces cas divers, la lettre ne peut tomber dans la succession, et que la question que nous étudions ne se présente pas ici.

La même règle devrait encore être admise, si l'auteur de la lettre a exigé qu'elle lui fit retour au décès du destinataire. C'est ce qu'a décidé, le 8 janvier 1891, le tribunal civil d'Épernay ¹, qui a fort bien jugé que la règle en vertu de laquelle les lettres missives sont considérées comme la propriété du destinataire ou de ses héritiers, ne doit pas s'appliquer au cas où l'auteur a affirmé sa volonté de rentrer dans la propriété de ses écrits au décès du destinataire.

Supposons maintenant, et c'est le cas qui se produira le plus souvent, que l'auteur n'a pas exprimé sa volonté de rentrer en possession de la lettre, soit après que le destinataire en aura pris connaissance, soit

1. La Loi du 25 janvier.

au moment de son décès, ou bien qu'il n'a pas ordonné que la lettre soit détruite après lecture.

Le caractère confidentiel de cette lettre suffira-t-il à faire supposer l'intention de l'auteur qu'elle ne passe point aux héritiers du destinataire ?

En d'autres termes, le caractère confidentiel d'une lettre la rend-il intransmissible aux héritiers de celui qui l'a reçue ?

Pour ceux qui admettent l'affirmative, se présente la délicate question de savoir comment les tribunaux pourront, sans que les parties aient pris connaissance des lettres, décider si elles contiennent ou non la volonté de l'auteur qu'elles lui soient rendues, ou qu'elles soient détruites après le décès du destinataire.

L'opinion qui veut faire dériver l'intransmissibilité des lettres missives de leur nature confidentielle, s'appuie sur des motifs très sérieux, il faut le reconnaître. L'auteur de la lettre, dit-on, ne l'a écrite que par suite de la confiance qu'il avait dans la personne même du destinataire ; il le connaissait, et il a cru pouvoir compter sur sa discrétion. C'est à lui qu'il s'est adressé, et les secrets qu'il lui confie, il a voulu que lui seul en eût connaissance. Il n'a pas pu écrire pour les héritiers, qu'il ne connaissait peut-être pas, et son intention, en envoyant la lettre, était qu'elle ne sortit pas des mains du destinataire, et que, pour le cas où celui-ci l'aurait conservée, elle ne serait point transmise à ses héritiers.

« C'est l'intention de l'auteur de la lettre qu'il faut interroger, intention à laquelle le destinataire s'est associé en l'acceptant ; c'est, en effet, l'auteur qui crée la propriété d'une telle lettre, et qui, par cela même, pourvu qu'il agisse sans fraude, a le droit d'imprimer à cette propriété son caractère propre, d'en déterminer les conditions, d'en fixer les limites et d'en régler l'usage ¹ ».

Comment admettre, ajoute-t-on, que les héritiers du destinataire, qui sont des parents très éloignés peut-être, que de simples légataires, absolument étrangers, pouvant avoir les uns ou les autres un intérêt quelconque à nuire à l'auteur des lettres, aient le droit de se saisir d'une correspondance de nature confidentielle, de prendre connaissance de secrets intimes qui pourront à l'occasion leur fournir des armes contre l'auteur ?

Et, dans les espèces sur lesquelles ont eu à statuer, en 1880, les Cours de Toulouse ² et de Rennes, ces considérations se présentaient avec toute leur force. Il s'agissait, dans un cas, de lettres écrites au défunt par deux de ses enfants, dans lesquelles étaient contenus des secrets d'une nature tout particulièrement intime, et que les auteurs avaient grand intérêt à tenir cachés, comme ils en avaient aussi le devoir. A la mort de leur père, ils réclamaient la res-

1. Rennes, 10 juillet 1880 (S. 81, 1, 193).

2. Arrêt précité.

titution de ces lettres, et demandaient qu'elles leur fussent remises de préférence aux autres enfants héritiers, auxquels ils voulaient cacher ces faits, étrangers au règlement pécuniaire de la succession.

Dans le second cas, il s'agissait de lettres écrites au défunt par sa femme relativement à la conduite de leur fils, et aux moyens à employer pour prévenir ses dérèglements : la mère agissait en restitution des lettres, pour que le fils ne pût puiser dans une telle correspondance des motifs d'animosité contre elle. On conçoit que, dans de pareilles circonstances, les juges aient cherché à créer une exception à la règle de la transmissibilité des lettres missives aux héritiers du destinataire.

Enfin, dit-on, la confidence écrite est de même nature que la confidence verbale ; c'est un secret d'homme à homme : si on a recours à l'écriture, le plus souvent n'est-ce pas que la conversation, que la confidence verbale est impossible ? Mais « le but essentiel de la confidence une fois atteint, dit encore l'arrêt de Rennes, l'écriture qui l'a transmise s'efface, comme la parole qui l'a communiquée s'évanouit, la confidence seule devant désormais survivre dans l'esprit de celui qui l'a faite et dans l'esprit de celui qui l'a reçue ».

On dit enfin que la propriété du destinataire doit « se combiner avec le principe protecteur du secret des lettres », et l'on invoque, comme

dernier argument, l'inviolabilité des correspondances privées ¹.

Nous ne pensons pas que le système admis par les arrêts de Rennes et de Toulouse, ainsi que par les décisions judiciaires que nous venons de citer, soit juridiquement exact et doive être admis.

En dehors de considérations morales qui se présentaient avec toute leur force, ainsi que nous l'avons montré, dans les arrêts de Rennes et de Toulouse, ces décisions que nous combattons se sont basées, soit sur ce que les lettres confidentielles n'étaient pas entre les mains du destinataire une propriété ordinaire, soit sur ce que leur caractère dénotait la volonté de l'expéditeur de les rendre intransmissibles.

Nous savons ce que vaut le premier motif : nous avons établi que le destinataire de la lettre confidentielle en est propriétaire, et que, s'il ne peut publier la lettre, c'est uniquement parce que, quoique propriétaire, il est tenu d'en garder le secret.

Quant au second motif, il n'est pas plus fondé que le précédent : il n'est pas possible de dire, selon nous, que le caractère confidentiel d'une lettre la rende intransmissible. La Cour de Rennes, qui admet cette solution, insiste sur l'idée que c'est l'intention de l'auteur de la lettre qu'il faut interroger, que c'est lui qui en crée la propriété, et qu'il a le droit d'im-

1. Dans ce sens : Trib. civ. de Bourgoin (Isère), 31 mai 1884 (*Gaz. Pal.*, 84, 2, *supp.*, 77); — Trib. civ. de Quimper, 11 mai 1887 (*Gaz. Pal.*, 87, 1, 740). — *Adde*: *Gaz. Trib.*, 18 décembre 1873, étude doctrinale.

primer à la lettre son caractère. La Cour de cassation a rejeté le pourvoi formé contre cet arrêt, en décidant qu'il y aurait là une appréciation de faits dont elle n'avait pas à connaître, et que, d'ailleurs, le droit de propriété devait se combiner avec le principe protecteur des lettres ¹.

Nous pensons qu'il faut écarter tout d'abord le principe de l'inviolabilité du secret, qui est étranger à la question de la transmissibilité des lettres confidentielles. Le législateur, en déclarant le secret des lettres inviolable, a voulu protéger les correspondances des particuliers contre l'indiscrète curiosité des tiers, des agents des postes ou contre l'intrusion de l'autorité administrative dans le domaine de la vie privée. Cette inviolabilité n'a donc rien à faire ici, puisque l'héritier n'est pas un tiers dans l'acception juridique du mot : il faut d'abord décider à qui la lettre appartient avant de savoir si elle est ou non soumise à la condition du secret. Or les héritiers prétendent que c'est à eux que ces lettres appartiennent ; il faut statuer sur ce point ².

La question ainsi posée, c'est à tort, selon nous, que la Cour de Rennes a fait dériver l'intransmissibilité des lettres de leur caractère ; et, en prenant cette décision, elle a violé les règles de l'article 724 du Code civil, puisqu'elle a refusé aux héritiers la remise

1. TISSIER, p. 64.

2. Labbé, dans Sirey, 81, 4, 193.

d'objets appartenant à la succession: elle n'a pas seulement apprécié en fait, comme le déclare la Cour de cassation dans son arrêt de rejet. Lorsqu'une lettre est remise au destinataire, elle devient sa propriété par ce fait seul que l'auteur n'en réclame pas la restitution. L'arrêt de Rennes le reconnaît ; mais il ajoute que l'expéditeur de la lettre a pu restreindre la transmission de la propriété au destinataire seul, et que cette volonté peut être présumée. C'est méconnaître le principe que les héritiers sont saisis, dès le décès, de tous les objets qui appartenaient au défunt. On ne comprend pas comment la nature des lettres puisse faire présumer une dérogation à cette règle ; dès lors qu'il n'y a pas de volonté exprimée que la lettre soit restituée, les héritiers en deviennent propriétaires ; car, ainsi que le dit le tribunal de la Seine ¹, « le droit de propriété des lettres et papiers est pour le possesseur, aussi bien que pour ses héritiers, non moins absolu que le droit à tout autre objet mobilier ».

C'est surtout par les conséquences singulières auxquelles conduit la doctrine de l'intransmissibilité des lettres confidentielles aux héritiers du destinataire qu'apparaît le mal fondé de cette théorie.

Lorsqu'on a eu décidé que les lettres confidentielles ne devaient pas être remises aux héritiers, une question inévitable s'est posée : comment reconnaîtra-t-on qu'elles sont ou non confidentielles ? Car,

1. 29 mars 1843.

lorsqu'il s'agit de production de lettres en justice, les choses se passent, ainsi que nous l'avons vu, sans qu'on ait à violer aucune des règles de la procédure contradictoire : les pièces produites ont été auparavant communiquées à l'adversaire ; les deux parties connaissent les lettres, discutent leur nature et leur caractère, et le tribunal, qui a pu juger à huis clos, dit si, oui ou non, ces lettres doivent être déclarées confidentielles, et si, oui ou non, elles peuvent être versées aux débats. Mais, ici, l'auteur des lettres en demande la restitution, parce qu'il ne veut pas que les héritiers du destinataire en aient connaissance ; c'est là la seule raison d'agir qu'il ait, et, si la communication a lieu, le débat sera clos du coup.

Aussi les tribunaux ont-ils été conduits à décider qu'ils prendront connaissance, sans débat contradictoire, en chambre du conseil, des lettres dont il s'agit d'attribuer la propriété. Les parties auront seulement le droit de discuter d'une façon générale sur leurs droits respectifs et sur l'intérêt qu'ils ont à se faire attribuer la correspondance en litige. Ce procédé a été admis par la Cour de Rennes et aussi par la Cour de cassation.

« Ces décisions, dit M. Tissier ¹, créent un précédent fâcheux dans notre jurisprudence. Il est peut-être exagéré de soutenir qu'en accordant la communication préalable et la publicité du débat, on tran-

1. p. 66.

cherait la question en litige ; l'objet du procès étant en somme la remise des lettres, et non seulement leur communication, on pourrait concevoir qu'on laissât les héritiers en prendre connaissance, sauf à décider ensuite qu'elles leur seraient enlevées. Mais, s'il faut dire que la question se trouverait par là implicitement tranchée, nous n'en avons que plus de raison de repousser la théorie adverse. Il est impossible en effet d'admettre un pareil moyen de vérification. »

Deux règles, en effet, dominant notre système de procédure : les débats seront publics ; ils seront contradictoires.

Elles ont été établies pour sauvegarder les intérêts des plaideurs, mettre les juges à l'abri du soupçon, et on ne doit point s'en écarter, lorsque le procès roule sur l'attribution d'une correspondance qui peut avoir pour les parties un immense intérêt.

La Cour de cassation observe qu'il n'y a là qu'un moyen de vérification personnelle pour les juges, venant après des débats publics et contradictoires. Mais, on ne peut dire qu'il en est ainsi, puisque la vérification se fait à huis clos, sans que les pièces aient été communiquées aux parties.

Et qu'on n'objecte pas que la théorie contraire ferait connaître aux héritiers des lettres qui, dans l'intérêt de tout le monde, auraient dû rester secrètes. Nous répondrons, avec M. Labbé, que les tribunaux n'ont pas pour but de suppléer à la prudence

des particuliers. Du reste, on pourra prendre toutes les mesures qu'on voudra ; on n'empêchera pas que le contenu des lettres ne soit connu à la suite des débats ; au surplus, les héritiers, comme le destinataire, leur auteur, seront tenus de respecter le secret des lettres.

Si on admettait la théorie que nous combattons, une autre conséquence pratique se produirait que l'on ne peut comprendre. Sous prétexte, en effet, de reprendre des lettres confidentielles, le revendiquant pourrait s'emparer de lettres contenant la preuve d'une obligation à laquelle il est tenu. La raison s'oppose à ce qu'il puisse ainsi prendre, pour les détruire, les titres qui existent contre lui, et de la sorte frustrer les héritiers du destinataire devenus ses créanciers.

En résumé donc, nous pensons qu'il faut repousser la théorie de l'intransmissibilité des lettres confidentielles parce qu'elle est inexacte en principe, qu'elle est incompatible avec les règles fondamentales qui régissent notre droit successoral, parce qu'enfin elle entraîne des conséquences inacceptables, et qu'en l'appliquant, on est obligé de recourir à des moyens d'instruction que l'on ne peut approuver.

Aussi concluons-nous, avec M. l'avocat général Fabreguette devant la Cour de Toulouse : « Je tiens que la lettre, même confidentielle, est transmissible aux héritiers sous les mêmes obligations quant à l'usage et à la publication. L'auteur de la lettre savait qu'il l'adressait à quelqu'un de mortel. Je ne

ferais fléchir le principe de la propriété définitive du destinataire que si des lettres portaient : « Retournez-les-moi ou brûlez-les après lecture. » Une opinion contraire conduit à cette conséquence que les juges, saisis d'une demande en restitution ou destruction, pourront, en dehors de l'héritier, sans débat contradictoire, distribuer les lettres en plusieurs catégories et en supprimer une partie : cela n'est pas dans l'esprit de notre droit moderne. Le destinataire en possession de lettres aurait pu, pour éviter qu'elles ne parvinssent pas à son héritier, les léguer à un tiers. S'il ne l'a pas fait, c'est qu'il n'a pas vu d'inconvénients dans la transmission héréditaire : voilà le terrain juridique, et s'en écarter pour se placer sur le terrain du sentiment, c'est commettre une grave imprudence ¹ ».

Pour terminer l'étude des droits des héritiers sur la correspondance du destinataire, rappelons que c'est à eux, qui continuent la personne juridique du *de cujus*, à agir en justice pour faire respecter le secret des lettres leur appartenant désormais. Ils pourront, comme leur auteur, agir en dommages-intérêts par voie principale ou par voie d'exception

¹. S. 81, 2, 116 ; — Toulouse, arrêt précité ; — Paris, 10 déc. 1858 (D. P., 61, 2, 1) ; — Paris, 13 déc. 1875 (*Gaz. Trib.*, 18 déc. 1875) ; — Paris, 1^{er} déc. 1876 (*Gaz. Trib.*, 9 déc.) ; — Trib. de la Seine, 7 nov. 1887 (*Gaz. Trib.*, 18 nov.) ; — Paris, 10 juin 1888 (*Gaz. Pal.*, 88, 2, 195) ; — AUBRY et RAU, *Dr. civil*, t. VIII, § 760 *ter*, note 3 ; — LEGRIS, *op. cit.*, p. 432 et suiv. ; — ROUSSEAU, *op. cit.*, p. 8, 9 ; — TISSIER, *op. cit.*, p. 62 et suiv. ; — HANSENS, *op. cit.*, p. 199 et suiv.

ou de demande incidente, et en même temps réclamer la restitution de la correspondance.

Les héritiers pourront publier les lettres comme le destinataire aurait pu le faire, et dans les mêmes conditions qu'il aurait pu le faire. Ils pourront aussi céder à titre gratuit ou à titre onéreux le droit de publication qui leur appartient ; et, à ce propos, il n'est peut-être pas inutile de rappeler que, selon la doctrine par nous admise, le fait par les héritiers de n'avoir pas conservé copie des lettres qu'ils tiennent du destinataire ne peut être regardé comme un abandon de leur droit de publication.

Enfin, pour les héritiers, nous ne pouvons que redire ce que nous avons dit du destinataire lui-même, relativement à la production des lettres : l'usage en justice des lettres dont il est propriétaire est licite quand il présente pour le débat un intérêt véritable, et que la production n'est pas inspirée par le dessein de nuire.

b.) *Concours entre un héritier réservataire et un légataire universel ou à titre universel.*

Ici, pas de doute possible ; l'héritier réservataire est saisi de tous les biens, droits et actions du défunt, et il succède à toutes les choses de la succession : le *de cujus* a gardé le silence relativement aux lettres qui font partie de son patrimoine ; l'héritier réservataire seul doit en garder le dépôt.

Cette solution a été adoptée par Lebrun ¹, enseignée par Demolombe ² et admise par la Cour de Toulouse ³.

Devant cette juridiction, on combattit cette théorie en s'appuyant sur cette circonstance, toute de fait, que les lettres dont on réclamait la possession avaient été écrites, ainsi que nous l'avons vu, contre l'héritier réservataire, dont la conduite y était critiquée. Le tribunal de Moissac avait décidé que toutes les lettres ayant un caractère intime seraient remises à l'auteur de la lettre ; mais la Cour repoussa ce système, à cause de la qualité de l'héritier et de l'indivisibilité de la propriété de la correspondance. Après la mort du destinataire, la correspondance doit revenir aux héritiers ; mais un seul doit être chargé de la garde de ces écrits.

c.) *Concours entre divers légataires.*

Entre divers légataires, les lettres reviendront au légataire universel, car « *Succedit in omnem personam defuncti* », et, en cette qualité, il devra entrer en possession de la correspondance du *de cujus* ; il la pourra produire en justice, s'il le juge convenable, tout en respectant les droits de l'auteur ou de ses héritiers.

1. *Successions*, liv. IV, chap. 1, n° 43.

2. *Traité des successions*, III, n° 701.

3. P. 81, 673.

La jurisprudence est dans ce sens. En 1850, la Cour de cassation admettait les conclusions de la dame Lenormant, sœur de M^{me} Récamier, qui tenait les droits qu'elle fit valoir de sa qualité de légataire universelle ; en 1871, la Cour de Lyon ¹ ; en 1873, la Cour de cassation ² admettaient des solutions identiques, et, en présence de plusieurs légataires et d'un testament muet sur la remise des lettres, donnaient au légataire universel la préférence sur tous les autres. Toutes ces solutions reposent sur des règles très juridiques, et doivent être approuvées.

Donc, si le destinataire n'a pas fait de testament, ou si, en ayant fait un, il n'a pas disposé des lettres, c'est au légataire universel qu'on devra les remettre.

Notons, en terminant, que les difficultés que nous avons examinées pour le cas de partage entre héritiers pourraient s'élever dans le cas de partage de communauté, en ce qui concerne les lettres écrites au mari relativement à l'administration des biens de la communauté ou des biens propres de la femme.

La communication et la remise se feront, comme nous l'avons dit pour le cas de partage de succession. Mais, dans le cas où la femme qui demande sa séparation de corps fait procéder à l'inventaire exigé par l'article 270 du Code civil, elle ne pourra prendre

1. P. 73, 778.

2. P. 73, 777.

connaissance des lettres inventoriées pour y chercher des arguments à l'appui de sa demande. L'art. 270 n'a qu'un but : autoriser une mesure conservatoire pour empêcher tout détournement de la part du mari, et pour garantir à la femme le recouvrement de ses reprises ; il ne parle que de la femme commune, ce qui montre bien que cette mesure est prise dans l'intérêt pécuniaire de la femme.

Dans de pareils cas, des arrêts ont confié au juge de paix le soin de prendre connaissance des lettres, et de mettre à part celles qui, à cause de leur nature confidentielle, devaient être remises au mari ¹.

Pourquoi ne pas laisser toutes les lettres entre les mains d'un séquestre pendant tout le cours du procès ² ? Le tribunal, au cas où il prononcerait la séparation, déciderait, comme en cas de succession, du sort des lettres.

Il est à peine besoin d'ajouter que les lettres d'un commerçant ou d'un officier ministériel sont une propriété attachée à la maison de commerce ou à l'étude, et qui ne passe pas aux héritiers : elle est implicitement comprise dans la cession de l'office ou du fonds de commerce ; le successeur pourrait donc les réclamer au destinataire ou à ses héritiers ³.

1. Rouen, 23 mars 1864 (S. 64, 2, 143). — Caen, 19 décembre 1863 (S. 66, 2, 234).

2. Voir la note page 323.

3. Rouen, 18 août 1874 (S. 76, 2, 48).



CONCLUSION

Notre étude est terminée.

On a pu voir, au cours de l'examen des diverses questions dont nous avons cherché la solution, que le sujet que nous avons choisi touche de près à tout ce qui peut intéresser l'humanité. Certains points que nous avons soulevés tiennent à ce qu'il y a de plus sacré au cœur de l'homme, et l'on peut dire que la question de la propriété des lettres missives embrasse toutes les parties du droit, droit civil, droit commercial, droit criminel, et que les conséquences qu'elle entraîne sont des plus importantes.

Pour nous, ainsi que nous l'avons dit, la propriété des lettres missives appartient en principe, et sauf exception, au destinataire de la lettre. De ce droit de propriété, droit *sui generis* qui trouve son fondement juridique et rationnel dans la combinaison des articles 544 et 1134 du Code civil, résultent pour lui des conséquences pratiques d'une grande utilité dont profitent ses créanciers et, après sa mort, ses héritiers.

Il est regrettable que la loi ne s'occupe point d'une façon particulière de la question de propriété que nous avons étudiée ; car, de nombreuses difficultés se sont élevées et s'élèveront dans l'avenir relativement aux lettres missives. La correspondance, en effet, qui s'est déjà bien développée depuis le commencement de ce siècle, et surtout depuis vingt-cinq ans, va toujours prenant une importance de plus en plus grande à tous les points de vue.

Cette extension, cette importance progressive tient, avant tout, au développement considérable de l'instruction, qui s'accroît de jour en jour ; aujourd'hui, tout le monde, ou à peu près, sait lire, sait écrire, et tout le monde lit et écrit. Aussi, un grand nombre d'affaires civiles et commerciales se traitent-elles actuellement par correspondance ; et cela présente d'énormes avantages, particulièrement celui-ci, c'est que la lettre écrite reste, tandis que les paroles ne laissent aucune trace, *verba volant* ; c'est que, par suite, la preuve est plus facile à faire en cas de difficulté sur la conclusion d'un contrat.

De plus, les moyens de communication sont devenus plus faciles et plus rapides, et alors, tout naturellement, les relations de peuple à peuple se sont considérablement accrues. Il n'est guère de point du globe terrestre où les commerçants français n'exportent les produits de notre commerce et de notre industrie, et cette pénétration dans les pays étrangers a eu pour conséquence

nécessaire d'étendre encore l'importance de la correspondance.

Enfin, le goût des belles-lettres s'est lui aussi développé, et même au point de vue littéraire, au point de vue de la forme pure, on ne peut nier l'importance de la correspondance à notre époque, où personne ne conteste aux lettres de Voltaire, aux lettres de M^{me} de Sévigné, les modèles du genre, une réelle valeur, un grand prix.

Quoi qu'il en soit, la nécessité de lois réglant les diverses difficultés soulevées dans le colossal échange de correspondances qui se fait à notre époque, et qui ne fera que s'accroître sous l'influence des considérations que nous venons de voir et avec l'accroissement de la fortune publique, se fait-elle sentir tous les jours de plus en plus.

Nous avons pu, dans le cours de notre étude, remarquer l'absence presque totale de lois sur la question des lettres missives. Le législateur n'a envisagé que le côté fiscal, et son attention ne s'est portée que sur les détails d'organisation d'un service qui est devenu une des sources les plus productives des revenus de l'État ; il ne s'est pas occupé de satisfaire aux exigences légitimes des particuliers.

Et cette absence de lois sur la question que nous avons étudiée est à peu près générale, et dans tous les pays on s'efforce d'y remédier. Dans les législations étrangères, on trouve bien quelques dispositions éparses relatives aux lettres missives, à la

propriété dont elles sont susceptibles et aux conséquences de cette propriété, mais ces dispositions, en général, au lieu d'aplanir le terrain, apportent des entraves qui en rendent les aspérités plus difficiles à franchir.

C'est ainsi qu'en Allemagne un seul article, l'article 319 du code de commerce, s'occupe des lettres missives, et c'est à peine si, çà et là, dans le code pénal, on peut trouver des dispositions répressives des délits commis à propos de ces lettres.

On retrouve aussi dans le code de Mexico quelques dispositions législatives semblables, dans les articles 1403 et suivants. Le même Code, art. 1252, s'occupe de la publication des lettres missives, et exige, pour cette publication, le double consentement de l'auteur et du destinataire ; toutefois, il établit une exception pour le cas où les lettres ont un caractère scientifique ou littéraire¹.

La loi russe n'autorise la publication des lettres missives qu'avec le consentement de l'auteur et du destinataire ; mais elle n'apporte à cette règle aucune exception².

La loi portugaise se contente d'exiger le consentement du destinataire, dans son article 28, § 2 de la loi du 8 juillet 1851³.

1. DELALANDE, *Rev. prat. de Droit franç.*, t. XLVI, p. 207.

2. RENOARD, *Tr. des droits d'auteur*, t. II, p. 295. — CALMELS, *De la propriété et de la contrefaçon des œuvres de l'intelligence*, n° 334.

3. DELALANDE, *loc. cit.*

En Angleterre, si la propriété, des lettres, en tant qu'objet matériel, est attribuée au destinataire, elle ne comprend pas cependant le droit de publication. Les cours d'équité l'ont souvent reconnu. Elles ont notamment accordé des injonctions pour empêcher l'impression de la correspondance de Pope, de Swift et de leurs amis, que l'on s'était procurée sans leur consentement, et de celle de lord Chesterfield avec son fils, parce que l'on n'avait obtenu ni l'autorisation de lord Chesterfield de son vivant, ni celle de ses exécuteurs testamentaires après sa mort ¹.

Quand nous aurons dit que les lois suédoise et italienne refusent aux créanciers du destinataire ou de l'auteur de la lettre les droits de publication qui appartiennent à leur débiteur, nous aurons cité à peu près toutes les dispositions législatives étrangères relatives aux lettres missives et au droit de propriété dont elles sont susceptibles. Devant l'importance du sujet, on avouera que c'est peu.

Chez nous, on a promulgué une loi sur la propriété littéraire, on a réglé les rapports de la société et des auteurs, ceux des tiers ; on a établi une distinction réclamée depuis de longs siècles entre les droits de la chose corporelle et ceux de la pensée : pourquoi n'avoir pas étendu cette réforme aux lettres missives ?

En 1826 et en 1841, on s'est aperçu de cette

1. RENOARD, CALMELS, *loc. cit.*

lacune, et on a voulu la combler ; malheureusement, pour des motifs inconnus, rien n'a été fait.

Mais, peut-on dire, les règles générales de la propriété sont ici applicables, et suffisent jusqu'à un certain point ; il est d'autres propriétés de nature particulière, telle que la propriété des terrains concédés dans les cimetières, qui ne sont pas réglées spécialement par la loi, et à propos desquelles, malgré cela, les difficultés ne naissent point. C'est exact ; mais il n'en est pas moins vrai que la correspondance joue, à notre époque, un grand rôle, qu'elle donne lieu à une propriété dont les attributs peuvent être partagés, et à propos desquels naissent des conflits inévitables.

Sans doute, les règles que petit à petit la jurisprudence a dû établir à l'occasion des espèces sur lesquelles elle a eu à statuer sont à peu près suffisantes ; mais ces règles ont le défaut de toutes celles qui résultent de décisions judiciaires : elles sont trop variables ; les hommes qui les établissent changent et avec eux les idées, les opinions juridiques ; c'est ce qui fait que certaines décisions de la jurisprudence, statuant sur le même point, donnent des solutions diverses. Les règles qui dérivent de la loi sont, au contraire, mieux établies ; et si, une fois qu'elles sont édictées, les décisions judiciaires qui ont à les appliquer varient, cela tient aux faits des causes jugées qui ne sont pas semblables, et diffèrent parfois du tout au tout : les hommes peuvent changer, mais la

loi reste tant qu'elle n'est pas modifiée, et, si elle vient à l'être, elle l'est en même temps pour tout le monde.

Cette absence d'une loi sur la matière est regrettable, et, dès qu'une question juridique relative à la correspondance vient à s'élever, on est sûr qu'immédiatement, par suite même de cette absence, vont couler des flots d'encre.

On l'a vu, au cours de l'année qui vient de s'écouler, à propos des lettres d'Alfred de Musset et de Georges Sand. Les journaux se sont emparés de ce fait divers judiciaire, et, pendant près d'un mois, la question de publication des lettres missives, celle de la propriété de l'écrivain, de la propriété des légataires et des cessionnaires, la question des droits de la critique ont fourni un thème quotidien à leurs rédacteurs.

Le tribunal de la Seine, saisi de la question, à, nous l'avons vu, admis la théorie que nous avons nous-même soutenue. Mais pourquoi une loi ne vient-elle pas la sanctionner? Tout le monde n'aurait qu'à y gagner, car on saurait désormais à quoi s'en tenir. Au reste, cette question de la publication est une des plus importantes qui se présentent à l'occasion des lettres missives, à une époque comme la nôtre où on est à la recherche, pour le publier, de tout ce qui peut satisfaire la curiosité humaine, sans penser qu'on froisse parfois des intérêts bien légitimes.

Plus récemment encore, l'absence de la loi a été bien regrettée, au point de vue juridique tout au

moins, à la suite de la publication, au cours de l'enquête sur l'accusation de trahison portée contre un commandant français par le frère du condamné Dreyfus, de lettres adressées par l'officier accusé à une de ses parentes. On s'est ému de voir la loi impuissante à frapper de tels faits, et on a discuté longtemps encore sur la question de propriété des correspondances et celle du secret des lettres.

Une personne qui se respecte n'abusera jamais d'un secret à elle confié par correspondance, et ne le divulguera jamais sans une autorisation expresse de l'auteur. Mais, si un destinataire moins consciencieux fait une pareille publication, on devra reconnaître qu'il n'y a là aucun des signes du délit prévu par le Code sous le nom de « violation du secret des lettres ».

Pourquoi le Code n'envisage-t-il pas la révélation du secret des lettres par un simple particulier, et ne se préoccupe-t-il que des agents du service postal ? Pourquoi une loi ne vient-elle pas combler cette lacune, en disant que le secret des lettres est inviolable, et que sa violation sera un délit à l'égard de tous, et non pas seulement vis-à-vis des employés des postes, qui seuls sont visés par l'article 187 du Code pénal ?

Nous le répétons, une loi réglementant la matière est désirable, et elle l'est d'autant plus que l'importance des correspondances ne fait et ne fera que s'accroître dans des proportions qu'on ne peut prévoir.

Aussi, en terminant l'étude de la question de la propriété et de l'usage des lettres missives, qu'il nous soit permis de nous associer au vœu émis par M. Abadie¹, et d'exprimer avec lui le désir « de voir le plus tôt possible la promulgation d'une loi qui établisse des règles et des principes en cette matière, et permette de s'abriter derrière la loi pour ne point succomber sous les coups de plaideurs téméraires ».

Que notre nation soit la première à accomplir cette réforme si désirée et si urgente, souhaite d'autant plus vif, que *c'est aux progrès de l'œuvre législative que l'on peut apprécier la marche transcendante d'un grand peuple.*

1. Thèse, Introduction (*in fine*).

Vu :

Le Professeur Président de la thèse,
JEAN MARIE.

Vu :

Le Doyen de la Faculté,
EDMOND VILLEY.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Université de Caen,
E. ZEVORT.



TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	13
PREMIÈRE PARTIE : De la propriété des lettres missives . .	29
CHAPITRE I ^{er} . — A QUI APPARTIENT LE DROIT DE PROPRIÉTÉ? — A PARTIR DE QUEL MOMENT?	34
CHAPITRE II. — NATURE DU DROIT DE PROPRIÉTÉ. — SON FONDE- MENT JURIDIQUE. — SES CONSÉQUENCES.	68
SECTION I ^{re} . — Du droit de possession.	75
SECTION II. — De l'inviolabilité du secret des corres- pondances	91
SECTION III. — Du droit de publication.	102
SECTION IV. — Du droit de disposition du destinataire. — De son droit de destruction.	126
CHAPITRE III. — DES RESTRICTIONS APPORTÉES A L'EXERCICE DU DROIT DE PROPRIÉTÉ DU DESTINATAIRE	133
SECTION I ^{re} . — Restrictions tenant à la nature de la lettre. — Des lettres confidentielles.	134
SECTION II. — Restrictions tenant à la qualité des parties.	155
§ 1 ^{er} . — Des personnes placées sous l'autorité légale d'un tiers	156
1 ^o Droits du père sur la correspondance de ses enfants mineurs.	156
2 ^o Droits des tuteurs.	164
3 ^o Droits du mari sur la correspondance de sa femme	173

	Pages.
4 ^o Droits : <i>a.</i> des directeurs des prisons. . . .	193
<i>b.</i> des directeurs des établissements d'aliénés.	196
<i>c.</i> des vaguemestres	207
§ 2. — Des personnes en état de faillite.	209
SECTION III. — De la saisie des lettres en matière d'instruction. — Droits des préfets. . . .	216
§ 1 ^{er} . — Droits des magistrats sur la correspondance des inculpés ou détenus.	217
§ 2. — Du droit des préfets dans les départements, et du préfet de police à Paris, sur les lettres déposées à la poste	239
DEUXIÈME PARTIE : De l'usage des lettres missives.	245
CHAPITRE I^{er}. — DES PREUVES RÉSULTANT DES LETTRES MISSIVES.	249
SECTION I ^{re} . — Droit criminel	249
§ 1 ^{er} . — Valeur de la preuve que l'on peut retirer des lettres	249
§ 2. — Cas où la lettre constitue l'objet d'une infraction.	251
SECTION II. — Droit commercial.	253
SECTION III. — Droit civil	257
CHAPITRE II. — DE LA PRODUCTION DES LETTRES EN JUSTICE . . .	266
SECTION I ^{re} . — Production par le destinataire des lettres de son adversaire.	267
SECTION II. — Production des lettres par le destinataire contre un tiers	273
SECTION III. — Production par une personne autre que le destinaire.	275
SECTION IV. — Production par le ministère public . . .	286
SECTION V. — Production des lettres anonymes, inju- rieuses, et des lettres de commerce.	289

	Pages.
SECTION VI. — De la combinaison des règles relatives à la production des lettres missives en justice avec les droits des maris, pères et tuteurs, sur la correspon- dance de leurs femmes, enfants ou pupilles.	291
SECTION VII. — De quelques règles générales relatives à la production des lettres en justice.	306
TROISIÈME PARTIE : Des droits des créanciers et des héri- tiers sur la correspondance du destinataire.	313
CHAPITRE I ^{er} . — DES DROITS DES CRÉANCIERS	317
CHAPITRE II. — DES DROITS DES HÉRITIERS	323
CONCLUSION	347



